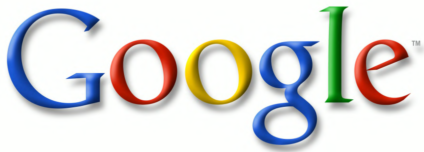
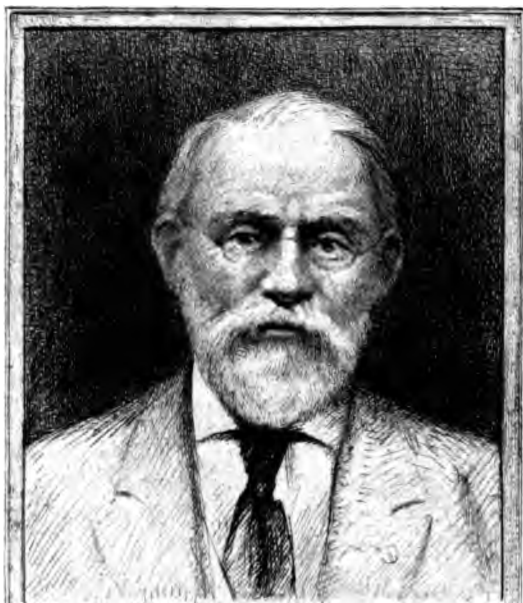

Google





LE
GÉNÉRAL DOMMARTIN

Paris. — Imp. G. Téqui. 92, rue de Vaugirard.



AUGUSTE DE DOMMARTIN, GÉNÉRAL DE DIVISION

Né au château de Dommartin (Champagne) en 1768, tué en gypte en juillet 17

ALFRED DE BESANCENET

LE GÉNÉRAL DOMMARTIN

EN ITALIE, ET EN EGYPTE

Ordres de service. — Correspondance. 1786. — 1799.

Ouvrage couronné

A PARIS PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'ENCOURAGEMENT AU BIEN

à Milan par le collège des lettres.

NOUVELLE ÉDITION



PARIS
TÉQUI, LIBRAIRE-ÉDITEUR
de l'Œuvre Saint-Michel
85, RUE DE RENNES, 85.

1887

AVANT-PROPOS

Si à la fin du siècle dernier des réformes politiques étaient nécessaires, jamais roi ne fut plus disposé que Louis XVI à les accueillir et à les favoriser. Ces réformes auraient pu, et même auraient dû s'opérer sans secousse, par une entente facile du roi et de la nation. Pourquoi furent-elles le signal d'un ébranlement général? Pourquoi au lieu d'améliorer la position de l'ouvrier et du paysan eurent-elles pour conséquence immédiate la misère? Parce que, à côté, et au-dessus des réformes, il y avait le désir ardent, immodéré de détruire le catholicisme, et que ce fut là le but poursuivi par une génération impie. La haine du Christ inspirée à la noblesse comme

à la bourgeoisie par des philosophes dont la mode fit le succès, se montra dès le début des États-généraux et ne tarda pas à se formuler dans cette parole de Mirabeau : « il faut déchristianiser la France. »

La haine du Christ, bien plus que l'amélioration de la condition du peuple fut le mobile de la première Révolution; serait-il possible d'en douter, lorsqu'on voit à chaque période révolutionnaire se montrer tout d'abord ce même parti-pris de poursuivre la religion et de la détruire ?

L'athéisme inaugura la Révolution de 1789. Quel fut le résultat immédiat pour le peuple? Il vécut dans la misère, tremblant sous la terreur et le despotisme; il fut décimé par de longues guerres, malheureuses d'abord, puis heureuses par l'habileté d'un général que le succès devait enivrer un jour.

La haine du Christ fit massacrer les prêtres, transformer les églises en magasins, emprisonner et guillotiner le peuple pour cause de religion. Elle glorifia l'impiété, interdit à l'ouvrier et au soldat la prière. L'insubordination et la débauche entrèrent ensemble dans les

casernes. Le soldat sans Dieu chassa ou massacra ses officiers ; il devint pillard, il déserta ; et la loi divine manquant, il fallut créer la loi martiale, loi sans miséricorde qui se résume en ce mot : la mort.

Les documents publics et privés, réunis aujourd'hui sur cette époque de folie antichrétienne et d'orgie sanguinaire, ne permettent plus à la légende révolutionnaire de voiler des faits dont la vérité s'impose à tous. Pendant plus d'un demi-siècle, cette légende a voulu montrer la France régénérée tout à coup par la liberté conquise et unanime pour renverser la vieille monarchie, tandis qu'un patriotisme jusqu'alors inconnu improvisait des soldats intrépides, conduits par des officiers dont la science militaire éclosait spontanément au milieu des combats. Les lettres du général d'artillerie Dommartin que nous avons réunies dans ce volume, feront voir ce que fut cette armée, désorganisée d'abord par un gouvernement qui chassait Dieu, devenant bientôt des bandes indisciplinées.

Les fameux volontaires de la République, beaucoup moins nombreux qu'on ne s'est plu à

le dire, durent être disséminés par la Convention dans les vieux régiments où se trouvaient encore les vrais soldats et les anciens officiers, car si quelques-uns de ceux qui appartenaient à la haute noblesse avaient cru devoir émigrer, le plus grand nombre étaient restés à leur poste, servant leur pays et lui donnant leur sang, malgré la répugnance qu'inspirait la Révolution.

Les officiers distingués qui servirent pendant la campagne d'Italie et dans celle d'Égypte appartenaient pour la plupart aux régiments de Louis XVI ; sans parler de Bonaparte, citons au hasard les généraux Vaubois, Schérer, Caffarelli, d'Anthouard, Dommartin, Damas, Friant, Lespinasse, qui avaient reçu de la monarchie leurs brevets d'officier. Bien plus, lorsqu'après la chûte de Robespierre, la Convention devint un gouvernement à peu près régulier, un des premiers soins fut d'épurer l'armée, et de rayer des états-majors les chefs improvisés, sans instruction première et sans talent, que la Révolution avait créés. Il suffit de voir les noms des officiers de tous grades tombés sur

les champs de bataille de la Convention pour reconnaître combien d'entre eux appartenaient à l'ancienne noblesse.

Les gentilshommes de province, généralement pauvres, n'eurent pour la plupart ni la volonté, ni plutôt la possibilité d'émigrer. Enfermés dans des manoirs plus que modestes, ils laissèrent passer la tourmente, tandis que leurs fils prodiguaient leur vie à une patrie qui persécutait leurs pères. Plusieurs sont cités dans les lettres que nous publions comme une page utile à l'époque révolutionnaire. C'est dans les lettres en effet que se trouve la plus grande sincérité, et leur caractère d'intimité doit inspirer plus de confiance encore que les mémoires ; ceux-ci, écrits dans le silence du cabinet, par des hommes mêlés aux événements qu'ils racontent, ont naturellement un certain apprêt. Les faits ou les personnes y sont mis en lumière ou laissés dans l'ombre, selon le gré de l'écrivain ; il prépare pour la postérité une représentation de drame ou de comédie, dont il doit être l'acteur le plus remarqué. Dans les lettres, au contraire, l'impression reproduite est bien

celle éprouvée à l'heure où l'on écrit. L'homme se montre ; le fait est tel qu'il l'a vu ; il dit sans chercher l'effet.

Le général de Dommartin, en écrivant à sa famille, ne se doutait pas que ses lettres seraient conservées. Sa mère, qu'il aimait plus que tout au monde, ainsi qu'il le lui dit, les garda précieusement comme un souvenir de son fils. Du jour où à seize ans il quitta la maison paternelle, chacune d'elles fut soigneusement serrée ; et lorsque la pauvre mère n'eut plus de fils, elle les relut souvent pour vivre dans le passé. Là elle le retrouvait élève à l'École d'artillerie, se plaignant de ses chefs ; plus tard officier jeune et ardent, indigné de l'indiscipline de l'armée, poussant un cri de désespoir lors de l'arrestation du roi à Varennes, ce roi pour lequel, écrit-il, *ce serait si beau de mourir*. Puis elle le revoyait colonel blessé devant Toulon, cachant la gravité de ses blessures ; elle le suivait, devenu général, dans cette campagne d'Italie où, après chaque bataille, sa première pensée est pour elle ; enfin, le cœur gros de larmes, elle le suivait encore sur cette terre d'Égypte

où il devait mourir loin d'elle, lorsque sa réputation naissante lui promettait un glorieux avenir.

Protégée par la présence de son fils à l'armée de la République, elle était restée à Dommartin sans y être trop inquiétée pendant les plus mauvais jours de la Terreur. Chaque semaine une lettre était venue calmer les tourments que lui causaient les terribles événements de Paris et les agitations révolutionnaires qui grondaient autour d'elle. Après la mort de ce fils qui avait été sa sauve-garde et son orgueil, rien ne put la consoler et elle ne vécut plus que dans son souvenir.

Fille de M. d'Aulnay, elle s'était mariée jeune à Arnoult Cousin, seigneur de Dommartin, son voisin de campagne. Ils avaient eu deux enfants : une fille nommée Agnès, puis un fils, Éléazar-Auguste. Malgré les fautes de Louis XV et de son gouvernement, les plus habiles politiques étaient loin de prévoir, à cette époque, la Révolution qui renverserait Louis XVI. D'ailleurs, le petit nombre des journaux et la lenteur des communications ne permettaient guère à la province

de participer au mouvement politique et intellectuel de la capitale. Dans les villages éloignés de Paris, la vie des gentilshommes campagnards ne différait pas sensiblement de celle des paysans. Ce qu'on appelait château n'était qu'une maison un peu plus vaste que les autres, dont le maître, cultivateur et chasseur, s'occupait peu de politique, et dont la châtelaine donnait des soins aux volailles de la basse-cour.

Les fortunes étant presque représentées par des terres dont un vieil usage faisait un fief relevant de la couronne, l'hommage fait au roi n'était plus qu'une formule, et le seigneur n'avait plus en réalité qu'un titre honorifique et le droit d'ajouter à son nom patronymique celui de la terre à laquelle le fief était attaché. Dans la plupart des provinces, les revenus de ces fiefs étaient médiocres, aussi fallait-il vivre sur la terre pour profiter de ses produits. La difficulté des voyages et les dépenses qu'ils entraînaient les rendaient fort rares ; beaucoup de châtelaines n'allaient qu'une fois par an à la ville voisine, et bien peu d'entre elles avaient vu Paris. Les filles restaient près de

leur mère attendant un mari ; les fils allaient aux armées d'où bien souvent ils ne revenaient pas. Ce genre de vie des possesseurs de fiefs les rendait dans la plupart des villages les compagnons, sinon les égaux des paysans qui vivaient autour d'eux ; aussi ne fut-ce qu'à la longue, et par le contact de l'excitation des villes, que la Révolution pénétra dans les campagnes. Ni à la fin du règne de Louis XV, ni au commencement de celui de Louis XVI, les symptômes d'agitations qui se montraient à Paris et dans les villes n'eurent de contre-coup dans les villages.

Au petit château de Dommartin, on vivait de cette existence paisible et retirée ; seulement on y aimait l'étude, et M. de Dommartin se reposait avec les livres des travaux de la journée. Ce fut une grande joie pour tous lorsqu'un fils vint au monde ; les archives de la commune ont conservé l'acte de son baptême.

« Éléazar-Auguste, fils légitime de messire Arnoult-François Cousin, écuyer, seigneur de Dommartin-le-Franc, la Cour et Romaine, et de dame Marie-Rose-Élisabeth d'Aulnay,

ses père et mère, est né en légitime mariage, le 26 mai de la présente année 1768, et a été baptisé le lendemain par moi curé soussigné, et a eu pour parrain, messire Éléazar-Eléonor d'Aulnay, chevalier, seigneur de Moremberg et Frampas, officier au régiment d'Artois-Infanterie, et pour marraine demoiselle Antoinette de Roussel, absents et représentés par François Cotton, qui a signé avec nous et le père de l'enfant, et Marie Barberot qui ne sait signer.

signé : Cousin de Dommartin, François Cotton, Baptiste Gaide, curé.

Tout enfant, Eléazar-Auguste eut pour sa mère une tendresse qui ne fit que grandir avec les années. Elle avait tenu à lui donner une éducation chrétienne et l'avait fait élever au collége des capucins de Joinville. Trois lieues seulement la séparaient de lui, et presque chaque semaine elle venait embrasser sa tête blonde.

Elève à l'Ecole d'artillerie de Metz, il passa son examen de sortie le 15 août 1785 et devint

officier ; il avait alors dix-sept ans. Incorporé comme lieutenant à la suite dans le régiment d'Auxonne, il devint lieutenant en premier en 1788, puis capitaine en 1792, lors de la réorganisation de l'armée.

Dans la seule année 1793 il arrive rapidement aux grades de lieutenant-colonel, colonel, général de brigade, et prend part en cette qualité à la campagne d'Italie.

Puis, en 1798, il fait partie à Paris d'un conseil secret où se décide la campagne d'Egypte, part avec Bonaparte, est nommé général de division à la bataille des Pyramides et meurt de ses blessures à l'âge de 31 ans.

Jusqu'à sa dernière heure, sa mère eut toutes ses pensées. Sur son lit de mort il dicta encore une lettre pour elle, en même temps que le bulletin du combat où il venait d'être frappé pour ne plus se relever.

Fière de ce fils qu'elle idolâtrait, Madame de Dommartin ne se consola jamais, et lorsque le Directoire lui offrit une pension, elle fit cette réponse digne et triste :

« Je remercie les représentants de la na-

tion; mais je ne puis vivre du sang de mon fils. »

Pour suivre Auguste de Dommartin dans sa courte mais brillante carrière,nous aurons à citer en même temps que ses lettres à sa mère, sa correspondance militaire; en la publiant, nous n'avons pas la pensée d'écrire une histoire de la Révolution; notre rôle, beaucoup plus modeste, est celui du chroniqueur dont l'attention s'arrête sur certains faits et les raconte à leur date tels qu'ils se suivent et se présentent.

La brusque secousse, qui, à la fin du dernier siècle, bouleversa de fond en comble les institutions de la France, souleva la poussière des ruines qu'elle amoncelait. Une suite de révolutions entretenant sans cesse l'agitation première, ne devait pas permettre le retour de ce calme qui suit d'ordinaire les cataclysmes, et c'est à peine si, après tant d'années écoulées, la vérité commence à se dégager.Il est hors de doute aujourd'hui que l'armée conduite par Bonaparte à la victoire a demandé des années de soins et de peines aux généraux modestes chargés de sa for-

mation. La Convention avait tout désorganisé pour amener le renversement de la royauté. Et en effet lorsque Dommartin, alors lieutenant d'artillerie écrivait à sa mère aux débuts de la Révolution : « Moi, militaire, je ne connais que mon roi » il exprimait le sentiment général de l'armée.

Les hommes qui voulaient la chûte de la monarchie le savaient, et leurs efforts devaient être d'éloigner les troupes, d'abord de la personne royale, puis de les désorganiser par une indiscipline, que la faiblesse calculée d'un gouvernement, qui ne cherchait qu'à perdre Louis XVI, avait intérêt à laisser impunie. On vit des régiments entiers se soulever contre leurs officiers et piller les caisses; on vit aussi, hélas ! des officiers ambitieux se mettre à la tête des mouvements insurrectionnels qui menaçaient d'autres officiers leurs camarades. Il ne fallut pas un long temps pour détruire avec le sentiment religieux que la Révolution avait attaqué un des premiers, celui du respect et de la fidélité.

Mais un danger apparut tout à coup :

devant la guerre étrangère, les esprits sérieux, qui même dans leur ardeur révolutionnaire, ne se laissaient pas aveugler par de creuses théories, comprirent l'impuissance des gardes nationales avec leurs officiers à l'élection

Mirabeau, ce fils débauché, que la révolte contre l'autorité paternelle devait jeter dans toutes les révoltes, après avoir, dans une adresse tristement célèbre, demandé le renvoi des troupes de Versailles, fut un des premiers à reconnaître qu'une armée sans discipline, sans esprit militaire et sans Dieu, ne pouvait lutter contre l'étranger. La mort le surprit au début de son retour vers des idées plus sages. Mais aurait-il pu arrêter le désordre ? Nous ne le croyons pas.

Les hommes de la Convention qui devaient leur pouvoir à la désorganisation générale, qui ne pouvaient le conserver que par elle, redoutèrent de voir se former une armée disciplinée qui, par cela même qu'elle aurait eu l'ordre pour base, aurait cessé de lui appartenir. Des citoyens armés au hasard, des officiers auxquels le hasard, plus grand en-

core, du suffrage donnait des grades, c'était là cette armée, instrument nécessaire des haines, des convoitises et des ambitions.

Pour ceux pourtant qui dans la Convention ne vivaient pas avec l'insouciance de la satisfaction du moment, l'illusion d'une résistance possible avec de pareilles troupes mises en présence des forces de l'Europe, ne fut pas de longue durée. La perte de la bataille de Nervinde avait été d'ailleurs un avertissement sérieux, et Aubry, au nom du ministre de la guerre, avait osé venir demander à la Convention de voter d'urgence un code pénal militaire, des plus sévères. Preuve sans réplique, qu'en ôtant aux soldats la pensée de Dieu et du devoir, on s'était placé dans la nécessité absolue de le retenir par la crainte.

Marat s'indigna : « C'est l'artifice ordinaire des chefs perfides, s'écria-t-il, lorsqu'ils ont éprouvé des revers, d'en accuser les soldats patriotes et de solliciter des lois de sang contre les hommes que leur zèle brûlant a conduits aux frontières. » En face de l'indiscipline croissante, les paroles de Marat étaient vides de sens.

Dumouriez, de son côté, avait écrit à la Convention, déclarant, avec la rudesse d'un soldat, que la désorganisation de l'armée et de tous les services était la cause certaine des revers : — « On vous trompe, disait-il ; on a fait éprouver aux Belges tous les genres de vexations; on a violé à leur égard les droits sacrés de la liberté ; on a profané par un brigandage lucratif les ornements de leur culte. »

Enfin Camus, dans un rapport d'une vérité brutale, où il ne craignait pas de blesser les idées de ses amis politiques, vint dénoncer la monstrueuse indiscipline de l'armée, ses pillages, et surtout l'absurdité de l'élection des officiers.

« Les intriguants, disait-il, pour être élus, promettent aux soldats l'indiscipline et l'impunité. Si vous ne supprimez pas l'élection, vous n'aurez jamais de troupes.. »

Mais parler d'ordre et de soumission devant une réunion de révoltés, c'était bien prêcher dans le désert ; Robespierre, à la tribune des Jacobins, déclara qu'il n'existait d'autre remède aux revers de nos armées que le

massacre dès aristocrates. « Il faut d'abord, s'écria-t-il, que le peuple se lève pour écraser ses ennemis intérieurs, pour les exterminer. »

La Convention, qui voulait avant tout assouvir sa haine contre tout ce qui n'était pas sanguinaire comme elle, était impuissante à rétablir l'ordre dans l'armée; d'ailleurs on ne donne que ce qu'on a : *Nemo dat quod non habet.*

Loin de reconnaître avec Camus l'absurdité de l'élection, elle voulut chasser, guillotiner les officiers qui, sortis des écoles de la monarchie, avaient l'instruction première et s'efforçaient de conserver encore dans les régiments quelques traditions de l'esprit militaire.

Elle décrète la levée en masse, c'est-à-dire le nombre devant remplacer l'instruction et la discipline. Mais cette levée plus tyrannique, plus écrasante qu'aucune des mesures prises sous la monarchie, rencontrant partout la résistance des populations, était inapplicable en fait. C'est en vain que Danton menaçait : «Il faut qu'au nom de la Convention, qui a la

foudre dans les mains, 'disait-il, les envoyés primaires, lorsque l'enthousiasme ne produira pas ce que l'on a droit d'attendre, fassent des réquisitions.»

Chaque classe devait être appelée successivement : La première comprenait tous les hommes de seize à vingt-cinq ans et tous les célibataires ou veufs jusqu'à quarante ans. La deuxième, tous les hommes mariés de vingt-cinq à trente-cinq ans. La troisième, les hommes de trente-cinq à quarante-cinq ans; enfin la quatrième tous les hommes sans exception, en état de porter les armes.

Barrère, dans un lyrisme ampoulé, avait défini la part qui revenait à chacun dans cette levée qu'il appelait un effort de géant :

«Les jeunes gens combattront, avait-il dit en prenant des poses théâtrales; ils seront chargés de vaincre; les hommes mariés forgeront les armes, transporteront les bagages et l'artillerie, ils prépareront les subsistances. Les femmes qui doivent arriver à leur véritable destinée dans les révolutions, oublieront les travaux futiles : leurs mains feront des habits aux soldats. Les enfants lèveront

leurs mains pures vers le ciel; les vieillards reprenant la mission qu'ils avaient chez les peuples anciens, se feront porter sur les places publiques; ils enflammeront le courage des jeunes gens. »

Mais les grand mots ne font pas les armées; pour le salut et la gloire de la France, il restait encore quelques vieux soldats de la monarchie et des officiers instruits et dévoués, que leur éloignement avait sauvés des fureurs de la Convention, prête à les sacrifier, si elle en avait eu le temps.

PREMIÈRE PARTIE

I

PREMIÈRES LETTRES; GARNISONS DE METZ ET D'AUXONNE (ANNÉES 1786-1787).

Lorsque Auguste de Dommartin arriva à Metz comme officier d'artillerie, les fêtes de l'hiver commençaient avec la fin de l'année 1785. Jeune, fier de porter l'uniforme, accueilli dans les salons aristocratiques et militaires, il se trouvait au milieu d'un monde nouveau. Sa première lettre porte la date du 1er janvier 1786.

« Ma chère maman, vous vous impatientez de

ne pas recevoir de mes nouvelles; vous êtes sûrement bien inquiète. Notre uniforme vient d'être changé, et surtout celui des officiers, qui porteront à l'avenir la culotte et les bas noirs. Épaulettes, épée, dragonne, habit, on a généralement touché à tout. Cette petite fantaisie du ministre nous coûtera environ cinquante écus; s'il n'avait que ces étrennes-là à nous donner, il pouvait s'en dispenser. Quant à vous, au commencement de cette année, vous pouvez vous imaginer que je vous souhaite une bonne santé, à ma sœur un bon mari, et à moi la continuation de votre amitié avec un petit renfort de bourse. »

Au printemps le régiment part pour Auxonne; le voyage est une distraction, et si on regrette Metz on sait qu'on ne le quitte pas sans esprit de retour; peut-être même y reviendra-t-on pour le prochain carnaval: et puis ce qui plaît au jeune homme, c'est qu'Auxonne est moins loin du village de Dommartin et qu'il se rapproche de sa mère.

Pourtant il est bientôt las de la petite forteresse dont *les canonniers font l'ornement.* La garnison est ennuyeuse; le service y est pénible, Les inspections arrivent au milieu de l'été; la chaleur augmente encore les ennuis de l'exercice. Les officiers se consolent en se plaignant un peu de tout.

« Auxonne, 28 juillet 1786

« Je profite pour vous donner de mes nouvelles du moment où je suis de garde, seul moment de repos que j'aie eu depuis trois semaines, grâce à M. de Lamortière, notre inspecteur, qui vient de passer près d'un mois par ici. Hier on nous a commandé un polygone de parade pour le prince souverain de Wurtemberg et son frère qui viennent de prendre les eaux à Luxeuil. Nous étions sous les armes dès sept heures du matin, sans avoir déjeuné, croyant que le régiment reviendrait comme de coutume à neuf heures ; point du tout ; les princes ne sont venus qu'à midi, et nous ne sommes rentrés en ville qu'à quatre heures, mourant de faim et de soif, car c'était la journée la plus chaude qu'il y ait eu. On n'a pas eu l'honnêteté de nous offrir la moindre chose, et j'ai eu bien de la peine à surmonter la fatigue.»

Dans ces régiments composés de vieux soldats qu'un long service rompait à la fatigue, le métier était dur pour un jeune homme de dix-sept ans ; car on était sévère pour ces officiers qui se formaient par le travail ; l'État les payait à peine, et la charge de leur entretien retombait sur leur famille. La lettre suivante montre la gêne où se trouvaient beaucoup d'entre eux.

« Auxonne, 31 juillet 1786

« Je profite du départ de du Chesnoy[1] pour vous écrire. J'ai appris avec peine l'accident arrivé à mon oncle de Morfontaine,[2] dites-le lui ; d'ailleurs j'espère aller passer avec vous l'hiver prochain, car il paraît décidé que nous retournons à Metz à la fin d'août. J'ai grand besoin d'aller chez vous, car mon linge est dans le plus triste état, parce qu'on ne l'a pas raccommodé à Dommartin le dernier hiver. Je fais réparer ici le plus mauvais, ce qui me coûte un peu cher. Vous pouvez charger du Chesnoy de mes souliers, selon la manière dont il viendra à Auxonne ; mais de quelle manière que ce soit, j'espère que vous le chargerez de l'argent que vous m'avez promis. J'aurai besoin d'un habit en arrivant à Metz, les miens sont bien râpés ; rien ne les use autant que les gardes. J'en avais pourtant fait faire un de drap de Silésie, mais il montre déjà la corde, ce qui n'est pas étonnant quand on est levé dès cinq heures du matin pour aller au polygone, et qu'on travaille toute la journée.»

A la lecture de cette lettre, madame de Dom-

1. M. du Chesnoy, alors lieutenant d'artillerie devint colonel dans cette arme.

2. C'était le père du Sénateur actuel de l'Aube.

martin regarda tristement sa bourse légère ; l'année avait été mauvaise, les grains se vendaient mal ; elle répondit qu'il fallait s'efforcer de faire durer les vieilles choses. Son fils lui donne alors des détails sur l'emploi forcé de l'argent.

« Auxonne, 16 août 1786

« Du Chesnoy serait pourtant une belle occasion de m'envoyer les dix louis que vous m'avez promis. Vous dites que je dois encore avoir de l'argent ; j'en suis étonné, car vous savez que je dois à Metz plus de cent livres pour effets. Mes gardes m'ont coûté très-cher ; j'ai été une semaine chef de chambrée et alors il faut largement graisser la marmite; j'ai été obligé de faire faire un habillement complet, lequel, comme je vous l'ai dit, est déjà à demi-usé. J'ai acheté pour vingt livres, guêtres, baudrier, hausse-col. Vous savez aussi que mes chemises n'ont pas été du tout raccommodées et qu'il faut de toute nécessité faire mettre des jabots aux unes et des manchettes aux autres. En outre, ma compagnie tire actuellement à la cible, et je ne puis me dispenser de donner quelque chose à ceux qui font de beaux coups, car il faut s'attirer l'amitié de ceux que l'on commande et je crois que j'y ai réussi. J'ai aussi avancé un peu d'argent à quel-

ques hommes qui me doivent quarante-trois livres.

« Vous voyez d'après cet état que j'ai payé mon courant, c'est-à-dire l'auberge, la femme de chambre, le blanchissage, le perruquier et les réparations du tailleur. En outre il m'a fallu une veste et une culotte pour les exercices en grande parade. Vous devez voir par là qu'il ne me reste guère d'argent. »

Cette lettre décide madame de Dommartin à remettre à M. du Chesnoy l'argent dont elle dispose ; la somme est modique, comme l'indique la lettre de remerciement.

« Quoique l'argent que vous m'avez fait passer soit peu de chose, je vous en suis bien obligé ; pourtant, si vous m'eussiez tout envoyé cela eût mieux fait mes arrangements. Sitôt que nous serons rentrés à Metz je compte vous écrire. Rennepont quittera le régiment à Langres pour aller passer une quinzaine à Andelot, et vous verrez sûrement encore du Chesnoy qui est parti pour Douai avec sa compagnie. Pour moi, je compte demander un congé depuis le commencement du carême prochain jusqu'au 16 mars. »

Le régiment quitte Auxonne et rentre à Metz le 27 septembre.

On s'amuse à Metz, et personne ne se préoccupe de la Révolution qui déjà pourtant mine le trône.

Les embarras du Trésor augmentent. Comment remédier au mal ? Chaque ministère a proposé son système. On songe cette fois à des économies sur l'armée. La nouvelle en est mal accueillie dans les régiments.

« Metz, 29 novembre 1786

« On parle de rendre au roi les villes barrières telles que Luxembourg ; alors c'est fini, nous allons croupir dans une paix dont on ne sortira pas et l'on effectuera les réformes préméditées dans l'armée. Il s'agirait de renvoyer la moitié des officiers et soldats dans leurs foyers avec demi-solde jusqu'à l'expiration de leur congé. »

Désorgoniser l'armée en face de l'étranger pour réaliser une économie à peu près insignifiante parut sans doute un moyen aussi insuffisant que dangereux de rétablir les finances. On y renonça.

A Metz, le carnaval fut brillant; le carême venu, Auguste de Dommartin prit son congé et courut embrasser sa famille. Le temps passé au foyer paternel parut bien court à tout le monde. Si l'agitation qui se faisait autour de Louis XVI avait déjà son contre-coup dans les grandes villes du royaume, elle ne se faisait pas encore sentir dans les villages, où les dépêches arrivaient lentement. Là

on vivait tranquille ; rien n'était changé dans les vieilles habitudes, et rien ne pouvait faire prévoir les catastrophes de l'avenir. A la fin du printemps il fallut rejoindre le régiment,et ce fut le cœur gros que le fils quitta sa mère.

II

CAMP DE MONTIGNY. — SÉDITIONS DANS LES RÉGIMENTS

M. de Calonne, impuissant à rétablir les finances, avait réuni les notables. On sait que le seul remède qu'il proposa fut de revenir au système de M. Turgot. Ce système, présenté dix ans plutôt, aurait pu même en 1787 sauver encore la monarchie. L'égalité de l'impôt, demandée par M. Turgot et réclamée par M. de Calonne, donnait satistaction à l'opinion et rétablissait la fortune de la France.

Mais si la nécessité força les Notables à voter en partie les mesures proposées par M. de Calonne, leur hostilité contre sa personne obligea le roi à le remplacer par l'archevêque de Brienne; et celui-

ci, impuissant à son tour devant le parlement, dut conseiller au roi de rappeler M. Necker.

L'annonce de la convocation des états généraux agita la France entière. Quels hommes allaient représenter les trois ordres, et que sortirait-il de cette assemblée, où tant d'éléments divers, où tant de passions hostiles allaient se rencontrer? Si l'opinion publique se montrait désireuse de certaines réformes, elle ne soupçonnait pas un bouleversement radical des institutions monarchiques. Et pourtant la révolte contre Dieu soufflée par les philosophes avait un coutre coup dans toute les classes sociales. La noblesse de cour frondait le roi, la noblesse de province jalousait les grands seigneurs, la bourgeoisie tendait à rejeter toute supériorité gênante. On avait secoué toute autorité divine, ne devait-on pas haïr l'autorité des hommes ?

« Dommartin écrit le 9 juillet

« Notre parlement a été exilé hier à quatre heures du matin, sans bruit ni tumulte, à raison de cent hommes de cavalerie qui ont fait continuellement des patrouilles jusqu'après le départ de tous les membres. Le camp devant Metz est décidé, et le roi doit y venir passer quelques jours. M. le marquis de Bouillé, notre général, a reçu des ordres;

mais nous espérons qu'il n'aura pas lieu à cause du manque d'argent.

Bientôt aux rumeurs politiques viennent se mêler des bruits de guerre.

« Metz, 17 août 1789

« Enfin les ordres définitifs sont arrivés, et l'armée doit se rassembler le trois du mois prochain. Je suis bien fâché que cette circonstance m'oblige à vous demander cent écus qui me sont absolument nécessaires. On prétend que, malgré la rigueur de la saison, nous pourrions bien entrer en campagne après le camp, qui n'est qu'un rassemblement de troupes. J'aurai peut-être des choses plus sérieuses à vous apprendre dans ma prochaine lettre. En ce moment, je suis en marché pour un lit, une marmite, etc... Le roi, fort heureusement, nous fournit les tentes; cependant comme elles sont très-mauvaises, je ne pourrai me dispenser, si on fait la guerre, d'en acheter une qui puisse me mettre à l'abri, car celles qu'on nous donne ne nous garantiraient pas de la pluie plus de trois heures. »

Dix jours plus tard il écrit de nouveau :

« On parle toujours de guerre, si elle a lieu, mon colonel, M. de Cirfontaine, sera sûrement employé comme officier général, et mon intention est de le

prier de me prendre comme aide de camp ; il ne sera pas inutile que vous joigniez vos instances aux miennes.»

Le camp de Montigny-lez-Metz est formé, les troupes s'y cantonnent le 1er septembre.

« Montigny-les-Metz, 5 Septembre 1788

« Je reçois votre lettre du 2 de ce mois, et ce même jour j'ai couché sous la tente. Je vous envoie l'état de notre armée. Le ministre de Brienne quitte les affaires ; les gens qui étaient les sangsues de l'État sont fort aise de son départ, mais comme il avait de bonnes vues, son remplacement doit faire gémir les bons patriotes. C'est là tout ce que je puis vous appendre. J'ai peu de temps et suis fort mal pour vous écrire ; mais je me porte bien et mange comme quatre.»

Dans l'armée on regrettait la chute de M. de Brienne, on rendait justice à ses intentions. Bientôt les bruits de guerre cessent ; l'hiver s'annonce par des pluies continuelles : les manœuvres du camp ne sont plus possibles, et l'armée revient à Metz dans les premiers jours d'octobre. Auguste de Dommartin est à l'âge heureux où les préoccupations ne durent guère, à l'âge où l'on s'amuse, où l'on plaisante un peu de tout. Il a quitté la boue du camp

3

pour le pavé de la ville, et la tente où souffle le vent pour une chambre bien close ; la belle humeur lui revient.

« Metz 3 Octobre 1788

« Nous sommes enfin décampés et les semestriers du régiment sont partis depuis le 1er du mois. Me voici logé au quartier, dessinant ou pinçant de la harpe ; j'y prends tant de goût que je compte incessamment devenir un virtuose... Je vous apprendrai comme chose plus sérieuse, que notre parlement n'est pas encore rentré et, en bonne foi, je crois que ces embryons, qui pour 30.000 francs se prétendent des souverains, seront partout anéantis. Point d'événements remarquables ; cependant il paraît certain que les Impériaux ont battu les Turcs, et puis encore nous avons une quantité de soldats atteints d'une maladie appelée *la Brienne*; j'ignore d'où lui vient ce nom, a moins que ce ne soit parce qu'elle ne dure guère. Je n'y ai encore pas passé. »

Comme les hivers précédents on s'amuse à Metz ; mais cette fois on s'étourdit sur les inquiétudes que cause la politique.

L'année 1789 amène les Etats Généraux ; ils s'assemblent le 5 mai ; des congés ont été donnés dans

l'armée, et Auguste de Dommartin en a profité. Il est resté plusieurs mois près de sa mère, et ne revient à Metz qu'à l'époque où, sur l'ordre du roi, la réunion des membres du clergé et de la noblesse au Tiers Etat crée l'Assemblée nationale. Mais le roi ne résiste pas au courant qui emporte la monarchie ; Voici comment M. de Dommartin juge les événements :

« Metz, 7 Août 1789

« Vous êtes sûrement instruits des troubles affreux qui ont désolé dernièrement la capitale. Un roi bon, mais faible, a abandonné ses sujets les plus affectionnés, à toutes les fureurs populaires. Un nombre considérable de gentilshommes a dû s'exiler. M. le maréchal de Broglie, un héros, a été lui-même obligé de fuir ; il a craint d'exciter des troubles dans son gouvernement en venant y faire sa résidence. Sa prudence a évité une guerre entre la garnison prête à se laisser mettre en pièces plutôt que de souffrir qu'on lui fît insulte, et le peuple indisposé contre lui parce que, fidèle à son devoir, il obéissait au roi. Ce même peuple a oublié en un instant la dette contractée envers un homme qui avait tant de fois prodigué son sang pour la patrie, et voilà le vainqueur de tant de batailles, l'amour

du soldat, le maréchal de Broglie proscrit. Nous sommes accablés de services ; j'ai passé trois nuits et demie sur cinq ; mais la ville a été assez tranquille par la vigilance du marquis de Bouillé. Nous n'avons eu que des émeutes légères, où notre général s'est couvert de gloire, en faisant grâce à un homme qui avait tenté de le renverser de cheval, et qui serait arrivé à ses fins sans un housard qui lui a fait lâcher prise et auquel on doit la vie de ce brave officier. Quelques bourgeois bien intentionnés veillent à la sûreté de la ville ; ils se mêlent à nos gardes et nous indiquent les individus suspects. Hier, à la comédie, le général de Bouillé a reçu un témoignage de reconnaissance des habitants qu'il a préservés. Dès qu'il a paru, les applaudissements et les cris de *Vive Bouillé !* ont retenti ; ils étaient dans toutes les bouches, car militaires et bourgeois rendent hommage à ses vertus ; c'est un homme d'une grande simplicité ; sa table n'est pas mieux servie que celle des lieutenants, et il fait faire des distributions de vivres aux pauvres. C'est là l'homme vénéré qui doit nous servir d'exemple. — Il est parti de la garnison des détachements pour les campagnes voisines. De véritables brigands parcourent l'Alsace et la Franche-Comté, mais ils n'ont pas encore paru dans notre province où la vigilance du chef en ferait bonne justice. J'ai pour-

tant à vous donner une mauvaise nouvelle : la garnison de Thionville vient de se déshonorer par des actes séditieux. Des soldats ont fait feu sur un maréchal des logis et quatre housards chargés de dépêches pour le maréchal qui est à Luxembourg. Des soldats ont ensuite oublié qu'ils devaient l'exemple de l'obéissance. Mais voici un fait que l'on aurait peine à croire de la part d'un autre corps de troupe que celui qui s'est gâté à Paris : à Thionville deux régiments entiers avec leurs officiers se sont insurgés. Je ne mets pas en doute que ces deux régiments, Brie et Bretagne, ne soient cassés. Adieu, chère Maman, croyez à toute ma respectueuse affection ; j'attends de vos nouvelles avec la plus grande impatience. On en a besoin en ce temps-ci. »

Le désordre a commencé dans les régiments ; le gouvernement l'encourage ; il craint la fidélité au roi : il faut chasser les officiers et les sous-officiers qu'on soupçonne d'attachement à la monarchie. Les régiments de Paris sont déjà gagnés à la Révolution on les envoie en province porter l'esprit de révolte.

Si la ville de Metz a semblé jusqu'alors tranquille elle s'agite à son tour, et le 20 août M. de Dommartin en informe sa famille. « Depuis trois jours écrit-il, nous sommes constamment sous les armes ; cepen-

dant on n'en est encore venu à aucune extrémité. »
Enfin le 24 il adresse à sa mère ces quelques lignes :

« Nous venons de renouveler notre serment : je ne sais trop ce que cela signifie ; moi, militaire, je ne connaissais que mon roi ; actuellement j'obéis à deux maîtres qui doivent, nous dit-on, faire mon bonheur et celui de mes frères, s'ils sont d'accord ! ! ... »

Cependant en dépit des efforts tentés par les révolutionnaires de province, et malgré l'esprit de révolte qui se répand partout, la plus grande partie de l'armée donne encore l'exemple de la discipline. Si le roi, rentré à Paris le 6 octobre, était aux yeux des hommes clairvoyants le prisonnier de l'Assemblée, pour le soldat il était encore le chef suprême. Pourtant quelques officiers ambitieux, même parmi ceux qui appartenaient à la noblesse, se jetaient isolément dans le courant révolutionnaire : ils entretenaient dans certains régiments une agitation secrète. Une lettre de M. de Dommartin signale le mauvais esprit de son lieutenant-colonel et de quelques officiers mécontents. La révolution marchait à grand pas ; en quelques mois tout changeait d'aspect.

« Metz, le 26 Juin 1790

« Notre garnison est redevenue assez tranquille

grâce au général de Bouillé, mais rien ne peut nous répondre de l'avenir. Ce brave général a quantité d'ennemis qui cherchent à le perdre par des machinations infâmes, car aucun de ces gens-là n'oserait le regarder en face. Un bon esprit de corps règne encore dans notre régiment, à l'exception pourtant de M. du T*, de trois officiers et, bien entendu, des lieutenants en troisième qui n'ont rien à perdre. Nous autres nous vivons dans la plus grande intimité, car on sent qu'il faut être amis et rester entre soi pour dire librement sa pensée. Vous connaissez la mienne et pouvez juger des idées de la grande majorité du régiment. Pourtant, au moment même où je vous éris, j'apprends que les sergents se sont réunis à l'instigation de M. du T*, pour inviter l'Assemblée nationale à le nommer colonel; certains sous-officiers et quelques compagnies notés pour leur aristocratie n'ont pas été convoqués, en sorte que cela fait un schisme dans le régiment. C'est là un coup de finesse de ce monsieur, qui, craignant que la réunion du génie ne l'éloigne du grade de colonel, veut forcer la main au ministre; vous jugez par là s'il est délicat sur les moyens. Peut-être savez-vous ce qui s'est passé dans un quartier de Paris : quelques habitants du faubourg Saint-Antoine se sont montrés pour le roi; qui sait ! c'est la canaille qui, *comme machine*, a fait tout le mal; cette

machine ne peut-elle pas jouer tout à coup en sens contraire ? »

Les sous-officiers et même les soldats allaient commencer à s'arroger le droit d'imposer au gouvernement les chefs de leur choix; un officier supérieur appartenant à la noblesse, avait fait à Metz de la popularité pour devenir colonel, et les conséquences de cet exemple déplorable ne pouvaient tarder à se faire sentir. On les trouve dans la lettre suivante.

« Metz, 18 Juillet 1790

« Hier le régiment de Salm-Salm a fait de nouvelles réclamations. Il a pris les armes, et, le sabre à la main, a réclamé la solde qu'il prétend lui être due. Pour être plus en sûreté dans le fort, ce régiment avait mis des corps de gardes tout le long de l'avenue qui conduit à la ville. Le général de Bouillé est parti de suite et a harangué les révoltés, mais il ne les a pas ramenés au devoir. Au contraire les soldats ont voulu enlever le drapeau et la caisse qui se trouvait chez le lieutenant-colonel. Alors M. de Bouillé et les officiers du régiment se sont placés à la porte du pavillon, l'épée à la main, pour défendre l'entrée, mais aussitôt quelques soldats on chargé leurs armes, menaçant de faire feu;

alors M. de Bouillé sans s'émouvoir, a crié d'une voix forte : « Soldats rebelles, achevez de vous déshonorer en tuant votre général, car vous n'entrerez ici qu'en passant sur mon corps. » Ces forcenés n'ont pas osé mettre leurs menaces à exécution et se sont retirés, tant la vertu a d'empire sur les méchants. Aujourd'hui c'est un autre régiment qui fait des siennes, et ce sera ainsi de suite. Alors la bourgeoisie aura tout à craindre, elle le sent déjà, mais il n'est plus en son pouvoir de réparer le mal dont elle a été la première cause. En attendant on ne paie plus les appointements des officiers, ce qui nous embarasse fort. »

Malgré tout ce désordre on espérait encore l'établissement d'un gouvernement constitutionnel dont le roi resterait le chef, et la fête de la Fédération avait paru d'un bon augure.

« Metz, 30 Juillet 1790.

« Nous avons enfin de bonnes nouvelles de la Fédération ; on nous assure que le roi et la reine ont été vivement applaudis ; on ne s'occupait même pas de l'Assemblée lorsqu'un groupe placé près de l'autel civique, et qui sans doute était payé pour cela, a crié : Vive l'Assemblée ! mais ce cri n'a pas fait fortune. On nous promet que l'on s'occupe de la po-

sition des militaires, et il y a nécessité, car notre métier n'est plus tenable. Le lieutenant-colonel du T* se distingue de plus en plus. Il vient de forcer les officiers, sous la pression des soldats, à signer un acte d'adhésion aux décrets de l'Assemblée, en l'assurant de notre profond respect pour ses travaux. Après bien des pourparlers notre major, vieux et brave militaire, est venu nous déclarer que cela était absolument nécessaire, ou qu'il ne répondait pas des événements. Nous l'avons cru, car le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui c'est qu'il est le contraste du lieutenant-colonel. Enfin chacun de nous pleurant et jurant a signé, mais en faisant une rétrataction mentale. Ce que je vous raconte s'est passé avant la Fédération. Depuis, les choses vont assez bien au dire des partisans de l'état actuel, qui comptent pour rien les prisons des régiments enfoncées les caisses pillées et autres mutineries dont en fait des preuves de civisme. »

Les illusions que M. de Dommartin se faisait sur les conséquences de la Fédération ne pouvaient être de longue durée. Comme beaucoup d'hommes de cette époque, il était désireux de voir s'établir un gouvernement régulier issu d'une entente cordiale de l'Assemblée et du roi. Il croyait à des lois sages donnant au pays la réforme politique, mais assurant la sécurité de tous et le respect de l'auto-

rité. Loin de là, les événements augmentaient partout le désordre, la désobéissance aux lois et l'indiscipline de l'armée. Le découragement s'emparait de tous les esprits sérieux qui voyaient le péril. La lettre suivante est triste.

« Metz, 4 Août 1790

« Je cherche, ma chère maman, à mettre de l'ordre dans la quantité d'idées qui m'obsèdent: je cherche surtout à écarter des réflexions tous les jours plus sinistres. Quand finira notre déplorabl e situation? Ceux qui en sont les causes coupables l'ignorent eux-mêmes et ne cherchent pas d'ailleurs à y remédier. Des municipalités insolentes, membres gangrenés d'un soi-disant souverain, ne pourront-elles jamais borner leurs prétentions? Des troupes civiques ignorant les premiers devoirs du soldat, et généralement commandées par des hommes peu capables de les instruire, continueront-elles longtemps à excercer le despotisme le plus Asiatique? Enfin l'armée n'ouvrira-t-elle pas les yeux et ne reconnaîtra-t-elle pas que son manque de discipline la met à la merci des petits tyrans dont elle ne pourra plus exiger ce qu'ils lui avaient promis pour la séduire? Mon esprit s'exalte peut-être, mais j'ai cela de commun avec toute personne qui

dans ce temps ose se permettre de penser. J'en viens aux événements qui se passent ici.

« Vous savez que l'on avait permis le passage aux troupes autrichiennes qui vont en Brabant. Le nombre de ces troupes qui devaient traverser quelques petits coins de notre territoire était de 2 000 hommes, ce qui va vous étonner d'après le bruit qu'on avait répandu pour effaroucher le peuple qu'il devait y en avoir au moins 30 000. C'était là une fausseté. Ces troupes ne passaient qu'en vertu d'un traité qui est réciproque pour nous, lorsque nous allons dans l'une de nos villes enclavées dans l'empire d'Autriche. Le général de Bouillé, en vertu d'ordres du ministère, avait envoyé des instructions aux commandants de certaines villes frontières afin qu'ils souffrissent le passage, en prenant toutefois les précautions que la prudence exige. Croiriez-vous qu'ici la municipalité l'a trouvé mauvais ? Elle a fait des démarches et surtout écrit les lettres les plus arrogantes à M. de Bouillé. Ce brave général, qui s'est aperçu que ces rois cherchaient à indisposer contre lui, a fait publier sa correspondance avec eux, avec le ministre et avec les commandants des forteresses. Les municipaux en ont référé à nos Pères-conscrits, qui ont alors décrété que le passage serait refusé. Si les Autrichiens, s'appuyant sur les traités, ne tien-

nent pas compte de ce décret, c'est la guerre. Les habitants de la ville se sont dits prêts à marcher au nombre de 500 pour défendre les frontières et la municipalité a fait à M. de Bouillé la demande insidieuse que M. * soit le commandant de cette farandole civico-héroï-comique. Quelque chose qui ne me donne pas grande idée de ce capitaine, c'est qu'il s'est adressé au lieutenant Couvriez de notre régiment pour savoir de lui quel devait être l'approvisionnement et le reste, pour les pièces de canon qu'on lui confierait. Dans tous les cas, si les ennemis se mettent en tête de passer outre et qu'ils soient repoussés par cette troupe, nous pourrons avec raison nous comparer aux Romains lorsque leur capitole fut sauvé. Mais je reviens aux affaires particulières de ma garnison. La Fédération s'était passée tranquillement ici ; seulement peu de temps après, les soldats d'un régiment se sont mis en tête de se partager la masse, et aussitôt ils placent des sentinelles à la porte de l'officier chargé de la caisse et l'obligent à désacquer. Un autre régiment a mis depuis tous ses officiers aux arrêts. Un troisième s'est mutiné et voulait conduire tous ses chevaux sur le marché pour les vendre. Vous n'avez pas une idée du désordre de toutes sortes. Mon régiment n'a pas encore donné dans d'aussi grands désordres, mais ce n'est pas faute de bonne volonté. Du

reste, on entend partout les soldats dire que lorsqu'ils manqueront d'argent ils sauront bien où en trouver. On m'annonce à l'instant que le commandant de Thionville, craignant quelque mouvement du côté des Autrichiens, a demandé des renforts. Deux escadrons viennent de partir ; demain on expédiera deux compagnies d'artillerie et après-demain dix pièces de canon. Selon toute apparence nous allons donc guerroyer. Envoyez-moi à tout événement deux paires de drap et une douzaine de serviettes.»

III

LES RÉVOLTES CONTINUENT ; SÉDITIONS A NANCY. — CONGÉ. — RETOUR DE M. DEDOMMARTIN A METZ. — ARRESTATION DU ROI A VARENNES.

Si la prévision d'une guerre prochaine avait fait espérer aux officiers qu'un si grave événement ramènerait les soldats à l'obéissance ils furent promptement détrompés. L'esprit de sédition loin de se calmer gagna les troupes provinciales. Voici com-

ment M. de Dommartin parle de leur premier acte d'insubordination.

« Metz, 9 Août 1790

« Cinq à six cents miliciens se sont rendus chez l'intendant, M. de Pont, le sommant de leur payer une solde que le gouvernement leur avait promise, disaient-ils, et que d'après eux ce très-honnête homme aurait empochée. Les explications ont duré jusqu'à cinq heures du soir; alors il fallut leur donner à chacun un billet de trois louis à toucher près du trésorier, qui se doutant de l'affaire, a répondu qu'il était sans argent. Alors ces forcenés sont retournés à l'intendance, en ont forcé la porte, ont enlevé M. de Pont en l'abreuvant d'outrages et se préparaient à le pendre à un réverbère quand la garde nationale l'a délivré. La populace a essayé de le reprendre; on a dû déployer le drapeau rouge et faire avancer deux canons. On doit à la garde nationale cette justice qu'elle s'est conduite parfaitement bien, n'ayant pas mis plus de dix minutes à se trouver sous les armes. Mais pourquoi la municipalité a-t-elle été douze heures sans prendre aucune mesure? Faut-il donc que le sang coule ou soit près de couler pour émouvoir ces Messieurs? Dans le principe vingt hommes auraient empêché cet attroupement.

« Les détachements de mon régiment [illegible] sont arrivés à leur destination : Thionville, Toul et Montmédy. Le [illegible] de l'infanterie [illegible] arrivé et se paraît singulièrement affecté de ce qui se passe. Les officiers du régiment [illegible] craignent [illegible] assez de son [illegible] qu'il [illegible] bataillon du [illegible]. Le régiment de Picardie est parti aujourd'hui pour Sarre[illegible] en sorte que notre garnison est aujourd'hui [illegible] faible. Il ne nous a pas encore payé nos appointements de [illegible] et j'ignore quand ce sera.

Si le retard [illegible] dans le payement de la solde [illegible] la mise des [illegible] dans les garnisons, [illegible] plus souvent le [illegible]. [illegible] accordés aux soldats qui [illegible] et les [illegible] donnés aux [illegible] de ce moyen pour se procurer de l'argent. [illegible] devenant-il chaque jour plus difficile de [illegible] la discipline. La vie des officiers n'est pas sans [illegible] en péril.

« Metz, 7 Septembre 17[illegible]

« Vous avez eu sans doute des versions de l'affaire de Nancy. Comme nous y avions une [illegible] partie de notre garnison, je puis vous en [illegible] une version véritable. La garnison de N[illegible] était composée de 3 régiments. Le Roi a 4 b[illegible]

lons ; un Suisse à 2, et le régiment maître de camp cavalerie, formant un effectif de 3 400 hommes dont 400 à cheval. Ces trois régiments s'étaient réunis et demandaient des sommes assez fortes qu'ils prétendaient leur être dûes. Après des menaces de pillage des caisses, le gouvernement envoie M. de Malseigne pour juger de la validité des demandes. Ce M. de Malseigne est un homme superbe de cinq pieds onze pouces, l'air imposant et ancien mojor-général des carabiniers dont il avait sû se faire adorer. Peu de jours après son arrivée, comme il n'avait pas accueilli favorablement les exigences de certains suisses, l'un de ceux-ci lui mit la main au collet. M. de Malseigne saute en arrière, tire son sabre et le casse dans le corps de l'insolent ; un autre suisse arrive menaçant ; devant cette nouvelle agression l'inspecteur n'a que le temps de saisir l'épée du grand prévôt qui se trouvait là, et met le révolté hors de combat. L'émeute se calme et l'Assemblée nationale, informée du fait, rend un décret que vous avez dû voir dans vos feuilles. Mais dès que la garnison eût connaissance des mesures disciplinaires ordonnées, elle se porta chez le commandant de la place, M. de Noüe, se saisit de sa personne et le mit en prison avec beaucoup d'officiers. M. de Maleigne n'eut que le temps de se sauver à Lunéville ; il y est de

[illegible] par un détachement de cavalerie: — [illegible] à cheval [illegible] et pren- [illegible] qui re- [illegible] à Nancy [illegible] prend les armes. [illegible] même et pour cela [illegible] marche sur [illegible] par les députations; [illegible] de Nancy [illegible] les carabiniers qui [illegible] chef qu'on ra- mène à Nancy [illegible] prison. Pendant ce temps [illegible] M. de Bouillé se préparait à faire exécuter le décret. Malgré le peu de force dont il pouvait disposer, il part de Metz le 19 au soir pour Toul, laissant ordre à la milice de partir le lundi au nombre de 500, à deux heures du matin. Quatre pièces de 4 avaient quitté la ville le dimanche à midi. Le lundi, ordre est donné aux six compagnies de grenadiers et de chasseurs de se mettre en marche avec deux pièces de 8 et deux de 4. On ne les fait partir aussi tard que pour ne pas les laisser trop devant Nancy où elles auraient pu être séduites, comme il venait d'arriver pour la garde nationale de Toul qu'il avait fallu faire revenir dans les fossés.

« Nous avions donc en tout pour l'expédition 1000 miliciens de Metz, 600 grenadiers et chasseurs,

5 bataillons de vigies, le régiment de Royal-Liégeois, voilà l'infanterie. — Pour la cavalerie : 1,200 carabiniers gagnés par les révoltés et dont on n'a pu tirer aucun parti ; donc ne les comptons pas ; Royal-Normandie ; 200 hommes de Lauzun ; Condé-Dragons ; les chasseurs du Hainault, et Royal-Allemand.

« — Pour l'artillerie nous avions 8 pièces de canons ainsi commandées : Dorival, capitaine ; d'Escriennes, lieutenant en premier ; de Maquart et de Flavigny, lieutenants en second ; Bellemontre et Grigni, lieutenants en troisième. Total 5,000 hommes environ, par suite du grand incomplet causé par les désertions.

« Cependant, ayant rassemblé son monde autour de son quartier général de Champigneules, le mardi 31, M. de Bouillé fait sommer Nancy de lui remettre aussitôt les officiers détenus ; la ville obéit. Il demande alors qu'on lui livre 4 mutins par compagnies : on entre en pourparlers, mais comme il devenait évident que les soldats insurgés ne cherchaient qu'à gagner du temps, et comme l'exemple donné par les carabiniers pouvait être fâcheux, le général s'avance vers la ville et fait deux attaques, l'une commandée par lui-même, l'autre confiée au brave de Menou[1], lieutenant-colonel du ré-

1. François de Menou devenu général prit le commandement de l'armée d'Egypte après l'assassinat de Kléber.

giment d'Auvergne. Les portes sont enfoncées à coups de canon, et on peut empêcher les révoltés de se servir de quatre grosses pièces qu'ils avaient tirées du rempart pour les braquer dans la rue. Nos regiments entrent dans Nancy, mais c'est alors que les soldats insurgés, auxquels se joignent des gens de la ville, massacrent à leur aise, depuis les fenêtres, nos hommes qui sont à découvert. Le combat dure de quatre heures du soir à sept heures. Mais à ce moment, M. de Bouillé est maître de Nancy, où pourtant se trouvaient 12,000 révoltés en armes, tandis qu'il n'avait à leur opposer que 5,000 hommes, dont il avait de bonnes raisons de se défier. Nous avons eu 35 officiers tués et beaucoup de blessés. Quant aux pertes des insurgés, elles sont considérables. Les commissaires du gouvernement sont arrivés à Nancy, que notre général a quitté en y laissant un détachement pour veiller à la sûreté de la ville, car le projet des révoltés était de piller le clergé et de démolir les maisons des gens riches qui avaient pris la fuite. Nos hommes de Dommartin se portent bien. Je suis de garde à l'heure où je vous écris, et Salomon me prend en grande confidence pour me charger de ses respects pour vous. Jacquin est mon caporal et fait de même. »

Il devenait donc de plus en plus difficile de comp-

ter sur l'obéissance de l'armée ; les troupes étaient partout disposées à la révolte ; on ne pouvait plus répondre d'un seul régiment en face de l'émeute. Si, à l'Assemblée, les révolutionnaires exaltés se réjouissaient de cet état de choses, les esprits éclairés s'en effrayaient, car un jour pouvait venir où l'on n'aurait rien à opposer ni aux hommes de désordre, ni à l'étranger. Mirabeau avait pensé que le seul remède serait de licencier d'un seul coup l'armée et de la récréer aussitôt : « Nous ne savons, écrit M. de Dommartin, si l'idée de M. de Mirabeau prendra, mais il est urgent de réorganiser l'armée. »

Cette réorganisation indispensable marche lentement ; la Révolution craint l'armée forte et disciplinée. Les officiers se lassent et se découragent. Pendant ce temps, l'inquiétude gagne la France entière. Mme de Dommartin désire voir son fils ; elle a besoin de lui pour se rassurer ; d'ailleurs elle a marié sa fille à M. D'Armand de Chateauvieux, et il lui serait doux, dans un temps si triste, d'être entourée de ses enfants. Auguste de Dommartin demande un sémestre ; il l'obtient et ne rentre à son régiment que le 16 février 1791. Pendant son séjour au foyer de famille, les événements sont devenus chaque jour plus inquiétants ; l'avenir est plein de menaces. Rien n'arrête plus la Révolution,

et la guerre étrangère se prépare. En disant adieu à son fils, Mme de Dommartin lui a fait promettre de lui donner bien vite des nouvelles.

« Metz, 20 Février 1791

« Je suis arrivé mercredi comme je le pensais, et je m'empresse de vous faire savoir ce que j'ai recueilli ici depuis ce peu de temps. Tout le monde s'accorde à penser que le moment est critique. L'empire arme pour détruire une constitution qui doit, dit-on, faire notre bonheur. 80,000 hommes sont actuellement dans les Pays-Bas. Les nuages entre Vienne et Berlin sont dissipés ; la paix entre les Turcs et la Russie semble prochaine. Léopold va donc être libre d'effectuer les *infâmes complots* que lui et ses ministres ont formés contre *notre régénération*. En attendant, il est parti avant-hier de cette ville cent hommes à cheval et autant d'une garnison voisine, pour faire rentrer dans le devoir les habitants de Saarlouis qui ont voulu pendre le commissaire dictatorial envoyé pour rétablir les barrières. Colmar s'est insurgé en sens contraire. On y a envoyé 800 hommes : mais en arrivant ils ont pris les sentiments des habitants et ont crié : Vive le Roi ! Vive la Reine ! au feu l'Assemblée ! Comment tout cela finira-t-il ? S'il n'y a pas d'évé-

nements graves, je retournerai vous voir dans un mois. Nous avons un nouveau général qu'il est difficile de deviner. Il sait plaire à tous les partis, et il faut beaucoup de talents pour cela. Il marie demain sa fille à M. de Contades, petit-fils du maréchal de ce nom, et qui vient de quitter l'ordre de Malte. Hier quelques prêtres ont prêté le serment; mais on ne parvient pas à l'obtenir du plus grand nombre.

« C'est la persécution qui commence. Les bons prêtres passent à Trèves, on y comptait dernièrement 14 évêques réfugiés. »

Ainsi un gouvernement qui avait proclamé la liberté, entendait tout d'abord despotiser les consciences avant d'arriver à l'athéisme ; il rêvait une religion d'état : au nom de la liberté il commandait de croire et de penser selon son bon plaisir.

La perspective d'une guerre prochaine oblige enfin le gouvernement à s'occuper d'une réorganisation rapide de l'armée. M. de Dommartin en profite pour revenir près de sa mère. C'est là qu'il reçoit sa commission de lieutenant pour un régiment d'artillerie formé à Givet; il y arrive; mais il apprend qu'il est désigné pour un autre régiment, et aussitôt il l'annonce à sa mère : « Je ne sais où je vais aller; j'écris à Paris pour qu'on m'envoie des nouvelles directes à Dommartin où je serai de retour dans dix

jours. Je viens de traverser la cour du quartier pour aller voir ce pauvre de Saulx qui n'est pas bien; il aurait, paraît-il, la fièvre putride; je l'ai trouvé sommeillant et battant la campagne. Cependant, pour ne pas inquiéter sa famille sans raison, j'attendrai la visite du médecin avant d'écrire à son oncle qui est retourné à Joinville.»

Quatre jours plus tard ce jeune officier succombait, et son ami l'annonce en quelques lignes :

« Je ne puis écrire que ces quelques mots pour vous mander la mort de ce pauvre de Saulx que nous avons perdu ce matin; je ne pourrais vous dire combien je suis affecté. »

Comme il l'avait annoncé il revient à Dommartin, et c'est là qu'il reçoit une commission de lieutenant en premier, pour un régiment d'artillerie formé à Metz. Mais là encore on refond les régiments.

« Metz, 7 Juin 1791

« Les craintes que j'avais étaient trop bien fondées ; nous avons reçu ce soir de nouvelles destinations. On m'envoie à Auxonne. Je ne me console pas de quitter mes camarades qui étaient pour moi une autre famille. Nous sommes cependant quatre bons amis qui partons ensemble: Surmain, Parce-

val, Sarazin et moi. Dites à du Chesnoy que Berthon de Lamothe étant aujourd'hui le dernier capitaine commandant, il peut d'après cela calculer son avancement. »

La violence de la presse et des clubs jetait l'alarme dans Paris ; l'émigration avait commencé. La mort de Mirabeau enlevait à la royauté le seul homme qui, après l'avoir ébranlée, semblait vouloir la défendre. Le 10 juin le roi se décide à fuir ; il est arrêté. La nouvelle arrive à Metz le surlendemain : M. de Dommartin écrit aussitôt à sa mère.

« Metz, 22 Juin 1792

« Le roi est arrêté à Varennes à quinze lieues d'ici. Nous ne pouvons savoir s'il a été délivré par les troupes qui sont dans cette partie. Comme les portes sont fermées, je ne puis me rendre à ma garnison nouvelle. Adieu, je suis hors de moi ; nous sommes donc tous des poltrons ! Cependant, quelle gloire de mourir pour son roi ! »

Le lendemain, seconde lettre.

« Metz, 23 Juin 1792

« Je me porte bien, voilà tout ce que je peux vous dire ; ma lettre d'hier vous en apprendra davan-

tage. Personne ne peut sortir, en sorte qu'il m'est interdit de gagner ma garnison. Mais Rennepont a pu rejoindre sa compagnie à Sedan. Adieu. »

Le roi rentre à Paris, et en réalité sa prison commence. Quelques officiers quittent leur corps et ne veulent plus servir. M. de Dommartin hésite; il arrive à Auxonne:

« Me voici à mon régiment; je ne vous parle pas de notre position; il y a aujourd'hui bien du mérite à rester à son poste; il faut tendre le dos. Tous les officiers ont prêté serment et nous avons reçu l'ordre d'être au complet de guerre; ce sera bien difficile, attendu qu'il nous manque près de 600 hommes. Je ne vous dirai rien des affaires du temps; vous êtes plus au fait que moi, et je me suis fait à moi-même le serment de ne plus lire de papiers publics. »

Il craint d'être tenté de fuir un pays que tant d'autres abandonnent, mais il pense à la guerre qui menace; comme il se l'est juré, il ne lit plus de journaux et ne s'occupe que de son service.

« Auxonne 20 Août 1791

« Nous attendons le travail qui se fait sur les officiers; si je ne suis pas capitaine il ne s'en manquera guère, dans tous les cas j'aurai peut-être un

congé et j'irai près de vous. J'achèterai un cheval de réforme jusqu'au moment où notre petite Fauvette sera en état d'être montée, en sorte que si la guerre est décidée, avec très-peu d'assignats je serai en mesure d'entrer en campagne. Notre régiment est assez tranquille quoiqu'il ne touche qu'un quart de solde et encore en assignats. Nous parvenons à mettre la discipline sur un pied où elle n'a jamais été ; mais je doute que nous puissions nous compléter, car il nous manque quantité d'hommes. Pour des nouvelles, je n'en sais pas ; nous vivons tous ici dans la plus heureuse ignorance de ce qui se passe.

IV

DE DOMMARTIN RETOURNE A METZ. — MORT DE SON PÈRE. — DÉPART POUR LE MIDI.

Le congé, que M. de Dommartin avait espéré, lui est refusé, l'ordre lui est donné de revenir à Metz avec sa compagnie. Il se met en marche.

« Langres 30 Septembre 1791

Je n'ai pas pu vous écrire au moment de notre

départ, car il a été si précipité que nous n'avons eu à peine douze heures pour nous préparer. Je suis à Langres où nous faisons séjour et où, par le plus grand des hasards, j'ai trouvé M. d'Allonville et sa famille qui m'ont fait les plus grandes honnêtetés. J'ai eu aussi le plaisir de voir M. de Baussancourt et deux de ses filles qui m'ont reconnu à l'air de famille et m'ont cousiné, de sorte que je me suis trouvé en pays de connaissance. Je me suis aussi présenté chez M. de Nogent où j'ai été parfaitemement reçu ; j'ai vu chez lui mademoiselle sa fille qui est charmante. Enfin j'aurais grand plaisir ici, si je ne passais si près de vous sans pouvoir aller vous voir. Mais il ne nous est pas possible de quitter d'un pas notre troupe, surtout dans cette ville de Langres où nous avons été précédés par des gardes nationales qui y ont causé les plus grands désordres, dévastant l'église des Capucins tandis que les catholiques y faisaient office et commettant nombre de vexations particulières qu'il serait trop long de vous rapporter. Comme à notre arrivée on a cherché à exciter nos soldats à faire de même, nous avons eu besoin de beaucoup de soin pour les en empêcher ; nous y sommes parvenus. Vous pouvez penser qu'il m'en coûte puisque cela m'a empêché de passer quelques heures avec vous. »

Ainsi le mot d'ordre de la Révolution se résu-

mait ainsi : destruction du Catholicismé. C'était avant tout sur les Eglises que se ruait l'émeute triomphante, c'était aux catholiques que l'on avouait une haine aveugle, que l'on déclarait une guerre sans fin.

La religion, voilà l'ennemi ! et depuis 1789 ce cri a été dans la bouche de tous les hommes de révolution. A cette époque l'irréligion se sert des gardes civiques composées de gens ramassés pour la plus part dans les faubourgs des villes ; elles sont alléchées par le pillage : en les rendant matérialistes et athées, on leur ôte jusqu'à la crainte de la punition éternelle qui attend le vol et le vice ; on en fait des instruments aveugles et dociles.

Certains régiments de l'armée régulière malgré les efforts de la Convention pour la républicaniser gardent encore un reste de discipline. Celui de Dommartin est du nombre : mais pour lui et ses amis les actes du gouvernement sont devenus répugnants. Que faire ? quel parti prendre ? Il écrit à sa mère ses hésitations : « Il n'y a guère moyen de tenir à nos postes dégradés comme ils le sont. » lui dit-il. Un de ses amis le masson du Chesnoy revient de Paris, indigné de tout ce qu'il a vu et entendu. Faut-il rester ? Faut-il briser son épée ?

Cependant à Metz, où Dommartin arrive le 22 octobre, il reprend courage; on parle de guerre, et

l'armée pour lui est la sauve-garde de la France au dedans et au dehors ; il pense que le devoir des gentilshommes est de rester sous les drapeaux. « C'est à l'armée, écrit-il, qu'est la place de tous les gens de bien, aussi je pense avoir trouvé moyen d'y faire entrer Raymond de notre village ; je crois lui avoir un brevet de sous-lieutenant d'infanterie. Il faut que vous m'envoyiez sur-le-champ son extrait de baptême, l'état des services de son père dans la milice, et un certificat de civisme de la municipalité, visé au district. M. de Belmont ne me refusera pas cette place pour lui. »

Bientôt l'armement des villes fortes est ordonné et les régiments de Metz envoyés à la frontière. Celui de M. de Dommartin doit partir le 21 novembre pour Givet. Le 18 il apprend que son père, malade depuis longtemps, est à toute extrémité. Impossible de quitter l'armée sans un congé du ministre.

Il écrit aussitôt.

« Metz, 18 Novembre 1791

« Ma chère maman, je viens de recevoir une lettre de M. de Chateauvieux qui m'annonce que nous sommes au moment d'éprouver la plus grande des pertes. Je ne vous parlerai pas de ma douleur. Que ne m'en coûte-t-il une partie de mon existence

pour prolonger celle de mon père ! Par grâce, ma chère maman, modérez votre chagrin et n'aggravez pas le nôtre en ne ménageant pas votre santé. Vous êtes notre consolation et songez à vos enfants qui ne s'occuperont que de la vôtre. Que ne puis-je partager ce soin avec ma sœur ! mais il faut que j'attende la réponse au congé que je demande. Je viendrai alors répandre des larmes avec vous et je serai heureux si je puis vous être de quelque secours. J'envie le sort de ceux qui vous entourent ; ils ont été heureux d'avoir les derniers regards de mon père. Pour moi, je suis assez malheureux de ne pouvoir lui demander pardon des chagrins que je lui ai peut-être causés, ni recevoir sa bénédiction. Adieu, ma chère maman, pensez à votre fils ; votre souvenir et l'assurance de votre amitié peuvent seuls le consoler. »

Il est en marche sur Givet lorsque la nouvelle de la mort de son père lui parvient ; il arrive dans cette ville le 5 décembre, et le lendemain il envoie à sa mère ces quelques lignes ; « J'ai beaucoup de chagrin et je ne puis aller près de vous ; mon misérable état ne me permet pas de vous aider à supporter des peines qui seraient moins cruelles si j'étais près de vous. »

Quelques officiers de la noblesse, par ambition ou par crainte, ont commencé à se montrer disposés

à accepter même la République. On les voit dans les clubs. M. de Dommartin déplore leur conduite :

« Givet, 16 Décembre 1791

« On nous envoie pour nous commander ici M. de **, un fort jeune homme que vous pouvez juger par la motion qu'il a faite au club de Maubeuge, d'où il arrive, de partager la couronne royale en quatre-vingt-trois parties et d'en envoyer une à chaque département. On a voulu me détacher à Philippeville sous les ordres de M. de **; mais outre que je suis très-attaché à mon capitaine, il y a une telle différence d'agir entre lui et celui qu'on me donnait, qu'il m'eût été pénible de partir. D'ailleurs je ne pouvais me décider à obéir à M. de... alors j'ai déclaré que je ne partirais pas et que je m'en irais dans un pays où je pourrais être tranquille. On n'a plus insisté ; mon détachement est parti sans moi, et j'ai reçu ordre de rester ici. »

« Givet, 24 Décembre 1791

« Je compte toujours, chère maman, aller passer quelques jours avec vous, comme je l'ai écrit à M. le curé; je voudrais que ce fût bientôt, mais les circonstances ne permettent guère de l'espérer. Nous avons reçu aujourd'hui le lieutenant-général, et

nous attendons d'un jour à l'autre le ministre de la guerre qui vient visiter les frontières. On parle beaucoup de guerre et du rassemblement de trois armées. Givet regorge de munitions de bouche. On sale en ce moment cinq cents bœufs gras et une prodigieuse quantité de moutons et de porcs dont la chair coûtera furieusement cher quand nous serons en position de la manger. Quant aux munitions de guerre, elles manquent singulièrement, et cette disette est presque générale partout. Le pillage des arsenaux a forcé à faire un marché avec les Liégeois pour remplacer les fusils volés. On en a commandé quatre-vingt-sept mille. Quelques-uns sont arrivés ici que l'on doit éprouver incessamment. Autant qu'on en peut juger, ils sont de qualité médiocre. Dieu veuille que l'année qui va commencer soit moins malheureuse que celles qui précèdent. Nous avons besoin d'un temps calme. Je le désire bien pour vous, ma chère maman, et pour moi qui ne souhaite que d'être à même d'aller partager vos chagrins. »

A la fin de janvier 1792, M. de Dommartin obtint le congé qu'il avait demandé, et le ministre le maintient dans ses foyers jusqu'au mois de mai. Il reçoit alors sa commission de capitaine et revient à Metz. Mais en arrivant il apprend qu'il est désigné pour un régiment du Midi, seulement on

ne peut lui dire dans quel lieu il le trouvera ; c'est à Lyon qu'il en aura des nouvelles. Il part aussitôt, et dans la lettre qu'il écrit en arrivant, il fait une description curieuse de ce qu'était la ville à cette époque :

« Lyon, 10 Juin 1792

« Chère maman, je suis arrivé à Lyon le vendredi 8 du courant et je compte en partir demain pour me rendre à Valence qui n'est qu'à vingt lieues. Là, j'apprendrai, je pense, des nouvelles de ma compagnie. Ce dont je suis sûr, c'est qu'elle n'est plus à Avignon mais au pont de Beauvoisin où se forme un camp. On en établit également un près de Lyon et on attend tous les jours quatre compagnies de notre corps qui doivent s'y rendre. Vous recevrez de mes nouvelles le lendemain de mon arrivée à Valence ; je pourrai alors, j'espère, vous dire quelque chose de positif.

« J'ai été fort content de certains quartiers de Lyon ; ils sont d'autant plus beaux qu'ils font contraste avec l'air antique de ceux qui les environnent. Dans la plupart des rues des vieux quartiers, deux voitures ont peine à passer de front. Comme la ville est très-peuplée, les maisons ont jusqu'à six étages, de sorte que le soleil ne doit jamais sé-

cher le pavé et qu'il fait toujours frais et sombre. L'hôtel Bourbon où je suis logé est dans la plus belle position possible ; il est situé sur le quai de Saône ; en face est le coteau opposé à la rivière. Bien que compris dans la ville, ce coteau n'est bâti que dans la partie qui avoisine la Saône, et le reste du versant est parsemé d'habitations isolées avec de grands jardins ; ce sont de véritables maisons de campagne. L'église Saint-Jean est dans ce quartier, près de la Saône. C'est un bâtiment fort ancien dont l'intérieur est sombre et appelle le recueillement. J'ai vu avec peine qu'on venait d'en détruire le jubé ainsi que la clôture du chœur, ce qui lui ôte de son aspect religieux et antique. Avant de vous parler de Lyon j'aurais dû vous dire quelque chose des pays environnants. Depuis Châlon, je ne connais pas de plus beau pays ; c'est un parterre couronné par les montagnes du Beaujolais. Je me suis trouvé dans la diligence avec l'abbé Denis, un excellent homme qui m'a promis d'aller vous voir à son retour en Champagne. J'oubliais de vous dire qu'à mon passage à Langres j'ai serré la main à MM. d'Allonville et de Nogent. »

Les deux lettres suivantes sont encore une rapide relation de voyage.

« Marseille, 15 Juin 1792

« Chère maman, je suis parti de Lyon le lundi 11 du courant et je suis arrivé le même soir à Valence vers dix heures. Heureusement le commandant n'était pas encore couché et j'ai pu apprendre de lui que ma compagnie était à Antibes, en sorte que j'ai continué ma route jusqu'à Marseille. Je compte m'embarquer demain; adieu, car il faut que je cherche un bâtiment. »

Antibes, 22 Juin 1792

J'ai débarqué à Antibes hier 20 juin, chère Maman, très-fatigué de ma longue route. N'ayant pas trouvé à m'embarquer à Marseille, j'ai pris le parti d'aller par terre à Toulon où je suis resté un jour. J'y ai vu M. de Lagrange dont le fils et la femme sont malades, il espère pourtant partir bientôt pour la campagne et a l'intention d'aller vous rendre visite. Je me suis embarqué le 18 au soir sur une tartane se rendant à Cannes, bourg à deux lieues d'Antibes. Nous avons relâché une demi-journée à Hyères pour charger du sel. La mer ne m'a pas incommodé, bien qu'elle fût si grosse qu'il a fallu jeter par-dessus bord une partie de la cargaison. J'ai seulement rapporté à terre une légion de puces,

dont je n'ai encore pu me défaire et qui m'ont tellement molesté que j'ai le corps rouge comme si j'étais atteint de la rougeole.

« Nous sommes ici trois compagnies d'artillerie avec un bataillon du régiment du Maine. Les bourgs des environs sont également occupés par des troupes destinées à former un camp de sept à huit mille hommes, sur le bord du Var. Cependant nous avons de fortes raisons de croire qu'il n'aura pas lieu d'ici à quelque temps, par suite des chaleurs tropicales qui ne permettent pas de rester sous la tente. J'ai trouvé ici comme capitaine d'une de nos compagnies M de Songis, voisin de M. de Romaine avec lequel il est lié ; c'est un agrément pour moi dans ce pays où l'on est obligé de se suffire à soi-même. Nous y sommes en disette complète de nouvelles. »

V

PRÉPARATIFS DE GUERRE DANS LE MIDI

Antibes à cette époque était si loin de Paris et les communications étaient devenues si irrégulières, qu'on devait demeurer plus d'un mois sans connaît-

tre dans la garnison les événements du 10 juin et l'envahissement des Tuileries. Au commencement de Juillet, on ignore encore les progrès de plus en plus rapides de la Révolution ; les lettres à cette date n'accusent aucune préoccupation.

« M. du Chaffaut, qui commandait notre détachement d'artillerie, est parti avant-hier pour Paris ; il m'a laissé le détachement et je suis commandant du fort qui se trouve ici. Je vais avoir beaucoup d'occupations par l'arrivée de cinquante recrues dans ma compagnie ; les recrues des autres compagnies me sont également envoyées pour les instruire, en sorte que j'en aurai cent au début, et ensuite d'autres, puisqu'on forme ici le dépôt de l'artillerie. Je ne compte cependant pas camper avant la fin de septembre à raison des grandes chaleurs. Jusqu'à présent les dispositions hostiles de Sa Majesté Sarde ne sont point effrayantes. J'ai écrit à Madame de Ségur pour qu'elle recommande à M. son frère M. du Chaffaut.

« Vous ne sauriez croire comme je trouve ce pays triste après ce qu'on m'avait dit de la Provence. Je ne m'habitue pas aux grandes chaleurs, ni aux insectes qui me dévorent, malgré les précautions que je prends. Il y a des habitants qui secouent leurs vêtements par la fenêtre, et alors attrape qui passe. Je ne puis faire un pas dans la

rue sans revenir tout couvert de puces, et vous qui savez combien je souffrais à la maison pour une seule de ces méchantes bêtes, vous pouvez croire aisément que j'ai le corps rempli d'ampoules. J'aurais besoin d'un cheval et d'un domestique, deux choses impossibles à trouver dans ce pays. Ne pourriez-vous me procurer un domestique à Dommartin ? »

A cette lettre madame de Dommartin s'empresse de répondre que deux jeunes gens du village sont disposés à rejoindre son fils car les levées commencent, les émeutes ensanglantent les villes, la peur gagne les habitants paisibles des campagnes où les agitateurs sont peu nombreux, mais hardis et menaçants.

« Antibes, 22 Juillet 1792

« Je viens, ma chère maman de recevoir votre lettre ; j'écris de suite à Clément et lui indique la manière de s'y prendre pour arriver ici en passant par Grenoble où se trouve l'état-major, car moi je n'ai pas le droit de recevoir des recrues. Quant à votre filleul Auguste, je lui écris également que je le prends à mon service pour que cela lui serve d'engagement. Le meilleur est donc de me l'envoyer sur-le-champ. Notre province est très-agitée. Plusieurs personnes ont été pendues à Marseille.

Les mêmes scènes se sont renouvelées à Toulon où des administrateurs ont été massacrés sous l'accusation d'être opposés à la Réqublique. Malheureusement certaines gens applaudissent. Il n'y a que dans notre petite ville d'Antibes où l'on soit tranquille : une municipalité excellente, un club de très honnêtes gens et des citoyens presque tous propriétaires, c'est la raison du bon esprit que l'on a ici. J'aurais bien autre chose à vous dire, mais il ne serait pas prudent de se confier au papier. »

Il devenait dangereux en effet non-seulement d'écrire, mais même de parler. Madame de Dommartin, plus rapprochée de Paris, apprend les massacres du 10 août et l'emprisonnement de la famille royale au Temple. Ecrasée par des événements qui la désolent et l'indignent, elle n'a pas la force d'écrire à son fils. Celui-ci se préoccupe d'un silence inaccoutumé.

« Antibes, 1 Septembre 1792

« Chère maman, vous ne sauriez croire combien je suis inquiet de ne pas recevoir de vos nouvelles. Je ne sais si les lettres sont interceptées, mais depuis plus de trois semaines je n'en ai pas reçu de vous ; je suis tout triste. Jusqu'ici vous m'écriviez tous les huit ou dix jours comme nous en étions convenus; je ne saurais vous dire combien je suis tourmenté.

C'est une si douce satisfaction pour moi de recevoir de vos nouvelles, surtout dans le temps où nous sommes, que je suis hors de moi quand les courriers arrivent ne m'apportant rien. »

La lettre tant désirée arrive le lendemain et il y répond aussitôt.

« Antibes, 3 Septembre 1792

« Je viens de recevoir votre lettre du 20 août; je commençais à être dans une grande inquiétude et vous pouvez en juger parce que je vous ai écrit avant-hier. Je vous en conjure donc, écrivez-moi à peu près toutes les semaines, car d'un jour à l'autre on ne sait ce qui peut arriver ; il faut donc s'écrire souvent. Je ne vous parlerai pas des affaires du temps, c'est impossible. Puisque vous prenez le parti de m'envoyer Auguste, ne manquez pas de lui donner mes pistolets. Je ne sais combien vous lui aurez remis pour sa route, en tous cas je vous adresse trois assignats de 50 livres. Vous voyez que je ne veux pas aggraver la gêne de votre position ; vous ne sauriez croire combien je m'en afflige. La mienne est infiniment préférable bien qu'elle ne vaille pas grand'chose ; mais dans ce temps il faut louvoyer pour parvenir sûrement au port. Pour qu'on n'ait aucun prétexte de vous chagriner là-bas, en prétendant que je suis sorti du

royaume, je vous envoie une attestation de la municipalité d'Antibes, qui, je l'espère, fera foi. Engagez ma sœur à se tranquilliser un peu. Si le calme suit l'orage, nous avons des droits à ce calme si désiré. »

Auguste, qui devait être jusqu'à sa mort le fidèle et dévoué serviteur du fils de sa marraine, arrive à Antibes le 14 septembre, apportant de vive voix de tristes nouvelles du pays. Les réquisitions et les vexations de tous genres s'exercent dans tous les villages. M. de Dommartin s'en attriste.

« Antibes 15 Septembre 1792

« Vous avez vu, chère maman, que j'avais prévu la nécessité pour vous d'avoir un certificat attestant ma résidence en France. Je vous l'ai envoyé avant même que vous me le demandiez. Tout ce que je puis faire pour vous, c'est de souhaiter qu'on vous laisse tranquille. »

La guerre commencée dans le nord va s'étendre dans le midi.

« Antibes, 26 Septembre 1792

« Je n'ai presque pas le temps de vous écrire, nous sommes surchargés d'occupations ; on vient de former auprès de la ville un camp qui deviendra

le plus considérable, dans le but d'attaquer le roi de Sardaigne dont, j'espère, nous aurons bon compte. L'ardeur de nos soldats est telle, qu'ils ne donneront peut-être pas le temps de construire un pont sur le Var, ce qui pourtant faciliterait beaucoup l'attaque. Je vous prie de ne pas m'écrire avant d'avoir d'autres nouvelles, car il est possible que nous ne restions pas dans cette position. A bientôt une nouvelle lettre. Il est grand temps que nous marchions à la gloire.»

Cette lettre est la dernière dont l'adresse porte : à Madame de Dommartin ; depuis ce jour, pour sa sécurité et celle de sa famille, il doit prendre la forme républicaine, et les adresses sont ainsi modifiées : à la citoyenne Dommartin ; on remarque aussi que ce n'est plus qu'à de rares intervalles, qu'il risque dans sa correspondance une plainte ou seulement une observation sur la politique.

« Nice 8 Octobre 1792

« Chère maman, j'ai été si occupé jusqu'à ce jour que je n'ai pas encore eu le temps de vous parler de l'événement le plus singulier de cette guerre. Les Piémontais, qui s'étaient retranchés jusqu'aux dents sur les bords du Var, ont une belle nuit quitté leurs positions, nous laissant des munitions et se sont retirés dans le col du Tendre. Ils

ont même abandonné le château de Mont-Alban ainsi que la citadelle de Villefranche. Vous remarquerez que 500 hommes laissés dans Mont-Alban auraient pu nous arrêter assez longtemps. Qu'est-ce que cela veut dire? C'est peut-être un coup de fine politique, car je crains que tout cela ne nous mette l'Angleterre sur les bras. Nous allons sans doute prendre ici nos quartiers d'hiver, car la saison paraîtra peut-être avancée pour songer à s'engager dans le col du Tendre. Si donc je le puis, j'irai passer quelques jours avec vous malgré notre éloignement et la longueur du chemin. »

« Villefranche, 17 Octobre 1792

« Je viens de recevoir votre lettre et vous pouvez croire combien cela m'a fait plaisir. Je suis à Villefranche où le général m'a envoyé pour dresser l'inventaire de ce qui se trouve dans le château et commander l'artillerie qui compte 100 pièces. Les munitions de guerre sont considérables et j'ai beaucoup à faire. Comme par nature je suis paresseux, vous pouvez vous figurer combien il m'en coûte pour travailler du matin au soir, sans avoir même le temps de me faire habiller ni coiffer. J'ai, en vérité, l'air d'un mécréant, mais soyez tranquille, je n'en ai que l'air.

« Je vous plains de tout mon cœur de votre posi-

tion, mais j'espère qu'elle aura une fin et j'espère aussi vous venir en aide. Je me trouve de la classe des capitaines à 2,400 livres. M. du Chauffant étant nommé lieutenant-colonel, ma compagnie va porter mon nom. Je désire bien vous aller voir, mais je ne l'espère plus pour cet hiver ; cependant s'il y a possibilité, je profiterai de l'occasion si elle se présente. Selon la façon dont vous me dites que l'on vous traite pour les blés, il faut, si on continue, dire à peu près adieu à l'agriculture.

« Je suis très-content d'Auguste, mais le mal du pays le prend quelquefois. A chaque instant il arrive ordonnance sur ordonnance ; je n'ai, comme je vous l'ai dit, pas un moment à moi et je commence à être aussi sale que les galériens que je fais travailler au déblaiement du château, car je suis ici tout à la fois artilleur, ingénieur, pourvoyeur, et vraiment plus que Michel-Morin, puisque je fais en outre les fonctions d'un prévôt de maréchaussée à raison des grandes voleries de munitions qu'on s'est permises. En même temps j'ai presque des pouvoirs de dictateur. J'espère me tirer de toute cette besogne en travaillant comme un diable. »

L'armée est devenue le seul lieu en France où il soit possible de vivre sans éprouver pour sa sûreté des craintes continuelles. Dans les villes comme dans les villages, les jours et les nuits sont rem-

plis de terreurs et d'appréhensions. Madame de Dommartin n'ose écrire à son fils toutes les vexations auxquelles elle est en butte; elle les lui laisse pourtant deviner. Se sentant impuissant à la protéger, il cherche du moins à remonter son courage par la comparaison de sa position avec celle des personnes plus malheureuses; on devine qu'il veut parler de la famille royale.

« Villefranche, 17 Octobre 1792

« D'après ce que vous me mandez, votre position doit être bien désagréable, et sans doute elle le serait encore davantage si je n'étais pas à l'armée, mais il faut accepter son sort et s'abandonner à la Providence. D'ailleurs, en comparaison de ce qu'éprouvent en ce moment d'*autres personnes*, ce qui nous arrive de fâcheux peut être compté pour rien. Je vous prie de me donner souvent de vos nouvelles, de celles de ma famille et de nos amis, mais *rien que de vos nouvelles.* Faites mon compliment à Madame de Montangon; je désire que ce ne soit pas le seul enfant qu'elle ait, car il est nécessaire de voir multiplier les honnêtes gens. Mille choses à cette famille qui doit vous être d'une grande ressource en ce moment.

« J'ai été obligé de quitter la plume par l'arrivée des commissaires de la Convention près de notre

armée. De trois qu'ils sont, deux appartiennent à notre arme et l'un de ceux-ci, qui a beaucoup connu mon oncle le général d'Anselme, n'a pas tari en éloges sur mon compte. Il est vrai que j'ai eu de la peine ici, et je ne comprends pas comment, étant aussi paresseux, j'ai pu mener cette vie active. J'ai dû prendre un secrétaire pour ma correspondance qui est trop considérable. C'est un jeune soldat fort bien sous tous les rapports, qui remplit ces fonctions. »

M. de Dommartin, nommé un mois plus tard adjudant-major, revient à Nice au parc d'artillerie.

« Nice, 20 Décembre 1792

« Chère maman, je suis logé dans une fort jolie bastide que j'occupe en entier avec deux de mes camarades : d'Anthouard qui est de Verdun, et que j'ai beaucoup connu autrefois, et Monestrol, avec lequel j'ai été bientôt lié ; il est de la promotion de 1781. Je veux vous souhaiter une heureuse année ; pour me la faire passer bonne à moi, il ne me faut que l'assurance de votre amitié et celle d'un temps calme qui vous promette de nombreuses années heureuses. Vous ne sauriez croire combien je jeûne de ne pas être près de vous. Auguste vous fait ses compliments ainsi qu'à sa famille, et moi je vous embrasse. »

La tendre affection de son fils était la seule consolation de Madame de Dommartin au milieu des tristesses et des ennuis dont elle était abreuvée. Elle avait peine dans ses lettres à contenir son indignation pour les horreurs de la Convention. Il lui répugnait surtout en écrivant à son fils, de l'appeler citoyen. Pourtant l'absence de cette formule était un danger si sérieux pour la mère et le fils, qu'il est forcé de le lui dire.

« Nice, 26 Décembre 1792

« Je reçois votre lettre, mais n'ai pas celle de mon beau-frère qui me propose d'être parrain de son enfant. J'accepte, mais je dois vous faire observer, au sujet de vos lettres, que je vous serai obligé de vous changer la formule de vos adresses en y mettant citoyen sans particule, car cela pourrait grandement nous compromettre d'écrire comme par le passé. Il faut aussi modérer vos phrases.

« Je vous ai mandé dernièrement que j'étais rentré à Nice ; mais je suis obligé d'aller tous les jours à Villefranche parce que j'ai été nommé pour faire la revue des munitions à bord des bâtiments de transport destinés à l'expédition de Sardaigne. J'ai dans ce moment un troupeau de moutons au pâturage ; cela m'amuse, je me crois campagnard au milieu de la guerre. Notre général a été appelé hier à

Paris. On ne sait pas la raison de ce voyage ni s'il reviendra. Auguste va bien ; comme me voilà capitaine commandant, il y a apparence que nous avons fait un long bail. »

VI

ANNÉE 1793. — FORMATION DE L'ARTILLERIE A CHEVAL. — INSURRECTION DE LYON, SIÈGE D'AVIGNON.

« Nice, 11 Janvier 1793

« J'ai été bien longtemps à répondre à votre dernière lettre, chère maman ; réellement nous sommes si occupés qu'avant de prendre une plume, il faut courir pour le service. Je saisis un petit moment pendant la nuit, car dès le matin j'aurai beaucoup à faire. Les troupes destinées à l'expédition de Sardaigne se sont embarquées, en sorte que je suis délivré du soin de cet embarquement. Je comptais reprendre tranquillement les opérations du parc, mais il faut que je fasse maintenant construire des

batteries pour un camp retranché qu'on établit sur les montagnes au-dessus de Nice. Il y fait très-froid et je suis obligé d'y passer des journées entières. La raison de cette précaution, c'est que l'ennemi nous a obligés à revenir en arrière et à nous retirer jusqu'aux montagnes qui sont à trois lieues d'ici. Il fait très-souvent le coup de feu avec notre avant-garde. Comme on craint qu'il ne reçoive des renforts, il est bon d'être sur la défensive. Nous avons fortifié l'ancien château de Nice; quarante bouches à feu y sont en batterie et le rendent respectable. Je pense qu'il faudrait des forces très-supérieures aux nôtres pour nous faire évacuer ce petit pays qui n'a d'importance qu'en raison de ses deux ports, et aussi, parce qu'il joint Monaco à la France. Vous savez sans doute que notre général est destitué; je ne vous ferai pas de réflexions à ce sujet. Il est remplacé par le général de Biron que nous attendons [1]. »

La terrible journée du 21 janvier arrive. La Convention règne par la terreur. On tremble même d'écrire; les lettres sont courtes. Quelques mots écrits avec crainte donnent laconiquement

1. Le général de Biron fut guillotiné : sur l'échafaud il prononça ces paroles : je meurs pour avoir été infidèle à mon Dieu, à mon roi, à mon nom.

des nouvelles de la famille. C'est ainsi que M. de Dommartin apprend par une sorte de faire-part que sa sœur est accouchée d'un fils. Tout est devenu danger de mort. Deux mois se passent sans qu'il ose écrire à sa mère.

« Nice, 2 Avril 1793

« Ma chère Maman, j'ai été bien longtemps sans vous écrire. Ce n'est pas ma faute. Je ne sais si je vous ai dit que j'étais directeur du parc d'artillerie. C'est un grand travail pour peu d'émoluments, car on ne reçoit guère d'argent, et depuis quatre mois, je n'ai pas touché un sol. J'avais été nommé capitaine commandant d'une compagnie qui se trouve à Lyon, mais j'ai permuté pour rester ici à la tête de deux compagnies à cheval qui sont en formation. C'est là un service de faveur qui peut me donner de l'avancement. Le courrier passe ; il me faut monter à cheval ; toujours en courses, toujours en l'air, jamais un moment de repos : voilà ma vie. Détails de parc, bureau, correspondance, on n'en finit pas. Il est vrai que pour *les autres choses* je suis en repos et c'est beaucoup par ce temps-ci. Adieu, aimez-moi, s'il est possible, autant que je vous aime. »

« Nice 7 Avril 1793

« Je viens de recevoir l'ordre de partir pour Va-

lence où se formeront décidément les compagnies d'artillerie à cheval. J'ai disposé de la lieutenance de ma compagnie dans ce corps en faveur du jeune du Muiron, neveu de la baronne de Courville. Il sort des élèves de Metz. Faites-le savoir à ma tante d'Aulnay afin qu'elle le dise à Mme de Courville. Ce jeune homme est de la plus grande espérance, mon sergent-major a eu, sur ma présentation, la place de lieutenant en second, de sorte que j'aurai tous gens à moi. »

« Valence, 8 Mai 1793

« Je suis très-inquiet, il y a trop longtemps que vous ne m'aviez écrit. Pourquoi? Vos lettres sont le plus grand plaisir que je puisse avoir; je vous prie de me le ménager toutes les fois que vous pourrez.

« J'ai toujours une rude besogne; enfin ma compagnie est complète et presque entièrement habillée, en sorte qu'il est très-possible que je parte bientôt pour l'armée. On m'a déjà demandé plusieurs fois, et c'est à qui aura mes hommes. Le général des Pyrénées m'a écrit ainsi que ceux des Alpes et d'Italie. Pourtant je ne puis me partager et je ne sais donc où j'irai définitivement. Les troubles de Lyon sont apaisés. J'étais plus inquiet que je ne le laissais voir, à cause d'un de mes cama-

rades que j'y avais envoyé pour des emplettes. Il s'est tiré de là par miracle. Les troupes que ce département avaient envoyées rentrent aujourd'hui, en sorte que le pays doit être tranquille. J'espère qu'il en est de même pour celui que vous habitez. Le peuple y est bon et j'aime à croire que vous n'avez pas été assujettie à des règlements qui ne pouvaient vous regarder. Notre commune n'aura pas oublié les bontés que vous avez eues pour les habitants et je veux croire à sa reconnaissance. Il y a longtemps que vous ne m'avez parlé de la famille d'Allegrain ; donnez-m'en des nouvelles. Comment vont les enfants de ma sœur ? Je soupçonne que mon filleul n'est pas le chéri, car vous ne m'en dites rien ; je serais fâché qu'il lui arrivât accident. »

L'insurrection de Lyon n'était pas terminée, la résistance incertaine d'abord était devenue générale. Tout en acceptant de reconnaître la constitution, les habitants se refusaient à envoyer à la Convention des défenses politiques. L'horreur qu'inspirait la Montagne faisait considérer l'arrivée des Piémontais comme une délivrance ; mais pour ceux-là mêmes, qui par patriotisme, repoussaient l'idée des secours venant de l'étranger, il restait l'espoir de voir arriver les Marseillais qui

de leur côté s'étaient soulevés contre la tyrannie sanguinaire de la Convention.

En effet, une forte colonne de marseillais avait remonté le Rhône dans la pensée de rejoindre les insurgés de Lyon, de réunir ainsi les deux villes, et de soustraire une partie de la France au gouvernement de la guillotine.

Mais ces hommes mal armés, et surtout mal commandés, reconnurent à Avignon l'impossibilité de pousser la marche en avant. La ville était peu fortifiée, mais elle leur offrait toutefois un abri, ils s'y cantonnèrent en attendant les événements.

Dès la fin d'avril, Dommartin avait été envoyé à Valence pour y former un corps d'artillerie ; il se trouvait à peu près sans nouvelles des événements, tant les communications étaient difficiles. Il reste ainsi isolé pendant le mois de mai, et ce n'est que par les rares voyageurs arrivés à Valence qu'il connaît les combats des Lyonnais.

« Valence 20 Juin 1793

« Vous avez sans doute connaissance par le bruit public de la nouvelle insurrection de Lyon. Comme nous ne savons pas au juste la cause de ces troubles, je me bornerai à vous dire qu'on s'est battu et qu'on porte à 800 le nombre des tués. On m'assure que la ville est aujourd'hui tranquille, et je

vous donne à la hâte de mes nouvelles. J'en espére des vôtres. Le département de la Drôme envoie au camp de Salès des canons et bon nombre de gardes nationaux. Si cet exemple est suivi par les départements voisins, il est à présumer que le mouvement insurrectionnel n'aura pas de suites. Moi je compte rejoindre bientôt l'armée. »

« Je reçois votre lettre au moment où je venais de vous écrire pour vous déclarer guerre ouverte pour votre silence. Combien je vous plains ! Les événements malheureux vous atteignent. Je souhaite bien d'aller vous voir ; mais quand cela serait, je n'emmènerais sûrement pas mes chevaux à cause de l'éloignement. Vous pouvez donc vendre la récolte de vos prés. Auguste se porte bien ; je suis très-content que son oncle soit maintenu maire. Les procédés honnêtes de la municipalité ne m'étonnent pas venant de lui. Il était difficile de vous faire tort, on ne pouvait que vous inquiéter ; mais c'est déjà beaucoup. »

S'il cherchait à donner du courage à sa mère en lui faisant espérer qu'il ne tarderait pas à se trouver près d'elle, pourtant il ne l'espérait pas. Les marseillais fortifiés dans Avignon inquiétaient la convention ; le général Carteau avait reçu l'ordre de former une armée et de les déloger.

Les artilleurs en formation à Valence étaient

rendus indispensables par la désorganisation générale de l'armée. Dommartin, simple capitaine, reçut l'ordre d'en prendre le commandement et de diriger le siége d'Avignon. Les marseillais sont forcés de fuir et Dommartin raconte l'événement avec une simplicité qui ne permet pas de suspecter sa sincérité.

« Chère Maman, je commence seulement aujourd'hui à me retrouver, car depuis le moment où j'ai quitté Valence pour commander l'artillerie contre les rebelles de Marseille, je ne me suis presque pas déshabillé. Moi, mes chevaux, mon domestique, nous sommes tous sur la litière. Seul, je me soutiens encore un peu. Le pauvre Auguste est si fatigué qu'il n'en peut plus ; mes quatre chevaux sont aux abois. Avez-vous entendu parler de notre armée ? Le général Carteaux la commande : brave homme, ingénieux, ayant su faire beaucoup avec fort peu de moyens.

« Nous avons pris en passant le Pont-Saint-Esprit, sans tirer un coup de canon. Après un repos de quelques jours nous sommes arrivés devant Avignon. Les Marseillais y tenaient garnison au nombre de 3000 hommes, et un parti très-considérable de la ville était pour eux. Ils avaient beaucoup plus de canons que nous, et dans le nombre plusieurs pièces de 24 et de 18, tandis que notre

plus fort calibre était 8 de campagne. Nous n'en avons pas moins attaqué à 2 heures du matin. Je leur envoyai quelques bombes avec une pièce de canon démontée et qui ne pouvait servir qu'à cela. Enfin, après un feu continu de six heures, nous avons dû cesser l'assaut et faire retraite dans un assez bon ordre, grâce à quelques pièces de canon que l'on fit avancer pour protéger l'armée. Mais la garnison marseillaise affaiblie et craignant un second assaut, évacua la ville, qui nous ouvrit ses portes à neuf heures du soir. Notre cavalerie a poursuivi alors les Marseillais et leur a pris deux pièces de canon, beaucoup de munitions et bon nombre d'hommes. Voilà les faits véritables. J'espère que nous nous reposerons quelque temps ici, mais j'ignore de quel côté nous dirigerons ensuite notre marche. Je vous écrirai bientôt. »

Les Marseillais malgré leur échec n'avaient pas perdu tout espoir d'arrêter dans les gorges de Septèmes sur la route d'Aix la petite armée de la Convention. C'est là que Doppel, médecin improvisé général par la Révolution, les attaqua le 24. L'engagement fut des plus vifs ; la trahison donna la victoire au médecin ; toute une section de Marseillais tomba pendant l'action et marcha sur ses anciens camarades. La débandade se mit aussitôt dans les rangs, et la route de Marseille se trouva

ouverte et facile. En y arrivant Dommartin écrit à sa mère. —

« Marseille 30 Août 1793

« Nous voici à Marseille depuis le 25. Nous nous en sommes frayé le chemin par trois petites affaires où notre armée a parfaitement fait son devoir. Les sectionnaires et leur armée, tout a disparu comme des ombres chinoises. Je connaissais Marseille, c'est une superbe ville ; mais j'espère que nous n'y resterons pas longtemps et qu'après avoir terminé avec les ennemis du dedans, nous nous hâterons d'aller voir ceux du dehors, d'autant que j'ai sous mes ordres le plus joli équipage de guerre que l'on puisse voir. Ecrivez-moi, je vous prie ; je suis si occupé que je ne puis le faire bien longuement, mais soyez sûre que quand j'ai un moment à moi je l'emploie à penser à vous. »

VII

COMBAT D'OLLIOULES. — SIÈGE DE TOULON.

La victoire de Carteaux allait entraîner de très-graves conséquences. Toulon qui avait accepté la

République s'était jeté dans la réaction depuis que la Montagne gouvernait à Paris. La peur poussa la population à se livrer aux Anglais. En effet, du moment où l'on avait résisté à la Convention, on pouvait être assuré d'une punition terrible. L'échafaud qui restait en permanence à Paris, les horreurs commises en tout lieu, apparurent aux Toulonais comme la conséquence immédiate de la révolte. Pour se sauver de la guillotine on se jeta dans les bras des Anglais. Du reste, il faut dire aussi que l'amiral Hood promettait de ne prendre la ville que comme un dépôt qui serait aussitôt que possible remis à l'infortuné Louis XVII. Les habitants le crurent; l'amiral ne désirait enlever la ville que pour détruire son port et brûler ses forts.

Carteaux en apprenant les événements de Toulon voulut tenter une démonstration armée; mais l'artillerie lui manquait et l'organisation de son armée était déplorable; il faut reconnaître que les moyens d'attaque dont il disposait étaient à tous les points de vue d'une complète insuffisance. L insubordination affaiblissait encore sa petite armée.

En donnant à Dommartin le grade de lieutenant colonel, il insista pour qu'il rétablit au plutôt la discipline, et celui-ci sans se préoccuper du mécontentement de ces soldats improvisés auxquels la Convention avait prêché l'indépendance, ne vit que

son devoir et ne consulta que son patriotisme. Toulon était aux mains des Anglais, il fallait tout tenter pour le reprendre.

Lorsqu'on lit les ordres sévères du jeune colonel et qu'on les reporte avec leurs dates aux séances orageuses de la Convention, on comprend mieux quel fut le patriotisme de ces hommes de vieille roche, qui peu soucieux du danger dont ils étaient menacés, n'ont songé qu'à créer des soldats capables de résister et de vaincre l'étranger.

Il faut en effet former à la hâte des batteries d'artillerie ; on n'a ni hommes ni matériel ; le premier soin du colonel est d'imposer les règles sévères de l'ancienne discipline. On est au 3 septembre 1793 ; la Convention impose sa puissance de désordre sanguinaire, et à Marseille un ancien officier de l'armée royale, un jeune hommme de 24 ans, élève des écoles de Louis XVI, aristocrate de naissance, exige du soldat l'ordre, la soumission, l'obéissance absolue. Il entend qu'il demeure à la caserne, et l'oblige à s'y trouver à heure fixe sous la surveillance des officiers :

« A dater de ce jour il sera commandé dans chaque compagnie un lieutenant de semaine ainsi qu'un sergent et un caporal. L'officier de semaine présidera à l'appel qui sera fait par le sergent deux fois par jour, à midi et un quart d'heure après la

retraite. Tout soldat qui manquera à l'appel sera mis à la salle de discipline. »

Cette mesure paraissait dûre à des troupes enrôlées au nom de la liberté ; et de l'insoumission, à des troupes où se trouvaient mêlés des gardes nationaux, d'anciens hommes des régiments qu'on avait insurgés volontairement contre leurs officiers. Il fallut punir ; on ne faiblit pas. Mais les désertions commencèrent ; en outre dans l'artillerie, l'ignorance absolue des hommes les rendait à peu près inutiles. Dommartin eut l'idée d'employer les artilleurs des vaisseaux qui poursuivis par les Anglais s'étaient réfugiés dans le port de Marseille ; mais leur dénûment était complet ; la Convention qui n'entrait pas dans ces minimes détails avait oublié de les habiller, de les équiper et de les armer. Dommartin en forme deux compagnies que l'on distingue par le nom de leur capitaine. L'ordre suivant est du 4 septembre.

« Il sera commandé dix cannoniers instruits pour montrer la manœuvre des pièces de 4 aux deux compagnies d'artillerie de la marine. Les heures d'instruction seront de 5 heures du matin à 8 heures, et de 5 heures du soir à 7 heures... »

Mais les événements se précipitaient trop vite pour permettre à Carteaux d'attendre ; il dut marcher avec les ressources dont il disposait. Les in-

surgés de Toulon avaient occupé les gorges d'Ollioules et il était indispensable de les déloger avant qu'ils eussent les moyens de les rendre imprenables. La gorge étroite où passe la route qui conduit à Marseille est encaissée entre des roches à pic qui souvent la surplombent; sur une des crêtes les plus abruptes, les ruines d'un vieux château que l'on voit encore aujourd'hui, pouvaient être réparées même à la hâte ; le passage bien défendu par des hommes déterminés, aurait arrêté une armée entière ; il ne fallait pas espérer un assaut avec des conscrits sans discipline. Il y avait donc urgence à s'emparer des hauteurs avant que les Toulonais n'en eussent rendu les abords plus difficiles.

Le 7 septembre Carteaux arriva devant l'étroit passage et commanda l'attaque. Le combat fut rude, l'artillerie commandée par Dommartin démonta, une à une, les pièces des insurgés ; mais pour maintenir à leur poste ces artilleurs hésitants, il a dû s'exposer au feu de l'ennemi : une première balle l'atteint au début de l'action, puis une seconde, enfin au moment où les Toulonais regagnent l'abri de leurs remparts, Dommartin tombe frappé une troisième fois. Carteaux le nomme colonel devant ses soldats enthousiasmés. Ses blessures sont graves, mais sa pensée est toute à sa mère ; il faut lui cacher le danger ; il dicte aussitôt

qu'il le peut des lettres où il l'entretient de la guerre, parlant peu de lui, la rassurant sans cesse. Sa modestie est égale à sa force de caractère.

« Ollioules, 9 Septembre

« Ma chère Maman, je ne serais pas resté si longtemps sans vous donner de mes nouvelles si les opérations dont j'ai été chargé ne m'avaient pas privé de ce plaisir. Je saisis avec empressement un moment un peu paisible dans ma situation actuelle pour vous donner connaissance des progrès rapides que notre armée a faits en peu de temps. Nous avons chassé les rebelles devant nous, et, comme je vous l'ai écrit, nous sommes entrés à Marseille le 25 du mois dernier. Nous y sommes restés quelques jours pour renforcer notre armée, qui se dispose à faire le siége de Toulon, que les Marseillais et les gens du pays ont livré aux Anglais qui s'y fortifient. J'avais oublié de vous dire dans ma dernière lettre que le général Carteaux m'avait nommé lieutenant-colonel à notre arrivée à Marseille.

« Avant hier, 7 du présent mois, nous fîmes une attaque assez vigoureuse pour chasser l'ennemi des fameuses gorges d'Ollioules situées à une lieue de Toulon. Nous les avons prises ; j'ai été blessé d'un coup de feu à l'épaule gauche. Ce n'est pas dange-

reux, j'en serai quitte pour garder la chambre une quinzaine et le général a bien voulu demander pour moi au ministère un brevet de colonel que j'espère recevoir bientôt. Adieu, ma chère maman, soyez sans inquiétude, je ne ferai que signer ma lettre à cause de ma blessure. »

« Ollioules, 12 Septembre

« Je vous envoie, machère maman, quatre exemplaires de la lettre que les représentants du peuple ont écrite à la Convention pour y rendre compte de nos succès à Ollioules. Vous y verrez qu'ils ont bien voulu m'y donner une place honorable. Ma blessure va bien ; mais je ne pourrai d'ici à quelque temps tracer moi-même les lettres que je vous écrirai à cause de la faiblesse que me cause le régime qu'on me fait suivre. »

« Ollioules, 20 Septembre

« Soyez sans inquiétude, ma chère maman, tout va on ne peut mieux. Dans huit jours je pense quitter le lit. Mon prompt rétablissement sera dû aux soins du général Carteaux et de sa bonne et digne femme. Je ne suis point entré dans les hôpitaux ; je suis chez eux, dans une chambre à côté de la leur. Vous pouvez croire d'après ces attentions que toute la faculté de l'armée est disposée à

me secourir. Auguste, qui a grand soin de moi, va bien. »

« Marseille, 30 Septembre

« Chère maman, le quartier général ayant été transporté à Ollioules même, village sans ressources, j'ai pris le parti le 21 de me faire ramener à Marseille, ce qui s'est exécuté sans trop de fatigues pour moi, ayant été porté en litière. Je suis logé chez mes anciens hôtes, M. d'Aygalades. Vous ne pouvez vous faire une idée des bontés que toute cette respectable maison a pour moi. Il ne me semble plus que je sois un étranger dans cette ville. Aujourd'hui on a extrait la balle qui était dans la blessure. L'opération m'a fait bien souffrir, mais je me trouve infiniment soulagé et ma guérison ne peut être que très-prochaine. »

Malgré le ton tranquille de ces lettres, malgré les assurances qu'elles contiennent, madame de Dommartin s'inquiète. Son cœur de mère lui dit qu'on la trompe ; elle ne voit plus l'écriture de son fils et elle se demande si une seule blessure à l'épaule gauche peut ainsi l'empêcher de tenir une plume. Elle ne peut y croire et le lui écrit ; alors, surmontant ses douleurs, il écrit d'une main mal assurée quelques lignes. Il veut avant tout lui rendre le calme de l'esprit.

Pendant un mois encore les lettres écrites par un secrétaire se succèdent de deux en deux jours, promettant toujours une guérison prochaine. Mais la mère s'impatiente ; ces bulletins réguliers et qui semblent calqués l'un sur l'autre ne la rassurent plus. Elle veut chercher à connaître toute la vérité. Elle écrit à son filleul Auguste. La réponse de ce fidèle serviteur, qui doit un jour être tué aux côtés de son maître, est pleine de cœur et de naïveté :

« Je me suis pris la liberté de vous tracer ces deux mots pour vous donner une consolation de votre cher fils. Il va beaucoup mieux, et espère aller passer un quartier d'hiver au pays. Pour ainsi, tenez-vous joyeuse et tranquille sur cela. Car croyez que l'on a très-bien soin de lui ici. N'ayez aucun souci sur lui, et en même temps il vous embrasse de tout son cœur, vous et tous ses parents et amis, et tous ceux et celles qui demanderont de ses nouvelles.

« Votre fidèle serviteur,

« Auguste GALLOIS. »

Retenu à Marseille où sa blessure ne lui permettait pas de quitter son lit, Dommartin avait accepté la mission de veiller à l'organisation des batteries qui se formaient pour le siége de Toulon.

C'était un projet hardi que de vouloir brusque-

ment ramener une discipline rigide parmi des hommes dont beaucoup, sortis des gardes nationales, apportaient partout l'esprit d'indépendance ; Bonaparte vint seconder Dommartin dans son entreprise. Arrivé le 12 septembre devant Toulon pour commander l'artillerie, le jeune général se fit bientôt connaître par sa sévérité ; l'insubordination et le pillage disparurent des batteries où la faiblesse de Carteaux avait laissé s'introduire le désordre.

Carteaux se retira et fut remplacé par Doppet, dont Napoléon a dit dans ses *Mémoires* : « Savoyard, médecin, coryphée des jacobins, ennemi de tout ce qui avait du talent, ignorant de tout ce qui avait rapport à l'art de la guerre. »

Il est à remarquer que quel que soit l'esprit d'insubordination qui règne dans une armée, elle comprend vite lorsqu'elle est en face du danger, que son salut dépend de son obéissance, et elle se lasse des chefs qui n'ont d'autre mérite que de chercher à lui plaire. Sous les murs de Toulon, les soldats acceptèrent sans se plaindre la sévérité de Bonaparte, dont une sorte d'intuition leur révélait le génie, tandis qu'ils murmuraient tout haut contre ce général médecin dont ils sentaient l'incapacité. La Convention malgré ses sympathies pour Doppet dut le remplacer par le général Dugommier, à qui

quarante ans de services militaires donnaient au moins les connaissances indispensables à la direction d'un siége

Grâce aux canonniers à peu près instruits que Dommartin envoya de Marseille à Toulon, les batteries purent, en octobre, commencer une attaque sérieuse ; mais on se rend compte du triste état du matériel quand on lit les lettres adressées au directeur du parc d'artillerie. Comme exemple nous citerons cet ordre :

» Le citoyen Muiron, capitaine directeur du parc d'artillerie de Marseille, devra principalement s'occuper de mettre en état de marcher les munitions suivantes :

» Un affût de 8 avec ses leviers ;

» Une forge de campagne montée avec ses leviers ;

» Il fera vite ensaboter 200 boulets de 12, 100 ae 8, 1600 de 4. — Il fera aussi construire 50 boites à mitraille de 12, 100 de 8 et 400 de 4.

» Il fera faire des lances à feu, au moins 300 ; 2000 étoupilles, et il emploiera à cet effet tous les canonniers disponibles de Marseille.

» Il fera faire des sachets de serge pour les calibres de 12, 8 et 4, en nombre égal à celui des boulets sabotés de chaque espèce.

» Il fera son possible pour livrer un grand cais-

son couvert qui puisse servir pour la pièce de 12 que l'on doit monter ; on continuera la distribution des caissons destinés pour le 4, et on les chargera aussitôt qu'on aura une assez grande quantité de cartouches à canon de faites. »

Un peu plus loin nous trouvons dans le régistre de Dommartin une réquisition à la municipalité de Marseille pour avoir six malles *que l'on puisse employer* au transport des artifices de l'armée.

Ainsi on avait entrepris le siége de Toulon sans avoir ni troupes ni matériel. Trois mois d'une discipline sévère imposée par un homme dont le génie militaire allait se révéler permirent d'avoir des soldats mieux instruits et de réparer le matériel.

Mais les préoccupations de la guerre s'effaçaient devant l'effroi que causait le règne de la Montagne, et si Mme de Dommartin était rassurée sur la santé de son fils, elle se sentait chaque jour ramenée aux tristesses de cette fatale époque par les sinistres nouvelles qui lui venaient de Paris et de la province. On jette en prison des personnes qu'elle connaît et qu'elle aime ; elle tremble, sinon pour elle que protége la position de son fils à l'armée, mais pour ses voisins de campagne. Elle les visite et cherche à leur rendre du courage. Dans un village à deux lieues d'elle, habite une jeune femme mariée depuis quatre ans à peine ; elle n'a

pu se résigner à quitter en émigrant, son vieux père ; mais elle tremble pour les siens et pour elle ; avec quelle sollicitude Mme de Dommartin fait prendre de ses nouvelles. La terreur comprime toutes les poitrines, mais en secret, on cherche à respirer, l'esprit français se retrouve ; on plaisante encore quand l'échafaud est à la porte. A ce terrible moment de septembre 1793, cette jeune femme, Mme de Montangon, écrit à sa vieille amie, sa protectrice, cette lettre où l'on retrouve l'existence inquiète et résignée des gentilshommes qui n'avaient point émigré :

« Eh bien, madame, la constitution de 1791 est au diable... Est-ce de bonne augure ? Il ne faut pas que les jacobins nous taillent des croupières ; voilà la crainte que mettent en avant les bons et sages démocrates. Prions Dieu pour qu'il veuille bien nous prendre sous sa protection, pauvres agneaux que le loup dévorera toujours sans cela. Papa va très-bien, maintenant il est tout à fait remis à son courant, il vous offre son hommage, mon mari y joint le sien. Voilà deux jolies chansons qui m'ont été envoyées de Paris ; je les ai trouvées à mon retour de chez vous : l'une sert de pendant à *la Constitution dans la capitale*, l'autre vous touchera sensiblement : vous pouvez les garder toutes les deux j'en ai le double ; mon mari les a trans-

crites pour vous. Marquez-moi ce qui s'est passé à Saint-Dizier et à Vassy ; vous savez qu'à Joinville il n'y a eu que 18 votants pour la Constitution sur tous les citoyens de la ville. Donnez-moi des nouvelles de votre fils. On dit que Mme Lefebvre se meurt, que deviendra le père au milieu de tous... O mon Dieu ! Envoyez-moi de la laine, moitié d'une façon, moitié de l'autre ; je me recommande à vous pour avoir Mariette la semaine prochaine pour repasser une grosse lessive... »

On s'écrit, on se visite, on se quitte sans savoir si on se reverra ; on plaisante d'une constitution quand l'on n'a d'espoir de salut qu'en Dieu ; on chante des chansons satyriques faites contre un gouvernement qui tue pour un sourire ; on songe aussi à la lessive, et on fait repasser le linge en attendant de prendre place dans la charrette qui conduit au bourreau.

Les communications sont difficiles et au milieu des craintes de chaque jour, Mme de Dommartin n'écrit pas à son fils. A l'armée on ne sait qu'à demi les horribles tortures de cœur et d'esprit imposées à tous par le gouvernement : Dommartin nommé général mais trop faible pour prendre son commandement s'imagine qu'il peut retourner dans son village et s'y reposer en paix.

« Marseille, 23 Octobre 1793

« Toujours pas de nouvelles, chère maman, cela m'étonne ; aurait-on intercepté vos lettres ? Je vais de mieux en mieux ; les forces reviennent peu à peu et je compte sur l'air natal pour me remettre tout à fait. Je viens d'être fait général de brigade pour être employé à l'armée d'Italie. Mais il n'est guère probable que je puisse de sitôt remplir mon emploi. Mon bras et mon épaule exigeront des saisons d'eaux : on dit que je serai incapable de servir pendant un an. Avez-vous toujours envie de faire valoir ? cela dépend de vous. J'amènerai mes chevaux à Dommartin. Sur les six, quatre sont excellents au trait, un cinquième ira au besoin et certainement hersera. Pour mon cheval d'escadron je le confierai à mon aide de camp pour l'époque où je retournerai à l'armée. Cet arrangement me fera grand plaisir. Auguste conduira la charrue. Adieu, chère maman. »

Ce rêve de malade avait ravi madame de Dommartin ; elle revoyait déjà son fils ; il allait pensait-elle, passer une année entière sous son toit ; mais elle est vite détrompée. Le blessé sent qu'il se guérit, et avec les forces lui revient aussi le désir de retourner à l'armée. Se voyant hors de danger, il avoue seulement alors la gravité de ses blessures.

« Marseille, 22 Pluviôse, an II

« J'ai été quelque temps sans vous écrire ; un peu de faiblesse m'en a empêché ; mais maintenant tout va au mieux ; mes plaies sont presque fermées et je remue assez bien les doigts pour ne pas craindre d'être estropié. J'ai été bien bas ; on s'est gardé de vous le dire : l'épaule fracassée, le bras fracturé, trois blessures au corps et deux au bras, la poitrine ouverte, en sorte qu'elle soufflait par la plaie ; vous pouvez juger d'après ces agréments des tourments que j'ai endurés. Ils ont été cruels, mais les voilà finis. J'aurai seulement pendant quelque temps mon bras comme baromètre. Je ne pourrai guère partir pour vous aller voir que dans le courant de juillet, car auparavant il faut que je rejoigne l'armée. J'ai pour aide de camp le jeune de Lisle. Je pense me mettre bientôt en marche pour gagner mon poste. Ce sera un voyage dispendieux, ne pouvant aller qu'à petites journées. Ma blessure m'a presque ruiné. Figurez-vous qu'un chapon coûte ici quinze livres. Le reste en proportion. »

Le 19 décembre Toulon avait été repris ; c'était un succès dont Bonaparte pouvait seul revendiquer l'honneur, mais succès isolé qui n'écartait que pour un temps les dangers d'un débarquement.. Les

côtes de la Méditerranée étaient ouvertes, sans troupes pour les défendre et surtout sans armements. On comprend quel devait être le découragement de Dommartin blessé, malade, et sentant l'impossibilité matérielle de rien organiser. Il demande un congé : revoir sa mère est sa consolation et son espérance.

« Marseille, 27 Nivôse, an II

« Ma santé va de mieux en mieux et tout en moi est signe de guérison. Le jeune Berthelin est parti d'ici avec la légion de la Montagne. Il me tarde d'être près de vous. L'air natal seul pourra me rétablir complètement, car je n'ai que la peau sur les os ; mais quand on est affligé de vingt-cinq ans, on doit compter sur un prompt rétablissement. Dans ce pays tout est absolument différent du nôtre, et ce qui m'afflige, ce sont les ragoûts à l'huile, toujours à l'huile ; j'espère aller me remettre chez nous. Quant à Auguste, il se fait une grande fête de retourner au pays. »

Mais Auguste se berce d'une vaine espérance ; le jeune général se remet peu à peu, il quitte Marseille et vient à Avignon dont le climat sera, dit-on, meilleur pour lui.

« Avignon, 17 Ventôse — 5 mars

« D'après la date de cette lettre vous voyez,

chère maman, que ma santé doit être bien meilleure puisque j'ai pu faire une longue route. Je resterai une quinzaine ici en attendant une saison d'eaux. Peut-être obtiendrai-je d'aller à Bourbonne, alors je passerais avec vous l'intervalle de mes deux saisons. »

Les blessures ne se guérissent qu'après cinq mois encore. Pendant ce long temps il s'irrite de son inaction. Les nouvelles de l'armée, les victoires de la France l'enivrent. Il oublie ses projets de congé et sollicite un emploi d'activité. Ne recevant pas de réponse, il revient à Nice pour se rapprocher de l'armée d'Italie.

« Nice, 1 Germinal, an II

« Je suis ici depuis hier, chère maman, et je ne vous écris que quelques lignes. Lorsque je connaîtrai ma destination je vous en donnerai avis. Je me trouve assez bien, quoique je n'aie toujours aucun mouvement dans le bras ni l'épaule. »

Enfin il obtient du ministre l'ordre d'aller commander le fort d'Hercule.

VIII

ÉTAT DE L'ARMÉE DANS LE MIDI

« Fort d'Hercule, 9 Messidor, an II

« J'espérais, chère maman, partir d'ici bien vite pour l'armée, mais un dépôt survenu à ma blessure de la clavicule retardera ma guérison. Il n'est pas prudent, me dit-on, d'aller sous la tente avec une blessure ouverte. »

La Convention sort enfin de sa longue insouciance. Elle comprend que le Midi est sans défense ; Robespierre glisse dans les flots de sang qu'il a versés ; on est à la fin de juin 1794, les escadres anglaises croisent en vue de Marseille. Il faut assurer les côtes ; mais comment ? Où sont les hommes ? Où sont les canons, et surtout où trouver l'argent nécessaire ?

Dommartin reçoit l'ordre de se fixer à Antibes, et de mettre la côte en état de défense. Il arrive le 27 messidor...

Le lendemain il parcourt les îles Sainte-Marguerite, amenant avec lui, 4 pièces de 36, 200 gargousses et 20000 cartouches d'infanterie ; mais il constate que les pièces de 12 n'ont pas de munitions, et il écrit le jour même au commandant du génie :

« Les circonstances exigent impérieusement, citoyen, que tu fasses travailler sans délai à la construction d'un fourneau à réverbère pour la batterie des braves gens de l'île Honorat, et je compte que tu ne te borneras pas à un simple gril à rougir les boulets. »

En même temps il envoie cette dépêche au général résidant à Nice :

« Le citoyen Masséna, commandant de la place d'Antibes, que j'ai vu à son arrivée de Nice, m'a dit ce matin que tu croyais que la batterie des républicains de l'île Honorat était armée de 4 pièces de 33 ; la visite que je viens d'y faire m'a assuré du contraire, et le commandant d'artillerie n'a pas reçu les bouches à feu destinées à cette batterie, et qu'il est urgent d'armer ; le meilleur parti à prendre serait de tirer 4 pièces de 24 du parc d'Antibes. »

Tandis qu'au nom de la liberté on massacrait dans Paris, c'était aussi au nom de la liberté qu'on forçait les ouvriers à travailler aux fortifications ;

un ordre du 20 messidor adressé à la municipalité, montre la résistance qu'on rencontrait :

« Citoyens, le chef du génie fait savoir que vous n'avez point obtempéré à la réquisition que vous a faite un de ses adjoints et visée par lui, laquelle avait pour objet de vous demander des secours en travailleurs pour la batterie de la Fauconnière. Comme il est urgent que cette batterie soit finie incessamment, je vous invite à fournir, *par tous les moyens qui sont en vous*, lesdits travailleurs dont il va vous faire une nouvelle demande ; j'espère que votre amour du bien public ne vous permettra pas de différer d'obtempérer à cette réquisition, et que vous voudrez bien remettre à l'officier du génie l'état *nominatif* des ouvriers que vous devez lui fournir. »

Le 1er thermidor, le chef d'état-major écrit à Dommartin qu'il a invité le contre-amiral Martin à lui prêter 4 pièces de 6 ; il faut courir au plus pressé, désarmer l'un pour armer l'autre ; on n'a ni magasins à poudre, ni arsenal, et naturellement on s'empare des églises. Fils d'une mère chrétienne qui l'a élevé à sa ressemblance, le jeune général doit cacher ses sentiments secrets ; tout en transmettant à la municipalité d'Antibes l'ordre qu'il a reçu, il cherche à l'atténuer.

« 3 Thermidor, an II

« Citoyens, en conséquence d'une réquisition qui m'est faite par le chef de bataillon directeur du parc d'artillerie , et par ordre supérieur, vous voudrez bien me faire remettre demain les clefs du temple de l'Être suprême et de la maison de campagne du citoyen Balyte ; ces deux endroits devant être employés pour placer 800 milliers de poudre. Si le conseil municipal croit avoir des observations ou réclamations à faire, il devra s'adresser au général en chef de l'armée d'Italie, duquel j'ai reçu des ordres formels. »

Ne semble-t-il pas que Dommartin veut constater qu'il est étranger à cette mesure dont il dégage sa responsabilité? mais il ne s'en tient pas là, et il écrit au chef d'état-major :

« 5 Thermidor, an II

« J'ai fait remettre les clefs du temple de l'Être suprême au directeur du parc, quoique cet endroit me semble dangereux pour y placer des poudres, attendu qu'un de ses côtés touche à des maisons particulières où l'on fait du feu, et qu'en outre il est exposé aux premiers coups de canon de l'ennemi, qui, informé qu'il renferme de la poudre, pourrait lancer quelques bordées et y mettre infail-

liblement le feu. Je te prie de communiquer ces observations au général en chef. Elles ont d'autant plus d'importance que je suis informé par le citoyen Sanglier, commandant à Fréjus, que deux frégates anglaises ont donné la chasse à un brick danois venant de Gênes, qui s'est mis sous la protection de sa redoute. Deux coups de canon ont fait virer de bord aux Anglais. »

La chûte de Robespierre était proche, mais les derniers jours de sa puissance devaient garder l'empreinte de son despotisme. Nous trouvons, à la date du 5 thermidor, deux pièces où se révèle la tyrannie soupçonneuse de cette époque de liberté. La première est un ordre qui enjoint aux propriéaires des maisons d'inscrire sur leur porte les noms, surnoms, âge et état des personnes qui les habitent, « et ce, sous peine d'être arrêtés, pour être condamnés à une punition proportionnée à la gravité des cas. »

La seconde est un certificat de civisme exigé des officiers et délivré par le club des sans-culottes. Ce certificat porte en tête un bonnet phrygien entouré de piques avec cette légende : Tremblez, tyrans, voici des piques.

« Nous, président et secrétaires de la Société des amis de la liberté, certifions et attestons que le citoyen Dommartin Auguste, général de brigade

âgé de 25 ans, taille 5 pieds 4 pouces 6 lignes, cheveux châtain clair, sourcils idem, front relevé, yeux châtains, nez bien fait, bouche petite, menton rond, visage rond, est membre de ladite société et a été épuré. »

On frémit à ce mot épuré, lorsqu'on songe que le refus d'un sans-culotte de prononcer l'épuration pouvait envoyer à l'échafaud un officier jeune, instruit, brave et utile à sa patrie !

Le 10 on apprend la chûte de Robespierre, mais on se demande quelle en sera la conséquence, quel gouvernement va s'établir. Est-il certain que le régime de terreur qui ferme toutes les bouches va cesser enfin ? On attend.

Nous ne nous arrêtons pas aux ordres de détail donnés pour l'armement des îles Sainte-Marguerite et de la côte. Il eût été facile aux Anglais de gêner les travaux, mais leurs vaisseaux s'approchent rarement. Pourtant, le 13 thermidor, Dommartin écrit au chef d'état-major :

« On vient de me rendre compte, général, qu'aujourd'hui, à une heure après midi, une frégate anglaise s'est emparée, à l'angle de l'île Marguerite de deux tartanes françaises. »

La veille, dans un ordre sévère, le général avait recommandé au commandant des îles Sainte-Marguerite de ne permettre à aucun canonnier de

s'absenter, et de tenir la moitié des hommes à leurs pièces ; mais comment exiger un service régulier de soldats enfermés dans une île où souvent les approvisionnements sont insuffisants ? Le 13, tandis que les Anglais enlevaient les tartanes, les soldats n'avaient pas même de pain.

Au Commissaire des guerres, 9 Thermidor, an II

« Le 13, la distribution du pain ne s'est faite que le soir, les hommes ont attendu tout le jour, 1o parce que le fournisseur de Cannes n'a pas fait son envoi ; 2o parce qu'on a retiré de l'île une brigade d'ouvriers, et que ceux qui restent, se faisant forts du besoin qu'on a d'eux, ne travaillent qu'autant qu'ils le veulent bien. L'un des fours de l'île chôme, faute de réparations et d'un pétrin.

Comme les îles pouvaient être bloquées par le mauvais temps aussi bien que par les Anglais, il y avait urgence à ne pas exposer les soldats à y mourir de faim. La négligence du commissaire des guerres était d'autant plus coupable qu'on signalait une escadre anglaise. Quel était son but ? Dommartin s'en inquiétait, et ne voulant pas être surpris, il demande des signaux au commissaire de la marine :

« Je te prie, citoyen commissaire, de vouloir bien indiquer des signaux propres à me faire connaître sur-le-champ les opérations de l'ennemi le

jour et la nuit. Tu voudras bien t'entendre avec le chef d'escadre, afin que je sache si c'est une descente ou un combat naval que tente l'ennemi... »

Dans le cas d'un débarquement ou d'une attaque sérieuse de la côte, le général ne se faisait aucune illusion sur ses moyens de résistance ; chaque jour les Anglais devenaient plus hardis et capturaient nos bâtiments marchands ; et dans ce même moment le mauvais état des troupes dirigées sur la frontière d'Italie, et leur peu d'instruction obligeaient de prendre à Dommartin une partie de son effectif. A deux reprises il s'en plaint au général Mouret, et ne reçoit sans doute pas de réponse, puisqu'il écrit la lettre suivante :

« Tu recevras la copie d'un rapport que m'adresse le commandant de Fréjus sur la prise de 3 bâtiments marchands de la République par les Anglais, ainsi que le procès-verbal qui a été dressé sur les lieux. Le commandant m'écrit qu'on vient encore de tirer de l'île Marguerite la compagnie du 2e régiment d'artillerie composée de 85 hommes, instruits, et on l'a fait remplacer par 8 hommes et un caporal seulement. Ce changement, fait sans que je le sache, laisse des batteries complétement dégarnies, puisque l'effectif des canonniers fort peu instruits qui restent, n'est que de 107 hommes et que le nombre des bouches à feu est de 23,

plus 6 pièces de bataille, au service desquelles il faut pourvoir. Il est donc évident que ce nombre est insuffisant. C'est vainement que je voudrais en faire venir de la garnison d'Antibes où il ne reste que 50 hommes de la compagnie de Vaucluse et une trentaine d'hommes appartenant à deux compagnies différentes, la plupart sans aucune instruction. Il est donc urgent, général, que tu prennes les ordres du général en chef sur ce sujet important, car je croyais les postes que je commande défendus, et je l'avoue, je ne les vois pas actuellement en sûreté, par le manque de canonniers instruits. Je te prie donc d'obtenir du général en chef une compagnie de canonniers de l'artillerie pour la défense des îles Marguerite, car comment veut-on qu'avec des hommes de nouvelle levée on puisse servir des pièces avec la célérité et la précision nécessaires ? »

Afin de ne pas être pris au dépourvu, le général tente de former une compagnie de canonniers pour la défense de la côte, avec des hommes triés dans la garde nationale d'Antibes. Dans la lettre qu'il écrit à cette occasion, le 23 thermidor au chef d'état major, on remarque combien, dès cette époque on aimait les grades dans ces bataillons de citoyens formés au nom de l'égalité. On subissait déja la tentation du galon.

« Il a été formé, dit-il, dans le bataillon de la garde nationale d'Antibes, une compagnie de canonniers pour la défense de la côte ; comme le nombre des officiers dudit bataillon commençait déjà à ne plus être en rapport avec le nombre des soldats, je n'ai pas cru devoir laisser nommer de nouveaux officiers et sous-officiers pour cette compagnie, mais bien les prendre parmi ceux de chaque grade dans le bataillon où ils ne seront pas remplacés. »

Mais tandis qu'on prend les hommes iustruits pour les disséminer dans les corps nouvellement formés, on oublie de pourvoir au matériel, Pourtant les manœuvres de l'escadre anglaise causent de sérieuses inquiétudes : Dommartin se décide à écrire à Bonaparte qui commandait l'artillerie.

« Au général Bonaparte, 22 Thermidor

« Je t'envoie, général, l état des réparations à faire aux affûts des pièces de 4 de campagne, arrivées de Cannes, état qui m'a été adressé par le citoyen Bouchu, capitaine commandant le détachement destiné au service desdites pièces. J'ai prié Songis d'envoyer à Cannes un ouvrier en fer et un autre en bois ; il n'a pas cru devoir me les accorder ; les réparations deviennent cependant nécessaires, et je te prie de vouloir bien y pourvoir. — Les deux pièces de 8 sur affûts de place,

établies à la pointe du môle, ne peuvent remplir leur destination qui est d'empêcher l'entrée ou la sortie du port à des bâtiments de petit tonnage, en raison du peu de profondeur de la mer en cet endroit ; des pièces de 8 de bataille y conviendraient mieux, et si tu peux m'en envoyer deux, je les y ferai placer, et alors les deux pièces qui y sont maintenant pourraient être transportées à la batterie du cap Gros, où elles suffiraient, je crois, pour la défense de l'anse. J'ai prié Berlier de s'adresser à Songis pour lui demander un supplément d'outils et de brouettes, j'espère qu'on aquiescera à cette demande. Je te prie de m'envoyer 100 obus de six pouces qui, je crois, produiront un assez bon effet, envoyés avec des pièces de 36. »

Dans ce temps-là même, tandis que Dommartin, cédant à la préoccupation que lui cause la présence de l'escadre anglaise, demande des troupes et des armements, la nouvelle de la chûte de Robespierre est arrivée dans le Midi. Pour beaucoup, c'est un immense soulagement ; mais les terroristes ne peuvent se résigner à laisser échapper le pouvoir ; certaines villes tremblent encore ; Cannes craint des violences, et la municipalité demande pour sa sécurité une augmentation de troupes, lorsqu'on en manque pour les opposer à l'étranger. Dommartin lui répond :

« J'ai reçu, citoyens, la lettre par laquelle vous me demandez un renfort de garnison ; le citoyen Sanglier, commandant temporaire, se concertera avec vous à cet égard, quoique pour mon compte je pense que 30 hommes sont plus que suffisants pour la police de votre ville où il n'y a que de bons citoyens, qui sans doute ne manqueraient pas de se joindre à ce petit nombre de soldats en supposant que des gens de passage voulussent troubler l'ordre et la tranquillité publique. »

Pour se venger de l'attitude résolue des chefs de corps qui comprimaient leur réaction, les terroristes les accusèrent de trahison. Chaque jour les nouvelles les plus graves circulaient dans les villes ; les gens d'ordre s'inquiétaient, et le trouble jeté dans les populations devint tel qu'on dut, le 25 thermidor, afficher cette proclamation :

« Citoyens, des scélérats intéressés à perdre la chose publique cherchent à tromper les bons citoyens de cette commune et des environs, en répandant de fausses nouvelles tantôt sur des trahisons que l'on dit projetées ici et aux îles Marguerite pour livrer le port et l'escadre aux ennemis, tantôt sur les mouvements extraordinaires arrivés à Paris, tantôt sur des événements survenus au quartier général de Nice. Ce ne peut être qu'un projet combiné d'égarer par des alarmes les bons

citoyens et de les maintenir dans une inquiétude violente. Apportez votre vigilance à découvrir ces faux patriotes qui répandent de fausses uouvelles; usez envers eux d'une rigueur extrême. »

Comme l'expérience a prouvé avec quelle facilité les masses et même le soldat accueillent les accusations de trahison portées contre les généraux et les officiers, on ne s'étonne pas du ton irrité de cette proclamation. Avec des troupes aussi peu disciplinées, mêlées à une population souvent malveillante, on pouvait tout craindre, d'autant plus que les terroristes basaient leurs accusations sur le mauvais état très-réel où se trouvait la défense des îles Marguerite ; seulement ils en rendaient responsables des officiers bien innocents, tandis que la responsabilité en revenait tout entière à un gouvernement de désordre et de misère. Le manque d'argent, conséquence du manque absolu de confiance, paralysait les armements ; les terrassiers même, ainsi que l'écrit le citoyen Berlier, n'ont ni pioches ni pelles ; et de son côté, le commandant du 3e bataillon de la 117e demi-brigade déclare qu'il n'a que 700 hommes et très-peu de cartouches, et il ajoute que les pièces de campagne ne sont pas approvisionnées. Dommartin répond :

« 25 Thermidor, an II

« Je viens de recevoir dans le moment même, citoyen camarade, ta lettre en date du 23 courant ; je donne ordre que l'on fasse passer dans ton île des cartouches pour 700 hommes à raison de 60 coups par homme. Des cartouches à boulets te seront aussi envoyées. Tu me dis que la partie ouest des îles n'est pas défendue ; j'ai compris que l'on pouvait tenter un débarquement sur la batterie de la pointe du Dragon. J'ordonne au citoyen Carrère de faire construire à l'île Honorat une batterie de trois pièces de 6 propres à battre ce point. On fera à la batterie des Braves-Gens des réparations. J'attends quelques troupes, et je compte alors faire rentrer au 3e bataillon de la 83e demi brigade les 2 compagnies qui sont à Fréjus ; dans ce cas, ce bataillon pourra occuper l'île Honorat. Mais dans les conditions actuelles, comme la défense consiste autant dans le canon que dans l'infanterie, tu ne peux te refuser de donner des auxiliaires au commandant d'artillerie, jusqu'à ce que j'aie des moyens d'augmenter le nombre des canonniers. »

Les occupations du général ne lui font pas oublier sa mère ; c'est avec elle qu'il repose son esprit, c'est à elle qu'il ouvre son cœur :

« Antibes, 27 Thermidor, an II

« Vous avez été bien longtemps sans m'écrire, ma chère maman, et peut-être n'avez-vous pas reçu ma dernière lettre. Mes blessures ne se ferment pas complétement, mais ma santé est bonne et je suis en état de faire mon service. On me met à cheval et je vais tant qu'on veut, une fois en selle. La seule chose désagréable, c'est que tenant la bride de la main droite je ne puis allonger le coup de sabre comme par le passé. Je me porte très-bien et, quoique ma brigade soit très-étendue, je puis en faire le service. On m'apporte à l'instant votre lettre du 4 août. Je vois avec plaisir que vous m'envoyez le frère d'Auguste. J'aurais grand besoin de six douzaines de serviettes, huit nappes dont deux grandes. Il faudrait qu'elles pussent me parvenir bientôt. Je veux vous dire aussi qu'on m'a écrit pour me proposer un mariage ; mais soyez sans crainte, je ne m'engagerai jamais à donner à ma femme, si je dois en avoir une, d'autre habitation que la nôtre. Mon parti est pris à cet égard et je veux vivre où mes pères ont vécu, respirer l'air qu'ils ont respiré. Je vous déclare même que moins de fortune et une famille alliée à la nôtre serait mon désir, et je vous jure que si j'avais l'espérance de trouver dans nos environs une jeune

fille à laquelle je puisse convenir, j'attendrais avec plaisir. C'est à vous du reste que je m'en remets complétement, ne voulant rien faire sans votre avis. »

Comme cette lettre intime peint bien ce jeune général de vingt-cinq ans dont la pensée s'arrête sans cesse sur la modeste habitation de ses pères ; qui, sans ambition, ne désire que revenir dans son pays, et, fils respectueux, soumet sa volonté à l'examen de sa mère ?

Si les difficultés créées à la défense par le manque de matériel sont grandes elles s'aggravent bientôt par le peu de dispositions prises pour assurer les subsistances. Partout il faut avoir recours aux réquisitions, et les municipalités opposent une telle résistance qu'il devient nécessaire d'user d'intimidation : aussi trouvons-nous des ordres comme celui-ci :

« Il est ordonné au chef de brigade commandant l'escadron du 5e régiment de cavalerie cantonné au Puget, d'envoyer demain, 28 Thermidor, à Fréjus, un détachement de cavaliers commandés par un sous-officier pour y rester à poste fixe et exécuter les réquisitions qui seront faites sur les municipalités de Fréjus et autres corps constitués par le commandant temporaire. »

Le service d'intendance confié aux commissaires

des guerres est fait avec une négligence et souvent un manque d'honnêteté dont nous rencontrons à chaque pas la trace : ainsi le 28 Thermidor, un bataillon de la 100e demi-brigade arrive pour camper près de Fréjus ; on ne lui a fait délivrer ni gamelle ni marmite, et au moment de dresser les tentes, on s'aperçoit qu'il est impossible de faire la soupe. Le même jour un escadron de cavalerie n'a pas un grain d'avoine pour ses chevaux et le fourrage qu'on lui procure n'est qu'un mélange de roseaux que les chevaux se refusent à manger.

On conçoit que les privations imposées à de nouvelles recrues, jointes à ce mal si fréquent parmi les conscrits et qu'on nomme le mal du pays, aient amené bien vite de nombreuses maladies ; mais ce que l'on conçoit moins, c'est qu'aucune mesure n'ait été prise par le gouvernement dans cette prévision, et que des troupes cantonnées dans des villes françaises n'aient pas eu un hôpital pour les recevoir. Une maison qui leur est affectée à Antibes devient bien vite trop étroite, et Dommartin écrit à la date du 23 Thermidor que le nombre des malades s'est tellement accru, que leur *salut court le plus grand danger*, non-seulement par suite de leur agglomération, mais aussi parce que le plus grand nombre manque de lit.

Les régiments déjà faibles se trouvent considé-

rablement amoindris. Les Anglais en sont-ils informés, ou le hasard seul les conduit-il à faire un semblant d'attaque? Le 29 Thermidor on signale l'escadre à peu de distance au large, et Dommartin trouve sa position tellement compromise qu'il s'adresse au général en chef :

« 30 Thermidor, an II

« Le bataillon de la 22e demi-brigade qui est à Antibes est si faible, qu'il suffit à peine à faire le service de la place concurremment avec la garde nationale ; je ne puis donc envoyer de détachements aux batteries de la côte, et si l'ennemi tente quelque chose sur la plage, je ne pourrai m'y porter qu'avec les dragons cantonnés à Biot et Cagnes, qui ne suffiraient pas, n'étant pas soutenus par de l'infanterie ; il serait nécessaire que tu envoyasses un bataillon de plus à Antibes. Cannes se trouve dans ce moment sans infanterie. »

Un pouvoir civil que nous verrons bientôt s'immiscer à tous propos dans les affaires de la guerre, celui des représentants du peuple, se montre dans ce moment critique, avec l'inopportunité que nous retrouverons dans beaucoup d'autres circonstances. Le représentant Jean Bon donne ordre de remplacer à la batterie du cap Long les pièces de

8 par des pièces de 24. Il n'y a qu'un seul inconvénient à l'exécution de cet ordre ; mais il est grave, les pièces de 24 n'existent pas. Désobéir aux citoyens représentants est chose si grave que les généraux se renvoient les uns aux autres cet ordre dont l'exécution est impossible.

« Je n'ai pas une pièce de 24, écrit Dommartin à Mouret , et je te fais part de la réquisition du représentant Jean Bon, pour que tu y fasses droit. »

Mouret renvoie l'ordre au général d'artillerie Dujard; il faut à tout prix trouver des pièces de 24, pour que l'ordre des *représentants reçoive une prompte exécution.* Et pendant ce temps l'eau manque dans la citerne du fort Quarré ; les hommes y souffrent de la soif, et comme le corps du génie entend ne dépendre de personne, le commandant de cette arme ne tient aucun compte des ordres qu'il reçoit des généraux ; il y a urgence pourtant, Dommartin menace :

« Au chef du génie 1 Fructidor, an II.

« N'eusses-tu que deux bourriques à ta disposition, tu voudras bien commencer à faire porter de l'eau à la citerne du fort Quarré, et je t'engage à prendre des moyens plus efficaces pour accélérer ce travail essentiel ; étant responsable à cet égard tu sais que je rejetterais la responsabilité sur toi.

Les officiers du génie étant d'une grande utilité à un général, tu voudras bien, à l'avenir, les amener chez moi ; à l'égard des fusils pour tes sapeurs, on verra ce qu'il en restera quand les canonniers seront armés. Tu voudras bien me faire passer l'état de situation de ta compagnie et être exact à m'envoyer ton effectif. »

Le pouvoir discrétionnaire des représentants du peuple, et l'esprit d'indépendance qui vient d'en haut et réagit encore dans l'armée, rendent plus difficile cette réorganisation militaire qui marche déjà si lentement.

IX

DÉFENSES DES COTES DE LA MÉDITERRANÉE

L'Europe ne pouvait ignorer le désordre matériel et moral qui régnait dans nos armées et le vide de nos arsenaux. On peut se rendre compte du coup terrible qui nous eût été porté si une puissance avait eu alors une force militaire comparable à celle sur laquelle s'appuya la Prusse en 1870.

Quel eût été le sort des nouvelles levées conduites par des officiers électifs? Il est facile de le prévoir quand on se souvient de nos derniers désastres. Heureusement pour la France, la guerre trouvait l'Europe sans armements ; il lui fallait se recruter et s'organiser avec une lenteur qui nous sauva ; au lieu d'une attaque vigoureuse et subite, l'ennemi sur terre et sur mer montra une indécision qui, en se prolongeant pendant des années, permit de faire des soldats à peu près façonnés à leur rude métier, et Bonaparte trouva des éléments suffisants pour que son génie militaire pût en user avec avantage. Mais, comme nous allons le voir, c'est avec beaucoup de temps et de patience qu'on parvint à faire cette armée et à réunir les matériaux de la victoire.

A l'époque dont nous parlons, l'Angleterre, qui pouvait, par un débarquement rapide, détruire nos travaux de défense mal finis et mal armés, perdi un temps précieux en démonstrations inutiles. Son escadre croisant dans la Méditerranée aurait dû à certains moments nous causer des pertes sérieuses ; elle se contenta de capturer quelques vaisseaux marchands ; les Autrichiens, de leur côté, laissèrent pendant de longs mois, et sans la gêner dans sa formation, se développer l'armée d'Italie, ne sachant faire tourner à leur profit ni la

misère de nos soldats, ni leur insubordination, ni aucune des causes de désordre qui combattaient pour eux.

Nos villes du Midi, frappées par des réquisitions incessantes, tantôt pour le logement et la nourriture des troupes, tantôt pour des travaux à exécuter, se lassaient d'une charge qui devenait d'autant plus lourde qu'elle se prolongeait ; en même temps l'esprit révolutionnaire réagissait contre cette nouvelle armée formée sur le modèle de celle de la monarchie et en dehors des principes formulés par la révolution. La garde nationale qui devait tout vaincre parce qu'elle était le peuple armé dirigé par des officiers de son choix, allait forcément disparaître ; nous la voyons cesser en fait dans le Midi lorsque le général de l'armée d'Italie fait savoir le 1er Vendémiaire an III, que dans les villes où elle existe encore, la solde lui sera supprimée.

Mais on était encore trop près de la Terreur pour qu'il ne se trouvât pas des mécontents disposés à venger sur les soldats la chute du règne de la licence. Nous trouvons dans une lettre du 2 Fructidor an II, adressée au général Mouret, le récit d'une attaque nocturne, dans laquelle, aux portes même de Fréjus, une patrouille de cavalerie a essuyée une décharge de neuf coups de fusils.

Dans les régiments formés d'anciens gardes na-

8

tionaux on accepte avec peine les officiers qui ne sont pas les élus du suffrage; celui de l'Hérault, demande l'arrestation de tous les chefs qui ne produiront pas un certificat de civisme. Cette démonstration d'indiscipline, qui pouvait être d'un déplorable exemple, est répprimée par l'énergie des généraux.

« Je n'ai pas connaissance, écrit Dommartin, que la loi autorise à faire arrêter comme suspects des officiers qui n'auraient pas un certificat de civisme, car cette mesure devrait alors être générale et s'étendre à tous les défenseurs de la patrie. Pourrait-on l'exiger de ceux qui depuis le commencement de la guerre sont en présence de l'ennemi ! »

Aux difficultés créées par le mauvais esprit qui existait naturellement dans les régiments, se joignaient pour les généraux celles que faisait naître le mécontentement des municipalités réquisitionnées. Elles voulaient être assurées du payement de leurs avances. Dans sa dépêche du 8 fructidor, Dommartin cherche à calmer leurs inquiétudes.

« Il n'y a pas de doute, citoyens, écrit-t-il, que les dépenses que vous pourrez faire pour le besoin du service, ne vous soient allouées d'après un état signé de vous et arrêté par le commissaire des guerres ; du moins c'est ma façon de voir. »

En même temps il s'adresse au commissaire : « Comme j'ai été à même de voir que les citoyens mettent beaucoup de mauvaise volonté, tu voudras bien les faire mettre parfaitement en règle toutes les fois qu'ils refuseront à la troupe quelque chose de ce qui lui revient. »

Tandis que chaque jour quelque embarras nouveau venait gêner l'organisation de l'armée, des inquiétudes souvent sérieuses étaient causées par le voisinage de l'ennemi. Les officiers intelligents comprenaient fort bien quelle serait leur impuissance devant une attaque habilement et vigoureusement exécutée. Se garder d'une surprise n'était pas même facile. L'ordre suivant, adressé simultanément aux commandants des chasseurs des Alpes et du 9e dragons indique les mesures prises d'urgence. Les deux ordres sont à peu près identiques.

« 4 Fructidor, an II

« Tu voudras bien, citoyen, à dater de demain de grand matin, envoyer à la maison que j'ai reconnue à cet effet, une garde de 30 chasseurs (30 dragons) à cheval, commandée par un officier, un maréchal de logis et deux brigadiers. Cette garde aura continuellement sur pied deux patrouilles de 5 hommes chacune, l'une tirant à droite ver-

Antibes, l'autre à gauche jusqu'à l'embouchure du Loup où les patrouilles de chasseurs et de dragons se rencontreront. Depuis 1 heure après-minuit jusqu'au jour, il y aura sur pied une patrouille de 4 hommes avec un sous-officier ; elle éclairera le centre tandis que les autres patrouilles se porteront sur les ailes. La grand'garde des dragons apportera tous les matins son rapport à celle des chasseurs et le commandant de cette garde fera partir de suite un chasseur qui l'apportera à Antibes au major de la place. Le chasseur prendra en passant le rapport des batteries du Loup, de Loubet et de la Braque, passera chez le commandant du parc du siége pour prendre ses ordres. Le mot de ralliement sera envoyé tous les soirs à la grand' garde des chasseurs dans un billet cacheté. Le porteur en remettra aussi 3 autres. Ces 3 billets seront donnés à un dragon qui devra se trouver là et qui les portera l'un à la grand'garde des dragons, le second à la batterie du petit Cray et le 3e au commandant des dragons. En cas d'alarme causée par l'ennemi, tu rangeras ta troupe en bataille. Les chasseurs garderont le débouché du vallon de Biot, faisant face à la mer, dans un endroit qui te sera indiqué par un adjoint avec lequel je l'ai fixé. Tu reconnaîtras les chemins les plus propres pour t'y porter avec facilité et célérité. Je

donnerai l'ordre pour que la garde nationale prenne position dans les bastides auxquelles la gauche des chasseurs serait appuyée, la droite tirant vers le bois qui borde le ruisseau, ayant en avant la batterie de la Braque ; le flanc droit serait alors suffisamment défendu par l'infanterie que je porterai dans le bois ainsi que par 2 pièces de campagne et 2 obusiers placés sur le tertre qui domine Antibes. Je pourrai, de cette façon, arriver jusqu'à toi par le pont de la Braque. Si les dragons sont attaqués, les chasseurs se porteront à leur secours ; mais si la situation devenait critique, tu pourrais te retirer soit à droite sous les bastides, soit à gauche vers le bois. Mais si, arrivé là il fallait encore se replier, tu trouverais un abri dans le débouché de Biot à Antibes, près de l'aqueduc. »

Mais en même temps qu'on demande à la cavalerie un service fatiguant, le fourrage manque pour les chevaux et le vin pour les soldats. — « Il serait pourtant bien important, écrit Dommartin au chef d'état-major Kervéguen, que les magasins fussent d'une autre conséquence et qu'ils n'existent plus au jour la journée, comme cela à été jusqu'à présent. »

Le 11 fructidor, il adresse au général Mouret son rapport sur la situation des troupes de son commandement.

« D'après ce que m'a dit le citoyen Massy, adjoint aux adjudants généraux, il paraît, général, que ton intention serait d'établir le camp du 2e bataillon de la 100e demi-brigade sur les hauteurs qui dominent Bavaston. Je t'observerai que ce point me paraît bien éloigné de l'embouchure de la rivière d'Argent, où il n'y a pas de doute que l'ennemi ne débarquât préférablement à tout autre point, vu la commodité du terrain ; en outre la défense de cette plage étant liée avec celle de la partie qui dépend d'Héraclée, il serait difficile d'arriver à temps de Bavaston à Saint-Maxime, si ce dernier poste était attaqué. Qu'on ne vienne pas dire qu'on pourrait effectuer une descente entre Bavaston et la Tour d'Amon, et par là couper la communication de Fréjus à Aguay. Ce débarquement, qui ne pourrait se faire qu'en petit nombre, vu la difficulté que présente la côte hérissée de rochers, serait bien vite culbuté par le seul détachement de 50 hommes que je tiens à Bavaston, et pris entre deux feux par le détachement d'Aguay, qui ne manquerait pas de venir au secours. L'ennemi ne peut donc faire que fausse attaque sur ce point; et les grands efforts doivent se porter aux bouches de la rivière d'Argent et aux points où l'on peut exécuter un débarquement sur un grand front ; et c'est pour être à même d'y

opposer promptement une grande résistance que j'ai concentré à Fréjus tout ce que j'ai de troupes disponibles. Si j'ai décidé que la troupe camperait, c'est afin de soulager l'habitant déjà surchargé par les passages continuels. Les 2 régiments, chasseurs de la Montagne et 9e dragons, viennent d'être appelés à Nice. J'ai dû faire occuper Caque, Biot, Cannes et le Puget par 4 escadrons du 5e régiment de cavalerie. »

Les représentants du peuple arrivèrent le 12 fructidor pour inspecter l'armée. Grands imitateurs des Républiques antiques, citant à tout propos les vaillances de Sparte et d'Athènes, ils prétendirent donner à cette armée de conscrits *la mâle énergie qui fait les guerriers*. La présence des femmes amollissant les courages, ils enjoignirent aux officiers mariés de renvoyer leurs femmes ; en conséquence, « réquisition est faite aux municipalités de se concerter avec les commandants temporaires et le commissaire des guerres pour faire l'état des femmes et des filles qui n'ayant pas deux ans de domicile dans les villes devront en sortir. »

La mesure parut dure aux officiers qui, ayant des postes sédentaires, ne devaient en aucun cas être appelés au service actif ; ils espérèrent que l'arrêté ne leur serait pas applicable, et le général Dommartin, compatissant à leurs ennuis, voulut bien en référer au chef d'état-major.

« Au général Kervéguen, 14 Fructidor, an II

« Je ne sais si les femmes des militaires attachés sédentairement aux places, sont comprises dans l'arrêté des représentants. Il semblerait que leurs maris qui ne sont point attachés à l'armée qui doit marcher en avant, seraient dispensés de les éloigner. Je te prie de me faire passer tes instructions. »

La réponse ne se fit pas attendre ; le 16 fructidor, Kervéguen informait que les représentants voulaient une égalité parfaite ; toutes les femmes seraient renvoyées au lieu ordinaire de leur domicile.

Quelques-unes avaient eu le tort, après la chûte de Robespierre, de se réunir pour prier selon l'ancien rite du culte catholique ; des vieillards heureux de voir revivre la religion de leur enfance, avaient bientôt formé à Antibes une petite église. Le comité de surveillance dispersa cette réunion. Le général de Dommartin, en pensant à sa pieuse mère, essaya de faire revenir sur une mesure que rien ne justifiait. Il écrivit au comité :

« On vient de me prévenir, citoyens, que le local destiné à une assemblée de citoyens du culte catholique avait été fermé par vos ordres. Je vous prie de me faire savoir comment la tranquillité

publique a pu être troublée par ces assemblées. »

Nous ne savons quelle fut la réponse du comité ; mais si le parti révolutionnaire se sentait bien moins puissant, les mesures tracassières prises par les représentants du peuple et auxquelles les généraux se voyaient forcés de se soumettre, étaient loin d'améliorer la position de l'armée. Le manque d'argent et la mauvaise volonté d'ouvriers mis en réquisition entravaient les travaux de défense. Jean Bon, d'une ignorance profonde dans l'art des fortifications, avait ordonné d'augmenter dans certaines batteries le nombre des canons, lorsque rien n'était disposé pour les recevoir. Le rapport que nous allons citer montre combien ce pouvoir civil était gênant.

« Au général Mouret, 14 Fructidor, an II

« Je connaissais, mon général, l'état de la batterie de la Fourcade, et pour m'en assurer encore mieux, j'y suis allé aussitôt la réception de ta lettre. Je ne sais de quelle part vient le retard, mais ce qu'il y a de très-sûr, c'est qu'il s'en faut de beaucoup que les travaux soient au point où ils devraient être ; à la vérité, le projet n'était dans le principe que d'y placer deux mortiers à la Gomer ; mais au moins ces deux bouches à feu devraient-elles être en batterie, et les plates-formes ne sont pas encore finies.

» L'augmentation que l'on a faite de 4 pièces de [illegible] a dû causer du dérangement et de l'encombrement par l'amas de pierres destinées à construire le mur qui doit soutenir les terres de la gauche de l'épaulement, ainsi que le revêtement extérieur ; mais on aurait pu et on aurait dû mettre plus d'ordre dans ces amas. On se serait alors ménagé assez de terrain pour construire les plates-formes des deux pièces de droite. Les plates-formes des deux pièces de gauche n'auraient pu à la vérité être construites qu'après le nivellement du terrain, mais au moins, on aurait toujours pu mettre 2 pièces en batterie, et quand le même parapet n'eût pas été construit, cela n'aurait pas empêché de s'en servir dans l'occasion. Les maçons ont mis beaucoup de négligence dans la construction des murs en pierres sèches qui doivent soutenir les terres, et il m'a paru que ces murs sont assez loin d'être finis. En résumé, mon général, les plates-formes à mortier pourront être finies dans la matinée de demain, et on mettra en batterie le soir 2 pièces pour servir de suite, bien que l'épaulement ne soit pas terminé. Quant aux canons envoyés, je n'ai vu aucun préparatif pour leur placement. On a si bien embarrassé une partie du terrain, qu'il serait difficile d'y travailler dans ce moment, et le comblement de l'autre partie est à peine commencé. Je pense

donc que du train où cela va, cette batterie ne sera pas faite de sitôt, surtout si l'on considère ce qui reste à faire, et d'après le temps que l'on a mis à construire, ce qu'il en faudra pour ce qui est commencé. »

Vers la même époque des troupes composées de recrues, arrivent dans le Midi ; ce mélange de conscrits et d'anciens gardes nationaux habitués à l'indiscipline, encombrent les villes, qui se fatiguent de plus en plus des charges imposées. La municipalité d'Antibes demande qu'on éloigne un escadron de cavalerie, et Dommartin lui répond :

« 17 Fructidor, an II

« Les points que doivent occuper les troupes étant déterminés, je ne puis les changer. La plaine entre Cannes et Napoule a besoin de cavalerie pour la défendre ; il faut que vous vous gêniez pour loger les troupes qui doivent empêcher l'envahissement du territoire de la République... »

Il faut avoir été éloigné longtemps de son pays pour comprendre qu'elle dût-être la joie du général lorsque au moment même où il expédiait cette réponse il vit entrer Jean, ce frère d'Auguste que sa mère lui envoyait. Il apportait tous les souvenirs du village et tous les baisers d'une mère à son fils.

« Antibes, 17 Fructidor, an II

« Ma chère Maman, Jean vient d'arriver; que j'ai été heureux d'avoir par lui de vos bonnes nouvelles ! je vais enfin savoir de lui tout ce qui se passe là-bas, mais je ne conçois pas comment on lui a indiqué sa route, car il a fait au moins dix lieues de trop. Enfin le voilà, et Auguste est enchanté de voir son frère. Il y a toute apparence que notre armée va prendre ses quartiers d'hiver mais je ne pense pas être plus libre pour cela d'aller vous voir, car nous avons affaire aux Anglais et aux Espagnols qui peuvent nous tomber sur le corps par mer, dans tous les cas s'ils me font visite je leur rendrai bon compte de mes postes. Ma blessure est encore ouverte, mais l'exercice est nécessaire pour obliger les corps étrangers à en sortir. Comme je n'ai pas voulu que l'art agrandit la blessure, j'attends tout de la nature car je suis dégoûté des coups de bistouri. »

Mais il faut bien vite oublier sa mère, son village, et les si douces souvenances que son cœur vient de réveiller ; tout est préoccupation, agitation, inquiétude autour du jeune général. Les vols se multiplient et donnent d'excellentes raisons aux plaintes des municipalités ; les soldats maraudent en même temps que les fournisseurs grappillent et

nous verrons cet état de choses se prolonger jusqu'au jour où Bonaparte le réprime avec une exemplaire sévérité. Un rapport du 19 fructidor fait savoir aux généraux que le foin manque absolument pour la cavalerie et qu'on a dû mettre en prison des soldats qui avaient saccagé les vignes. On se croit tout permis, et la dépêche suivante en date du 21 fuctidor, adressée aux commandants des places de Cannes, Antibes, Grasse et Fréjus, fait connaître de nouvelles fraudes :

« 21 Fructidor, an II

« Je me suis aperçu que les bœufs destinés pour l'armée ne recevaient pas, dans les endroits où ils ont l'étape, les 15 livres de foin que la loi ordonne de leur donner, de sorte que la plupart meurent de faim ou arrivent dans un état de dépérissement. Tu voudras donc bien surveiller les conducteurs, qui, à n'en pas douter, détournent à leur profit une partie de la subsistance des animaux destinés à alimenter l'armée. Si ces friponneries étaient réprimées, il n'est pas douteux que les animaux n'arrivassent en meilleur état. »

Malgré la surveillance des généraux, on continue à voler aussi bien sur la qualité que sur la quantité des fournitures; les chevaux tombent malades et meurent. Avec des officiers pris au hasard,

il est très difficile de réprimer les abus, et les fournisseurs profitent ou de leur ignorance ou de leur complaisance. Pourtant certains chefs de corps se préoccupent du déplorable état des escadrons de cavalerie ; ils se plaignent ; les fournisseurs ne tenant pas compte de leurs observations, ils en réfèrent aux généraux, et Dommartin cette fois se fâche.

« **Au fournisseur en chef, 27 Fructidor, an II**

« Le chef d'escadron du 5e régiment de cavalerie se plaint, citoyen, de la mauvaise nourriture que tu distribues à ses chevaux. Tu avais me dit-il, de l'avoine, et tu l'as prêtée à la commune ; je ne conçois rien à cela ; mais ce que je conçois très-bien, c'est qu'il ne faut pas que les chevaux meurent, et qu'en conséquence, si tu n'as pas d'avoine, tu dois leur délivrer 6 livres de foin en plus. Le maïs ne peut servir pour les chevaux. Tu voudras donc bien être exact à exécuter mon ordre, et si, comme le dit le chef d'escadron, tu penses n'avoir d ordre à recevoir de personne je me conduirai de manière à te prouver le contraire. »

Mais les menaces doivent rester sans effet, les fournisseurs se retranchent devant l'impossibilité matérielle de remplir leurs engagements. Personne dans le gouvernement ne s'est occupé des approvi-

sionnements nécessaires pour une agglomération de troupes portée sur le même point; l'avoine manque absolument, il faut disperser les régiments et dégarnir en même temps la côte des hommes à peu près instruits qui la gardaient. A cet instant, une attaque des Anglais aurait détruit tous nos ouvrages et Dommartin ne cache pas au général Mouret combien sa position est devenue critique.

L'état-major invite alors le contre-amiral Martin à fournir 200 hommes des équipages de la flotte pour la défense des batteries de terre. L'amiral lui-même a un effectif si restreint qu'il ne peut donner que 150 hommes et 2 lieutenants. L'indiscipline de ces hommes et l'ignorance des deux officiers oblige de détacher pour les commander le capitaine Chatelain, de la 22e demi-brigade.

« Je te désigne, citoyen, lui écrit Dommartin, pour commander le camp de la Garoupe, composé de 150 hommes tirés de la garnison des vaisseaux. Le but de ce camp est d'empêcher que l'ennemi n'effectue un débarquement à l'anse de la Garoupe et par là ne tourne nos batteries. Mais tu dois encore éclairer la côte dans les parties environnantes, c'est-à-dire depuis la batterie de la Fauconnière jusqu'aux glacis d'Antibes. Le service du camp sera d'avoir une garde de quatre hommes à

la batterie du cap Gros jusqu'au moment où les canonniers y seront établis, parce qu'alors ils feront le service le jour, et tu n'y enverras les 4 hommes que la nuit. Tu feras monter une garde de police ; elle sera au moins de 8 fusiliers. Pendant la nuit tu auras sur pied 4 patrouilles de 4 fusiliers chaque ; elles s'assembleront le soir à la retraite et disposeront leurs armes en faisceau, pour se remettre en marche à minuit. L'une éclairera les bords de la mer jusqu'aux glacis d'Antibes ; deux surveilleront l'anse de la Garoupe ; la quatrième communiquera avec les patrouilles de la Fauconnière. Si tu le juges à propos tu en feras tenir une dans l'anse de la Garoupe. Tu feras tout ton possible pour empêcher que tes hommes ne commettent des dégâts dans les maisons particulières et pour qu'ils gardent une exacte discipline. Tu enverras tous les matins pour 8 heures ton rapport au major de la place. »

Quand on se rappelle les discours prononcés à la Convention sur l'élan des volontaires qui allaient grossir les armées, quand on songe qu'une levée en masse avait été décrétée, et que l'on considère le résultat obtenu, il faut bien reconnaître que le plan révolutionnaire avait été défectueux. Les régiments, ceux de cavalerie surtout, étaient loin d'être complets ; un rapport adressé au repré-

sentant du peuple Jean Bon, sur la défense des côtes de la Méditerranée, nous montre quel était l'effectif dont on pouvait disposer. En effet d'après ce rapport, la place de Fréjus avait pour sa défense 650 fantassins et 150 cavaliers auxquels revenait le service des patrouilles et des batteries, ce qui obligeait à les diviser en postes de 20 à 30 hommes, depuis le cap Roux jusqu'à Cannes, où se trouvaient 150 fantassins et 100 cavaliers. Les alentours du cap Gros étant totalement dégarnis, on y avait fait venir les 150 hommes des équipages de la flotte. Antibes avait pour garnison un bataillon de la 22e demi-brigade, réduit à 300 hommes, et comme le fort Quarré en absorbait la plus grande partie, il restait disponible, au cas d'une descente de l'ennemi — dit le rapport — 70 hommes.

Le relevé des magasins des forts établit en tout 16 000 barils de poudre, enfin depuis Antibes jusqu'à l'embouchure de la Caque, 2 escadrons de cavalerie font seuls le service, encore le rapport fait-il remarquer en terminant que les régiments formés de recrues, sont décimés par la maladie et que la nostalgie remplit les hôpitaux.

Le général de Dommartin, devant la diminution croissante des hommes capables de faire leur service, est forcé d'informer le général Mouret.

« 1 Vendémiaire, an III

« Les hôpitaux sont pleins, mon général, et le 5e régiment de cavalerie a un si grand nombre de malades que chaque cavalier se trouve avoir au moins 3 chevaux à soigner, en sorte que le service devient singulièrement pénible pour eux ; je serai donc obligé de supprimer la garde que ce régiment fournit à la Gabelle pour surveiller les débarquements. »

La Convention, en décrétant les levées, n'avait pas songé qu'un changement immédiat, apporté dans les habitudes et dans le climat, engendrerait des maladies qu'on ne s'était préparé ni à prévenir ni à combattre; le service de santé était aussi incomplet que les remèdes, et tandis que les cavaliers mouraient à l'hôpital, les chevaux continuaient à mourir de faim.

« 1 Vendémiaire, an III

« Depuis plusieurs jours le service des fourrages avait beaucoup souffert à Antibes, à Cagne et à Biot, mais aujourd'hui il manque totalement ; il serait bien nécessaire, citoyen chef d'état-major, que tu en parlasses sérieusement à ceux qui sont chargés de cette partie, car voilà trois fois en peu de temps que pareille chose arrive. »

Le général venait d'expédier ces deux ordres lorsqu'il est informé par un espion qu'une avant-garde Piémontaise s'avance sur le col de Tan. Il marche au-devant d'elle. L'ennemi s'arrête ; un combat s'engage dans la montagne; les Piémontais se tiennent à distance. Dommartin donne ordre à une colonne de 50 hommes de les envelopper ; mais l'officier s'égare ; après six heures d'attente, le général doit renoncer à l'attaque et laisse l'ennemi opérer sa retraite, il raconte sa déconvenue avec une grande simplicité.

« Tan 2 Vendémiaire, an III

« Je viens, chère maman,de recevoir votre lettre du 8 septembre, j'y réponds aussitôt ; je me suis fusillé hier, six heures durant, avec les Piémontais ; si une des colonnes sous mes ordre ne s'était pas égarée, j'aurais fait un coup superbe. Mais je n'ai abouti qu'à tuer du monde aux ennemis et à faire quelques prisonniers. J'espère que ce qui est différé n'est pas perdu et je vous embrasse... »

Mais il devait attendre encore l'occasion d'un nouveau combat ; il souffre toujours de ses blessures, et trois semaines plus tard, il écrit cette lettre où pour la première fois il ose parler politique.

« 22 Vendémaire

« J'ai reçu hier la lettre où vous m'annonciez la

maladie de la mère d'Auguste. Le pauvre enfant a reçu celle qui lui annonçait sa mort. Je partage sa peine ; ce garçon m'est très-affectionné, je le lui suis de même, et sa petite fortune est attachée à la mienne. Il paraît que certains pays ne sont pas encore *dérobespierrisés.* Cela leur viendra avec le retour du sens commun, que certaines gens ont eu dérangé par le régime vendaliseur. Maintenant on respire ; les lois sont claires et nous ne sommes plus dans un temps où l'on pouvait les faire taire ou les interpréter d'une façon partiale. Elles protègent également tous les citoyens et il n'est plus permis de vexer son semblable.

« On m'a tiré l'autre jour de l'épaule un morceau d'épaulette, de sorte que je pense être bientôt guéri et servir d'une façon plus active. »

Enfin le 18 brumaire il peut annoncer avec joie que toutes ses blessures sont fermées. « Me voici enfin, écrit-il, tout prêt à recommencer. »

XI

LES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE A L'ARMÉE

On ne se rend pas bien compte, peut-être, du pouvoir supérieur et à peu près absolu qu'exerçaient aux armées les représentants du peuple. Leur présence paralysait les généraux ; dans le Midi, Jean Bon commandait en maître ; nous le voyons décider des points qu'il faut défendre et juger du nombre d'hommes et de canons nécessaires aux batteries. C'est à lui qu'on s'adresse pour obtenir les armes et les munitions ; c'est l'intermédiaire obligé.

« Le représentant Jean Bon, écrit Dommartin à Mouret, m'a promis des canons, car je n'ai absolument rien à la batterie de la Braque, et la garnison d'Antibes est si faible que s'il était nécessaire que je me portasse sur quelque point attaqué, je serais obligé d'y aller presque seul. »

Jean Bon qui dispose des troupes, ordonne leurs mouvements en dehors des généraux ; c'est ainsi que le 12 vendémiaire, par son ordre, 2 escadrons

des chasseurs de la montagne et 2 escadrons des anciens hussards de Berchiny arrivent à Fréjus sans y être attendus ; naturellement rien n'était prêt pour les recevoir ; Jean Bon déplace en même temps les hommes des camps.

« Conformément aux instructions des représentants du peuple, écrit Dommartin au contre-amiral Martin, je ferai relever demain les hommes que tu tiens à terre ; tu pourras les envoyer prendre au Graillon, où je leur donnerai ordre de se rendre. »

Deux jours plus tard, également par ordre des représentants, deux nouveaux régiments arrivent à Antibes, et la municipalité les loge dans une ancienne église remplie de marc de raisin. Dommartin, prévenu par les chefs de corps, écrit aussitôt à la municipalité :

« Si demain les marcs ne sont pas enlevés, je vous avertis, citoyen, que je fais loger les hommes chez l'habitant, pour prévenir les maux incalculables qui pourraient résulter du séjour dans un lieu pareil. »

Les mouvements de troupes ordonnés par Jean Bon avaient eu pour conséquence d'encombrer certains points et d'en laisser d'autres sans défense ; le fort Quarré se trouva tout à coup dégarni et Dommartin dut demander qu'il lui fût permis d'y envoyer deux compagnies et d'alléger ainsi les

charges inutilement imposées à la ville d'Antibes.

Il ne semble pas qu'on ait fait droit à sa demande. Mais l'agglomération d'hommes dans des lieux où aucune mesure n'avait été prise à l'avance pour assurer des approvisonnements obligeait à avoir recours à toutes les farines ; le pain devint mauvais ; on le distribuait aigre et moisi ; un rapport au commissaire des guerres lui transmet les plaintes légitimes des soldats ; mais Jean Bon, qui pose en général en chef, ne se préoccupe pas de si minces détails ; il continue à transporter des canons d'une batterie à l'autre, et cela, paraît-il, avec si peu de réflexion, que Bonaparte, arrivé sur la plage, voit de suite les fautes commises et donne d'urgence d'autres ordres. Dommartin lui répond :

« Au général Bonaparte, 4 Brumaire, an III

« Le citoyen Bertier m'a communiqué tes intentions surtout en ce qui concerne les 10 pièces de campagne qu'on vient d'envoyer du port de la Montagne. Comme leur destination a été réglée par le représentant Jean Bon, je ne puis m'en écarter, à moins qu'il ne me donne ordre de les faire parvenir où tu le juges à propos. »

Mais Bonaparte lui-même ne se sent pas alors assez fort pour lutter contre le pouvoir civil qui

le gêne, mais dont l'autorité le briserait ; car il n'était ni grade ni talent qui mît à l'abri de ce despotisme d'un nouveau genre. A ce moment-là même nous en trouvons un exemple ; un chef de bataillon ose résister, l'ordre suivant nous montre quelle en fut pour lui la conséquence.

Ordre. « 9 Brumaire, an III

« Vu l'arrêté des représentants du peuple près de l'armée d'Italie, le capitaine adjudant-major de la place fera arrêter le citoyen Martin, chef du 2e bataillon de la 101e demi-brigade et s'assurera de luipar une sentinelle placée à la porte de sa chambre et un caporal au dedans, qui ne devra pas le quitter de vue, l'un et l'autre devront être pris dans la 22e demi-brigade. On lui ôtera toutes ses armes qui seront déposées chez le commandant de la place. »

Le lendemain, nouvel ordre faisant partir pour la maison d'arrêt de Nice le chef de bataillon Martin, sous la garde de deux gendarmes.

Quelle était la cause de sa résistance ? Les représentants avaient donné à un de leurs protégés nommé Marchin, la place de chef de bataillon, et Martin avait refusé de se démettre. Le 10 bru-

maire, Dommartin crut devoir informer de ces faits le général en chef. Voici sa lettre :

« Je reçois à l'instant, mon général, l'ordre de faire partir pour Nice le 2e bataillon de la 101e demi-brigade, bien qu'il soit daté du 8. Les compagnies de la 117e demi-brigade pourront servir pour le service de la place; mais les positions de la Garoupe et du Graillon resteront sans être occupées, à moins que la garnison des îles Marguerite ne fournisse le détachement nécessaire. J'ai reçu un ordre des Représentants du peuple de faire arrêter le citoyen Martin, chef du 2e bataillon de la 101e demi-brigade. Le citoyen Marchin, avec lequel il se trouvait en litige pour cette place, l'a remplacé en vertu du même ordre. »

Ainsi les Représentants du peuple disposaient des grades sans même en prévenir l'état-major. Ce pouvoir dirigeant tout et souvent à contre-temps, ne pouvait être pour les généraux qu'une gêne en même temps qu'un danger; on conçoit dès lors l'insistance mise par le général de Dommartin à quitter un commandement où, en dépit de ses soins, il régnait un désordre continuel. Il voit changer chaque jour, sans qu'il en ait l'avis, les dispositions qu'il a pu prendre. Lorsqu'il croit ses magasins remplis, un ordre étranger les vide, et les munitions prennent une autre direction.

« Comment peut-il se faire, écrit-il le 11 brumaire au commissaire des guerres, qu'il existe dans l'approvisionnement d'Antibes, un déficit de 2944 livres de farine? Par quel ordre a-t-il donc été fait des fournitures? »

Ce jour-là même il reçoit de l'état-major un relevé de l'effectif dont doit se composer son commandement; mais il constate qu'à l'état-major on ignore les mouvements de troupes ordonnés en dehors de lui, et il répond au général en chef:

« 12 Brumaire, an III

« Ce n'est pas, mon général, comme vous le croyez, un bataillon entier de la 119e demi-brigade qui est attaché au service de l'artillerie; il n'y en a que 4 compagnies qui ne font que remplacer pareil nombre de la 101e demi-brigade envoyée à Nice. L'excédant de ce bataillon occupait la Garoupe et le Graillon et n'y a pas été remplacé. »

« Deux capitaines de la 22e demi-brigade, les citoyens Monier et Audibert, ont manqué à leur service, ils ont dû être détenus au fort Quarré pendant cinq jours. »

Trois mois s'étaient écoulés depuis que Dommartin avait accepté la charge de fortifier la côte et d'organiser des régiments; il se sentait, comme il l'écrit à sa mère, las de ce métier de magasinier

et d'instructeur. Ses blessures mal fermées lui causaient encore de vives douleurs; pourtant il avait hâte de se rapprocher de l état-major et de se trouver sous les ordres directs du général en chef. Aussi est-ce avec une véritable joie que le 20 brumaire il accuse réception au général Masséna de l'ordre qui l'appelle au commandement de la brigade qu'on va cantonner dans la vallée d'Oneille.

Cette petite ville dont le port avait servi l'année précédente de point d'embarquement aux Piémontais était déjà une conquête de Bonaparte. Nommé général de brigade à la suite du siège de Toulon, il avait été envoyé à l'armée des Alpes ; le 6 avril 1794, (17 germinal) une division de quatorze mille hommes partagée en cinq brigades avait traversé le territoire de la République de Gênes, se préoccupant peu de sa neutralité, que du reste les Piémontais avaient déjà violée. Tandis que Masséna se portait sur le mont Lanerdo, Bonaparte avait attaqué Oneille assez mal défendu par les Autrichiens et s'en était emparé. La retraite des Piémontais jusqu'à Limoue nous avait alors livré le col de Tendre :

L'aile droite de notre armée allait donc occuper toute cette partie des Alpes; mais elle devait pendant longtemps encore se contenter d'observer un ennemi qui de son côté ne paraissait pas disposé

à commencer la lutte. Nous allons suivre cette lente organisation que devait contrarier le climat et surtout la déplorable administration issue d'un gouvernement révolutionnaire.

XII

BRIGADE DE LA VALLÉE D'ONEILLE

Arrivé le 27 brumaire à Oneille, Dommartin écrit le jour même à Masséna :

« 27 Brumaire, an III

« Le chef de bataillon du génie Henri me demande 200 hommes pour travailler aux chemins. La faiblesse des bataillons de la 19e demi-brigade est si grande, que je ne puis lui en fournir que 60, encore les bataillons seront-ils par là très-fatigués du service de la place.

Et en même temps que l'état des chemins rend très-difficile le passage de l'artillerie, les hommes

campent, lorsque le froid des nuits se fait déjà sentir en multipliant les maladies pulmonaires.

« Au Commissaire des guerres, 28 Brumaire

« Il est urgent que tu te concertes avec les officiers municipaux à l'effet de déterminer les maisons destinées à servir de casernes. Cette opération une fois faite, on tâchera de les rendre le plus propres à cette destination. »

Le 30, nouvelle lettre à Masséna :

« Les soldats manquent absolument de paille pour se coucher ; j'ai fait désigner des maisons pour servir de casernes et, si tu veux bien leur faire avoir de la paille, je pense que nous pourrons diminuer la quantité de malades qui entrent tous les jours à l'hôpital. Il y a dans ce moment plus de 1,600 malades seulement à Oneille, et sur ce nombre plus de 300 n'ont pas de matelas et à peine de paille pour se coucher ; tu peux croire combien il est dur de voir ces malheureux étendus sur le pavé sans que je puisse y apporter remède ; de plus, les blanchisseuses payant le savon 4 francs la livre, sont obligées de faire payer plus cher au soldat ; on pourrait y remédier en faisant délivrer des savons des magasins de la République. On demande encore des infirmiers au chef de la 19e demi-bri-

gade, qui en a déjà beaucoup fourni et dont les régiments sont si faibles; il ne se présente personne de bonne volonté. »

L'avant-veille Dommartin avait annoncé à sa mère son arrivé à Oneille.

« Armée d'Italie, Oneille 28 Brumaire, an III

« Me voici établi tout à fait à Oneille, chère maman. La ville, assez considérable, comptait jadis dix mille habitants; il n'y en a pas deux cents aujourd'hui, mais le pays est beau aux alentours, et la vallée contient environ cent villages. A demi-lieue d'ici se trouve Port Maurice, jolie petite ville. J'y vais de temps en temps et, si mes occupations me le permettent, je tâcherai d'y faire quelques connaissances. C'est ici le pays du savon, et si j'en ai la facilité je vous en enverrai un quintal. Je suis presque seul de mon état-major. J'ai envoyé mon aide de camp Massy voir sa mère. Massy est un jeune homme de dix-huit ans que ses parents m'ont confié; ils sont de Nîmes. Le pauvre enfant était simple houzard et, ayant reçu un coup de crosse de carabine dans une manœuvre, il était vraiment dans un état déplorable. Sa mère vint me trouver à Avignon et me pria de m'en charger; je l'ai gardé près de moi et l'ai fait nommer sous-lieutenant.

« J'ai reçu avant-hier des nouvelles de mon cher

général Carteaux; il espère être bientôt employé et, quelle que soit sa destination, je lui dois d'aller courir de nouveaux hasards avec lui. Je me trouve campé ici plus salement qu'au cabaret; envoyez-moi du linge, je vous en prie, car je ne puis vivre ainsi. »

Ce linge dont il est si dépourvu et qu'il réclame à tous les échos, lui est envoyé par madame Massy; il l'annonce bien vite à Dommartin: « J'ai du linge, dit-il, la mère de mon aide de camp m'en envoie; les prisons sont vides, les routes deviennent sûres, les communications se rétablissent. Combien le gouvernement s'est fait d'amis en rendant à la liberté les victimes de tant de vengeances particulières! Je vous prie de me parler des personnes de notre connaissance qui sont sorties de prison. On renaît depuis le 9 Thermidor, et il paraît que la Convention persiste dans ses idées de bien. »

Officiers et soldats se trouvaient dans le même dénûment; comme on le voit il n'avait pas suffi pour faire une armée, de décréter la levée en masse; en admettant même qu'il fut possible à la rigueur, de donner, dans l'espace de quelques semaines, à des recrues inexpérimentées les premières notions de la théorie et des manœuvres, il est une chose qu'on ne peut obtenir que du temps, c'est l'habitude prise lentement d'un nouveau régime,

permettant aux hommes de se rompre à la vie de privations et de fatigues. Les jeunes gens partis de leur village avec le regret dans le cœur, comme il arrive aux conscrits de tous les pays, apportent au régiment une nostalgie que tout devait accroître, allaient naturellement remplir les hôpitaux. Rien ne les avait préparés au changement de climat ni à l'éloignement de la famille.

La Convention appliquant des théories puisées dans l'antiquité, n'avait pas supposé que la maladie se permît d'atteindre des hommes qu'elle entendait montrer tout enflammés d'ardeur belliqueuse au seul mot de la République. Vaincre ou mourir! s'étaient écriés Barrère, Danton et leurs collègues. Mourir les armes à la main, en combattant les ennemis de la patrie, c'était le seul genre de mort qu'on pût admettre à la tribune des Jacobins. Mais à la mort lente, prenant le soldat grelottant de fièvre sur la terre nue, sur des pavés sans paille, n'ayant pas d'infirmier pour le soigner, pas même l'indispensable pour préparer les remèdes, à cette mort-là on n'avait pas songé.

C'est le cœur serré que, le 5 frimaire, Dommartin prie les représentants du peuple de se préoccuper des malades : « Ils sont 1700 à Oneille, écrit-il, et si l'ennemi attaquait, il n'y aurait rien pour recevoir les blessés. » Et le même jour il demande

instamment au commissaire des guerres de fournir des marmites, des gamelles et des bidons *propres*, dont on puisse se servir pour les malades ; on ne répond pas, et huit jours après il est forcé de renouveler sa demande en termes énergiques.

« Au Commissaire des guerres, 13 Frimaire, an III

« Je t'ai demandé, le 4 du courant, de faire étamer au moins les marmites des hôpitaux, on n'en a cependant rien fait ; je compte que tu ne mettras plus de retard dans l'exécution de cet ordre, et je ne dois pas souffrir que mes camarades malades soient exposés à être empoisonnés. On ne distribue pas de bois aux hôpitaux et on est réduit à aller casser portes et fenêtres pour faire cuire les aliments. Donne des ordres pour qu'on empêche les courants d'air d'atteindre les malades. »

On conçoit quel mécontentement devait exister dans une armée où le soldat se trouvait profondément malheureux. L'indiscipline, conséquence forcée du malaise et des privations de tous, augmentait chaque jour. Le 17 frimaire, Masséna dut adresser aux chefs de corps l'ordre de réprimer avec sévérité toute tentative d'insubordination, de punir la moindre maraude. Mais comment exécuter cet ordre, comment persuader à des hommes manquant de tout de souffrir avec patience ? Le sentiment re-

ligieux seul produit ce miracle. Dommartin accuse réception de l'ordre.

« Au général Masséna, 18 Frimaire, an III

« J'ai reçu ton ordre concernant le rétablissement de la discipline ; je m'y conformerai et j'ordonnerai aux officiers de faire de même. Hier le général en chef m'a envoyé l'ordre de me rendre à ton quartier général. Je m'empresserai de le faire aussitôt que je serai remplacé ici par le général Nicolas. »

Le 20 frimaire, Dommartin arriva à Loano et prit le commandement des avant-postes. Ces troupes, qui ne se trouvaient qu'à quelques kilomètres de l'ennemi, avaient-elles été l'objet d'une sollicitude particulière ? Nous allons en juger.

Mais la misère qui frappait l'armée était générale en France. Le 23, Dommartin reçoit de sa mère une lettre désolée ; la disette frappe son village ; les habitants de Dommartin sont sans pain et sans argent. Il s'émeut de cette douloureuse nouvelle et répond aussitôt :

« Si notre malheureux pays, chère maman, est dépourvu de tout, celui-ci n'est guère mieux fourni. Je vais pourtant tâcher d'acheter du riz et de vous le faire passer. Ce ne sera pas à Marseille où il payerait des droits en sortant, mais à Aix. Maillé,

que j'en charge, devra s'adresser au commissaire des guerres Raymondon, qui lui remettra ce que j'aurai fait entreposer chez lui. Vous me rendrez grand service en me donnant bientôt des nouvelles de nos parents et amis qui étaient en prison.»

Quand on parcourt les lettres du général de Dommartin pendant cet hiver de l'an III, passé en face de l'ennemi, on se demande quel motif put arrêter la marche en avant des Autrichiens et les engager à conserver cette immobilité qui devait plus tard leur être fatale. Ils ne pouvaient ignorer combien les maladies et le manque d'argent rendaient difficiles tous les mouvements de l'armée française. Les Génois, comme nous le verrons, malgré leur sympathie pour la République, acceptaient d'assez mauvaise grâce la nécessité de fournir des approvisionnements, dont ils n'étaient pas certains d'être jamais remboursés. La caisse de l'armée était à peu près vide; on ne savait où prendre l'argent pour les dépenses les plus urgentes, et les généraux ne pouvaient eux-même faire des avances sur des appointements fort mal soldés.

L'impossibilité où l'on était de payer les courriers arrêtait souvent le transport des dépêches, car il ne faudrait pas croire que l'abnégation républicaine engageât les officiers à entreprendre à leurs frais les voyages que pouvait nécessiter le service

des armées. Les plus riches étaient devenus les plus pauvres, car la révolution avait ruiné leurs familles ; tous manquaient également d'argent. C'est pour cela, sans doute, qu'un paquet envoyé par Masséna au général Hilaire, avec ordre de le faire passer à Gênes, reste à Loano sans que personne consente à le porter.

« Aucun officier ou autre personne, écrit Dommartin à Hilaire, le 23 frimaire, ne veut se charger gratuitement des dépêches. Il faut que le général Masséna fasse les avances en numéraire à celui qu'on enverra. »

Et le lendemain il retourne les dépêches à Masséna avec cette lettre :

« Je te renvoie, général, les trois dépêches que tu m'avais fait passer pour Gênes ; je n'ai trouvé personne qui voulût faire le voyage gratuitement, et je n'ai pas de fonds pour faire d'avances à celui auquel j'ordonnerais d'y aller. »

Dans ce moment, les Autrichiens signalés à Altre s'approchent de si près, qu'on ne comprend pas, au quartier général, d'où peut venir tout à coup leur retour en arrière. Leurs espions ne leur disent-ils pas les embarras de nos généraux, ou nous craignent-ils à ce point qu'ils n'osent attaquer ?

« J'arrive de la tournée des postes que je commande ; j'y ai trouvé les soldat dans un dénûment

à peu près complet de souliers, et tellement que, si on n'y remédie, je ne sais comment ils pourront bientôt faire le service. Les troupes cantonnées manquent de paille et plusieurs soldats sont morts de froid dans le fumier. Je t'ai déjà écrit à cet égard en te priant d'envoyer un commissaire des guerres sur les lieux pour faire dans les villages génois l'achat de cette denrée et faire vite payer celle que l'adjudant général Jaubert a fait délivrer. Il est de la plus grande nécessité que l'on prenne ce parti sur-le-champ, car on ne se figure pas combien le soldat est mal. J'ai envoyé une patrouille de 50 hommes dans les environs d'Altre. Les habitants ont informé le commandant que 150 Croates y avaient paru la veille, mais qu'ils étaient retournés de suite. »

Cette dépêche ne put être remise à Masséna, tombé gravement malade, et le 30 Dommartin écrit à Jaubert :

« Le général Casabianca vient nous commander provisoirement pendant la maladie du général Masséna, qui, me dit-on, est fort malade. »

Nos soldats sont sans souliers, Masséna est malade, et les Autrichiens continuent à rester l'arme au pied ; c'était pourtant à grand'peine que les autorités des villes italiennes maintenaient, avec l'ai-

de des officiers français, la paix entre les soldats et les habitants.

Des luttes souvent sanglantes avaient lieu en pleine rue ; dans l'une d'elles, à Final, un soldat a été tué par des Génois. Le gouverneur en exprime ses regrets et promet de rechercher les coupables. Dommartin répond qu'il compte sur son impartialité et sa justice, mais en même temps il écrit à Jaubert :

« Dans une rixe qui a eu lieu entre nos soldats et ceux de Gênes, un soldat a été tué ; je fais marcher sur Final le citoyen Baptiste avec deux compagnies de son bataillon. »

On comprend que ces soldats mal logés, mal vêtus, mal nourris, n'aient pas toujours été des voisins agréables pour les villes amies dans lesquelles ils séjournaient.

Leur dénûment excuse leurs pillages, et la responsabilité doit en revenir à la Convention. N'eût-il pas fallu, en effet, à ces hommes à qui la paille même manquait et qui se la voyaient refuser, une bien grande abnégation pour ne pas être tentés de s'approprier les choses indispensables qui se trouvaient à leur portée? Les Génois veulent bien vendre, mais ils ne sont pas disposés à donner, et l'argent est si rare que même l'évacuation des malades ne peut se faire, par suite de l'impossibilité où se

trouve le consul de Final de payer le transport. Dommartin écrit :

« Au consul général, 4 Nivôse, an III

« Le général Casabianca, qui commande provisoirement la division, a été ainsi que moi, bien peiné que le consul de Final n'ait pu payer le transport par mer des malades ; cela a eu les suites les plus fâcheuses, et les patrons disent ne pas vouloir marcher sur de simples promesses. Le service de la paille pour nos soldats a aussi manqué, faute également de payement. »

C'est bientôt dans tous les cantonnements que les habitants se refusent à fournir la paille et le bois. La neige pourtant tombe à flocons sur certains points ; il fait froid, et les hommes, dans des salles basses et sans feu, n'ont que la terre nue pour se coucher. Un commandant cantonné à Toirano demande avec instance un peu de bois et de paille ; on lui recommande, en tous cas, de maintenir la *police* parmi ses hommes et de les faire vivre en bonne intelligence avec les habitants du pays. Mais comme les gens de Calice murmurent très-haut de ne pas être payés de leurs fournitures, Dommartin donne avis à l'adjudant-général Jaubert, « qu'afin de contenter les habitants autant qu'il est possible, il devra faire estimer la paille qu'ils ont fournie et la

faire payer, soit par le consul, soit par les agents du commerce » ; et il ajoute : « Il est nécessaire de faire vivre les troupes en bonne intelligence avec les habitants, mais il est bon aussi de faire connaître à ces derniers que s'ils se permettaient les premiers quelques voies de fait, elles ne resteraient pas impunies. »

Malgré les recommandations faites par les généraux, la concorde est loin d'être parfaite entre le soldat et nos amis d'Italie ; le commandant du 1er bataillon de la 101e demi-brigade en prévint Dommartin, qui ne peut que lui répondre : « Je t'engage à faire ce qui dépendra de toi pour apaiser cette mésintelligence. »

Le froid qui augmente et qui se fait surtout sentir sur les hauteurs, rend intolérable la position du soldat, mal vêtu et à peine chauffé ; aussi les commandants des postes sont-ils obligés de se retirer sur la plaine. Le général leur écrit en l'apprenant :

« Si le froid t'a forcé de replier tes postes, tu devras envoyer journellement des reconnaissances qui se rapprocheront le plus possible de ces points ; j'irai prochainement vérifier tes cantonnements ; mais je viens d'être vivement incommodé. Je te préviens que le général Serrurier, qui commande décidément la division, est ici depuis le 6 nivôse. »

La nomination de Serrurier était accueillie avec plaisir et confiance. Son premier soin avait été de rechercher les moyens à prendre pour améliorer le sort du soldat ; sur sa demande, Dommartin lui rend compte de la situation :

« Au général Serrurier, 9 Nivôse, an III

« J'ai mis à l'ordre, général, ton arrivée dans la division ; ceux qui ont déjà servi sous tes ordres et ceux-mêmes qui ne te connaissent que de réputation éprouvent un plaisir égal de te voir marcher à leur tête. J'ai sous mes ordres, tant en infanterie qu'en artillerie et en gendarmes, 3,563 hommes, non compris les officiers, qui sont cantonnés comme l'indique l'état qu'on t'a remis. Quelques-uns de ces cantonnements sont mauvais, notamment celui de Corbua, où les soldats occupent des maisons à peu près ouvertes à tous les vents. Avant les neiges, ils fournissaient des postes à la Madona de la Neva et à Melagno, qui, avec Saint-Jacques, couvrent les brigades du général Pigeon et la mienne. Actuellement, ils se bornent à envoyer des reconnaissances aussi loin que la neige le permet. Mais ils occupent les retranchements espagnols de Gora, qui, en cas de nécessité, forment un point de défense pour couvrir Final et Loano. Je sais que les ennemis sont au Cairou et envoient quelquefois

des reconnaissances dans les environs d'Altre; je ne pense pas qu'ils veuillent pousser jusqu'à Matteri, où il serait facile de les surprendre ; mais pour que nous puissions aller à eux, il nous faudrait reprendre les anciens postes dont la neige nous a chassés, et de là marcher par la vallée de Caligane ; au surplus, la position de l'ennemi peut bien avoir varié sans que l'on en ait été informé ; jusqu'à présent on n'a pas pu dépenser beaucoup d'argent en espions. »

Malgré les avis réitérés de Serrurier, on ne parvient à payer que très-imparfaitement les fournitures faites dans les cantonnements ; aussi, principalement à Calice, le mécontentement de la population se manifeste d'une manière si sérieuse, que le gouverneur génois de Final demande le retrait des troupes françaises. Voici la réponse qui lui est faite :

« 15 Nivôse, an III

« Monsieur, s'il n'était pas nécessaire qu'il y eût des troupes cantonnées à Calice, vous pouvez croire que je les ferais retirer sur-le-champ. La paille et le bois qu'ont fournis les habitants doivent leur être payés ou le seront, en sorte qu'ils n'ont ni n'auront sujet de se plaindre. Je vous serai obligé de faire savoir à ceux qui font courir des bruits

sur le changement de nos troupes, que ces sortes d'affaires n'étant point de leur compétence, ils me rendront bien service de vouloir bien ne pas s'en mêler. Quand le général Serrurier fera sa tournée sur la droite de sa division, je l'accompagnerai probablement dans les cantonnements de ma brigade, et j'aurai alors grand plaisir à vous assurer de vive voix de mes sentiments d'estime et de considération.

» Le général de brigade,

» DOMMARTIN. »

La phrase de politesse qui termine cette lettre n'atténue pas sensiblement le ton hautin et sec qui y règne, et nous doutons qu'il fût agréable au représentant de notre amie la république génoise de la recevoir ; nous pouvons convenir d'ailleurs que nous devions être des amis fort incommodes ; aucun service, pas même celui des subsistances, n'était fait d'une manière régulière, et c'était une nécessité de recourir à chaque instant à des réquisitions toujours vexatoires, surtout quand on ne paye qu'avec des promesses. Comment des soldats ayant faim et froid auraient-ils eu la patience de souffrir ? Comment, lorsqu'ils n'avaient pour se coucher que la terre, auraient-ils eu de bien grands scrupules pour se servir des couvertures d'autrui ?

Ceux qui étaient sans souliers ne résistaient pas à la tentation de prendre ce qui se trouvait à leur portée, trop souvent, il est vrai, sans y mettre peaucoup de procédés. Ainsi nous voyons que le 10 nivôse, le comité du Salut public a été saisi de la plainte d'un Italien nommé Jean-Henri Caretto, dont un bataillon entier de grenadiers a pillé la maison. Tout en blâmant le fait, le général Serrurier reconnait que les soldats sont si mal !

L'argent est fort rare et les assignats à peu près sans valeur ; ainsi l'adjudant général Joubert remet au commandant du 2e bataillon de la 46e demi-brigade, un assignat de 15 livres en échange de 3 livres monnaie de Gênes, que cet officier avait dû donner à un guide, et Joubert s'excuse de ne pouvoir rendre argent pour argent, car il n'a pas de *numéraire*.

Ce ne sont pas seulement les vêtements qui manquent aux soldats, mais aussi les vivres. Le commandant du 1e bataillon de la 46e demi-brigade prévient, à la date du 16 nivôse, qu'il n'a plus ni bœuf ni mouton, et le même jour celui des chasseurs se plaint d'être dans la neige sans un seul morceau de bois et avec une si mince provision d'eau-de-vie qu'on ne peut en distribuer qu'aux hommes des bivouacs. En même temps l'adjudant général Joubert rend compte avec tristesse de l'état

déplorable des cantonnements et principalement de celui de Saint-Jacques, « qui par ce froid n'est plus tenable. » Dans la plaine, les paysans se refusent à rien fournir aux soldats qui ne peuvent les payer, ne touchant la solde, quand ils la touchent, qu'en un papier-monnaie qui pour l'Italien est sans valeur. Dommartin répond à Joubert.

« 16 Nivôse, an III

« J'ai reçu ta lettre au sujet du dénûment où se trouvent nos soldats ; je n'ai pas cessé de m'en occuper, ainsi que le général Serrurier. Comme il a pris des moyens pour tâcher de faire payer aux Génois les fournitures qu'ils ont déjà livrées, il y a lieu de croire qu'ils ne feront plus de difficultés lorsqu'on leur en demandera de nouvelles, surtout si elles étaient payées sur-le-champ. Le général Serrurier comptant voir les cantonnements que tu commandes le 19 ou 20, déterminera lui-même si l'on doit abandonner Saint-Jacques. En attendant, tu feras relever tous les jours la compagnie qui y est, à moins que le temps ne commande impérieusement de l'abandonner avant cette époque..... »

« Au consul à Final, même jour

« Les habitants des vallées où nos troupes sont en campement font toutes sortes de difficultés pour

leur fournir de la paille ; j'en suis d'autant plus surpris qu'on les paye aujourd'hui, je pense, exactement. Pour mettre fin à ces discutions, je voudrais que tu réglasses les fournitures en paille ainsi qu'il suit : les 1er et 15 de chaque mois, à Calice 30 quintaux, à Corbua autant, à Rialto 40, à Gora 10. Comme tu es du pays, tu es plus à même que personne de déterminer les habitants de ces villages à faire des fournitures qui seront payées sur-le-champ. »

Il était plus facile d'ordonner le payement que de l'exécuter, et les consuls se sentaient fort embarrassés pour trouver de l'argent. L'irritation que causait aux habitants la présence de certains corps parut ne pouvoir être apaisée que par des changements opérés dans les cantonnements. Le 3e bataillon de la 101e demi-brigade fut envoyé à Cariola, et le 3e bataillon de la 46e vint le remplacer à Final et à Corbua.

On pourrait supposer que les Autrichiens eurent alors connaissance, par leurs espions, des difficultés que rencontrait l'armée française à vivre dans le pays qu'elle occupait et qu'ils eurent la pensée d'en profiter. L'éveil fut donné aux avant-postes, et le 23 nivôse Dommartin écrivit au gouverneur de Calizonne :

« Comme je connais votre amitié pour nous, je

ne balance pas à vous dire qu'il m'est revenu que les ennemis de la République sont à Dago. J'espère, monsieur, que vous voudrez bien envoyer dans cette partie un homme sûr et intelligent qui puisse nous donner quelques nouvelles certaines de ces mouvements de l'ennemi, leur nombre, l'espèce de leurs troupes et les différents points de nos environs où ils se rassemblent. Je ne marchanderai pas le prix, et celui que vous aurez déterminé sera payé à votre commissionnaire lorsqu'il viendra me rendre compte de sa mission. »

Mais ce sont heureusement de fausses alertes; les Autrichiens n'attaquent point, et pourtant la position de notre armée ne s'améliore pas; nous continuons pendant l'hiver et le printemps à entendre les réclamations des habitants; c'est de leur part le même refus de fournitures et de notre côté la même misère. Les consuls génois vont jusqu'à refuser de s'entendre avec les nôtres. Nous ne citerons qu'une lettre dans cette période douloureuse, où elles se rassemblent toutes :

« Au consul de France à Final

« Si les consuls des villages des environs ne veulent pas venir te trouver pour traiter la fourniture de la paille, adresse-toi, je te prie, à M. le gouverneur. Comme je connais ses bonnes intentions

pour les Français, je ne doute nullement qu'il n'ordonne à ses consuls de faire les dites fournitures. Tu me rends le service de m'éclairer au sujet de l'hôpital; je ferai voir ta lettre à ce sujet et je t'en remercie; je crois qu'on manque également de couvertures à Loano: et pourtant il y en a; je donnerai ordre qu'on en fasse parvenir à Final. »

Il ne nous appartient pas de juger les généraux en chef que la Convention envoyait à l'armée d'Italie; mais qu'elle qu'eût été leur capacité, il ne leur eût pas été possible de faire beaucoup avec les éléments dont ils disposaient. Tout leur imposait la nécessité impérieuse de temporiser, et, bien loin de rechercher l'ennemi, ils devaient s'efforcer de l'éviter. La secousse révolutionnaire avait été trop destructive pour que la chute de Robespierre ait pu rendre de suite le calme indispensable à la réorganisation militaire; les esprits sensés reconnaissaient, après deux ans d'expérience, qu'il ne suffisait pas de réunir des hommes, mais que pour faire une armée si l'instruction est nécessaire, il est encore plus essentiel d'habiller et de nourrir le soldat.

Les Autrichiens s'étaient bornés à nous inquiéter; mais un plus terrible ennemi, la maladie, avait frappé de mort dans leurs camps ces conscrits affaiblis par les privations et qui ne trouvaient même pas de secours dans les hôpitaux. On pouvait à

Paris s'impatienter de l'inaction d'une armée qui devait vaincre par ordre de la République, tandis que les généraux luttaient contre des difficultés qui échappaient à ceux qui se refusaient à l'évidence. Ils sentaient eux, qu'il fallait du temps pour former des troupes sérieuses et retranchés dans les montagnes, ils se préparaient lentement à la lutte.

Au commencement de février 1795 le général Schérer était venu prendre le commandement en chef. Ancien major sous Louis XVI, il s'était depuis acquis une certaine réputation dans les campagnes du Nord et devenu général de division il arrivait à l'armée d'Italie.

Il nomme aussitôt Dommartin inspecteur de l'artillerie: celui-ci en prévient aussitôt sa mère; mais il est longtemps sans réponse, tant les communications sont devenues lentes.

« Loano, 25 Ventôse, an III

« Vous avez raison, chère maman, de croire que je suis en peine de vous. Comment pouvez-vous être si longtemps sans me donner de vos nouvelles? Ce que vous me dites des difficultés que l'on éprouve dans notre pays à se procurer des subsistances ne me surprend pas, car on m'assure qu'il en est de même partout. Je pensais quitter l'Italie pour aller dans l'intérieur faire l'inspection de la cava-

lerie légère que je dois commander, mais ce ne sera pas maintenant, car on n'a pas décidé si nous ferions une campagne offensive ou seulement défensive. Notre escadre s'est battue hier à notre vue avec les Anglais ; j'attends les détails, qui seraient déjà connus si une mer très-grosse n'empêchait le mouillage des bâtiments sur cette côte où les ports sont éloignés les uns des autres. Je reçois à l'instant une lettre de vous et je vais faire mon possible pour vous envoyer le riz que vous me demandez ; mais je crains qu'il ne vous arrive pas de sitôt, car il n'y a pas de diligence de Nice à Aix, et je suis encore à trente lieues de Nice. Mais enfin aussitôt que ce sera parti je vous l'écrirai.

« Grâce au gouvernement actuel, si le méchant n'est pas corrigé, du moins il ne domine plus, et pour des gens habitués à exercer une puissance terrible, c'est un supplice que de se sentir comprimés. En me parlant de certaines personnes, vous m'apprenez qu'elles existent, car figurez-vous que j'avais pris le parti de croire toutes nos connaissances sacrifiées, afin d'éprouver de la joie si une seule avait échappé. Vous comprenez qu'il n'est pas possible que j'aille vous voir. C'était faisable peut-être l'année dernière, mais vraiment la position où se trouvait la France à cette époque n'engageait pas à rentrer dans ses pénates pour

les trouver dans la désolation. L'hiver prochain ce sera différent, car j'espère que les choses iront toujours en s'améliorant. »

« Loano, 20 Germinal, an III

Il est décidé que je commande l'artillerie légère, et je n'attends pour partir que le général Vaubois qui vient me remplacer. J'imagine que vous connaissez au moins de nom le général Vaubois. Il est de Chateauvillain et servait à Metz dans le même régiment que moi. Nous nous trouvons à cette armée sept officiers généraux anciens camarades d'école et sortant du même régiment. J'irai vous voir l'hiver prochain, et qui sait? peut-être avant, car on dit la paix sur le point de se faire et déjà conclue avec l'Espagne. »

Si l'ancienne armée de la monarchie avait fourni à la Convention des généraux, d'autres officiers avaient dû à la Révolution des grades élevés, donnés sans que le talent les justifiât. Aussi une grande réforme dans les cadres paraît nécessaire au gouvernement nouveau.

« Loano, 28 Germinal, an III

« Nous attendons le général Kellerman qui, je le pense, m'apportera l'ordre de me rendre à Nice. On annonce une grande réforme dans l'état-major.

Je ne sais si je serai du nombre des réformés à cause de mes blessures. On aurait tort, car je suis jeune et on aurait chance de me payer longtemps ma retraite. Cependant si on épure les corps de façon à ce qu'il n'y ait plus à la tête des troupes que des gens dignes de servir la patrie, il y aura plus d'honneur à être colonel qu'à rester général confondu avec des gens dont les défauts, et souvent les vices, ont été les seuls droits pour parvenir. Depuis que la raison a triomphé à Paris des hommes de sang, les personnes attachées à leur pays peuvent espérer de voir luire sur elles des jours de paix et de bonheur. Pendant la Terreur nos assignats étaient tombés à Gênes à huit pour cent, et depuis ils sont remontés à quinze. Puissions-nous jouir bientôt de la tranquillité après tant d'orages, de périls et de souffrances. C'est alors qu'on ira avec délices revoir son pays et cultiver le champ de ses pères. »

Ainsi revoir son pays, embrasser sa mère, cultiver ses champs, c'est toujours le rêve caressé par le jeune général ; rêve bien doux qui ne devait pas se réaliser. Les réformes opérées dans l'armée ne l'atteignent pas. Il est maintenu malgré ses blessures et définitivement nommé au commandement de l'artillerie légère.

C'est à Nice qu'il va d'abord le 27 floréal, et de là

aux eaux de Digne qui rendent la souplesse à son bras. Il peut enfin saisir la crinière de son cheval et se mettre en selle, seul et sans aide. La saison d'eaux terminée, il revient à Marseille. Là les représentants du peuple veulent lui donner un commandement dans l'intérieur; le parti de Robespierre tente de se relever dans certaines contrées. Il écrit à cette occasion : J'ai des amis dans ce pays qui veulent me déterminer à accepter un commandement dans lequel je puis leur rendre la tranquillité qu'ils ont si longtemps perdue : il est certain que ceux qui veulent cette tranquillité doivent faire leurs efforts pour la rendre générale.

Mais la répugnance qu'il éprouve à se trouver mêlé à une guerre civile lui fait refuser l'offre qui lui est faite, et sans rien en dire il part pour le camp du Col-de-Tan.

XIII

LE CAMP DE LA BRIGADE DE DROITE. — PREMIERS COMBATS — LE GÉNÉRAL SCHÉRER REPREND LE COMMANDEMENT

Un an s'est écoulé depuis la chûte de Robespierre, et, pendant cette période, la France ayant eu une tranquillité relative, les régiments auraient dû se façonner aux manœuvres aussi bien qu'à la discipline. On serait tenté de croire que, toujours en présence de l'ennemi, le soldat est disposé à plus de docilité et à plus de prudence. Pourtant les lettres de Dommartin à cette date montrent combien l'obéissance était difficile à obtenir; nous continuerons nos citations en remarquant que les officiers ont cessé tout à coup de tutoyer leurs chefs et leurs inférieurs. C'est moins égalitaire, mais tout aussi fraternel; et dans tous les cas plus poli.

« Au chef de bataillon commandant au Col Avesco

« Il y a grande apparence, citoyen commandant,

que les patrouilles ne se font pas avec exactitude ou attention, au camp, sous vos ordres, puisque l'ennemi a bivouaqué à demi-portée de fusil de vos avant-postes sans que ceux-ci s'en soient doutés aucunement. Vous voudrez donc bien disposer toutes les nuits de 30 hommes en différentes patrouilles pour vous éclairer. Je vous engage à la plus grande police pour le maintien de l'ordre parmi les troupes. »

Ce premier ordre donné à son arrivée au Col-de-Tan, le général pense à sa mère et lui écrit.

« Camp du Col de Tan, 14 Thermidor, an III

Du lieu où je suis, chère maman, avec une bonne lunette d'approche, je pourrais voir la Champagne. Je suis fort bien, car loin des troubles de l'intérieur je n'ai à songer qu'à l'ennemi, qui du reste me laisse fort tranquille. Combien cela durera-t-il? mais je suis prêt à le recevoir. On voulait me faire rester à Marseille pour commander le département; on m'en avait même donné l'ordre, mais voyant ma répugnance on l'a retiré, et on s'est contenté de m'inviter à y demeurer quelque temps. Mais craignant qu'il ne vînt de Paris un ordre formel, je suis parti sans tambours ni trompettes pour rejoindre le camp. Il est éloigné de trois lieues de toute habitation. Une vue superbe, des prairies où

mes chevaux sont dans l'herbe jusqu'au ventre, des ruisseaux, des fontaines dont l'eau est excellente, et près de nous des forêts superbes ! J'habite une baraque avec un petit jardin. Les soldats vont dans les environs me chercher des pommes de terre, des fraises et jusqu'à des artichauts. Dans le ruisseau on trouve d'excellentes truites. Tous les jours des paysans m'apportent du beurre, du fromage à la crême parfait. Je compte rester ici jusqu'aux neiges, c'est-à-dire deux mois. L'ennemi malgré sa grande supériorité numérique, ne nous approchera pas. Deux jours avant que j'arrivâsse ici, on lui a pris un troupeau de cent vingt vaches et cinq cents moutons, et si pareille occasion se présente, je ne la laisserai pas échapper. Me voici au centre de l'armée sous les ordres du général Macquart, mon ami, ancien capitaine à Royal-Dragon. Il est de Sainte-Menehould et je l'ai connu jadis en garnison. Auguste et Jean-Pierre se croient ici dans leur pays parce qu'ils boivent du lait à volonté.

« L'armée ennemi s'est avancée et nous serre de près; ces jours-ci même son avant-garde menaçait nos avant postes. »

Au citoyen Fiorelle, Commandant à Carlin,
15 Thermidor, an III

« Les ennemis ont failli surprendre nos avant-postes par la négligence de nos soldats. Heureuse-

ment que j'avais ordonné de battre la diane à minuit, cela leur a fait croire que leur projet était découvert, et ils ont craint que des détachements partis de Carlin ne leur coupassent la retraite; ils se sont donc retirés sans rien entreprendre. Vous sentez d'après cela, aussi bien que moi, combien il est nécessaire que le poste que vous commandez fasse faire patrouille la nuit du côté du col de Selle, où j'en ferai faire également. Le général Serrurier s'est engagé, à ce qu'on m'assure, à envoyer 600 hommes à Tanarello, dans le cas où Carlin et Viorène seraient forcés et les hommes obligés de se retirer sur Ponte-Novo. Cela me met en mesure, parce que dans ce cas j'ordonnerais au bataillon qui est à Colla-Rossa d'occuper le mont Bertrand. Comme vous devez connaître les intentions du général Serrurier à cet égard, je vous prie de me faire savoir si elles sont telles qu'on me l'a dit. »

Les généraux comprenaient si bien l'impossibilité où ils étaient de vaincre avec les troupes dont ils disposaient, que Dommartin l'avoue dans un ordre du jour :

« Supplément d'ordre, 17 Thermidor, an III

« Le service se fera à l'ordinaire; les éclaireurs partiront à la même heure et se distribueront comme la nuit dernière; les gardiens du camp et les

postes avancés seront dans la plus grande surveillance. Dorénavant, je n'avertirai plus les postes d'être vigilants, parce que cela doit toujours être, et je punirai sévèrement les chefs de postes qui ne le seront pas. La garde s'assemblera à minuit et ira de suite à ses postes, pour y rester comme par le passé. La diane se battra à 11 heures du soir, le rappel un quart d'heure après, et trois coups de baguette à minuit serviront de signal à la garde pour s'assembler. Les avant-postes de l'aile droite se battent journellement avec ceux de l'ennemi; ces jours derniers, nos hommes leur ont fait plusieurs prisonniers et tué beaucoup de monde. N'étant pas en force pour les battre en général, nous devons faire notre possible pour les détruire en détail; et c'est précisément dans les affaires d'avant-postes que nous pourrons parvenir à ce but. »

Si l'on se souvient que depuis plus d'un an l'armée d'Italie était en formation; si, de plus, on considère qu'elle se trouvait depuis longtemps dans le voisinage de l'ennemi, et que la pensée seule du danger aurait dû hâter son organisation, on est bien forcé de reconnaître l'illusion intéressée de ceux qui ont pu prétendre que les hommes, appelés à la hâte et dirigés par des officiers sans instruction ni expérience, n'ont pas besoin d'un long temps pour devenir des soldats. Les punitions sont

infligées non-seulement aux simples troupiers pour insubordination, mais aussi aux officiers supérieurs pour négligence, et nous voyons pour ce fait un chef de bataillon de la 84e demi-brigade mis aux arrêts de rigueur le 16 thermidor. Le lendemain, c'est un vol de moutons tués et enlevés à la boucherie, ce qui amène un ordre qui rend, à l'avenir, la sentinelle responsable.

Les Représentants du peuple avaient introduit un usage dont les conséquences étaient déplorables : tout officier ou sous-officier fait prisonnier était rayé et de suite remplacé dans son corps. Comme nos éclaireurs que rien n'avertissait de la présence de l'ennemi, puisqu'on manquait d'argent pour payer les espions, tombaient souvent dans des embuscades, beaucoup furent pris. Quelques-uns s'échappèrent, d'autres furent échangés. En rentrant au corps ils trouvèrent leur place occupée. Sur l'observation des généraux, un arrêté du comité de salut public, mis à l'ordre le 18 thermidor, interdit de considérer comme morts les officiers et sous-officiers et de les remplacer dans leur grade; par un autre arrêté, les représentants du peuple durent rapporter les nominations faites. L'autorité civile commençait à perdre de son omnipotence.

Les ordres portant défense aux soldats de s'écarter des camps se multiplient; on en arrive à

commander trois appels par jour, et pourtant la maraude continue, surtout pendant les marches; le commissaire de l'organisation et du mouvement interdit à tout officier et sous-officier d'un corps en route de donner aux soldats la permission de s'absenter. On réglemente la coupe des bois environnants pour chauffer les camps. Chaque matin, deux sous-officiers devront conduire des hommes de corvée dans les bois pour abattre la quantité nécessaire à la journée.

Mais la discipline est encore si peu dans les habitudes du soldat, et même de l'officier, que le 23 thermidor un nouvel ordre signale l'irrégularité de l'appel et les sorties faites hors des camps. Des patrouilles sont commandées pour parcourir les alentours et arrêter les soldats insoumis. Mais on tient peu compte des ordres, et le soir même Dommartin écrit à l'officier de police militaire à Tende :

« Je vous envoie, citoyen, 14 hommes que je vous signale pour leur insubordination. Voici le fait. Les hommes mis à la garde du camp se moquent de cette punition, qui n'en est pas une, puisqu'ils y sont sous une tente. En conséquence, j'ai ordonné qu'ils feraient les corvées du camp. Certains les ont faites; ceux que je vous envoie s'y sont absolument refusés. »

En même temps il envoie cette dépêche au commandant de la Briga.

« Il est nécessaire, citoyen, que votre détachement fasse beaucoup de petites patrouilles dans les campagnes pour arrêter les soldats qui vont en maraude ; c'est principalement avant le jour que se commettent les dégâts. Lorsque vous arrêterez quelques hommes éloignés sans permission écrite, vous les garderez en prison à la Briga et d'après votre rapport je les ferai conduire soit à Tende, soit à leurs corps respectifs, suivant l'urgence du cas. »

Comme nous l'avons déjà remarqué, la position misérable des soldats aux camps les poussait très-certainement à la maraude. La paille continuait à leur manquer malgré les réquisitions faites dans les villages, et souvent les rations de viande ou de légumes ne pouvaient être distribuées en totalité. Pourtant tout faisait appréhender une attaque prochaine de l'ennemi et l'on sentait que, si elle était exécutée avec vigueur, certains de nos postes seraient forcés. On était loin de songer à obtenir un succès, c'était déjà beaucoup de pouvoir se défendre, lorsqu'un mouvement des Autrichiens vint obliger, le 19 thermidor, à renforcer Colla-Rossa. Nous donnons, comme renseignement historique, la lettre écrite ce jour là au chef du 1er bataillon de la demi-brigade.

« Votre bataillon campera à Colla-Rossa à la droite du 1er de la 19e. L'adjudant-major de ce corps vous indiquera l'emplacement que j'ai déterminé ; vous recevrez aujourd'hui, dans le courant de la journée, quinze quintaux de paille ; cette fourniture sera renouvelée tous les quinze jours et devra vous suffire. En conséquence vous ne souffrirez pas que, sous prétexte d'en aller chercher d'autre, aucun militaire s'écarte de votre camp ; ils ne pourront même jamais le faire sans une permission par écrit de vous, et sans cette permission ils s'exposeraient à être arrêtés par les patrouilles que je fais circuler sur les derrières. Vous êtes principalement destiné à vous porter au secours de la division que commande le général Laharpe, ou à protéger sur Tanarello, la retraite des postes de Viorène et Carlin, dans le cas où ils seraient forcés. — Dans la première hypothèse, vous recevrez des ordres particuliers d'après les dispositions d'attaque de l'ennemi. — Dans la seconde, vous devrez occuper les montagnes couvertes de bois qui, entre le Negrou et le Tanaro, se terminent au mont San-Cavalo, et sont à la gauche du chemin qui conduit de Tanarello à Conge. Cette position a pour objet d'empêcher que l'ennemi, qui aurait moins de chemin à faire pour les occuper que nos troupes venant d'Orméo, ne coupât ainsi notre ligne et n'empêchât

d'arriver à Tanarello les 600 hommes qui doivent l'occuper, si Viorène et Carlin sont forcés. Du reste, demain, de bonne heure, j'irai vous prendre à votre camp, pour faire ensemble la visite de ces positions, afin qu'en cas d'attaque vous sachiez exactement ce que vous devez faire. Tous les hommes de votre bataillon devront être munis au moins de 60 cartouches et de trois pierres à fusil ; je n'ai pas besoin de vous recommander de faire vivre vos hommes en bonne police et discipline. »

La préoccupation journalière que causait la crainte d'être forcés de se replier n'était pas la seule des commandants ; il leur fallait encore songer à nourrir leurs hommes, dont l'ordinaire n'était jamais assuré. Dans certains postes les soldats sont las de ne vivre que de viande et réclament des légumes. Les chefs s'adressent au général, qui répond : « Je suis ici dans la même pénurie de légumes que vous. »

La solde est irrégulièrement payée ; on promet des gratifications en numéraire ; quand il en arrivera de France. Il faut faire prendre patience, et le 28 thermidor les officiers sont invités à lire aux soldats l'ordre suivant :

« Le général en chef prévient qu'en attendant les fonds qui sont en route, il vient d'ordonner que l'on prenne tous les moyens possibles pour se pro-

curer les espèces nécessaires pour faire jouir les défenseurs de la patrie de la reconnaissance nationale; les 2 sols par jour en numéraire à chaque soldat et sous-officier leur seront toujours payés depuis le 15 thermidor par forme de rappel, et des mesures sont prises par le comité de Salut public pour que dorénavant il n'y ait plus de retard dans le payement de cette gratification. »

Berthier alors chef d'état-major, ne se dissimulait pas combien était douteux le succès d'une campagne avec une pareille armée. L'indiscipline de certains officiers encourageait celle des soldats. Dans plusieurs corps on fermait les yeux sur les maraudes. Comme exemple on fait changer certains chefs de postes pour leur faiblesse ou leur complaisance. Un capitaine du génie nommé Couchard, commamdant Tanarello, est signalé comme ne réprimant jamais les excursions dans la campagne, et Berthier le remplace par le capitaine Ferrand, du bataillon de Saône-et-Loire. Mais les chefs les plus sévères ne peuvent rien lorsque les hommes manquent de tout. Depuis longtemps déjà l'armée campait en Italie et la Convention n'avait pris aucune mesure efficace pour assurer la vie matérielle du soldat. Une lettre de Dommartin au général Macquart signale la détresse de certains cantonnements.

« Le garde-magasin des vivres s'attendait à recevoir aujourd'hui une quantité de pain qui lui permît de donner au soldat une ration arriérée; mais il n'a reçu que demi-ration par homme, ce qui fâche le soldat à qui l'air vif des montagnes donne bon appétit; ce qu'il y a de pis, c'est que les sapeurs ne sont point payés de leur pain de travail et que n'ayant reçu que demi-ration ordinaire aujourd'hui, ils n'ont vraiment pas de quoi se nourrir. »

Nous le répétons, il n'est pas surprenant que des hommes, pressés par la faim, aient cherché à vivre de maraudes; aussi la lettre du général adressée le 9 fructidor aux chefs des cantonnements n'a rien que de naturel après celle que nous venons de citer :

« Seize soldats en arme ont été hier au village de Marignol, où ils ont volé et battu les paysans; le détachement que j'ai envoyé après eux n'a pu les rejoindre, mais un de ces coquins a abandonné, en se sauvant, sa veste uniforme, une chemise de paysan et un fusil marqué comme suit à la culasse: S. 23, à la batterie V, à la baguette 495. Je vous prie de faire votre possible pour savoir si cet homme n'est pas du nombre de ceux que vous commandez. »

Il devenait tellement difficile de faire vivre les

troupes dans ce pays épuisé par une longue occupation, que l'état-major se décida à en éloigner une partie; mais cette mesure, devenue nécessaire, rend la position du général Laharpe des plus périlleuses; Dommartin le signale à Berthier.

« 15 Fructidor, an III

« Conformément à l'ordre que vous m'avez envoyé, le 10e bataillon de l'Ain partira demain de manière à arriver le même jour à Orméo, et je vais faire venir les 4 compagnies qui sont à Colla-Rossa; mais cela ne remplacera pas le vide que me laisse 900 hommes que l'on vient de faire partir de ma brigade. C'est tout au plus si ce qui me reste suffira pour la défense du col Avesco et du col Tan, et encore il ne faudrait pas qu'ils fussent attaqués vigoureusement. D'ailleurs je ne vous ai pas laissé ignorer que l'ennemi, après avoir forcé Viorène et Carlin, n'avait au plus que cinq lieues de marche pour arriver à Tanarello, point de retraite pour le général Laharpe. Dans ce cas, et vu ma faiblesse actuelle, il me serait impossible d'empêcher cette marche de l'ennemi; je ne pourrais occuper les cols qui nous joignent au mont Cantaloup, derrière lequel les troupes de la division Laharpe doivent passer pour arriver à Tanarello après au moins dix heures de marche. La ligne ainsi que la retraite

de cette division seraient coupées, et par suite la nôtre même. Je vous prie bien, général, de prendre en considération mes observations car je crois très-essentiel de bien lier les deux divisions de droite et du centre. »

Les premiers froids se font sentir ; en ce même jour Dommartin trace à la hâte ces quelques lignes pour sa mère :

« La neige a commencé hier, si elle continue, il me faudra dans dix jours abandonner la place. Voici donc la campagne à peu près terminée dans cette partie ; il est encore possible qu'on porte toutes les forces à droite. »

Mais la position de la division Laharpe allait devenir encore plus critique. Les vivres, de jour en jour plus rares, menaçaient de lui manquer ; le 27 frimaire les soldats s'irritent et demandent du pain. Un conseil de guerre s'assemble au col de Tan ; voici le procès-verbal de la séance :

« Les chefs de corps sous les ordres du général Dommartin, assemblés par son ordre à l'effet de prendre des mesures pour pourvoir à la subsistance des troupes qui composent les différents camps :

» Considérant que le soldat ne peut subsister avec le peu de vivres que les magasins de la République fournissent ;

» Considérant qu'une troupe qui manque de vivres

est susceptible de se porter à des extrémités, soit en violant des propriétés au risque même de sa vie, soit en manquant à la discipline et à la subordination et qu'il est du devoir des chefs d'y porter obstacle;

» Considérant que si l'on ne se hâte de procurer des vivres aux soldats desdits camps, plusieurs tombant en faiblesse, ne pourront faire un service aussi pénible que celui qui leur est assigné ;

» Ont, d'après les observations qui leur ont été faites par le général Dommartin, et après avoir pris connaissance de la lettre écrite audit général par ledit général Macquart sur la situation alarmante dans laquelle se trouve cette division, situation d'autant plus critique que, d'après le contenu de cette lettre, la pénurie des subsistances peut encore augmenter chaque jour, arrête :

» 1° Que demain, grand matin, il serait envoyé trois officiers et des détachements à l'effet de prendre dans les bastides environnant les camps, la quantité de 11 quintaux 15 livres de seigle ; 6 quintaux 80 livres d'orge et 3 quintaux de froment, de laquelle quantité il serait fait par le général Dommartin, un reçu aux propriétaires.

» 2° Ils ont aussi arrêté que ces différentes denrées seraient mises en magasin et distribuées à la

troupe des différents camps si les fournitures de vivres ne devenaient pas plus considérables.

» Fait au camp du col Tan, le 1er jour complémentaire an III de la République française. »

Ainsi, aux derniers jours de la troisième année de son existence, cette République qui devait, comme Pompée, faire sortir de terre des légions victorieuses, n'avait su ni vêtir, ni nourrir ses soldats ; et la position stratégique du centre de son armée d'Italie était si compromise qu'on ne peut que se féliciter de l'incapacité montrée par les chefs de l'ennemi.

XIV

L'HIVER DE L'AN IV

L'an IV trouvait l'armée d'Italie campée et occupant des positions où il n'était pas certain qu'elle pût tenir longtemps contre une attaque sérieuse. Dès le 12 vendémiaire, les premiers froids avaient obligé à abandonner plusieurs postes ; on avait dû se résigner à les faire surveiller par des patrouilles. Les chemins, naturellement mauvais, avaient été

défoncés par les pluies, de sorte que les communications sur plusieurs points étaient devenues si difficiles que le pain et la viande y arrivaient souvent trop tard et toujours gâtés. Comme les mulets manquaient et que les soldats étaient épuisés par les transports à dos d'hommes, il fut décidé le 13 vendémiaire que les commandants des postes feraient prendre chez les paysans des mulets et donneraient en échange un reçu, *pour servir au payement desdits mulets*. Dans la soirée de ce jour, la neige commençant à tomber, on dut prendre des précautions. « Dans le cas où il tombera six pouces de neige, dit un ordre, les camps descendront vers la plaine ne laissant pour faire les patrouilles qu'une garde qu'on relèvera tous les deux jours ». Mais bien des causes de désordres existent, et la lettre suivante donne de curieux détails.

« Au Commandant Ferrand, 16 Vendémiaire, an IV

« Ma lettre va être un peu longue, mais elle a pour base l'utilité et la discipline du soldat. Il vient de temps en temps des habitants de la Briga qui apportent aux soldats différents objets à acheter; mais, comme cela n'est pas journalier, il en résulte que des militaires achètent le tout en gros et qu'ils revendent le double au détail à leurs camarades. Pour obvier à cela, je désirerais que vous fissiez

savoir aux habitants qu'il y aura sûreté et protection pour tous ceux qui viendront au camp vendre des objets que la troupe désire, tels que fromage, noix, châtaignes, pois, etc., même si vous trouviez quelqu'un qui voulût promettre d'avoir une petite boutique permanente, je lui ferais donner une baraque pour son commerce, je lui fournirais même un mulet pour le transport des provisions au camp. Il se commet des brigandages affreux dans les campagnes et il est nécessaire que vous fassiez faire beaucoup de patrouilles; elles devront s'étendre du côté de Tende jusqu'à la Roya, et toutes devront arrêter les hommes en maraude; vous ferez mettre en prison tous ceux qui ne seront pas munis d'une permission écrite; vous me donnerez avis de ceux qui seraient de ma brigade; pour ceux qui appartiendraient aux autres corps de la division, vous les enverriez à Tende à l'adjudant général Escale. Je vous autorise à faire donner aux patrouilles autant de rations d'eau-de-vie qu'elles arrêteront d'hommes et ce sera considérable, surtout dans le commencement. J'espère par là arrêter les désordres des soldats et faire que les habitants n'aient plus à se plaindre de la liberté dont ils nous sont redevables. »

Les jours suivants la neige continue et les démonstrations de l'ennemi deviennent inquiétantes.

on craint de sa part quelque surprise : deux sentinelles sont placées sur la pointe du rocher qui domine le col Tan avec ordre, en cas d'alarme, de tirer trois coups de fusil. A ce signal le commandant de la grand'garde devra se placer dans les retranchements du col, et tâchera de s'y défendre jusqu'à l'arrivée de secours. Après vingt-quatre heures d'attente on apprend que l'ennemi s'est contenté d'une reconnaissance et s'est retiré ; mais devant l'épuisement du pays et le froid, il devient nécessaire aussi que l'armée française avance ou recule. Schérer, revenu, pour la seconde fois, comme général en chef, ordonne un mouvement, et Dommartin dut aller prendre position à Mandatica, Cadio et Pornassio ; il annonce son départ :

« Au général Laharpe, 30 Vendémiaire, an IV

« J'ai donné ordre au garde-magasin de Mandatica Cadio et Pornassio pour les troupes suivantes : 13e bataillon de grenadiers, 32e demi-brigade légère, 1er bataillon de la Mayenne, 1er bataillon de Paris, 1er de la 3e demi-brigade légère et 2e bataillon de grenadiers. Toutes ces troupes doivent avoir des subsistances assurées pour jusque et y compris le lendemain de leur arrivée ; mais je dois vous observer qu'ils n'ont pas le supplément de quatre onces et que très-probablement il ne leur

restera rien pour le dernier jour : ce supplément serait donc absolument nécessaire. La plus grande partie des hommes vont se mettre en marche sans souliers, et s'il survient des pluies la presque totalité se trouvera nu-pieds. S'il s'en était trouvé à Tende, le généraf Macquart en eût fait donner, mais il n'en a pas une paire. »

Dommartin se met en marche avec sa brigade ; mais, arrivé à la première étape, il s'aperçoit qu'aucun des ordres qu'il a donnés pour pourvoir à la nourriture des troupes n'a été exécuté. Les hommes n'auront pas même un morceau de pain. « Les troupes que je conduis, écrit-il au commissaire des guerres, n'ont pas de vivres pour demain et je n'entends nullement parler qu'il soit question de leur en donner. » L'irritation des soldats devient extrême et le général prend sur lui de faire ramasser des farines et fabriquer du pain à la hâte. Il envoie à Mandatica un quartier-maître et à Pornassio un lieutenant pour préparer des vivres afin qu'à l'arrivée les distributions ne souffrent pas de retard. Mais quelle que fût son activité et son désir, il devait se heurter à des difficultés insurmontables. Les réquisitions ordonnées ne purent donner le blé nécessaire ; les paysans s'étaient enfuis ; ceux qui restaient avaient caché leurs grains. Les soldats que l'obéissance ne pouvait plus maintenir

entraient chez les habitants et irrités des refus qui leur étaient faits, témoignaient leur mécontentement avec brutalité. Dans les premiers temps de leur séjour à Mandatica des plaintes journalières étaient adressées aux officiers par les gens du pays. Les choses en arrivèrent à un tel point que des punitions exemplaires devenaient indispensables.

La lettre que Dommartin écrit à sa mère à ce moment même montre combien l'argent était rare.

« Camp de Col-Tan, 24 Vendémiaire, an IV

« Je suis rentré dans mon camp ; on avait pensé l'abandonner, mais le beau temps est revenu et l'on suppose qu'il durera encore quinze jours. J'ai perdu deux chevaux dans cette campagne. Je viens donc de racheter pour *vingt mille francs* une grande jument noire aussi maigre que possible et très-fatiguée ; mais comme elle n'a que quatre ans j'espère que ce sera une bonne bête dans la suite. J'aurai beaucoup plus de peine à remplacer mon Blanc-Bec, qui était un des plus beaux chevaux de l'armée et m'avait coûté cinquante louis en numéraire. J'attendrai une occasion favorable, d'autant plus que j'ai encore deux superbes chevaux de monture, trois de voitures, une jolie mule pour la montagne que je compte vous mener un jour, et sur le dos de

laquelle vous irez vous promener dans la campagne. J'ai aussi un beau mulet, je veux m'arranger de façon à ce que, si on faisait la paix, il me soit possible d'avoir un train de culture tout monté, car j'ai toujours eu de l'inclination pour le labourage. — Nous venons encore de changer de génénal en chef. C'est celui qui commandait avant l'arrivée du général Kellermann qui revient. — Vous vous souvenez que c'était le général Schérer ; il me témoigne de l'amitié. Adieu, ma chère maman : si j'ai été quelque temps sans vous écrire, c'est que je manquais de papier. Je m'en suis enfin procuré quinze mains au modeste prix de *quinze mille francs*. Ceci pour vous faire connaître la valeur des assignats. Si du Chesnoy était par hasard revenu du Nord, faites-lui mes compliments. »

« Au camp, 27 Vendémiaire, an IV

« Je reçois l'ordre de quitter mon ermitage pour me rendre à la division de droite. J'emmène avec moi trois mille hommes. Il y a apparence que la campagne finira très-tard. Aussitôt arrivé je vous donnerai de mes nouvelles. »

« Quartier général de Pornassio-Basso, 3 Brumaire, an IV

« Arrivé hier dans un village où les troupes que je commande sont cantonnées ainsi que dans les

villages voisins, j'attends des ordres du général en chef. Je suis logé dans une très-belle maison, chez un bon prêtre septuagénaire qui est rempli d'attentions pour moi. Il est fort ami des Français. »

« 19 Brumaire, an IV

« Je suis toujours à Pornassio ; je ne croyais y rester que quelques jours, et en voici vingt d'écoulés. La saison est déjà très-avancée, et je ne puis croire que nous fassions beaucoup cette année.

« Voilà longtemps que je suis sans nouvelles de vous, mais j'attribue cela à mon changement de résidence et je recevrai sans doute trois ou quatre lettres, comme cela est déjà arrivé. Nous ne savons rien ici, pas même si la nouvelle constitution est en vigueur. Je désirerais bien avoir un aide de camp de mon pays. Si c'était un de mes parents cela n'en vaudrait que mieux. La paix se fera-t-elle ? quand je pense à vous je la désire bien fort. »

La Convention ruinée par sa propre faiblesse disparaît alors pour faire place au Directoire. Incapable de réparer le mal qu'elle avait fait elle végétait depuis la chûte des terroristes ; traînant à sa suite le souvenir de ses crimes, elle mourait de langueur léguant au gouvernement qui la remplaçait son impuissance.

Le 13 brumaire le Directoire fut installé, mais son

avénement, passant inaperçu, n'apporta aucune amélioration dans l'armée. On dirait même que le désordre devint plus grand encore, et que la misère du soldat s'aggrava.

Pourtant il n'était pas possible de laisser impunis les vols et les mauvais traitements qui nous rendaient odieux aux Italiens. Le 20 brumaire un conseil militaire, sous la présidence du chef de bataillon L'huillier, est établi en permanence pour juger les soldats voleurs; mais une certaine pitié, commandée par les circonstances, empêchait la sévérité; et Schérer comprit que dans de pareilles conditions, l'inaction de l'armée ne pouvait qu'augmenter le mal. Profitant des mauvaises positions prises par les Autrichiens, il engagea la bataille à Loano le 23 novembre 1795 et fut vainqueur; ce succès isolé ne pouvait rien faire présager quant au résultat de la campagne, et Schérer ne devait plus le retrouver sur cette terre d'Italie où quatre ans plus tard il n'éprouvait que des revers. Mais ce combat pouvait avoir pour résultat immédiat de rendre à l'armée l'esprit militaire et Schérer voulut en profiter pour rappeler les troupes à l'obéissance.

ORDRE DU JOUR

Quartier général de Final, 6 Frimaire, an IV de la République une et indivisible.

« Je charge chaque général de brigade de se transporter dans les cantonnements de ses troupes, d'y faire assembler les bataillons par demi-brigade et de leur dire à haute et intelligible voix la proclamation suivante :

SOLDATS DE L'ARMÉE D'ITALIE

« Vous venez de vaincre vos ennemis ; vous avez déployé une valeur héroïque et vous avez bien mérité de la patrie ; ceux d'entre vous qui se sont signalés par des marques extraordinaires de valeur, vont être récompensés, et j'aurai soin que la France soit instruite de leurs belles actions.

» Mais après avoir triomphé pour la liberté, plusieurs d'entre vous se sont déshonorés par des excès de pillage ; votre aveugle fureur se porte à ces excès honteux, même dans le pays des Génois,

qui ne vous ont fait aucun mal, et qui ont refusé d'entrer dans la coalition de vos ennemis.

» Soldats, votre général, votre père, vous avertit pour la dernière fois de mettre un terme à des actions qui déshonorent l'armée victorieuse d'Italie; vous connaissez les lois qui, sous peine de mort, défendent les excès auxquels vous vous êtes livrés; il n'y a point d'excuses pour vous; fussiez-vous même en pays conquis, puisque vous n'avez pris les armes que pour exterminer ceux qui ont les armes à la main contre notre patrie, et non contre le malheureux et paisible habitant.

» Je vous préviens, en conséquence, que je suis bien résolu à punir, suivant toute la rigueur de la loi, le premier d'entre vous qui se livrerait à des excès qui ne peuvent que vous déshonorer. Je sais qu'il y a dans les corps des officiers, qui sont assez vils et assez lâches pour partager cette conduite; ils seront punis encore plus sévèrement que les simples soldats.

» Je rends les commandants de compagnie, les chefs de corps et les généraux de brigade et de division responsables des excès qui seront commis, s'ils ne les répriment pas ou ne les empêchent pas.

» A cet effet, chaque chef de brigade fera tous les jours la visite de ses cantonnements; il constatera les plaintes et enverra au quartier général,

avec une plainte motivée, le coupable. S'il néglige cet acte de justice, je le déclare coupable et complice du crime commis.

« Tous les deux jours, les généraux de brigade rendront compte à leurs généraux de division de la conduite de leurs demi-brigades, et ceux-ci m'en feront rapport par écrit de suite.

« La moindre négligence à réprimer un mal qui nous couvre de déshonneur sera puni exemplairement.

« Les généraux de division, ou en leur place, s'ils étaient absents, les généraux de brigade, me rendront compte par écrit de la lecture de la proclamation, et tiendront la main à l'exécution de cet ordre, qui sera mis en outre à l'ordre du jour. »

Mais ni la proclamation et les bonnes intentions de Schérer, ni un ordre du jour de Masséna rappelant que la peine de mort serait appliquée aux pillards, ne purent arrêter des désordres dont la coupable incurie de la Convention était la cause première. Rien n'avait été prévu par elle pour le service des armées. On avait jeté 45000 hommes, non pas en pays ennemi, mais en pays ami, non-seulement sans avoir établi des communications certaines avec la mère-patrie, non-seulement sans s'être préoccupé d'avoir dans ce pays, qu'on devait respecter, des magasins suffisants, mais même

sans mettre à la disposition des commissaires des guerres, l'argent indispensable pour se procurer les objets de première nécessité. Avait-on cru, vraiment, qu'il suffisait de décréter une levée d'hommes pour qu'ils courussent à l'ennemi sans vêtements et sans nourriture? Trois ans de misère n'auraient-ils pas dû ouvrir les yeux aux plus aveugles? Hélas! non; ni alors, ni depuis, ceux que leur intérêt porte à considérer les armées régulières comme des ennemies, ne pouvaient reconnaître une erreur née de l'esprit révolutionnaire.

A peine reposé de la bataille de Loano, Dommartin s'empresse de rassurer sa mère:

« Je trouve un tout petit moment pour vous écrire, chère maman. Nous nous sommes battus toute la journée du 2 de ce mois; l'ennemi est en déroute et nous sommes à sa poursuite. Sa retraite se fait dans le plus grand désordre, mais nous ignorons quand nous pourrons l'atteindre, tant il va vite. Je vous dirai ce que j'ai fait; après avoir repris les redoutes du village de Toyrano dont un général allemand venait de nous chasser, je l'ai si bien poursuivi dans une chartreuse que je l'y ai acculé et forcé de se rendre prisonnier avec tout son monde; douze cents hommes environ en état de porter les armes; le reste était tué ou blessé; je lui ai pris ses deux pièces de canon; je me porte bien

et pense partir demain. C'est de tout mon cœur que je vous embrasse.

« Final, 29 Frimaire, an IV

« Me voici de nouveau à Final où je suis revenu; j'habite la maison du comte Buraggi où je suis fort bien. On dit que nous resterons ici deux mois, car on commencera de bonne heure la campagne prochaine; il ne faut donc pas songer à nous voir mais attendre un moment plus calme. Dites à toutes les personnes qui s'intéressent à moi combien je leur rends sentiment pour sentiment. Je ne serai vraiment heureux que quand je serai réuni à ceux qui ont pour moi tant d'amitié. Écrivez-moi souvent. »

Il avait fallu quatre ans à l'armée d'Italie pour se former, et encore devait-on sa réorganisation à des généraux les uns sortis des anciennes écoles, — ils étaient douze anciens élèves de Metz — les autres enrôlés dans les vieilles armées; après le 9 thermidor, si la Convention avait compris la nécessité de retirer des régiments les officiers qui n'avaient dû leur grade qu'à leur exaltation révolutionnaire, gens de toutes professions n'ayant aucune notion du service et encore moins de l'obéissance. Certainement alors on serait parvenu à rétablir plus vite la discipline, sans laquelle il n'y a pas d'armée, si le dénûment, où le gouvernement laissa le soldat, n'a-

vait pas été le prétexte et, disons-le aussi, l'excuse de la désobéissance.

Comment eût-il été possible, en effet, d'exécuter la loi qui condamnait à mort le maraudeur, lorsque la faim poussait au pillage ? Ainsi, six semaines après la bataille de Loano, les troupes campées aux environs de Final n'ont plus de viande et certains corps n'ont qu'irrégulièrement du pain.

« Au Commissaire des guerres,20 Nivôse, an IV

« Le chef de la 99e demi-brigade vient de me rendre compte que ce corps n'a pas encore reçu de pain aujourd'hui ; la troupe en murmure beaucoup, d'autant que c'est la *seule* subsistance qu'elle ait. Je vous prie de faire votre possible pour lui en faire donner, car véritablement cela peut avoir des conséquences. »

Comment s'étonnerait-on que des hommes mourant de faim et découragés eussent essayé de tous les moyens pour se soustraire aux obligations du service ? Beaucoup simulaient des maladies et cherchaient à se faire évacuer sur la France. Chaque jour les chefs de corps se plaignent de la diminution de leur effectif. Dommartin en signale la cause.

« Au général Masséna, 24 Nivôse, an IV

« Le chef de brigade Lafond m'a rendu compte

que les officiers de santé des hôpitaux font si mal leurs devoirs qu'ils reçoivent des hommes sans être malades et les évacuent de même. Le fait vient d'arriver à l'égard d'un nommé Melon, grenadier de la 99e, lequel a été reçu le 22 courant à l'hôpital et évacué le 23. Mais, ayant été rencontré par hasard par son sergent-major, il avoua qu'il n'était pas malade. Il a été reconduit à son corps. »

« Au général Dommartin, Final, 26 Nivôse, an IV

« J'arrive du bourg, j'ai vu que le devant du quartier est d'une malpropreté abominable ; veuillez ordonner de punir les officiers de décade. J'ai reçu plusieurs plaintes de ce que les soldats continuent à aller ravager les campagnes et à couper les oliviers. Je vous invite à surveiller votre brigade et vous faire rendre compte par les chefs des désordres qui se commettent. Les soldats, non contents de prendre le bois qui leur est nécessaire pour la soupe, en vendent encore publiquement. Nous ne saurions apporter trop de surveillance pour faire cesser toutes ces dévastations ; aussi je vous engage à y apporter la plus sévère surveillance. Salut et amitié.

» MASSÉNA. »

Bientôt le soldat qui est sans solde ne se con-

tente plus de vendre le bois qu'il coupe dans la campagne; il vend son fourniment. Cela va si loin que Dommartin écrit: « Je sais, à n'en pouvoir douter, que des militaires vendent des pièces détachées de leur fusil et en sont quittes pour en demander une autre. » Il impose donc aux officiers une surveillance active; mais la punition, infligée au premier grenadier pris sur le fait, amène une tentative de révolte.

« Au général Masséna, 29 Nivôse

« Le chef de brigade Lafond me rend compte que le grenadier qui a été condamné à la prison hier, comme vous savez, s'étant échappé du corps de garde, 39 de ses camarades ont voulu aller en prison avec lui. J'ai ordonné qu'on les y conduisît. »

Cette mesure de rigueur déplait naturellement aux grenadiers qui au moment de l'exercice, et sous les yeux du général Meynier, expriment leur mécontentement. Masséna est prévenu et arrive à temps pour rétablir l'ordre; mais les pillages continuent, et le 25 pluviôse Masséna se voit forcé de destituer un chef de bataillon de la 20e demi-brigade qui a, d'après le rapport même, dilapidé un magasin.

De pareils faits se renouvelaient trop souvent pour que l'éloignement des troupes ne devînt pas

indispensable; la position des habitants des villes et des villages n'était plus tenable, et Masséna ordonne de baraquer les régiments. La 13e demi-brigade va occuper la Madone de la Néva et le col d'Elpino; la 99e campera à Melagno. Le chef de brigade Casanova est dirigé sur Saint-Jacques où il occupera la chapelle en attendant qu'on ait pu trouver les outils nécessaires pour le baraquement. Les chasseurs des Alpes prendront position à la Roche-Blanche.

Mais à peine ces troupes sont-elles arrivées à leur destination qu'on s'aperçoit de la difficulté de pourvoir à leur subsistance. Pour parvenir à ces postes il ne faut pas songer à faire porter les vivres à des hommes; c'est donc encore à la réquisition qu'on a recours, et on va prendre les mulets des paysans. Alors le soldat, plus misérable qu'il ne l'a jamais été, brave toutes les punitions et malgré l'éloignement des villages, il y retourne le jour et la nuit. Un ordre du 29 pluviôse fait défense, sous des peines très sévères, de s'éloigner au-delà de la distance où l'on entend encore le tambour.

Comme les vêtements sont devenus vieux et sales, une maladie nouvelle se déclare; la gale envahit des régiments entiers; la 13e demi-brigade en est infestée et n'a pas même d'officier de santé. Comme on redoute d'envoyer ces malheureux dans

les hôpitaux, on décide qu'ils seront soignés dans les cantonnements. Dommartin est pris de pitié en voyant la manière dont on fait le service des malades dans ces cantonnements, il en écrit au général Meynier: « Les hommes, ajoute-t-il, sont dans un état de pauvreté désolant ; différents corps de ma brigade n'ont eu que des souliers de rebut, en sorte que la moitié se trouve sans chaussures pour faire le service dans la montagne. » Ses plaintes restent sans réponse; il ne se décourage pas.

« Au général Meynier, 1 Ventôse, an IV

« Lorsque je vous ai écrit hier que des corps de ma brigade n'avaient eu que des souliers de rebut, je ne savais pas encore que la 3e demi-brigade légère et la 13e provisoire n'en avaient pas du tout. Vous serez sans doute étonné, général, aussi bien que moi, de la manière dont se font les distributions d'effets. »

Cet état de misère, qui ne faisait que s'aggraver, poussait le soldat à tous les expédients, et les camps tendaient à devenir des repaires de voleurs. Il fallut sévir: des caporaux, des fourriers, des sergents, pris avec des poules, du vin, des vêtements, furent immédiatement mis au cachot. Les paysans commençaient à s'irriter et des coups de fusil avaient été tirés, par eux, sur les chasseurs des Alpes.

Un muletier génois, nommé Giuseppe Penassio, avait été dévalisé en passant devant le poste de Saint-Jacques, par le poste même ; outre le chargement de ses mules, on lui avait pris ses souliers, car avoir des souliers était devenu le rêve du soldat, dont les pieds étaient meurtris par les cailloux des montagnes. Dommartin écrit au commandant Lafond cette phrase découragée : « Le général Meynier me marque qu'il attend 4,000 paires de souliers, mais qu'il ne peut savoir quand elles arriveront ; ainsi patience... Mais toujours patience ! »

On comprend qu'à ce moment une sorte de découragement se soit emparé de Dommartin et qu'en écrivant à sa mère il exprime presque le désir d'être mis à la réforme.

« 2 Ventôse, an IV

« J'ai votre lettre du 25 janvier ; je suis bien aise que la petite vérole de ma nièce Lucianne ait été bénigne. Ce que vous me dites, chère maman, des charges que l'État fait supporter aux propriétaires, m'afflige, mais c'est là une nécessité dans un moment où il faut assurer la tranquillité et arriver à la paix.

« Nous sommes à la veille d'ouvrir la campagne, et avant de la commencer on fait de grandes ré-

formes parmi les officiers. Celle des officiers généraux va paraître. Si je ne suis pas conservé, je n'en serai pas fâché, car je souffre toujours de mes blessures. Les fatigues d'une guerre continuelle, jointes à ces blessures, m'ont rendu vieux à mon âge; je sens que j'ai besoin de repos pour refaire ma santé. Quel que soit le sort que m'assigne la réorganisation militaire, je ne ferai ni dans un sens ni dans l'autre aucune réclamation. Si je quitte l'armée, ma tranquillité près de vous me sera chère. Pourtant, je ne vous le cache pas, j'aime la guerre, le beau, le grand métier des armes. Aussi, s'il est dans l'intention du gouvernement de rendre à l'état militaire la considération qu'il mérite, je dirai volontiers: vive la guerre! de sorte que de toutes façons je serai satisfait. »

Il est maintenu à l'armée, et quelques jours plus tard il en prévient Mme de Dommartin qui comme on le voit se plaignait à lui des impôts dont la France était écrasée.

« Votre dernière lettre, chère maman, me fait connaître les impôts et les taxes dont vous êtes surchargée. Tout le monde est dans ce cas et il faut espérer que c'est pour la félicité commune.

« Je suis conservé avec mon grade, et l'on parle d'entrer en campagne. Comme je suis de l'avant-garde, je compte bientôt marcher. Soyez sans

inquiétude, ce ne sera pas dangereux, il s'agit seulement du gouvernement génois. Il me faut donc abandonner Final; quitter les connaissances agréables que j'y avais faites; c'est le sort des militaire ; peines et plaisirs, fatigues et repos se mêlent. »

Le temps était devenu affreux, des avalanches de neige tombaient sur les baraquements, tandis que les bourrasques de vent en secouaient les planches; le soldat, pieds nus et sans couvertures, s'irritait et ne distinguant plus s'il était en pays ami ou ennemi, s'en prenait à tout et à tous de sa sa misère; il frappait les paysans; le moindre refus le rendait furieux; pour une observation, le consul génois de Feligno reçut des coups de bâton, dont le gouverneur fit grand bruit. Ses plaintes, quoique justes, mécontentèrent les généraux qui sentaient leur impuissance à réprimer des désordres, dont la cause venait de la désorganisation même de la France.

Au général Meynier, 10 Ventôse, an IV

« Le gouverneur de Final, général, aurait pu se dispenser de demander justice des coups de bâton qu'a reçus le consul de Feligno, d'autant qu'il n'ignorait pas que les coupables étaient arrêtés et seraient jugés. C'est ce que je lui écris

dans la lettre ci-jointe, que je vous prie de lui faire remettre, après en avoir pris connaissance. A l'égard des dégradations que l'on a commises dans les maisons, j'ignore absolument ce qui en est. Les troupes qui sont dans les baraques aux postes de la montagne, fournissent comme à l'ordinaire les gardes aux cols, mais il n'est plus possible d'en tenir sur les pics; on se contente d'y faire des patrouilles, quand l'ouragan le permet. Si les neiges, venant en masse, menaçaient de bloquer les détachements, alors je les ferais redescendre dans les redoutes de retraite. »

La nécessité d'abandonner les baraquements ne tarda pas à devenir impérieuse:

Ordre du 11 Ventôse :

« Ordre aux chefs de la 3e demi-brigade, de la 13e provisoire, de la 99e de descendre des montagnes à cause du mauvais temps. »

Cet ordre n'a pu être porté au chef de brigade Lafond: en vertu d'instructions précédemment données, il s'est rendu à Melagno; ses hommes, pris par les neiges, ont enduré de véritables tortures. Il parvient à en informer le général, qui répond:

« C'est la faute de ces coquins de gendarmes si votre bataillon est monté à Melagno, car l'ordre

contraire est parti à sept heures du soir. Il n'y a pas une paire de souliers à Final, et ceux qui sont à Loano ont leur destination pour la division du général Augereau; mais le général Meynier m'assure qu'il en attend 2,000; je ne cesse de crier à cet égard, mais sans fruit. Quant à l'eau-de-vie, j'exprimerai mes plaintes au général divisionnaire; mais j'en reçois tous les jours de tant d'espèces que, j'imagine, que l'on prend le parti de n'y pas faire attention. »

Dommartin tient parole, car, le même jour, il écrit à Meynier: « Il parait que l'eau-de-vie manque à Final. Cependant c'est la seule ressource qui nous reste pour consoler le soldat de toutes ses privations. »

Il tombe dans la nuit du 13 une telle quantité de neige, que les communications entre les postes deviennent impossibles. Dommartin, dans la crainte d'accident, fait demander aux paysans, qui connaissent le pays, de tracer des frayés pour le service de la correspondance et celui des patrouilles, qui ne devront plus partir sans être accompagnées d'un guide. Les paysans s'y refusent et prétextent qu'ils ne peuvent travailler pour les Français sans un ordre de leur gouverneur. Pourtant les postes avancés sont menacés de mourir de faim et Dommartin n'hésite pas à contraindre les paysans au travail.

« Au général Meynier, 15 Ventôse an IV

« Je reçois une lettre du chef de brigade Lafond, qui me marque que les paysans ne veulent point travailler aux frayés sans un ordre de leur gouverneur et sans argent. Je lui réponds que, si les paysans ont besoin de cet ordre, c'est à eux de le demander, car nous ignorons ce que c'est qu'un gouverneur et je l'autorise à prendre de gré ou de force les consuls et les principaux habitants des villages pour faire des frayés. »

« Au même général, 18 Ventôse an IV

« Le mauvais temps recommençant plus fort que jamais, les postes laissés dans la montagne seront plus que suffisants pour garder les débouchés; la seule chose que je craigne, c'est qu'ils ne finissent par être bloqués par les neiges, mais je prendrai mes mesures en conséquence. Nous n'avons plus d'eau-de-vie ici et on ne peut en avoir à Final, qui en est également dépourvu; cela joint à la demi-ration à laquelle le soldat est réduit, ne sont pas des moyens de lui faire supporter patiemment les privations de toute espèce qu'il endure. Enfin la garde est montée ce matin aux postes de la montagne sans souliers, et beaucoup dans les cantonnements sont sans culottes, sans

couvertures ni chapeau avec un demi-pain pour deux jours, sans eau-de-vie. Je crains véritablement que ce dénûment ne finisse par lasser le soldat. Je console ceux sous mes ordres par l'espérance de descendre le 20 à Final; mais, comme vous ne m'avez rien répondu à cet égard, je ne puis leur en donner la certitude. »

« Au même général, 18 Ventôse, 5 heures du soir

« L'officier faisant fonction de commissaire des guerres vient de me prévenir qu'il n'avait pas de pain pour la distribution de demain. Si cette distribution ne se fait pas, cela peut avoir les plus graves conséquences; c'est ce que je vous prie, général, de prendre en grande considération. »

Pas de souliers, plus d'eau-de-vie, et peut-être plus de pain, voilà l'état ou se trouve la brigade; peut-on être surpris si les chasseurs des Alpes se révoltent; on arrête plusieurs sous-officiers et un conseil militaire est assemblé dans le régiment; mais à ce moment où le général se voyait sur le point de n'être plus le maître de ses hommes, le conseil, par crainte ou faiblesse, condamne les mutins à une simple peine disciplinaire. Alors Dommartin perd patience.

« Au commandant Garteau, des chasseurs, 20 Ventôse

« Je viens, citoyen, de recevoir le sot jugement

qu'a rendu le conseil militaire dont vous êtes président. En vérité, il était bien nécessaire de l'assembler pour condamner à une peine disciplinaire, comme si l'autorité des chefs ne suffisait pas pour cela. Soyez assuré que dorénavant, tant que votre corps sera sous mes ordres, les hommes qui pourront s'y trouver coupables ne seront jugés ni par vous ni par ceux que vous indiquerez, et peut-être que par ce moyen je parviendrai à empêcher des infamies que votre insouciance et votre peu de fermeté légitiment. »

Le 20 il est arrivé du pain et le calme se rétablit un peu; mais rien n'est assuré pour l'avenir et le commandant Bazin de la 13e demi-brigade prend sur lui de rappeler les postes placés à la Madone de la Néva; un tambour a passé à l'ennemi et l'on craint quelque trahison. Une bourrasque de neige fait un rempart qui couvre la retraite vers la plaine; mais en approchant des villages les hommes affamés recommencent à piller et le 22 un conseil de guerre condamne à la prison un sergent-major, un fourrier, un tambour et six grenadiers.

L'inquiétude que causait à Paris l'état où se trouvait l'armée d'Italie décide le directoire à donner le commandement à Bonaparte. Aussitôt Dommartin l'écrit à sa mère.

« Savone, 7 Germinal an IV

« Je vous écris de Savone, chère maman. Nous faisons en ce moment un mouvement pour engager les Génois à nous fournir quelques millions qui nous sont nécessaires; je pense que je resterai ici avec les troupes que je commande. C'est le général Bonaparte avec lequel j'ai été élève et officier d'artillerie qui commande à présent notre armée. Nous l'attendons à l'avant-garde. »

Plus les fournitures annoncées au nom du Directoire se faisaient attendre, et plus la misère du soldat augmentait. Depuis quatre mois on promettait des souliers et ce n'est que le 1er germinal qu'il en arrive, mais si peu que la distribution en est très-difficile, et Dommartin écrit à Meynier: « Il faudrait pourtant pourvoir le soldat d'habit, veste, culotte, coiffure, col, etc., il y a urgence à cet égard. »

Les démonstrations faites par l'ennemi obligent à réoccuper les postes dans la montagne; c'est avec une peine infinie qu'on y parvient, le froid est intense, le bois manque; impossible de se procurer de l'eau-de-vie. Dommartin trouve les soldats à demi-gelés et demande qu'en toute hâte on envoie quelques planches pour leur faire au moins un abri contre le vent. La viande salée est la seule

que l'on puisse se procurer; les hommes s'en dégoûtent vite; un abattement profond saisit le soldat; déguenillé, il ne prend plus aucun soin de propreté. Un ordre du 13 germinal promet de la viande fraîche pour le 20, et enjoint aux hommes d'avoir la figure et les mains lavées pour l'heure de la soupe. Cet ordre est sans effet; le soldat sans souliers et qui regardait les lambeaux de sa culotte, s'inquiétait peu de la blancheur de ses mains.

« Au général Meynier, 13 Germinal an IV

« Je vous renvoie, citoyen général, le bon de souliers fait pour la 54e demi-brigade avec le refus de livrer du commissaire des guerres. Ce qu'il y a de certain, c'est que personne ne sait ce que ces souliers sont devenus; il en est de même des effets que, par votre lettre du 7 germinal datée de Savone, vous m'avez annoncés devoir être embarqués à Final pour ma brigade. J'en ai écrit au citoyen Aracanet, qui m'a répondu d'une manière qui n'est nullement satisfaisante. Il paraît qu'il s'est permis d'en disposer malgré les ordres qu'il avait reçus. »

Jamais la pensée de sa mère ne quitte Dommartin au milieu même de ses préoccupations les plus vives:

« Final 16 Germinal an IV

Chère Maman, je ne pense pas rester longtemps

à Final, car tout se prépare pour une campagne très active. Je vous ai dit que c'est mon ancien camarade Bonaparte qui commande l'armée, nous espérons beaucoup de ses talents militaires qui nous sont connus. J'ai reçu à Savone votre lettre du 7 mars. La position gênée dans laquelle vous vous trouvez est générale ; il n'y a que ceux qui ont volé l'état qui puissent être à leur aise. Nous espérons tous faire une campagne brillante et déboucher enfin dans des pays où nous trouverons notre nécessaire car la misère de notre armée est au comble. »

Ce jour là même un courrier envoyé de Gora vient avertir Dommartin que les vivres manquent et que les hommes épuisés se refusent à aller en chercher sur leur dos. Le général prévient Meynier.

Depuis plus de trois ans on équipait l'armée, et à l'imprévoyance des premiers jours avait succédé une inertie qui ne peut s'expliquer que par la faiblesse même du Directoire sorti des débris de la Convention. La nation, sans confiance dans ce gouvernement, ne pouvait se relever de sa misère. La gêne était partout égale pour tous.

L'armée d'Italie, malgré les efforts individuels des généraux, était menacée d'une désorganisation complète et prochaine. L'ennemi, informé du découragement qui gagnait les troupes, devenait plus

hardi; nos avant-postes étaient sans cesse mis en éveil. Le 15 germinal, on avait cru à un mouvement tournant et l'on avait pressenti que, si une lutte sérieuse s'engageait dans les conditions où l'on se trouvait, tout devait faire craindre pour le résultat.

« Au chef de bataillon Goraud, 16 Germinal, an IV

« On paraît avoir des craintes sérieuses en ce moment sur Settepani, non pas pour une attaque en force, mais au moins pour une surprise; il vous faut donc incontinent faire renforcer le poste de Melagno, de sorte que, sans s'affaiblir, il fournisse 40 hommes à Settepani et puisse y porter des secours en cas de besoin. Je vais faire augmenter le poste de la Madona de la Néva, non pas que je le considère comme tenable, il ne l'est vraiment pas, mais c'est un coupe-gorge dans lequel l'ennemi ne pourrait pas entrer sans folie. Je le destine à vous prévenir si l'ennemi débouche d'Osilia pour tourner par Settepani, après avoir enlevé Melagno. Alors cette troupe de la Madona de la Néva se repliant sur la redoute de Lerêne et vous faisant face, l'ennemi se trouverait embarrassé puisque, de Settepani, que l'on renforcerait, ou pourrait lui rendre la retraite difficile. »

« Au chef de bataillon Saint-Fault, à Rialto, 19 Germinal

« Les circonstances exigeant que Settepani soit

occupé et le 42e bataillon fournissant déjà 200 hommes à Melagno, le vôtre devra fournir, à dater d'aujourd'hui midi, la garde de Settepani composée de 70 hommes complétant le nombre de 200 que vous fournissez. Voici la consigne pour ce poste: 50 hommes au mamelon avancé où sont les grands retranchements et 20 à la petite redoute qui est sur le sommet le plus près de Melagno. On devra éclairer principalement en avant de Settepani, en avant de la vallée de Colizano et à droite dans le vallon d'Osilia, comme devra le faire également le poste de la Madona de la Néva. Le poste de la redoute devra, en cas d'attaque, vous dépêcher un homme pour vous avertir de suite à Rialto. Aussitôt que la tête du détachement, que vous enverrez au secours, approchera de la redoute, le détachement qui l'occupe devra en sortir pour se porter à la Madona et de là, où besoin sera, en attendant que, ressemblant votre troupe à la redoute, vous puissiez vous porter en force sur le point attaqué. »

Le mouvement commencé par l'armée autrichienne prit, dans la journée du 20, des proportions assez inquiétantes pour qu'un chef de bataillon nommé Brives, fût dépêché en toute hâte à Settepani, afin de reconnaître la position. Dommartin lui envoie ses instructions:

« La principale attention que doit avoir le citoyen

Brives, qui prendra le commandement de Settepani, est d'éclairer le prolongement de cette position, jusque sur les mamelons qui dominent la Bormida, afin d'empêcher l'ennemi de déboucher dans la vallée de Colizano, où il pourrait inquiéter les troupes cantonnées dans ce village et, par suite, tenter de se porter à Bardinetto. Pour la défense particulière du poste, la partie du vallon d'Osilia est celle sur laquelle il doit avoir le plus de surveillance. Aussi devra-t-il faire éclairer ce vallon sans que jamais ses patrouilles puissent s'engager dans aucun village. »

La journée du 22 germinal se passe dans une continuelle alerte; les ordres de Dommartin se succèdent.

« 22 Germinal, 5 heures

« Ordre au chef de brigade Venoux de se tenir prêt à marcher avec la demi-brigade cantonnée à Final; il ferá prendre des vivres pour deux jours ainsi que de l'eau-de-vie pour le même temps; il aura soin que chaque homme soit muni de 80 cartouches. Il donnera ordre aux boulangers de se rendre incontinent à Saint-Jacques, ces boulangers devront être au moins au nombre de 10 et même plutôt 15. »

« 22 Germinal, 5 heures et demie

« Ordonne au 3e bataillon de la 84e demi-brigade, actuellement à la Marine d'en partir au reçu du présent ordre pour se rendre à Saint-Jacques; il prendra du pain pour jusqu'au 24 ainsi que 80 cartouches par homme. » Même ordre, à la même date, au 1er bataillon de la 84e. La nuit tombait lorsqu'un ouvrier vint appporter à Dommartin ordre de partir de suite pour Montefrido, avec tous les hommes de sa brigade qui l'entourent. Il contremande l'ordre qu'il vient de donner aux deux bataillons de la 84e demi-brigade; mais au moment du départ il est informé qu'un certain nombre d'hommes manquent de fusils.

« A l'adjudant général Forcet, 22 Germinal

« Actuellement qu'il est tard et que ma brigade ainsi que moi sommes au moment de partir, je vous prie, citoyen, de m'indiquer un moyen d'avoir les fusils des sapeurs pour mes hommes; il n'y a que le général divisionnaire qui puisse les leur ôter pour me les donner. »

Nous ignorons quel fut le moyen employé par l'adjudant général, ni si la brigade fut armée, mais Dommartin partit dans la nuit et à son arrivée il écrivit à Masséna.

« Au général Masséna, à Altre, 23 Germinal, an IV

« En conséquence, Général, de votre ordre, je suis arrivé à Montefrido. Le 3e bataillon de la 84e demi-brigade vient d'y arriver; le 1er y sera dans une heure. Tous deux ont été retardés dans leur marche par le manque de vivres qui ne leur sont parvenus que très-tard. Mais le 1er l'a été plus que le 3e par la négligence du chef à exécuter les ordres. Je vous porterai au premier moment une plainte contre cet officier qui, sans aucune raison valable, a retardé de cinq heures son départ de Rialto. Je serai demain à la pointe du jour sur les hauteurs de droite de Calcaré où je prendrai vos ordres, mais faites-moi savoir, s'il vous plaît, où la troupe pourra avoir des vivres le 25 courant. »

Ce que ni la Convention ni le Directoire n'avaient pu imposer, l'ordre dans l'administration militaire, la régularité dans les fournitures, l'obéissance surtout du soldat, un homme allait en peu de temps l'obtenir. Bonaparte, qui pour prix des services rendus devant Toulon, avait vu sa liberté et sa vie même menacées, avait jugé la faiblesse de ce gouvernement sans chef, qui se nommait le Directoire. Il arrivait à l'armée d'Italie avec la volonté d'être le maître. On peut juger combien le désordre était encore grand dans certaines brigades, par les dernières lettres que nous allons citer.

Aux premiers jours de floréal, Masséna avait envoyé aux généraux de brigade l'ordre de surveiller attentivement les régiments dont plusieurs lui étaient signalés pour leur indiscipline invétérée; de ce nombre se trouvait la 84e demi-brigade, sous les ordres de Dommartin. Celui-ci tente aussitôt une réforme radicale.

« Au général Masséna, 9 Floréal an IV

« Je vous envoie, général, les noms des 8 hommes que j'ai fait arrêter hier en maraude. La 84e demi-brigade a besoin d'un exemple; je pense que l'on doit attribuer aux chefs de bataillon la cause du désordre qui y règne. Si donc on fait remplacer les citoyens Saint-Fault et Garaud par d'autres, le corps devra devenir meilleur en peu de temps, ou alors ce sera la faute du chef de brigade Venoux. Si on exige de moi les raisons pour lesquelles je demande la destitution des deux chefs de bataillon, je les donnerai par écrit. »

L'armée est en marche; ce premier exemple de sévérité ne suffit pas; la 84e demi-brigade est plus insoumise encore en face de la répression. Cependant Masséna s'irrite d'une telle désobéissance à tous les ordres. Il veut les noms des coupables et exige que des conseils de guerre, siégeant en permanence, prononcent les peines les plus sévères.

Les trainards sont si nombreux que le désordre est dans les colonnes en marche. Masséna rend responsables les généraux de brigade d'une situation d'autant plus grave, qu'on est à la veille de grandes batailles. Dommartin n'entend pas accepter cette responsabilité.

« Au général Masséna, Salet, 16 Floréal an IV

« Il est bien urgent, général, que vous fassiez usage du droit que vous avez de faire fusiller. Malgré que j'aie fait faire des haltes fréquentes à la tête de colonne, beaucoup de monde est resté en arrière dans la marche d'hier; je vous envoie les noms de 11 hommes trouvés nantis d'objets volés; j'ai fait casser 1 sergent et 3 caporaux. Je vous dénonce le citoyen Baucage, officier de la 84e demi-brigade, lequel étant de garde de police, a refusé la garde à un sergent-major pour faire arrêter un grenadier qui refusait le service. Je crois que cet officier mérite d'être destitué, d'autant que son chef m'a rendu compte qu'il servait d'ordinaire fort mal. Il est à peu près impossible que le chef du bataillon d'arrière-garde puisse faire rejoindre les traînards et surtout les maraudeurs, s'il n'a des hommes à cheval à sa disposition, je vous prie donc, général, de vouloir bien désigner des dragons pour cet objet. Il s'est commis hier des horreurs sur les flancs

de la colonne; on a arrêté le plus d'hommes que l'on a pu, mais pas autant que si l'on avait eu de la cavalerie; enfin, je ne crains pas de dire, qu'il faut beaucoup d'exemples, coup sur coup, si nous ne voulons pas déshonorer le nom français.»

Rien dans cette armée qu'il voulait rendre forte pour la conduire à la victoire, n'échappait à Bonaparte, qui entendait être instruit des moindres désordres. Décidé à obtenir des généraux une répression immédiate et sévère, il les mettait en demeure de ramener la discipline rapidement. Berthier transmettait les ordres; le 16 floréal ce général écrit à Dommartin une lettre de blâme. Le général en chef connaît l'indiscipline de la 84e demi-brigade et s'étonne qu'elle n'ait pas cessé, Dommartin répond.

« Au général divisionnaire Berthier, 17 Floréal, an IV

« Je m'attendais, général, à recevoir une lettre de vous sur le mauvais état de la 84e demi-brigade, mais je ne m'attendais pas à ce qu'on pût m'en imputer la faute. Lorsque j'eus ce corps sous mes ordres je m'aperçus, à la composition de ses officiers qu'il me compromettrait tôt ou tard, et puisque vous exigez de moi de vous rendre compte des moyens que j'ai pris, je vais vous les donner.

« J'ai fait casser au moins 15 sous-officiers, et

j'ai plusieurs fois fait connaître au général Masséna le peu d'exactitude des chefs dans leur service, et il n'attend pour les destituer qu'une preuve suffisante de leur mauvaise conduite. Deux hommes ont été envoyés aux galères; depuis avant hier, dix sont en prison et vont être jugés. Vous pouvez donc dire au Général en chef que ceux qui ont cru que je négligeais de maintenir la discipline, ou ne me connaissent pas ou veulent me rendre de mauvais offices. Si mon intention n'était pas de servir, je retournerais dans mes foyers sans attendre le moment où l'on serait peut-être en droit de me renvoyer. »

Le ton de cette lettre suffirait à prouver le changement qui s'est opéré dans la direction générale de l'armée. On sent que la répression ne sera plus un vain mot, et que si pénible qu'il soit de punir, on sera sans miséricorde. Un mois plus tard, Bonaparte gagnait les batailles de Dego et de Mondovi.

La guerre sérieuse allait commencer.

SECONDE PARTIE

I

CAMPAGNE CONTRE BEAULIEU

Lorsque Bonaparte arriva à Nice, le 17 mars 1796, l'artillerie aussi bien que l'infanterie avaient été rudement éprouvées par la misère où le Directoire avait laissé l'armée d'Italie ; les munitions mêmes étaient à peine suffisantes pour les premiers combats; la victoire seule pouvait nous donner des vivres, des armes et des approvisionnements ; et Bonaparte le savait si bien qu'il avait dû dire aux soldats : « Vous êtes mal nourris et presque nus, le

gouvernement vous doit beaucoup et ne peut rien pour vous ; je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde... vous y trouverez honneur, gloire et richesse... »

Notre armée se trouvait menacée à gauche par les Piémontais, retranchés au camp de Céva ; à droite, par les Autrichiens dont les divisions échelonnées sur la Corniche resserraient Saint-Jacques et se développaient sur les hauteurs de Cossaria. Quinze mille ennemis occupaient le centre aux sources de la Bormida. Percer le centre, isoler les deux ailes, fut le plan de Bonaparte, et ce plan fut bientôt favorisé par les fautes de ses adversaires. Inquiétés par les divisions Laharpe et Serrurier, les généraux Beaulieu et Colli commirent l'imprudence de dégarnir leur centre qui fermait le défilé de Montenotte. Alors tandis que Laharpe se porte en avant, Augereau et Massena font un mouvement tournant, l'ennemi est rejeté sur Dégo et le 12 avril Bonaparte vainqueur peut s'établir sur le versant nord des Apennins. Le lendemain Augereau occupait Cossaria et les deux armées ennemies se trouvaient coupées ; Colli était chassé du camp de Millesimo, et Beaulieu abandonnait Dégo à Massena. Ainsi le 14 avril la séparation des alliés était complète ; la faute commise par eux irrémédiable. Les Autrichiens battaient en retraite sur Milan ;

les Piémontais sur Pavie. Trois jours avaient suffi pour un pareil résultat.

Mais ce sont les Piémontais que Bonaparte veut d'abord réduire à l'impuissance. Il réunit les divisions Augereau, Massena et Serrurier. Devant des forces supérieures les Piémontais repassent le Tenoro et s'arrêtent à Mondovi ; battus le 21 avril, ils se rejettent au plus vite derrière la Stera. Charles Emmanuel tremble pour sa capitale et demande à traiter. Bonaparte, le 28 avril lui impose une armistice.

Sans perdre de temps on court aux Autrichiens; Beaulieu tente de défendre le Pô au confluent du Tessin, mais Bonaparte passe le fleuve à Plaisance.

Ce jour-là un courrier part pour la France et Dommartin, qui commande en second l'artillerie, en profite pour envoyer à sa mère ces quelques lignes de souvenir :

« Chère maman, ce n'est pas une plaisanterie, notre quartier général est bien réellement à Plaisance. Nous sommes continuellement en marche depuis un mois, battant fort les ennemis, le roi de Sardaigne ne pouvant défendre ses places fortes nous les a cédées ; nos soldats ont des ailes. Une division part à l'instant pour Cazals ; avant huit jours nous serons à Milan. »

Il ne se trompait pas ; le pont de Lodi est emporté et le 15 mai, Bonaparte entre à Milan ; Dommartin est heureux de l'écrire à sa mère.

« Je vous avais prédit de Plaisance, chère maman, que nous serions vite à Milan, et en effet nous y voilà après avoir gagné la bataille de Lodi. Notre entrée à Milan a été triomphale. Nos victoires sont le fruit de l'incroyable activité du général Bonaparte. On m'a donné le commandement de l'artillerie à cheval, c'est un poste très-agréable puisque je n'ai pas les détails ennuyeux de l'artillerie et que je ne quitte pas le quartier général, ce qui fait que je prends ma part de toutes les batailles.

« Je ne suis resté que deux jours à Milan ; c'est une belle ville bien habitée, mais *dangereuse* pour mes soldats ; je n'ai pas voulu y rester et j'ai mieux aimé m'établir à Lodi ; j'y mène une vie plus militaire ; là je suis dans mon centre, car si je deviens jamais fou, ce sera de l'état militaire. Mais pour cela il faudra que je sois toujours dans la position présente, c'est-à-dire bien commandé et bien obéi. Nous allons avant peu, je pense, reprendre le cours de nos victoires. Voilà quatre batailles gagnées en un mois, un superbe pays conquis. Ainsi donc mauvais présage pour les ennemis de la France. Ils ne sont pas encore au bout de leurs déboires

et nous le leur ferons sentir dans la suite de la campagne.

« L'emprunt forcé et les autres taxes vous ont mise dans un grand embarras ; je vais faire en sorte de vous envoyer une dizaine de louis en numéraires avec lesquels vous pourrez acquitter quelques-unes de ces choses. Si la canicule force à prendre des quartiers d'été, je tâcherai d'aller passer un mois avec vous. Je me suis rapproché de Dommartin de près de cent lieues, puisqu'à présent je puis aller en France par Turin et la Savoie. Vous pensez quel plaisir j'éprouverai à vous embrasser. »

La puissante artillerie dont disposait l'ennemi avait obligé Bonaparte à renforcer l'artillerie à cheval qui seule pouvait seconder la rapidité de sa marche, et le lendemain de la bataille de Lodi il en avait donné le commandement à Dommartin.

On suit dans les notes de ce général le développement rapide de ce corps : nous citerons ses deux lettres à Bonaparte.

Au général en chef Bonaparte, à Lodi, 25 Floréal (14 mai)

« Chaque compagnie d'artillerie à cheval ayant à peu près la quantité d'hommes nécessaire pour manœuvrer 4 bouches à feu, il ne leur manque que des chevaux de monture que le citoyen Thévenin

se charge de fournir incessamment parmi ceux de réquisition, si vous voulez lui donner un ordre qui l'autorise à les faire compter avec ceux de l'équipage d'artillerie. Il n'y a dans les compagnies actuellement formées que 79 chevaux en état de servir, il nous en faudrait encore 88 à raison des sous-officiers à monter. »

« Au général en chef Bonaparte, à Milan, 29 Floréal

« Il est nécessaire que la division du général Masséna fournisse à l'artillerie à cheval 3 pièces de 8 et 2 obusiers de 6 pouces ; si vous voulez ordonner que ces bouches à feu soient livrées demain à Lodi, je puis vous assurer que pour le 3 du mois prochain vous pourrez disposer à votre loisir de l'artillerie à cheval, servant 12 bouches à feu approvisionnées chacune à 150 coups, dont 100 à mitraille. »

Bonaparte ne veut pas donner à Beaulieu le temps de se renforcer ; il entend marcher en avant et que jamais l'occasion favorable d'un combat n'échappe par le manque de munitions. Retranché derrière le Mincio, entre les places de Peschiera et de Mantoue, Beaulieu est tout à coup attaqué à Borghetto et se voit forcé de passer sur la rive droite du fleuve. Mais refoulé de nouveau, il fuit le 7 prairial au delà de l'Adige.

Aussitôt et malgré les réclamations de Venise,

Bonaparte occupe Brescia, Vérone, Legnago, et prend ses mesures pour bloquer Mantoue. Mais dans cette série de combats livrés en dix jours, les vainqueurs ont subi des pertes, et l'artillerie a besoin de nouveaux approvisionnements. On tire parti de tout.

« Dommartin à Foultrier, Roverbella, 10 Prairial

« Je reçois, Commandant, les munitions, mais les caissons d'obusiers nous manquent, et pour y remédier autant que possible je fais disposer ceux de 8 que j'ai en plus. Si vous pouviez m'en envoyer de 2 et de 8, je les ferais disposer de même, et nous nous trouverions alors remis au complet, suivant l'intention du général en chef. »

Qu'on remarque cette préoccupation, après chaque combat, de combler de suite le vide fait dans les munitions ; tout se fait avec promptitude ; et lorsqu'à ce moment Bonaparte reconnait que les compagnies d'artillerie à cheval doivent être quadruplées pour être réparties dans toutes les divisions, cette nouvelle organisation s'opère en quelques jours. On commence d'abord par diviser les compagnies existantes pour former le noyau des nouvelles. Le 25 prairial, par ordre du général en chef, Dommartin fait passer à Augereau 2/3 de compagnie, et en même temps il écrit au conducteur des attelages :

« Envoyez 110 chevaux à la division Augereau ; relevez les mulets qui conduisent les bouches à feu qui doivent être servies à l'avenir par l'artillerie à cheval qu'on va y former. »

« Même jour : au citoyen Landry, inspecteur des convois

« Je vous envoie, citoyen, un conducteur d'attelages, pour vous porter une demande de fournir de suite 76 chevaux non compris les haut-le-pied, pour le service des bouches à feu de la compagnie à cheval Miot. Comme on doit expédier plusieurs voitures pour cette compagnie, une partie des chevaux pourra y être attelée, et on vous renverra les mulets. Je vous renverrai d'ailleurs tous les mulets qui ne seront plus utiles, puisque les bouches à feu qu'ils traînaient, vont être servies par l'artillerie à cheval. Je vous prie de mettre la plus grande célérité dans l'envoi des chevaux, le bien du service pouvant être compromis par le moindre retard »

Même jour : au citoyen Renard, conducteur d'artillerie.

« Vous voudrez bien expédier de suite au commandant Miot, à Porto-Lugnago, 4 caissons de 8 complétement chargés ; 6 caissons d'obusiers complétement chargés avec roues de rechange dont on a grand besoin, et outils de pionniers. Et au capi-

taine Enstein sur la route de Vérone à Porto-Legnago, 4 caissons de 8 chargés, 2 d'obusiers chargés, un affût d'obusier de 6 pouces avec avant-train et coffret ; une forge de campagne, des roues de rechange et outils de pionniers. »

Les compagnies d'artillerie à cheval furent si rapidement formées, équipées, armées, que Dommartin put écrire le 26 prairial : « Il ne manque plus à mes cavaliers que des bottes. »

Ce même jour il écrit à sa mère :

« Nous allons si vite que ma correspondance a manqué d'exactitude. L'ennemi est hors de l'Italie ; notre dernière affaire au passage du Mincio l'a forcé à se retirer dans les montagnes du Trentin et du Tyrol ; il ne lui reste que Mantoue ; dont on forme l'investissement. Cette ville une fois prise, je ne pense pas que l'empereur puisse remettre le pied en Italie. »

Bonaparte venait en trois mois de montrer ce qu'on peut faire avec l'unité dans le commandement. La Convention et après elle le Directoire lui avaient remis une réunion d'hommes sans ordre, sans vêtements, sans munitions assurées, et qui n'avaient d'armée que le nom. Les généraux, tiraillés par les représentants du peuple, s'étaient trouvés dans l'impossibilité d'obtenir la discipline ;

les commissaires des guerres avaient volé sans contrôle ; les Piémontais, les Autrichiens et les neiges bloquaient ces troupes pour lesquelles on avait décrété la victoire, en oubliant toutefois de leur fournir des armes et du pain.

« Pour être général, écrivait Kléber, à peu près à cette époque, il faut réunir aux talents que demande la guerre, ceux qu'exige l'administration. » C'est comme administrateur que le général en chef de l'armée d'Italie s'était montré tout d'abord tellement supérieur à ceux qui l'avaient précédé, que Masséna avait pu dire en le voyant à l'œuvre : « Nous avons trouvé notre maître. »

La discipline reparut d'elle-même lorsque les officiers sentirent leur sévérité approuvée par leurs chefs : Dommartin, dans ses ordres du jour, rappelle aux artilleurs qu'ils ne doivent pas moins se distinguer par leur bonne conduite que par leur bravoure, et que le vrai moyen d'assurer le succès, c'est de se faire autant aimer des peuples que craindre des troupes ennemies. D'ailleurs, pour mieux s'assurer de la discipline, Bonaparte avait rendu chaque officier responsable de l'insubordination ou des excès commis par les soldats sous ses ordres.

Grâce à ce talent d'administrateur que Kléber exigeait d'un général en chef, Bonaparte avait

vaincu et à la fin de juin, le Piémont, Parme, Modène, Naples et Rome avaient signé des armistices; l'Autriche seule restait devant nous et Mantoue était bloqué.

Mais pendant ces trois mois de campagne, l'artillerie à cheval sans cesse engagée avait des vides à combler, et son recrutement avait été difficile. Bonaparte entendait que ce corps d'élite fût composé d'hommes vigoureux et braves, et Dommartin avait été autorisé à choisir dans tous les corps pour remplacer les canonniers tués ou blessés.

Ni les occupations, ni les fatigues, ni les combats ne font perdre à Dommartin le souvenir de sa mère.

« Nous allons si vite, lui écrit-il le 19 prairial, que ma correspondance a manqué d'exactitude. L'ennemi est hors de l'Italie ; notre dernière affaire au passage du Mincio l'a forcé de se retirer dans les montagnes du Trentin et du Tyrol ; il ne lui reste que Mantoue dont on forme l'investissement. Cette ville une fois prise, je ne pense pas que l'empereur puisse mettre le pied en Italie. »

Bonaparte savait qu'une armée de quarante mille hommes détachée par l'empereur de celle du Rhin arrivait pour rallier les débris du corps de Beaulieu et reprendre l'Italie. Il laissa quinze mille hommes devant Mantoue, et avec sept mille hommes seule-

ment se porta sur Livourne. Aussitôt le roi de Naples se soumit, fermant les portes aux Anglais, et le Pape demanda une armistice.

Dommartin qui avait accompagné Bonaparte dans cette course rapide, profite de quelques jours de repos pour rassurer sa mère dont le souvenir le suit partout :

« Me voici de retour en Lombardie, lui écrit-il de Reggio, nous avons été faire un petit voyage en Toscane jusqu'à Livourne où nous avons laissé une garnison. Je regrette de n'avoir pu aller jusqu'à Florence ; mes occupations m'en ont empêché. J'attends l'ordre de partir demain ou après pour Mantoue dont nous allons faire le siége. Dans ce moment on est en armistice avec le Pape : nous lui avons pris le Bolonais, le Ferrarais et ses forteresses dans lesquelles se trouvait une belle artillerie. La Toscane est un superbe pays, mais elle me paraît moins fertile que la Lombardie. La ville de Livourne est petite, mais jolie et peuplée, ayant un port de commerce qui sert d'entrepôt. On compte ici seize mille juifs, et si j'en juge par ma bourse ce n'est pas assez.

« On parle toujours de la paix, Dieu veuille qu'elle se fasse ! La France victorieuse, après avoir rempli l'Europe du bruit de ses armes, mettrait le comble à sa gloire en signant une paix durable.

« Je viens de recevoir votre lettre du 12 juin. Vous êtes sans argent, je vais faire en sorte de vous envoyer des mandats ; ce sera précisément ce qui me revient de mes appointements depuis le commencement de l'année. Je vous ai écrit à mon retour de Toscane ; je ne sais si mes lettres vous parviennent exactement. Je vous écris d'un petit village. On va commencer le siége de Mantoue et je suis occupé à remonter mon artillerie à cheval. Le village où nous campons est déplorable sous tous les rapports. J'espère le quitter bientôt. »

II

CAMPAGNE DE WURMSER

La guerre d'Italie entrait, au commencement de juillet, dans une phase nouvelle. Le général Wurmser, était opposé à Bonaparte ; mais dès le début il commit l'irréparable faute de diviser son armée en la fractionnant sur la rive occidentale du lac de Garde, sur le plateau de Rivoli et contre la rive

gauche de l'Adige. Bonaparte, abandonnant Mantoue, se porta rapidement sur la gauche.

Mais à ce moment le recrutement de l'artillerie, qui enlevait aux régiments d'infanterie et de cavalerie leurs meilleurs sujets, avait amené de la part des généraux des réclamations pressantes. Rampon s'était même refusé à livrer ses hommes, et Dommartin avait dû lui écrire cette lettre dont les termes sont sévères.

« Au général Rampont, 9 Thermidor (27 juillet).

« Le commandant Enstein, de l'artillerie à cheval, vient de m'écrire, Général, que vous n'aviez pas voulu lui accorder 20 hommes d'infanterie que, d'après mes ordres, il avait demandés pour compléter sa compagnie. Il ne vous a sans doute pas dit qu'une loi sur le recrutement de l'artillerie à cheval m'autorise à choisir, parmi toutes les autres armes, les hommes que je crois propres à ce service, excepté dans les régiments d'artillerie à pied, qui eux ont aussi le droit de prendre des hommes dans l'infanterie. Le complément que je demande dans ce moment ne porte pas seulement sur votre brigade dans laquelle on a trouvé 20 hommes propres au service de l'artillerie à cheval ; les autres brigades en fournissent davantage. Je persiste donc, Général, dans ma demande, et vous prie, si

vous ne voulez décidément pas m'accorder ces hommes, de me donner votre refus par écrit, afin que je puisse rendre compte au Général en chef des raisons qui m'empêchent d'exécuter ses ordres. »

Le grave inconvénient de ce recrutement était d'enlever aux divisions les grenadiers et de combler ainsi après le combat les vides de ces compagnies ; il s'en suivait le danger réel d'introduire en même temps dans ce corps d'élite un nombre souvent considérable d'hommes nouveaux, qui n'avaient ni la bravoure ni l'esprit militaire de ceux qu'ils remplaçaient : en sorte qu'on ne pouvait plus compter sur les régiments qui avaient déjà fait leurs preuves. Bonaparte frappé de ces observations, excepta dans un ordre du jour de fructidor, les compagnies de grenadiers, déclarant qu'à l'avenir elles n'auraient pas à fournir le recrutement de l'armée.

Le 30 juillet Bonaparte avait marché sur le général Quasdanowich qui se trouvait à Lonato et l'avait rejeté sur Gavardo, laissant alors Masséna pour tenir en échec l'armée vaincue, il dirige Augereau sur Castiglione pour arrêter Wurmser lui-même qui est entré dans Mantoue. Pour lui, il se place entre ces deux lieutenants, gardant avec lui l'artillerie à cheval, de façon à se porter rapidement sur le premier point qui sera attaqué.

Le 2 août Quasdanowich tente de reprendre

Lonato, et se voit pour la seconde fois repoussé sur Gavardo ; le lendemain Augereau attaque deux divisions autrichiennes à Castiglione et les rejette sur le Mincio. Alors Bonaparte, le 4 août, venant lui-même sur Quasdanowich, le met en déroute, fait 4,000 prisonniers et se porte aussitôt sur Castiglione où Wurmser veillait de nouveau ses divisions. Le 5 août il ne donne pas à l'ennemi le temps d'achever de prendre ses positions, et Wurmser battu doit en toute hâte repasser le Mincio. Mais Masséna marche rapidement sur Perchiéra pour couper la route du Tyrol et Wurmser se rejette sur celle de Roveredo.

Dommartin écrit à sa mère :

« Castiglione, 14 Thermidor, an IV

« Chère maman, je me bats depuis trois jours; l'ennemi est en déroute, sans qu'il nous en coûte beaucoup de monde, tandis qu'il a perdu 8 à 10000 hommes et laissé entre nos mains 12000 prisonniers; mais pour obtenir ce résultat, il nous a fallu lever le siége de Mantoue afin de réunir toutes nos forces et marcher vigoureusement à l'ennemi.

« La fortune a secondé les talents de notre général en chef. Je me porte bien ; j'ai cru tous mes équipages et mes douze chevaux pris ; j'en reçois à à l'instant de bonnes nouvelles. »

Wurmser était parvenu à gagner le Tyrol, Bonaparte se décida à le poursuivre ; il espère se joindre à l'armée du Rhin qui vient d'entrer en Bavière. Le général arrive à Brescia et là, Dommartin plus calme peut encore écrire cette lettre où il ne cache pas que les derniers succès obtenus avaient failli nous échapper.

« Brescia 25 Thermidor

« Voici quatre jours que nous nous reposons ici, chère maman ; les Autrichiens fuient dans le Tyrol. Je vous ai écrit immédiatement après le débrouillement de ces affaires, mais nous avons été mal à l'aise, et il a fallu le talent de mon Général et l'ardeur de l'armée pour nous tirer de là. J'ai perdu beaucoup de mes artilleurs. Ils ont montré un grand courage. »

Mais tout à coup Wurmser a repris l'offensive ; il a suivi le cours de la Breuta pour rejoindre l'Adige et enfermer les Français entre son armée et celle du général Davidevick. Bonaparte remonte aussitôt l'Adige avec 25 000 hommes, rencontre les Autrichiens dans les gorges de Rovérédo, les met en déroute et arrive à Trente. Avec le courrier qui annonce la victoire au Directoire part une lettre de Dommartin pour sa mère :

« 20 Fructidor

« Je suis à Trente et j'en pars à l'instant. Nous avons complétement battu l'ennemi, j'espère que nous continuerons. Nous lui avons fait sept mille prisonniers, et pris sept drapeaux, vingt-cinq canons. Je vous écris par un courrier extraordinaire. Adieu, adieu, je monte à cheval. »

Trois jours plus tard une nouvelle lettre datée de Bassano.

« Chère maman, je vous ai annoncé de Trente, par un courrier extraordinaire, la victoire de Rovérédo ; ils ont perdu onze mille prisonniers, des drapeaux, des canons ; c'est une véritable débâcle. Je suis commandé pour la poursuite, et je crois sérieusement que de cette armée impériale il ne s'échappera que dix mille hommes qui se retirent sur Trieste. Malgré mon extrême fatigue je vais remonter à cheval ; il le faut, soyez sans inquiétude, la mort m'épargnera à cause de vous et pour me permettre de vous revoir et de vous embrasser, vous qui êtes ce que j'ai de plus cher. Adieu. »

Bonaparte avait appris à Trente que Wurmser se rejetait dans la vallée de la Brenta ; sans perdre un instant il avait laissé Vaubois en face de Davidovich, et avec 20.000 il avait couru après l'armée du maréchal. Le 7 septembre il avait atteint l'arrière-

garde à Primalano ; le 8 il rejoint le maréchal lui-même à Bassano. Wurmser vaincu se dirige sur Vienne ; mais les postes français lui ferment tous les chemins, il se réfugie dans Mantoue. Grâce à la garnison, son armée,se trouve portée à 25 000 hommes ; il espère encore tenir la campagne et déploie ses forces devant le faubourg Saint-Georges; mais Bonaparte arrive, le bat et le jette dans la place d'où il ne pourra plus sortir.

Mantoue bloqué, le général français n'avait plus qu'à attendre du temps sa reddition forcée : il charge Wilmaine des travaux du siége, établit Vaubois sur le Lavis, Augereau à Vienne, Masséna à Bassano et surveille lui-même tous les points occupés par son armée. Dommartin l'accompagne; le calme est un peu revenu, et sa correspondance avec sa mère est plus active et plus intime.

« Milan, 10 Vendémiaire an V

« Je suis arrivé à Milan hier soir ; avant-hier nous avons investi Mantoue ; c'est pour la troisième fois ; j'espère que ce sera la dernière. Le général commandant l'armée ennemie est dans cette ville avec ses débris ; il ne doit pas avoir dix mille hommes en état de porter les armer. Auguste est à Véronne avec mes équipages. Sa santé est rétablie. Je suis un des seuls de l'armée qui n'ai pas

été malade ; la saison des fièvres étant passée, je suppose que je n'ai plus à les craindre. Combien de temps resterai-je à Milan ? ce sera peu, je pense. Portez-vous bien c'est mon grand désir.

« Véronne, 26 Vendémiaire

« Vous me demandez mon portrait, au premier moment de repos je tâcherai de vous satisfaire ; ce sera la première fois qu'on m'aura peint, et il est bien naturel que ce premier exemplaire soit à vous. Auguste n'a plus la fièvre, mais il est faible ; moi j'étonne tout le monde, car avec mes blessures et mon apparence peu vigoureuse, je supporte des fatigues auxquelles de plus forts n'ont pas résisté. Je suis toujours en course, et il m'est arrivé de rester soixante heures à cheval, n'en descendant que pour changer de monture, mangeant à cheval et luttant contre le sommeil. Aussi ai-je crevé bon nombre de chevaux. Je me suis remonté en juments qui font un meilleur service que les hongres et n'ont pas les ennuis des entiers.

« Nos affaires vont toujours très-bien ; en quittant Milan je suis allé à Parme, Reggio, Modène, Bologne et Ferrare. Les habitants de ces pays paraissent nous être attachés. — Ménonville peut venir, car étant officier, on trouvera à lui donner des chevaux presque pour rien. Je ferai au ministre

une demande pour l'avoir comme aide de camp. Dans une douzaine d'années, j'espère faire de mon neveu un militaire, et grâce à moi les commencements de son service lui seront doux.

« Véronne 3 Brumaire

« J'ai une occasion de vous envoyer mon portrait. Un capitaine d'artillerie, ancien canonnier à mon premier régiment, rentre en France et va résider à Auxonne; il veut bien se charger d'aller vous le porter lui-même et vous donner de vive voix de mes nouvelles. Je ne sais trop sur quelle tabatière il sera monté, je donne de l'argent au capitaine pour un de mes aides de camp, qui est à Milan, afin que celui-ci en achète une en or pour femme, et y fasse monter le portrait. A la première occasion je me ferai encore peindre, et cette fois ce sera pour ma sœur.

« Auguste envoie aussi par le capitaine un louis d'or à sa sœur. Dites à M. de Nogent que le général Bonaparte est bien sensible à son souvenir ; il me charge de lui envoyer ses amitiés. Adieu, chère maman, je ne crois pas que le portrait vous fasse penser davantage à l'original, mais du moins l'original sera content de se dire que vous embrassez le portrait. »

été malade
suppo
temp
Po

CAMPAGNE CONTRE ALVINZY.

Le revers que venait d'éprouver l'armée du Rhin, la retraite de Jourdan et de Moreau, laissaient Bonaparte isolé au milieu de ses victoires. Le Directoire ne lui envoyait pas de secours tandis que l'Autriche allait lui opposer quarante mille hommes conduits par Alvinzy, et un autre détachement de vingt mile hommes commandé par Davidowich. Avec de telles forces on pouvait espérer nous écraser. Et en effet, Davidowich revenu sur Trente ne tarda pas à repousser Vaubois jusqu'à Collino d'abord, et ensuite jusqu'à Rivoli ; en même temps Alvinzy entrait dans Bassano, et Masséna repoussé à son tour devait reculer jusqu'à Vérone. Alors Alvinzy s'était fortifié sur les hauteurs de Caldéro. Aucun doute n'est possible sur les craintes réelles de Bonaparte lorsqu'on lit sa lettre au Direstoire.

« 23 Brumaire

« Je désespère d'empêcher le blocus de Mantoue, qui dans huit jours était à nous. Si ce malheur

arrive, nous serons bientôt derrière l'Adda, et bientôt s'il n'arrive pas de troupes... Nous sommes abondonnés au fond de l'Italie ; la présomption de nos forces nous était utile ; l'on publie dans les discours officiels à Paris que nous né sommes que 30 000 hommes ; j'ai perdu dans cette guerre peu de monde, mais tous les hommes d'élite qu'il est impossible de remplacer. Ce qui reste de braves voit la mort infaillible, au miliieu de chances si continuelles et avec des forces si minces. Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intrépide Masséna, de Berthier, la mienne est prête à sonner. Alors, alors que deviendront ces braves gens ? Cette idée me rend réservé ; je n'ose plus affronter la mort qui serait un sujet de découragement et de malheur pour qui est l'objet de mes sollicitudes. Sous peu de jours nous essayerons un nouvel effort. Si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris et avec lui, l'Italie. Renforcé par mon armée de siége, il n'y a rien que je puisse tenter. Si j'eusse reçu la 83e demi-brigade, forte 3 500 hommes, connue à l'armée, j'eusse répondu de tout. Peut-être sous peu de jours ce ne sera pas assez de 40 000 hommes. »

Masséna en retraite sur la Brenta s'était trouvé sans cartouches ; Dommartin lui avait expédié, le 15 brumaire, un conducteur d'artillerie nommé Vitas, auquel il avait remis cette note :

« Vous porterez 50 000 cartouches au général Masséna, vous irez à Vérone, à Lasiera, puis à Ilguijo, où vous trouverez des postes de cavalerie qui vous indiqueront où peut être le quartier général. »

Il fallait se hâter d'arrêter Alvinzy qui pouvait opérer sa jonction avec les corps du Tyrol. Dans la nuit du 24 brumaire, on jeta un pont de bateaux à Ranco, afin que l'armée pût passer l'Adige.

Quartier général de Ranco, 25 Brumaire — nuit. L'adjudant général, chef de l'état-major, au général Dommartin

« La troupe se mettra en mouvement à la petite pointe du jour pour marcher à l'ennemi dans l'ordre suivant :

» Cinquante hommes du 1er régiment de hussards.

» Le 1e de la 5e d'infanterie légère.

» 2 pièces d'artillerie légère.

» Les deux autres bataillons de la 5e.

» Le reste du 1er régiment de hussards.

» 4 demi-brigades de ligne.

» Le reste de l'artillerie légère.

» Le 2e bataillon de la 40e demi-brigade.

» L'artillerie de ligne.

» Le 9e régiment de dragons.

» Au moment du départ on donnera un guide à l'officier commandant l'avant-garde pour le con-

duire au point vers lequel la troupe doit marcher.

« Le général de brigade Bon prend le commandement de la 5e d'infanterie légère.

» Le général de brigade Lasne celui de la 51e de ligne.

» Le chef de brigade Frère commandera la 4e de ligne sous les ordres du général de brigade Verdier.

» Les officiers généraux et autres feront de suite passer leur troupes de l'autre côté de l'Adige et s'organiseront conformément aux ordres du général Augereau et attendront des ordres ultérieurs. »

» BELLIARD. »

C'est ainsi que s'engagea cette bataille d'Arcole qui sauva l'armée, mais qui ne fut pas gagnée sans de rudes efforts.

Le combat dura trois jours, repoussé d'abord à l'attaque de Caldiéro, rejeté en arrière au pont d'Arcole, c'est seulement le 9 novembre que Bonaparte franchissant pour la troisième fois l'Adige, rejette enfin Alvinzy sur Montébello.

Mais laissons Dommartin montrer à sa mère les incidents de cette grande bataille.

« Enfin, chère maman, l'ennemi est vaincu, mais depuis le 12 du mois dernier nous nous sommes

battus à peu près tous les jours, pas un instant pour vous écrire. Nous venons d'avoir une bataille de trois jours consécutifs. L'ennemi voulait débloquer Mantoue et n'est pas parvenu à son but ; mais les pertes de l'ennemi sont encore plus grandes. Cependant l'armée a grand besoin de repos et il faut espérer que la campagne va finir.

Je vais vous donner quelques détails, et vous pourrez sur la carte suivre nos mouvements.

« L'ennemi serrait de très-près le général Vaubois dans ses positions du Trentin. Le général en chef se décida alors à faire une diversion en marchant droit au corps autrichien campé en arrière de la Brenta. Je ne sais si son intention était de faire une contre-marche dans les vallées, ou d'obliger l'ennemi à repasser la Piave et à faire rentrer dans le Tyrol la division qui occupait le Trentin. Mais dans le moment même où la division Augereau s'avançait vers Vicence, celle de Masséna fut obligée de se retirer de Bassano, où l'ennemi menaçait de l'envelopper, car il avait jeté des ponts sur la Brenta à l'endroit où cette rivière coupe la route de Vicence à Citadella. L'ennemi avait alors pris ses positions : son avant-garde à la tête des ponts et son corps de bataille en arrière de la rivière.

« Le lendemain Masséna revint sur ses pas et marcha à l'ennemi par la route de Citadella, tandis

que le général Augereau arrivait par celle de Bassano.

« La division Masséna se battit presque tout le jour et força l'ennemi à se retirer dans une île formée par le canal de la Brenta ; mais il ne fut pas possible de l'obliger à repasser complétement la rivière.

« La division Augereau rencontra l'ennemi dans un village à quatre milles de Bassano. Ce village servait de tête à un pont jeté sur la rivière. De ce côté l'ennemi fut complétement culbuté ; mais le manque de forces suffisantes ne permit pas de se prolonger jusqu'à Bassano ; il n'était pas prudent d'ailleurs de s'aventurer, car le succès de la division Masséna étant douteux, il était à craindre que l'ennemi par un effort nouveau ne coupât les deux divisions, déjà trop éloignées l'une de l'autre. Il fallut donc battre en retraite ; elle se fit en bon ordre, mais nous avions trois cents hommes tués et sept cents blessés, et laissé à l'ennemi deux pièces de canon. Ces pertes avaient été en grande partie causées par l'artillerie ennemie fort bien placée et épaulée sur l'autre rive de la rivière. Cependant comme nous avions pris une pièce de canon, on fit mettre des lauriers aux chapeaux des soldats pour leur donner un air de victoire.

« Tandis que nous nous retirions sur Vicence, le

général en chef apprit que l'ennemi avec des forces supérieures avait forcé le général Vaubois dans ses positions, et que cet officier n'avait eu d'autres ressources que de prendre celles de Rovérédo, mais que, ne les connaissant pas, il ne pouvait répondre d'y tenir. La marche de l'armée sur Vérone fut alors décidée.

« Le général Alvinzi vint prendre position à Caldéro, à huit milles de Vérone; sa droite à Colognola, sa gauche contre un mamelon escarpé un peu en arrière du village de Caldero ; son avant-garde sur les hauteurs de Saint-Jacques, poussant ses postes jusqu'au village de Saint-Martin, position plus redoutable à la vue qu'elle ne l'était en réalité, et que l'on aurait pu tourner si au lieu de détruire notre pont sur l'Adige nous l'eussions couronné, le rendant inexpugnable à peu de frais.

Pendant ce temps Vaubois, toujours abandonné à lui-même, avait été obligé de se retirer sur les hauteurs de Rivoli. Le général en chef, persuadé que ce général a plus de monde qu'il ne lui en faut pour défendre sa position, fait avancer Augeréau et Masséna en avant de Vérone et se décide à attaquer l'ennemi de front. Le premier jour nous culbutons l'avant-garde, et le lendemain malgré un temps affreux, on se dispose à reprendre la bataille. Masséna doit attaquer Colognola d'où l'on dominera

toutes les autres positions de l'ennemi. Malgré la pluie qui rend le terrain glissant, Colognola est enlevé par l'infanterie légère ; mais, n'étant pas soutenue par la réserve qu'on avait trop éloignée, elle fut bientôt mise dans un désordre épouvantable ainsi que le corps qui combattait à la droite ; un général fut fait prisonnier. Il était temps que la réserve arrivât pour soutenir la retraite. L'ennemi ne nous inquiéta que pendant deux milles, et nous pûmes rentrer dans Vérone, mais avec la croyance que nous allions avoir l'Adige à défendre.

« Le général en chef, toujours convaincu que Vaubois a plus de monde qu'il ne lui en faut pour la défense de Rivoli, et quelques officiers soutenant cette idée par animosité contre Vaubois, le général en chef, dis-je, retire troupe sur troupe de Rivoli, comptant y laisser 4000 hommes. Mais par une faute de calcul, très-commune à l'état-major, on en laisse au plus 3000. Par ce moyen on renforce les divisions Augereau et Masséna. On se dispose alors à passer l'Adige et à se porter à Villa-Nova, sur les derrières de l'ennemi. On rétablit donc l'ancien pont, et l'on fait passer la division Masséna sur la chaussée de gauche et celle d'Augereau sur celle de droite pour se porter sur Saint-Bonifacio. La faute fut de ne pas savoir qu'au village d'Arcole il faudrait passer la rivière l'Aldego

sur un pont qu'il ne serait possible d'aborder que par le flanc et en cheminant sur une chaussée de dix-huit pieds de large battue par le canon de l'ennemi et par l'infanterie postée derrière une digue à droite, tandis qu'à gauche un autre corps d'infanterie était embusqué dans un chemin traversant le chemin de Saint-Bonifacio ; nous tombâmes dans un coupe-gorge dont la division Augereau ne s'est tirée que par la conduite et l'intrépidité de son chef. — Le lendemain nous avons enfin été vainqueurs et c'est là l'essentiel. »

Mais l'armée maîtresse du champ de bataille se trouvait, au lendemain de sa victoire, dans la même misère qu'en ses plus mauvais jours. Le Directoire n'envoyait ni argent ni fournitures, et ce même 29 brumaire, Bonaparte écrivait encore : « L'armée est sans souliers, sans prêt, sans habits; les hôpitaux manquent de tout, nos blessés sont sur le carreau et dans le dénûment le plus horrible. »

En lisant ces lignes on peut se demander avec effroi quelle eût été la position de l'armée si elle avait été vaincue. Le peu que l'on tirait de l'Italie venant à manquer, il est certain qu'après une défaite, le soldat traqué par l'ennemi se fût trouvé sans vêtements, sans argent, sans pain. Bonaparte le comprenait si bien, qu'il réclamait au plus vite au commissaire Gorrace le produit des ventes fai-

tes à Livourne parce que « les besoins en tous genres où se trouve l'armée, dit-il, la mettant dans le cas de manquer de tout au premier jour, il faut réaliser toutes les ressources qui peuvent exister en Italie, les besoins étant urgents et le prêt même étant sur le point de manquer. »

Il fallait d'ailleurs se hâter de profiter de la victoire et marcher sur le Tyrol ; l'immobilité pouvait tout compromettre. L'artillerie manquait de 2000 chevaux et l'on craignait d'être attaqué du côté de Vérone ; une pièce de canon avait été placée en dehors du vieux pont, avec ordre aux canonniers de tirer sur tous les bateaux qui descendraient la rivière.

Le 29 brumaire, Dommartin avait reçu ordre de partir dans la nuit avec Masséna, et de suivre tous les mouvements de sa division ; mais le 2 frimaire Bonaparte écrit à Berthier :

» Le général Dommartin sera chargé de la défense de l'Adige depuis Vérone jusqu'à Cartagnaro ; il tiendra son quartier général à Ranco ; il aura sous ses ordres l'adjudant-général Forcet commandant la place de Porto-Legnago.

» L'adjudant Gilly-Vieux sera chargé de la défense depuis Ranco jusqu'à Vérone inclusivement ; il se tiendra à Castagnaro. — Le chef d'escadron Coindet restera à Ranco auprès du général Murat pour commander l'artillerie.

» Le général Dommartin aura à ses ordres trois bataillons de la 40e ; la 12e demi-brigage provisoire et deux bataillons de la 55e. Il gardera tous les détachements de cavalerie qu'il a, jusqu'à ce qu'il soient relevés par le 7e hussards. Les premiers détachements qu'il renverra seront du 10e régiment de chasseurs et 5e de dragons.

» Il doit avoir un obusier de 5 pouces 6 lignes et 2 pièces de 3 à Zévio ; 2 pièces de 12 à Ranco; une pièce de 11 vis-à-vis de Albaredo ; une pièce de 11 et un obusier à Porto-Legnago, et deux pièces d'artillerie légère envoyées par le général Kilmaine à Isola della Scala, où elles recevront les ordres du général Murat.

» Mon intention est qu'on laisse les deux pièces de 12 à Ranco, les deux de 11 vis-à-vis de Albaredo, les trois pièces d'artillerie à pied qui sont à Porto-Legnago vis-à-vis Bonavigo ; qu'on mette une pièce de 11 en batterie et sans attelage à Castagnaro, on la prendra à Porto-Legnago ; qu'on tienne deux pièces d'artillerie légère à Zévio, 2 pièces à Ranco et 2 pièces vis-à-vis Albaredo pour se porter partout où le besoin l'exigera.

» On tiendra un bataillon de la 40e à Porto-Legnago, le plus fort à Ranco et un bataillon à Zévio.

» Il faut avoir soin de ne pas compromettre les

pièces sur l'Adige ; on ne doit les démasquer que lorsque l'ennemi montre sérieusement qu'il va commencer les travaux de passage, ou pour couler bas les bateaux que l'ennemi aurait. La cavalerie doit servir à faire de fréquentes patrouilles.

» Le général Dommartin donnera sur-le-champ les ordres pour que tout soit établi conformément au présent ordre.

« BONAPARTE »

A la réception de cet ordre, Dommartin écrit à Lespinasse :

« 2 Frimaire, an V

« J'ai l'honneur de vous prévenir, Général, que je reçois du Général en chef l'ordre de me rendre de suite à Ranco. Je dois auparavant vous rendre compte que, dans les dernières affaires qui ont eu lieu sur l'Adige, à Caldéro et en avant de Ranco, les citoyens Villiers, Paris et Vailly, lieutenants d'artillerie à cheval, et Gin, lieutenant d'artillerie à pied, se sont particulièrement distingués ; je vous prie de demander pour eux au général en chef le grade de capitaine. »

Dommartin part, mais à peine arrivé à Ranco il s'aperçoit que l'effectif des troupes mises sous

ses ordres n'est point celui qui figure sur ses états; il en prévient aussitôt Berthier et Augereau.

« Au général Berthier : Ranco, 3 Frimaire

« La 12e demi-brigade provisoire que l'on met sous mes ordres n'est pas arrivée ; le 3e bataillon de la 40e a 3 compagnies détachées à Peschiera. Il y a 800 hommes d'erreur dans les 3000 que vous me supposez. Le 7e régiment de hussards a aussi plusieurs détachements qui ne sont pas rentrés. Je suis donc obligé de garder les détachements des autres régiments placés le long de l'Adige. »

« Au général Augereau : Ranco, 3 Frimaire

« La 40e demi-brigade qui dans les états du Général en chef est de 3000 hommes, n'est en réalité que de 2000 dont il faut encore ôter 2 compagnies qui sont à Peschiera. L'adjudant général Gilly-Vieux est à Zévio. Il a eu l'attention de faire brûler tous les bois et écluses du canal Blanc. Rien cependant n'était plus aisé que de les faire transporter à Legnago où ils auraient été de la plus grande utilité. La perte est estimée à 400 000 livres de France.

« Même jour : à l'adjudant général Gilly-Vieux

« Je vous recommande de ne pas diminuer vos

postes et de faire faire plutôt de fréquentes patrouilles et rondes. Je vous enverrai demain la compagnie détachée à Castiglione, et avec elle votre dernier poste ne devra pas être à 4 milles de Ranco.»
Mantoue était bloqué, Bonaparte était à Milan surveillant l'ennemi qui se renforçait dans le Tyrol. Il demandait incessamment au Directoire des troupes nouvelles. Vénise nous témoignait peu de sympathie, et un mouvement insurrectionel avait eu lieu à Modène. Il fallait 20000 hommes à Bonaparte ; en les attendant de France il gardait ses positions.

Masséna envoyé au secours de Vaubois retiré derrière le Mincio, lui avait permis de revenir occuper les hauteurs de Rivoli ; Augereau n'avait pu couper la retraite à Davidowich ; Dommartin resté à Vérone comblait les vides faits dans l'artillerie. L'armée était épuisée et cette lassitude se peint dans cette lettre.

«Nous voici rentrés à Vérone, bien fatigués ; nous passons ici quelques temps en attendant, dit-on, les quartiers d'hiver ; on parle d'nn armistice prochain et de la paix. Il va passer ici un général envoyé par le Directoire pour en traiter. Nous désirons que cela réussisse, car nous avons bien besoin tous d'aller nous reposer chez nous. Quand j'aurais des nouvelles je vous l'écrirai. »

L'artillerie avait dans plus d'une circonstance décidé de la victoire, et Bonaparte dans un ordre du jour du 18 frimaire lui adressait les plus brillants éloges ; mais, qu'on le remarque, pour obtenir ce corps spécial, on en avait écarté les conscrits. On avait comblé les vides en choisissant dans les autres corps, tant Bonaparte était convaincu que, pour qu'il fût possible de compter sur des artilleurs doués de ce sang froid qu'il disait indispensable, il fallait se procurer des hommes rompus au service militaire.

Si la bataille d'Arcole avait sauvé l'armée, un nouveau danger ne devait pas tarder à la menacer. Joubert, forcé de battre en retraite s'était arrêté près du lac de Garde, sur le plateau de Rivoli. Le général Alvinzy renforcé marchait contre nous ; par un bonheur inespéré, le général autrichien, dont les forces étaient considérables, oubliant la leçon du passé, divisa son armée, renouvelant ainsi la faute de Wurmser. Ce fut au moment de cette nouvelle attaque de l'Autriche, que Dommartin reçut le commandement en chef de l'artillerie des quatre divisions Masséna, Rey, Joubert et Augereau.

Bonaparte, comme le dit Kléber dans une lettre citée par M. le comte Pajol, *avait paru si inopinément sur la scène, il s'était entouré de tant de*

prestige, son ascension avait été si rapide, que parmi les généraux de son entourage, pas un ne songeait ni à discuter ses ordres, ni à se soustraire à sa direction souveraine ; mais; dans les rapports des généraux entre eux on était loin de trouver le même sentiment de l'obéissance et même de la bienveillance. Les relations de Lespinasse, commandant en chef l'artillerie, avec les divisionnaires, étaient souvent tendus, et nous voyons ceux-ci très disposés à se soustraire aux instructions données pour l'artillerie, et voulant même conserver leur liberté d'action. Nous pouvons citer ici, comme exemple, le refus d'Augereau, quatre jours avant la bataille de Rivoli, de se conformer á un ordre de Lespinasse, enjoignant de retirer des canons de Porto-Legnago.

Remarquons que Lespinasse n'ose pas exiger l'exécution de son ordre et qu'il écrit à Dommartin de voir *amicalement son camarade,* en lui faisant observer que « si les généraux divisionnaires contrariaient ainsi les dispositions prises par lui, il ne pourrait plus exécuter les ordres du général en chef ni répondre de son service. »

Cette rivalité entre officiers généraux de même grade, de même origine, se croyant naturellement de capacité au moins égale, est chose si naturelle, qu'on la trouve dans tous les pays et dans tous les

temps. L'obéissance étant toujours difficile, il faut qu'elle s'impose pour être acceptée. Aussi le génie reconnu ou la naissance ont-ils, à l'armée, le prestige nécessaire qui tient en respect des jalousies, dont les conséquences sont souvent déplorables. Que de causes ont été perdues par la rivalité de chefs vaincus d'avance, grâce à leur orgueil, avant même d'avoir vu l'ennemi !

Dommartin, pour dissimuler aux yeux des officiers subalternes l'échec qu'avait subi l'ordre donné par Lespinasse, prit sur lui de donner des ordres conformes à la volonté exprimée par Augereau. Il en prévint Lespinasse par ce billet :

« Le général Augereau a trouvé fort mauvais que l'on sortît des bouches à feu et munitions d'artillerie de la place de Legnago ; et il a en effet défendu au commandant de cette place de laisser rien évacuer. Comme j'en ai été informé, j'ai donné de suite le même ordre au commandant de l'artillerie. »

Nos victoires nous avaient tellement appauvris comme matériel qu'il fallait se hâter de réparer les canons pris sur les Autrichiens. L'artillerie des divisions avait paru trop faible à Bonaparte et il avait transmis, par Lespinasse, l'ordre de compléter immédiatement les corps d'Augereau et de Masséna. Le 8 nivôse Dommartin répond :

« Les intentions du général en chef sur le nombre des bouches à feu que doivent avoir les divisions Augereau et Masséna sont bien loin de pouvoir être exécutées. Dans la situation actuelle la division Masséna a 7 pièces d'artillerie légère, mais seulement 3 à pied ; celle d'Augereau 10 pièces à cheval et 12 à pied ; en sorte que quand bien même le capitaine Jeannot rentrerait à la division Masséna avec une pièce, il en manquerait toujours dans chaque division. J'ai fait une demande de chevaux au citoyen Faultrier ; il manque beaucoup d'attelages, quoique les divisions ne soient approvisionnées qu'à un caisson chacune ; il est nécessaire que vous preniez des moyens pour faire traîner les munitions, car, si én ce moment il arrivait quelque événement, nous serions fort embarrassés. »

Il ressort des ordres donnés ce même jour que deux des pièces mises en batterie à Ranco ne pouvaient plus servir et que le parc de Legnago était encombré de canons en réparation. Les artilleurs se plaignaient des pièces vénitiennes qu'ils n'avaient pas l'habitude de manœuvrer. Enfin on se trouvait à court d'argent pour activer les réparations des armes ; dans les régiments d'infanterie on manquait de fusils et de baïonnettes ; une revue ordonnnée le 10 nivôse causa une véritable inquiétude ; on

peut en juger par la lettre suivante de Dommartin à Lespinasse :

« Général, le chef de brigade Montfort m'a remis l'état de la revue d'armes. Le résultat pour la division Masséna est vraiment effrayant. Dans cette division composée des 18e d'infanterie légère, 18e, 25e, 22e, 75e de bataille, du 5e régiment de dragons et du 1er de cavalerie, il manque 942 fusils, sans y comprendre 554 hors de service ; au total c'est 1 497 fusils qu'il faut livrer, car la plupart des corps n'ont pas d'ouvriers pour faire les réparations. Il manque 2 518 baïonnettes, et 256 sont hors de service. Manquent en outre 2 360 sabres d'infanterie plus 54 hors de service ; — 21 sabres de cavalerie et 103 pistolets. Montfort continue sa mission dans la division Augereau. Il m'a demandé un à-compte de 300 livres pour ses frais de voyage. Les autres divisions de l'armée auront des besoins en armes au moins aussi grands que celle de Masséna ; en sorte qu'il est urgent que vous preniez de grands moyens pour y pourvoir. »

Nous voyons ensuite que le parc de réserve put livrer quelques jours après 100 fusils à Augereau, 100 à Masséna, 100 au chef de brigade Carrière et pareil nombre au chef de brigade Morle. Si Bonaparte, qui était prévenu de la marche d'Alvinzy avait hâte de sentir ses divisions suffisamment ar-

mées, ses ordres n'étaient pas toujours d'une exécution facile, ainsi qu'on peut en juger par la lettre suivante :

« Au Citoyen Faultrier, à Valezzio, 12 Nivôse

« Le général en chef a ordonné la confection de boîtes à mitraille pour la place de Vérone et en telle quantité que chaque bouche à feu en ait au moins 30 ; cela occasionnera une dépense considérable, surtout si on achète le fer ici où il coûte tout coupé 10 sols de Milan la livre ; il faut donc que vous cherchiez les moyens les moins dispendieux de pourvoir à cet article, en employant les ferrailles qui existent peut-être à Peschiera, et il sera bon que vous adressiez une instruction au chef de brigade Doumix ; il faut que ces boîtes soient confectionnées incessamment. »

Malgré ses victoires, l'armée devait se ressentir sans cesse de la négligence apportée par le gouvernement à son organisation ; de même qu'on avait recours aux armes prises sur les ennemis, il fallait aussi se servir de leurs attelages. Le 13 nivôse, Dommartin est prévenu que l'artillerie n'a pas de caissons, et il écrit à Faultrier :

« Non seulement, citoyen commandant, il est urgent de faire réparer les caissons autrichiens se trouvant à Vérone, mais encore tous ceux qui sont

à Peschiera; nous en manquons en ce moment ainsi que de chevaux; mais si, comme je le crois, nous avons sous peu de jours bon nombre des derniers, nous nous trouverons manquer des premiers, c'est-à-dire que l'on sera toujours comme par le passé, obligé de faire des tours de force pour pourvoir au service. »

Comme Alvinzy menaçait Vérone, le 15 nivôse Dommartin fait partir le Legnago des pièces et munitions dont nous donnons la liste; on remarquera que, sauf deux pièces françaises, tot le reste provientdes prises faites sur l'ennemi :

« Ordre. — le citoyen Bourgeat, commandant l'artillerie à Legnago, fera partir pour Vérone :

» Pièces françaises de 12	2
» Pièces autrichiennes de 11	6
» id de 5	4
» Obusiers autrichiens	2
» Cartouches à boulets pour pièces autrichiennes de 11	900
à balles pour les mêmes pièces	200
» Cartouches à boulets pour les pièces de 5	400
» — à balles pour les même pièces	100
» Obus chargés	200
» Sachets chargés pour obusiers	250

» Tous les caissons allemands moins 3.

» Toutes les bouches à feu devront avoir avant-train et armements.

DOMMARTIN. »

Le régistre de Dommartin, écrit en entier de sa main, et qui porte les traces de boue des bivouacs d'Italie, nous montre quelle activité Bonaparte avait sû donner à ses généraux ; ils doivent combattre et préparer les combats, et cela tous les jours, sans repos ni trêve. Les 17 et 18 nivôse, ce sont des ordres successifs pour réparer les armes nouvelles dans les divisions, pour exiger des artilleurs à cheval un pansage à fond de leurs chevaux. On pressent que les grandes journées de Vérone et de Rivoli approchent ; les éclaireurs se replient, car les Autrichiens s'avancent.

Le calme relatif de ces quelques jours a permis à Dommartin de s'occuper des protégés de sa mère :

« Vérone, 12 Nivôse an V

« Enfin, chère Maman, me voilà remis de mes fatigues et je puis, à tête reposée, répondre aux questions que vous m'avez faites : le jeune Raymond, est caporal, je l'ai recommandé à son général et lui ai fait remettre un louis de votre part. Jean-B^te^ Clément est brigadier au 8e de dragons. Crampotte

est aujourd'hui chef de bataillon au siége de Mantoue. J'espère que je suis exact à vous donner des nouvelles de vos protégés ! N'est-ce pas encore être en communication avec vous ? »

Après six semaines de repos Bonaparte marchait contre le Pape, lorsqu'arrivé à Bologne il apprit qu'Alvinzy avait repris l'offensive. Quarante mille hommes sous les ordres de ce général, descendaient l'Adige sur Rivoli. Joubert repoussé des hauteurs de la Corona essaya de se maintenir sur le plateau de Rivoli. Mais là, cerné de tous côtés il demanda qu'on le secourût au plutôt ; Masséna dirigé sur Provéna avait été battu le 13 janvier ; il n'y avait donc pas un instant à perdre. Bonaparte se porta en personne sur le plateau de Rivoli ; (14 janvier) à ce moment Roubert fléchissait, il avait dû abandonner le côté nord : l'infanterie d'Alvinzy descendait le Monte-Baldo ; une forte colonne gravissait les rochers d'Eucanale ; elle se montrait déjà sur le plateau ; on apercevait le corps du général Lusignan qui s'avançait sur la route de Castelnovo ; l'armée française cernée et coupée par derrière devait se croire perdue ; à ce moment Masséna parut ; Bonaparte eut une de ces inspirations qui n'appartiennent qu'au génie. Il avait soixante canons et seize mille hommes pour lutter contre quarante mille, mais il avait pour lui la position ; Al-

vinzy par la disposition du terrain ne pouvait se servir ni de son artillerie ni de sa cavalerie. Au lieu de faire face à tous les ennemis, Bonaparte se porte avec toutes ses forces contre la colonne qui vient d'Eucanale et va se déployer sur le plateau ; douze mille ennemis sont encore dans le défilé ; il les écrase sous le feu de son artillerie, pendant que la cavalerie charge de front les colonnes arrivées sur le sommet ; celles-ci reculent et tout est culbuté dans le défilé où il faut mourir où se rendre. Se retournant aussitôt sur l'infanterie d'Alvinzy, il la jette dans les précipices, et courant sur Lusignan il la repousse sur la réserve que commande le général Rey et l'oblige à se rendre.

Alvinzy se retirait en désordre, il eut été facile de l'écraser, mais le général Provera avait passé l'Adige à Anghiari, et marchait pour délivrer Mantoue ; c'est de ce côté qu'est le danger. Bonaparte prend avec lui la division Masséna et se précipite vers la ville. Cette division s'est battue le 13 et le 14 ; n'importe, elle marche toute la nuit et le 16 débouche devant Mantoue. Augereau de son côté était arrivé serrant de près Provéra ; mais on avait épuisé tant de cartouches qu'on éprouvait des craintes sérieuses ; les pièces françaises étaient en grand nombre hors de service ; on avait eu recours aux canons pris sur l'ennemi :

« Fournissez au plus vite des bouches à feu autrichiennes à la division Augereau, écrit Dommartin au cammandant Bourgeat; dans le cas où les pièces de 8 françaises seraient absolument dépourvues de munitions, on y substituera des pièces de 11 autrichiennes qu'on amène au plus vite de Laguago. »

Le même jour :

« La division Augereau a consommé aujourd'hui 120 000 cartouches, il est nécessire que vous en envoyiez au moins 100 000 en sus de celles que je vous ai demandées ce matin.

Le 17 janvier Wurmser était sorti de Mantoue, tandis que Provera attaquait le faubourg de la Favorite; mais celui-ci se trouvant tout à coup enveloppé par Serrurier, Masséna et Augereau, dut se rendre avec six mille hommes, tandis que Wurmser venait se jeter précipitamment dans la place où la famine le forçait de capituler le 2 février.

III

CAMPAGNE CONTRE LE PAPE.

Alvinzy battu par Joubert à la Corona s'était enfui abandonnant l'Italie, et les troupes fatiguées de tant de combats espéraient un peu de repos. Mais les munitions étaient épuisées et le gouvernement républicain autant par incapacité que par impuissance laissait l'armée exposée à un retour offensif de l'ennemi.

On savait la citadelle d'Ancône amplement approvisionnée de canons, de poudre et de boulets; s'emparer de ce matériel qui appartenait au Pape parut à Bonaparte une nécessité imposée par les circonstances. Accuser le saint vieillard de sentiments hostiles à la République était un prétexte facile; on ne recula pas devant l'abus de la force. Il est impossible à tout esprit impartial de ne pas s'indigner d'une spoliation que rien ne peut excuser. Dommartin chargé de cette mission répugnante ne cache pas à sa mère tout ce que l'obéissance a

quelquefois de pénible. Mais le général en chef lui commande de rejoindre la division Victor. Il faut *prendre* des canons. Les dépêches suivantes nous montrent de quel secours fut pour une armée que la République laissait sans ressources, ce vol armé commis dans les Etats du Pape.

Ce fut le 7 pluviôse que Dommartin reçut son ordre de départ.

« Vérone, 7 Pluviôse, an V

« Le général en chef vous ordonne, Général, de partir ce soir en poste à minuit pour Bologne où vous prendrez le commandement de l'artillerie de la colonne mobile. Vous remettrez au général divisionnaire Victor cette dépêche.

« ALEX. BERTHIER. »

La dépêche était accompagnée de la note suivante:

Instructions pour le général Dommartin.

« Vous vous rendrez sans délai à Bologne; vous commanderez l'artillerie de la colonne mobile et vous aurez sous vos ordres le capitaine Lalance. L'artillerie de la division Victor est composée de 6 pièces à pied et 6 à cheval. Il existe au fort Ur-

bain deux pièces de siége, l'une de 26 et l'autre de 24, avec leurs approvisionnements en poudre et boulets, le tout prêt à marcher sur l'ordre du général en chef. Il y a au même fort un atelier pour la fabrication des cartouches d'infanterie et un autre à Modène; tous les deux travaillent pour la division Victor. Il y a en outre 500 000 cartouches au fort Urbain. Vous tirerez de l'arsenal de Milan les approvisionnements dont vous aurez besoin. Ordre est donné aux entrepreneurs des transports de faire conduire du fort de Crémone au fort Urbain 600 000 cartouches et 8000 pierres à feu pour votre expédition. »

Ancône fut pris le 19 février, le Pape ne pouvait lutter.

Au général en chef Bonaparte. Ancône, 22 Pluviôse an V

« Mon Général, je vous envoie l'inventaire des effets et munitions de guerre trouvés dans la ville et la citadelle d'Acône. Il existe encore environ cinquante bouches à feu, tant à Rimini, qu'à Sinigaglia, Fano et Pesaro, avec quelques fers coulés, je vous prie de me donner vos ordres sur l'emploi que vous en voulez faire. En outre des fusils en état, portés dans l'inventaire, lesquels sont, pour la plus grande partie, dans des caisses, nous en avons environ 1 200 provenant du désarmement

des troupes. On pourrait garder ses derniers à la salle d'armes de la citadelle et faire partir les autres pour Mantoue, avec une autre grande quantité d'objets qui, inutiles ici, seraient nécessaires en Lombardie. Je vous prie de mettre 3 000 livres en numéraire à ma disposition, pour être employées principalement aux mouvements et à l'arrangement des munitions d'artillerie de la place d'Ancône. »

Le même jour, Dommartin écrit à l'agent en chef des équipages :

« Les longues marches et les mauvais chemins ont tellement ruiné les chevaux qu'il est nécessaire que vous preniez des moyens pour en fournir promptement au moins quarante, sans lesquels il me sera impossible de faire marcher les attirails d'artillerie de la division Victor. Je vous prie de prendre des mesures pour me pourvoir de charretiers, il en manque beaucoup, un grand nombre ayant déserté. »

La difficulté de se procurer des chevaux ne permet pas d'exécuter les ordres de Victor, et Dommartin l'en prévient.

« Notre-Dame de Lorette, 23 Pluviôse

« Mon général, il n'a pas été possible de me procurer à Ancône les chevaux que j'ai demandés ;

il ne faudra pas s'étonner, si la réserve éprouve souvent des retards dans son arrivée. J'ai même été obligé de laisser quelques munitions à Ancône pour alléger les voitures dans les chemins difficiles que nous avons à parcourir. Vingt chevaux, qui ont été livrés à l'équipage depuis le départ de Bologne, ont à peine couvert les pertes que nous avons faites. »

Comme cela s'est rencontré souvent dans le cours de la campagne, les munitions françaises manquent; et le 30 pluviôse Dommartin envoie de Soligno demander à Ancône trois caissons du pape chargés de munitions de 3, attelés de quatre chevaux, et il écrit au citoyen Périller, agent en chef des équipages:

« Il est absolument nécessaire que vous envoyiez de suite à la division du général Victor quatre attelages de quatre chevaux chaque, harnachés à l'allemande, pour conduire les bouches à feu arrivées de Livourne ici avec des bœufs. Il est aussi indispensable que vous y joignez quatre autres attelages pareils, pour des voitures de cartouches d'infanterie, qui sont également arrivées par voie de réquisition. »

Le pape ne pouvait tarder à demander la paix, et sa résistance n'avait eu d'autre résultat que de nous livrer de nouvelles armes et de nouvelles mu-

nitions. Le 5 ventôse, Dommartin envoie à Vérone des caissons chargés et des obusiers. Nous reproduisons l'ordre qui donne l'itinéraire suivi :

« Ordre au capitaine Desnoyelles, à Soligno, de partir avec 2 obusiers de 6 pouces et cinq caissons chargés pour les conduire à Vérone. Il arrivera le 3 à Serravallo, le 4 à Tolentino, le 5 à Recanati, le 6 à Ancône, le 7 séjour. Le 8 à Sinigaglia, le 9 à Pesaro, le 10 à Rimini, le 11 à Ravenne, le 12 séjour ; le 13 à la moitié du chemin de Ravenne à Ferrare, prenant les vivres avant de partir de Ferrare ; le 14 à Ferrare ; le 15 à Trecento, le 16 à Castegnara, le 17 à Ranco, le 18 à Vérone où il recevra des ordres. »

Rappelé par Bonaparte à Vérone pour remettre de l'ordre dans l'artillerie des divisions de la Brenta, Dommartin, avant de quitter Ancône, fut chargé de rétablir la place en état de défense. On était au 7 ventôse et il devait être à Vérone le 14 ; pressé par le temps, il laissa au commandant d'artillerie Coindet des instructions d'après lesquelles on peut juger de l'importance de cette forteresse, que le pape laissait entre nos mains.

Au commandant Coindet, à Ancône, 7 Ventôse an V

« Vous trouverez ci-joint les dispositions à prendre pour l'artillerie dans la citadelle et place d'An-

cône... A la première occasion vous ferez embarquer pour Mantoue les voitures et les chariots français qui se trouvent à Ancône, ainsi que toutes les voitures et caissons allemands ou du pape qui ne vous seraient pas nécessaires. Vous ferez calibrer les bouches à feu et les fers coulés; vous ferez construire des gargousses en papier pour les pièces qui seront en batterie. Vous ferez en sorte de confectionner 200 000 cartouches d'infanterie pour l'approvisionnement de la place. Le caporal-fourrier Daille est chargé de faire passer à Ancône toutes les munitions de guerre qui se trouvent à Sorli, Cesene et Rinerai, et Calori est chargé de vous envoyer tout ce qui se trouve à Pesaro, Fano et Sinigaglia. Vous correspondrez avec moi au quartier général de l'armée d'Italie. »

A la suite de ces dispositions, Dommartin reprit la route de Vérone, et dès le 16 il inspectait l'artillerie des divisions de la Brenta.

IV

CAMPAGNE CONTRE L'ARCHIDUC CHARLES.

L'empereur avait perdu deux armées en Italie; pour lutter encore et préserver sa capitale il rappelait des bords du Rhin l'archiduc Charles et ses meilleures troupes, facilitant ainsi à Hoche des victoires, qui n'avaient plus qu'une importance relative; le vrai danger venait de Bonaparte. On commençait à comprendre à Vienne la faute énorme qu'on avait commise en n'opposant pas de suite l'archiduc au jeune général français; Wurmser et Alvinzy avaient gaspillé des forces qu'il n'était plus possible de retrouver; on avait, comme on l'a dit avec raison, opposé à Bonaparte des armées sans généraux; maintenant on envoyait contre lui un général sans armée.

Mais à la veille du dernier effort qu'allait tenter l'Autriche, Bonaparte n'était pas sans inquiétude; ses troupes étaient fatiguées, ses munitions en partie dépensées. Il lui fallait se hâter de réparer ses pertes; elles étaient grandes, si l'on en juge par les lettres de Dommartin:

« Au général Lespinasse à Bassano

« L'artillerie des divisions de la Brenta, Général, bien loin d'être approvisionnée selon les règlements, n'a pas même les munitions que vous me disiez devoir y être dans votre lettre du 5 courant. Je parle seulement des divisions Augereau, Masséna et Serrurier, n'ayant aucune connaissance de celle du général Bernadotte, nouvellement arrivé, dont vous vous êtes réservé l'organisation en me prévenant de ne pas m'en mêler. La réserve que, par votre même lettre, vous me dites être à Vicence — sans attelage à la vérité, — n'y existe pas; en sorte que les 30 caissons de cartouches d'infanterie et le demi-approvisionnement de cartouches à canon, qui devraient y être à ma disposition, sont illusoires. Je vais vous résumer les besoins de chaque division:

» Division Augereau: il manque aux pièces de 8 un cinquième de leur approvisionnement; aux obusiers de 6 pouces les deux tiers; aux pièces de 5 un tiers, et aux obusiers de 5 pouces 6 lignes les trois cinquièmes.

» Division Serrurier: il manque en approvisionnement: aux pièces de 12 un tiers; aux pièces de 8 un peu plus de la moitié; aux pièces de 5 presque tout; aux obusiers de 6 pouces les deux cinquièmes,

et aux obusiers de 5 pouces 6 lignes un cinquième.

Division Masséna: il manque en approvisionnement: aux pièces de 11 les deux cinquièmes; à celles de 8 le quart; à celles de 5 la moitié; aux obusiers de 6 pouces, un tiers; à ceux de 5 pouces 6 lignes la moitié.

» Vous ignoriez probablement cet état de dénûment lorsque vous m'écrivîtes le 5 courant; si vous en avez eu connaissance depuis il est fâcheux que vous ne m'en ayez pas donné avis ainsi que je vous en avais prié, car le temps que j'ai dû employer à m'en informer a été perdu.

» Je ne vous parle pas des cartouches d'infanterie ; on en a distribué beaucoup dans les divisions, mais je pense que vous avez pourvu à ce que ces divisions puissent toujours avoir leur dix caissons complets. Il est seulement nécessaire que j'aie connaissance des ordres que vous avez donnés. Je me résume en vous demandant, Général, des instructions précises sur la manière dont je dois pourvoir à notre manque actuel d'approvisionnement. Comment devrai-je m'y prendre pour le maintenir continuellement au complet? »

« Au même à Bassano. — Trévin, 20 Ventôse

« Général, je vous ai écrit hier relativement à l'approvisionnement de l'artillerie; il me reste à

vous parler des cartouches d'infanterie dont la quantité nécessaire va sans doute vous effrayer.

« Le fait est que le chef de brigade Doumix va finir ce soir de vider ses caissons de cartouches d'infanterie, qu'il envoie recharger à Vicence, car il n'y a pas d'autre dépôt plus près, et qu'il lui en manque en ce moment, pour approvisionner la division, environ 300 000 ; c'est donc cette quantité qu'il faut lui expédier. J'en suis toujours à vous demander, Général, où je devrai ordonner aux commandants d'artillerie des divisions de se réapprovisionner ; ils ne peuvent le faire dans ce moment ni de la réserve, ni des impôts qui n'existent pas, vous seul connaissez les moyens. Je compte être demain à Asolo. »

Malgré ce manque de munitions, Bonaparte avançait toujours ; il espérait que la victoire lui donnerait les approvisionnements de l'ennemi ; d'ailleurs il savait, par l'expérience du passé, que la rapidité de ses marches lui avait toujours assuré le succès.

Son entreprise était hardie, et presque téméraire ; Les généraux autrichiens gardaient les trois routes qui conduisent à Vienne. Landon occupait le col de Brenner ;Lusignan, celui de Tarvis ; l'archiduc lui-même tenait la route de Trieste et le col d'Adeliberg. Bonaparte le savait et pourtant

il marchait sur Vienne. Les divisions Delmas et Bernadotte étaient arrivées de l'armée du nord pour le soutenir.

Kilmaine fut chargé d'observer Vienne prêt à s'insurger, et Bonaparte franchit pendant l'hiver les alpes Noriques et le Sammering. Joubert marcha sur le Tyrol contre Laudon; Masséna fut porté contre Lusignac dans la direction de Bellune, et Bonaparte s'avança par la grande route de Trévise à Gorizia. L'archiduc essaya de défendre le Tagliamento et fut battu le 16 mars à Volvasone; il lui fallut s'abriter derrière l'Aronzo et Bonaparte entra à Palma-Nova.

Dans le même temps Lusignan repoussé par Masséna lui abandonnait Bellune et Ponteba, le laissant libre d'arriver au col de Tarvès. L'archiduc tente alors d'arriver avant Masséna, mais celui-ci le devance, et Bonaparte passant l'Isouzo jette sur Masséna l'aile droite autrichienne. Séparé d'úne partie de son armée, poursuivi par Bernadotte, l'archiduc court à Villach où il est rejoint par son armée. Alors il se porte sur le col de Tarvès pour en chasser Masséna, mais pris en queue par Bonaparte il perd six mille hommes, et doit se retirer en toute hâte abandonnant Villach et la citadelle de Klagenfurth.

Une journée de repos est donnée à l'artillerie à

cheval que commande Dommartin et il écrit bien vite à sa mère :

« Gorizia 1 Germinal, an V

« Revenus d'une expédition contre le pape, nous n'avons pas tardé à nous remettre en campagne. Nous sommes à la veille de pénétrer dans le cœur des États de l'empereur d'Autriche. Le prince Charles, arrivé du Rhin, s'est fait battre à Tagliamento et se retire avec les débris de son armée. Je ne pense pas que nous lui donnions d'autre relâche que celle du repos obligé qu'il nous faut prendre nous-mêmes après les marches longues et pénibles que nous avons à faire. Nous allons quitter l'Italie pour un climat plus sain. »

Bonaparte donne l'ordre de marcher en avant; mais les munitions manquent, ce sont les prises faites sur les Autrichiens qui permettent d'avoir des armements; qu'on en juge par les ordres suivants copiés dans le registre de Dommartin.

« Au commandant Ambert à Gradisca

« Ordre de faire partir les pièces autrichiennes et les fusils pris à Gradisca. Le commandant fera à cet effet des requisitions de bœufs. Il enverra également des gibernes autrichiennes. »

« Au général Lespicalle, 3 Germinal an V

« J'ai l'honneur de vous informer que la division Masséna a besoin de 20 000 cartouches d'infanterie que je vous prie de lui faire parvenir.

« Ordres du 4 Germinal :

« Au capitaine Durand de partir et d'escorter jusqu'à la division Masséna un convoi de munitions prises à Gorizza. »

« Au lieutenant Chatolein de partir pour Trieste en faisant prendre à ses hommes des vivres pour trois jours.

« Ordre de faire passer dans la nuit au général Serrurier 40 000 cartouches.

« Avis au général Lespinasse que la division Augereau manque de munitions de 8. »

« Au capitaine Durand, à Tarvis, 8 Germinal

« Ordre de rester à Tarvis avec sa compagnie. Il fera filer à la divisisn Masséna le convoi de munitions qu'il escorte. Il mettra en état de marcher 6 pièces de 3 et fera à cet effet réunir toutes les munitions de 3 qui peuvent se trouver laissées le long de la route ; il fera disposer des voitures convenables. Il tâchera en outre d'avoir 2 voitures chargées de munitions de 5 : cela fera un total de 14 voitures

auquel il joindra une forge. Il attellera 40 chevaux en assez mauvais état pris à l'ennemi, et fera ramasser sur la route tous les objets pouvant servir à harnacher les chevaux. »

« Au lieutenant Veisse. Villach, 9 Germinal

« Déterminez un emplacement à 200 toises de Villach ; faites-y conduire 20 voitures du pays chargées de munitions. Vous y ferez mettre aussi des munitions que des voitures de réquisition sont allées chercher au couvent de Bernamberg. »

« Au commandant de l'artillerie de la division Serrurier

« Comme, selon toute apparence, l'artillerie de votre division agira demain avec vigueur, je vous engage à la mettre en règle le plus possible. Si vous avez besoin de munitions de 11, de 5 ou d'obusiers, vous pourrez en prendre en passant à Villach. »

Villach est situé à 37 kilomètres de la citadelle de Klagenfurth que la fuite de l'archiduc a livrée entre nos mains ; au moment où les munitions françaises étaient à peu près épuisées, c'était une ressource incalculable que ce parc autrichien, qui nous donnait de nouveaux moyens de poursuivre nos victoires. Dommartin arrive à Klagenfurth et de suite il envoie aux divisions les chevaux autrichiens trouvés en réserve.

Bonaparte ne voulait pas donner à l'archiduc le temps de se réformer, et Lespinasse écrit à Dommartin.

« 2 Germinal, an V

« J'ai proposé de substituer dans les divisions qui marchent contre l'ennemi des pièces de 5 autrichiennes et des obusiers de 5 pouces. 6 lignes à nos pièces de 8 et à nos obusiers de 6 pouces, à mesure que les dernières munitions de nos calibres s'épuisent. Vous voudrez donc bien mettre ces dispositions à exécution. Je fais chercher les bouches à feu ennemies et les bouches à feu qui se trou-trouvent à Klagenfurth. J'ai chargé le chef de bataillon Pernetty de cette opération. Employez donc de suite les pièces et obusiers pris sur l'ennemi, que vous pourrez approvisionner à raison de 2 caissons de 5 et de 3 caissons par obusier, prenant ces bouches à feu parmi celles qui se trouvent le plus à portée des divisions. »

Le 12, Dommartin quitte Klagenfurth, emmenant avec lui des canons autrichiens qu'il conduit à Masséna ; le 13 un combat s'engage, Masséna refoule l'ennemi.

« Au capitaine Bougeat, 14 Germinal matin

« Ordre de se rendre à la division pour prendre

le commandement de l'artillerie en remplacement du chef de brigade Carrère, blessé à mort dans la journée d'hier. »

« Au commandant Coindet, à Ancône, 14 germinal

« Le genéral en chef est très satisfait de la promptitude avec laquelle vous avez exécuté mes ordres. Bien loin de vous envoyer de la poudre, il trouve que vous en avez de trop et me prescrit en conséquence de vous en retirer.

» Notre armée n'est plus qu'à une quarantaine de lieues de Vienne. Le prince Charles, battu partout, cherche à couvrir la capitale des États de sa maison ; suivant toute apparence, nous n'y entrerons pas sans avoir donné une grande bataille qui devra être décisive. Je compte que nous mettrons les Impériaux à la raison. Au jeu que nous jouons les as sont à nous. »

Tout en effet concourait à faciliter la victoire à Bonaparte ; mais il jugeait, comme on peut le voir par ses lettres au Directoire, que la prudence faisait une loi de ne pas tenter davantage et de s'arrêter. Les troupes étaient épuisées par des marches longues et rapides ; les combats même glorieux faisaient dans les rangs des vides sérieux. Plus on s'éloignait, plus les difficultés d'approvisionnement augmentaient. Des ordres avaient été donnés pour

expédier de toutes les villes de Carinthie en notre pouvoir, et réunir à Klagenfurth les poudres, soufre et salpêtre. Un atelier de cartouches d'infanterie avait été établi dans cette ville le 15 germinal, et Dommartin avait prévenu le lieutenant Veisse qu'il était urgent d'en livrer 100 000 pour le 20. On était au dépourvu de chevaux et il fallait avoir recours aux réquisitions. Pousser l'ennemi dans ses derniers retranchements paraissait facile à Paris, mais Bonaparte ne voulait pas compromettre les résultats obtenus pour la France, ni sa réputation militaire si rapidement acquise.

Il savait que Lespinasse s'était vu un moment menacé de ne pouvoir approvisionner l'artillerie. La retraite précipitée de l'archiduc nous avait livré, par un bonheur inespéré, le château de Veniberch. Une lettre de Lespinasse montre de quelle importance avait été le parc de cette place. La situation de Bonaparte était de plus en plus inquiétante malgré ses victoires; les paysans du Tyrol se soulevaient et menaçaient d'envelopper Joubert; Venise se déclarait contre nous et l'effervescence populaire ne se contenant plus, on avait massacré les français; d'un autre côté ne recevant aucun secours de France il voyait les munitions et le matériel s'épuiser; avec cette hardiesse qui faisait une partie de sa force, il attaque l'archiduc dans les gorges de

Neumerck, l'en chasse, franchit les Alpes Noriques et arrive à Léoben. Si à ce moment l'Autriche effrayée avait hâte d'arrêter la guerre Bonaparte et les généraux ne la disiraient pas moins.

Les dépôts que l'ennemi n'avait pas eu le temps d'enlever nous avait été d'un secours providentiel; et, presque au même moment, des cartouches d'artillerie avaient été découvertes près du quartier général de Susemburgh ; Dommartin les avait fait aussitôt distribuer entre les divisions; mais un autre embarras était venu entraver la marche de l'armée, le nombre de chevaux n'était pas suffisant. Dès les premiers jours de germinal, Lespinasse avait prévenu que, faute de moyens de transport, on ne pouvait approvisionner le parc de Palma-Nova. Alors,pour ne pas laisser leurs pièces ou caissons en arrière, des officiers y avaient fait atteler des chevaux de la poste. Mais Bonaparte l'ayant appris, en avait aussitôt fait défense.

« En conséquence de l'ordre du général en chef, sur des réclamations multipliées, vous voudrez bien défendre, Général, à tous les commandants d'artillerie d'employer à l'avenir des chevaux de poste pour traîner les pièces, le service de l'armée pouvant être compromis par l'interception des courriers....

» Augustin Lespinasse »

Les chevaux pris sur les Autrichiens avaient été loin de remplacer ceux que la guerre et la maladie nous avaient enlevés, et le 18 germinal il n'était possible d'en fournir que 22 à la division Serrurier. On avait espéré, qu'au moins pour les transports, on obtiendrait des paysans d'en louer, mais cette tentative avait échoué ; on avait alors tenté d'en acheter à des prix très-élevés.

Un premier armistice fut signé et la lettre suivante de Dommartin est la preuve de la fatigue des généraux comme des soldats, et de leur désir d'avoir enfin un peu de repos :

Au citoyen Lamogère, directeur du parc.

« Brux, 24 Germinal

« Je vous envoie différentes lettres destinées à la poste de l'armée. Vous trouverez ci-inclus l'état de l'emploi des trois mille livres que j'ai touchées. L'armistice qui devait finir aujourd'hui est, à ce qu'on m'assure, prolongé de deux jours; cela nous fait croire à la paix, aussi je suis tenté de finir ma lettre comme un sermon. »

La veille il adressait à sa mère ces quelques lignes:

« Quartier général de Brux, 29 Germinal an V

« Notre armée est en Allemagne, ma chère ma-

man, et nous ne sommes plus qu'à vingt lieues de Vienne, mais il est probable que la paix nous empêchera d'y entrer. Il y a eu armistice de cinq jours; il finira demain. Dans la supposition où la paix se ferait, je m'arrangerai de manière à ne pas revenir par l'Italie, mais par l'Alsace, pour arriver plus tôt près de vous. »

Huit jours après il lui confirme la paix.

« Brux, 27 Germinal

« Chère maman, la paix est à peu près faite : notre général en chef en a signé les préliminaires. Je vous verrai donc bientôt. J'arriverai avec huit juments et nous pourrons labourer. Jé vous envoie cette lettre par un adjudant qui va à Paris par Strasbourg. Vous l'aurez donc bien vite. »

Le 17 avril 1797, Bonaparte signa à Léoben les préliminaires d'un traité qui ne devait se conclure que cinq mois plus tard, mais il lui fallait revenir sur ses pas ; Venise insurgé tremble à son approche et demande grâce ; mais il fut inflexible : « le sang de nos frères d'armes sera vengé » dit-il aux envoyés. Le 16 mai, le général Baraguay-d'Hilliers entre dans la ville qui livre ses forts et ses vaisseaux. Une lettre de Dommartin à sa mère esquisse rapidement les événements.

« 27 Floréal, an V

« J'ai quitté l'Allemagne, mais il a fallu rentrer en Italie ; nous sommes en guerre avec les Vénitiens. Cela ne sera pas long, car nous sommes déjà maîtres de toutes leurs possessions de terre-ferme et il ne tient qu'à nous de mettre une garnison dans Venise. Pendant que nous étions en Allemagne, ils ont commis à Vérone des horreurs, massacrant nos malades ; ils ont même osé attaquer la citadelle de Vérone sans pouvoir la prendre. Le général Bonaparte a vengé l'humanité et le sang Français. Toutes les provinces vénitiennes sont confisquées: notre armée les occupe et nous pourrons nous en servir pour dédommager l'Autriche des autres pertes qu'elle a faites. Je réunis tout mon parc d'artillerie dans la prévision d'une prochaine rentrée en France. »

Mais l'insurrection de Venise, les mauvaises dispositions de Gênes à notre égard, les assassinats commis sur des Français, l'hostilité à peine dissimulée de la cour de Naples obligeaient le général en chef à réorganiser son armée sur un pied de guerre qui lui permît de rentrer en campagne. « Si le Pape meurt, écrivait-il au Directoire le 13 prairial, je ne mets pas en doute que le roi de Naples ne fasse marcher 10 000 hommes à Rome. »

Les fortifications de Palma-Nova et celle d'Osoppo étaient poussées avec vigueur, et le 18 prairial une convention secrète fut signée avec la République de Genève.

Toutes dispositions étant prises pour assurer la tranquillité et préparer le succès d'une nouvelle campagne, Bonaparte voulut par une fête militaire encourager l'armée; une remise de nouveaux drapeaux en fut l'occasion.

Au milieu du champ d'exercice de chaque division on éleva une pyramide ayant autant de faces que cette division comptait de demi-brigades et de régiments de cavalerie. Une face était aussi réservée à l'artillerie et au génie; sur chaque face étaient écrits les noms des officiers et même des soldats des demi-brigades tués depuis la bataille de Montenotte. Cette fête, fixée d'abord au 10 messidor par un ordre du 19 prairial, fut remise au jour anniversaire de la Fédération.

Le 25 messidor à midi chaque division vint se ranger en bataillon carré autour de sa pyramide. Au milieu d'un silence vraiment solennel 18 coups de canon furent tirés en souvenir des généraux Laharpe, Stengel et Dubois; puis 5 coups pour chaque général de brigade et 3 pour chaque chef de brigade tués dans la campagne.

Le soir il y eut des courses et des jeux; une dou-

ble paye et une double ration furent distribuées aux soldats. A cette heure l'armée, fière de ses victoires, était enthousiasmée pour le chef qui l'avait prise misérable et menacée et qui la ramenait en Italie triomphante. Mais à Paris on cherchait à amoindrir le vainqueur ; on disait très-haut que « l'armée d'Italie était perdue et que Bonaparte allait augmenter le nombre des prisonniers d'Olmütz, si par bonheur il n'eût fait la paix à Léoben. » Oubliant le massacre de nos nationaux, on faisait un crime à Bonaparte d'occuper la *république Sœur* de Venise. Une note de sa correspondance montre quelle irritation lui avaient causée ces reproches dont l'écho arrivait jusqu'à lui.

« Le temps, écrivait-il le 12 messidor, où de lâches avocats faisaient guillotiner les soldats est passé. »

Au milieu de son armée il sentait déjà qu'il tiendrait tête à la révolution, et répondant au ministre des finances du Directoire, ce gouvernement insuffisant qui allait commencer lui-même sa dissolution, il pouvait dire :

« Je ne me mêle des finances de l'armée que pour ne pas souffrir qu'une trésorerie malintentionnée vienne nous ôter la subsistance que le soldat s'est gagnée et nous fasse périr de faim. Que la trésorerie assure la solde des troupes et la subsistance

de l'armée et alors nous nous embarrasserons fort peu de ce quelle fera. Mais par l'emploi qu'elle a fait du million que j'avais envoyé pour les matelots de Toulon, qu'elle a retiré à Paris, bien que la paye des matelots se trouvât arriérée de trois mois, et par le million que j'avais envoyé à Brest et qu'elle a retenu à Paris, quoique les matelots de Brest se trouvent sans prêt, je vois qu'elle se soucie fort peu du bien du soldat, pourvu qu'elle conclue des marchés comme ceux de la compagnie Flachat, par lequel elle lui accorde 50,000 francs pour le transport d'un million à Paris. »

Le bien du soldat, comme le dit Bonaparte, ne préoccupait pas plus à cette époque le Directoire, que les approvisionnements et les munitions n'avaient intéressé la Convention. Des lettres de Dommartin il ressort que la victoire fut le grand pourvoyeur de l'armée. Lorsqu'en décembre 1797 il vint passer quelques jours chez sa mère, un voisin de campagne, M. d'Allegrain, convia ses amis pour fêter le jeune général. Naturellement il dut faire le récit de la campagne et nous tenons de son neveu, M. de Chateauvieux qu'interrogé sur Bonaparte il répondit : « C'est un très-habile ouvrier qui a fait beaucoup avec des outils insuffisants ; chaque bataille gagnée a aidé à en gagner une autre. La campagne d'Italie a été une de ces choses heureuses qu'il ne faudrait pas tenter de recommencer. »

V

RETOUR EN FRANCE. — COUP D'ÉTAT DE FRUCTIDOR

La guerre était finie ; madame de Dommartin attendait son fils depuis quatre ans. Combien elle avait besoin de lui dire ses épreuves pendant les jours d'inquiétude et de misère qu'il avait fallu traverser ! Combien il lui tardait d'entendre de sa bouche le récit des batailles, où elle l'avait suivi par la pensée, priant Dieu de le préserver de tous dangers !

Lui-même quittait l'Italie persuadé qu'il allait revoir son pays, la maison paternelle, les champs où il s'était réjoui de promener la charrue attelée de ses chevaux de guerre. Il se trompait : malgré le calme apparent de la France, l'esprit révolutionnaire s'agitait. Le Directoire avait besoin pour se soutenir des officiers de l'armée d'Italie. On avait dû charger Augereau du commandement de Paris. Dans les premiers jours de juillet 1797 le général de Dommartin avait fait partir d'Italie Auguste avec ses chevaux, mais il avait prévenu sa mère

qu'un ordre supérieur l'appelait à Paris. Il y arriva en effet le 24 juillet ; le général Augereau l'y retint.

« Paris, 18 Thermidor

« Chère maman, je comptais quitter Paris bien vite et me voilà obligé d'y rester. Des affaires majeures retardent mon retour près de vous en dépit de mon désir d'aller vous embrasser. »

Ce retard fut pour Mme de Dommartin un chagrin inattendu. Cependant elle espérait encore qu'un jour prochain la réunirait à son fils ; aussi fut-ce avec des larmes qu'elle lut la lettre suivante :

« Paris, 22 Thermidor,

« Je comptais vous arriver et voici qu'il me faut différer le plaisir de vous voir. Bien plus, aussitôt la présente reçue, je vous prie de faire partir Auguste pour Paris où il amènera celui de mes chevaux gris qu'il voudra avec ma meilleure selle. Il fera diligence pour arriver vite. Je loge à l'hôtel de Toscane, rue Richelieu. »

Que se passe-t-il ? Depuis la fin de la guerre on redoute des événements politiques, et cette inquiétude ajoute au chagrin qu'éprouve Mme de Dommartin de ne pas revoir son fils. On est loin d'être rassuré

18

sur l'avenir. En province on garde présent le souvenir des horribles jours de la Convention et on redoute de nouvelles catastrophes. Auguste emporte pour son maître une lettre confidentielle. Un fils peut-il sans raisons bien graves mettre si peu d'empressement à embrasser sa mère? Quelle circonstance imprévue force donc le général à rester à Paris?

A cette lettre il répond bien vite :

« Paris, 2 Fructidor, an V

« Auguste est arrivé; vous ne pouvez vous figurer combien je serais peiné, si vous aviez l'idée que je puis être peu désireux d'aller vous voir au plus vite. Il a fallu, croyez-le bien, de fortes raisons pour me faire rester ici. Je souffre autant que vous du retard que j'éprouve à vous embrasser, mais soyez sûre que je l'ai fait pour un bien dont vous-même me tiendrez compte.

« Ne craignez rien de Paris, il est très-calme et le *sera*. La France a besoin de tranquillité, nous la lui donnerons en attendant mieux. Si nous avions, comme vous le pensez, la crainte de tomber de Charybde en Scylla, nous saurions bien éviter l'un et l'autre,

« Vous avez dû voir dans les gazettes que je suis nommé au commandement de l'artillerie de la

17e division, mais pour le moment j'ai un commandement à Paris. Adieu, chère maman, ne m'accusez pas d'un retard bien court et qui ne vient pas de moi; quand vous saurez les raisons vous m'approuverez. »

Le cœur de la mère ne peut se faire à cette pensée que le plaisir de la voir ne l'emporte pas sur tout le reste; elle est mécontente de son fils et le lui fait sentir par son silence. Il en est peiné et le lui écrit.

« Paris, 12 Fructidor an V

« Je m'inquiète de n'avoir aucune nouvelle de vous. J'ai pourtant essayé de vous faire comprendre qu'une raison impérieuse m'obligeait à ne pas quitter Paris. J'irai vous voir, je vous le promets; mais je sers ici sous les ordres du général Augereau; il a de l'amitié pour moi, et je lui dois de chercher à lui être utile dans un commandement difficile comme celui qu'il exerce ici. »

A ce moment même le Directoire préparait un coup d'État.

Bien qu'en France la gloire console de tout, cependant les plaies laissées par la Convention avaient été trop profondes pour que nos victoires mêmes eussent pu les fermer. Les anciens conventionnels, devenus directeurs, ne donnaient satis-

faction ni aux révolutionnaires, ni à plus forte raison, à leurs victimes qui ne pouvaient songer sans horreur aux crimes que leurs noms rappelaient. On se sentait plus disposé à l'indulgence pour ceux qui, entraînés par l'exaltation révolutionnaire, avaient expié leurs fautes, que pour ces habiles qui bénéficiaient seuls du désordre sanguinaire dans lequel ils avaient trempé.

Le Directoire, gouvernement sans unité, sans confiance en ses forces, bientôt en opposition avec lui-même autant par jalousie que par la diversité des principes, allait donner l'exemple du premier coup d'État, et l'on sait, si depuis, cet exemple fut fidèlement suivi. Des cinq membres dont se composait ce gouvernement, trois devaient déporter les deux autres, et nous sommes en droit de nous demander qui des vainqueurs ou des vaincus du 18 fructidor pourraient, devant la postérité, se dire les moins coupables. Mais comme on l'a écrit : « La France avait vu tant d'illégalités, d'abus de pouvoir, de crimes commis au nom de la justice, que la notion du bien et du mal semblait oblitérée, le jugement faussé ; pourvu qu'on laissât sous le hangar la guillotine, tous les régimes paraissaient doux, légitimes, justes . »

En examinant le rôle joué par le général Dommartin dans cette révolution que l'on pourrait

nommer *de palais*, nous remarquerons d'abord qu'il éprouvait ce besoin de tranquillité qui fut alors le sentiment général. Dans une lettre à sa mère qui précède de quelques jours le 18 fructidor, il dit, en effet : « La France a besoin de repos, nous le lui donnerons en attendant mieux. »

Cette crainte de toute agitation, quel qu'en fût le but, explique la facilité avec laquelle Barras réussit dans sa conspiration ; car en vérité, de lui ou de son collègue Barthélemy, quel fut le conspirateur ?

Attaché de cœur, non pas à la monarchie qu'il ne sentait pas possible, mais au souvenir du roi martyr, Dommartin, entraîné par Augereau, crut préserver la France de nouveaux orages. Parti d'Italie avec un congé le 13 messidor, il était arrivé à Paris ; là il avait trouvé Augereau commandant l'armée. La campagne d'Italie les avait rapprochés et, depuis la bataille d'Arcole, ils s'étaient liés d'une solide amitié. Confident de Barras, chargé par lui de le débarrasser de Barthélemy, de Carnot et des députés qui le gênaient, Augereau avait accepté d'être le chef militaire de cette révolution intérieure, et celui-ci, décidé à intimider Paris, avait donné à Dommartin le commandement de l'artillerie. Il n'est pas probable qu'on lui parlât alors d'anéantir un complot royaliste, car sérieusement, comment aurait-il pu suppo-

ser que Carnot, cet ancien officier de Louis XVI qui avait voté la mort de ce roi pour lequel lui Dommartin aurait voulu mourir, fût devenu un instrument de la restauration monarchique? Bien au contraire, Dommartin, dont la mère gardait parmi les pieuses images de son livre d'heures le portrait de la reine, devait se défier des retours révolutionnaires, de cet ancien camarade aux armées royales qui, des premiers, avait manqué à son serment. Les lettres de Dommartin, la tradition restée dans sa famille nous le montrent croyant plutôt à la *conversion possible de M. le comte de Barras*, que l'irrégularité de sa vie privée avait, comme Mirabeau, fourvoyé dans la révolution.

Nous n'entrerons point dans les détails des mille intrigues qui préparèrent le coup d'État du 18 fructidor; un fait s'en dégage de lui-même, le malaise de la France; les élections avaient amené dans les deux chambres des hommes qui manifestaient le désir d'une partie de la nation de revenir au gouvernement monarchique. Ce vœu d'une minorité qui devait, bientôt après, devenir une majorité se groupant autour de Bonaparte représentant la force, allait être étouffé par une déportation sans jugement. Tant il est vrai que ceux qui avaient proclamé la liberté n'avaient entendu admettre que celle de penser comme eux. Il faut reconnaître

aussi que Barras et ses amis se servirent de l'accusation de royalisme, pour éloigner les hommes dont l'influence ou les talents leur portaient ombrage. On voit quelle fut la mauvaise foi des chefs du mouvement, quand on se rappelle que Kléber lui-même faillit être compris dans la liste de proscription. Il faut lire, dans l'ouvrage de M. le comte Pajol, cet épisode d'une époque de jalousie, de suspicions, de dénonciation et de haine.

« Cédant à de sages conseils, écrit-il, Kléber était resté étranger au coup d'État ; il faillit en être la victime. Il fut porté sur la liste de proscription comme royaliste. Si Kléber avait trop de mérite et trop d'indépendance de caractère pour n'avoir point paru dangereux, il était en même temps trop franchement républicain pour qu'il lui fût difficile de se disculper d'une accusation stupide. C'est le général Hoche, dit-on, qui avait demandé la proscription de son prédécesseur à l'armée de Sambre-et-Meuse ; il fut étrangement surpris qu'on l'eut épargné. Strolz, l'aide de camp de Kléber, assure avoir lu une lettre de Hoche au Directoire dans laquelle ce général s'exprimait ainsi : « Vous n'avez rien fait tant que vous avez laissé en France l'homme le plus dangereux à la République, cette langue de vipère qui a perverti la moitié des officiers de l'armée. » On cherche d'où pouvait venir

cette haine sauvage d'un collègue, et l'on s'étonne que, dans un moment où les actes tyranniques étaient aussi faciles que multipliés, Kléber ait pu échapper aux conséquences d'une dénonciation aussi formelle de la part d'un homme qui devait avoir alors tant de crédit. Un remords, peut-être, fit rayer son nom de la liste fatale... »

Bien d'autres, que la révolution avait pourtant marqués de son sceau, furent alors la victime de ces *actes tyranniques* commis au nom de la République. Mais, comme il arrive toujours dans les temps troublés, où la grande lassitude causée par les agitateurs fait accepter tout ce qui semble devoir procurer du repos, beaucoup d'hommes honnêtes ne virent dans le coup d'État de Barras, qu'un moyen d'assurer à la France la tranquillité intérieure. Augereau le crut sincèrement. Il avait quitté l'armée d'Italie victorieuse mais épuisée, et il avait trouvé à Paris un gouvernement sans force, craignant la paix qui permettrait à l'attention publique détournée par la guerre, de se reporter sur lui. Pourtant cette paix paraissait indispensable ; Augereau savait fort bien que l'armée d'Italie n'avait que 68 000 hommes pour reprendre la campagne ; et puis aux époques où toutes les ambitions sont libres de se produire, où toutes les espérances sont permises, est-il étonnant qu'un homme ne

cherche pas l'occasion de prendre dans un gouvernement qui est à tout le monde un rang, une situation plus élevée ?

Dans la journée du 11 fructidor, Augereau avait vu Dommartin et l'avait prévenu qu'une conspiration avait été découverte et que l'artillerie serait peut-être nécessaire pour contenir une insurrection. Le 12, Dommartin écrivit à sa mère qu'une raison impérieuse l'obligeait à ne pas s'éloigner de Paris et il ajoutait : « Je sers sous les ordres du général Augereau ; il a de l'amitié pour moi, et je lui dois de chercher à lui être utile dans un commandement difficile comme celui qu'il a ici. »

On voit que la pensée d'être utile à Augereau avait été pour son ami la première considération. Du reste, Dommartin et Augereau restèrent étrangers à toutes les intrigues, décidés à maintenir l'ordre comme des soldats, mais rien de plus. Ce ne fut que dans la soirée du 17 que Dommartin apprit qu'il pourrait être appelé à agir le lendemain. Il fut prévenu par ce billet laconique :

« Quartier général de Paris, 17 Fructidor an V, 11 heures et demie du soir, au général Dommartin, commandant l'artillerie.

« Veuillez bien, général, tenir toute l'artillerie sous vos ordres prête à marcher.

» AUGEREAU. »

Le lendemain 4 septembre, ce grave évènement qui consacrait dans la République le droit de la force, s'accomplit sans résistance. La France, que venaient encore d'inquiéter les théories socialistes de Babœuf, acceptait tout, pourvu qu'elle pût croire qu'on la sauvait d'un retour de la Terreur.

Les trois Directeurs, qui venaient d'employer l'armée pour s'assurer du pouvoir, avaient, sans y songer, préparé des armes contre eux-mêmes. L'acte qui leur réussissait, consacrait pour l'avenir le droit d'user du même moyen. L'armée, instrument du républicain Barras, reçut des vainqueurs sa récompense, ainsi que l'atteste cette lettre adressée à Dommartin.

«Quartier général de Paris, 24 Fructidor, an V

« Vous voudrez bien, citoyen général, réserver les 6 sabres, les 12 épées et les quatres paires de pistolets de la fabrique Baudin, que vous avez jugés n'être pas de nature à servir aux usages ordinaires de la guerre, pour que je puisse dédommager, au nom du gouvernement, les braves militaires qui ont donné des preuves de leur zèle et de leur attachement pour le gouvernement constitutionnel, dans la journée du 18 fructidor.

» Augereau. »

Bonaparte était trop habile pour ne pas com-

prendre que le Directoire, dont il connaissait les mauvaises dispositions à son égard, venait, en s'attribuant le droit de la force, d'amnistier toute intervention militaire se basant sur la nécessité politique ou sociale. Il approuva donc, sans hésitation, le coup d'État de Barras, l'annonça à l'armée et envoya aussitôt sa proclamation au Directoire :

« Soldats, y était-il dit, éloignés de votre patrie et triomphants de l'Europe, on vous forgeait des chaînes ; vous l'avez su, vous avez parlé ; le peuple s'est réveillé, a fixé les traîtres et déjà ils sont aux fers. Vous apprendrez, par la proclamation du Directoire exécutif, ce que tramaient les ennemis de la patrie, les ennemis particuliers du soldat, et spécialement des divisions de l'armée d'Italie. Cette préférence nous honore ; la haine des traîtres, des tyrans et des esclaves, sera dans l'histoire notre plus beau titre à la gloire et à l'immortalité. Rendons grâce au courage des premiers magistrats de la République, aux armées de Sambre-et-Meuse et de l'intérieur, aux patriotes, aux représentants restés fidèles aux destins de la France, ils viennent de nous rendre, d'un seul coup, ce que nous avons fait depuis six ans pour la patrie. »

La forme ampoulée de cette proclamation, l'exagération des termes, ne permettent guère de penser que Bonaparte crut, de bonne foi, au service si-

gnalé rendu à la France par ces trois membres du Directoire sur l'amitié desquels il ne comptait pas plus, qu'il ne reconnaissait leur capacité. Il est certain qu'il ne pouvait pas sérieusement admettre qu'ils venaient de *rendre d'un seul coup* ce que lui-même avait fait pour la France.

Le 26 fructidor (12 septembre) Bonaparte transmettait au Directoire cette proclamation, qu'il supposait sans doute devoir lui plaire, et le 23 septembre il écrivait directement à Augereau pour le féliciter, et lui disait : « Toute l'armée a applaudi à la sagesse et à l'énergie que vous avez montrées dans cette circonstance essentielle, et elle a pris part au succès de la patrie avec cet enthousiasme et cette énergie qui la caractérisent. »

Mais les grands mots de la proclamation du 12 septembre ne devaient pas suffire à rassurer le Directoire sur l'avenir que lui réservait, peut-être, le jeune vainqueur auquel il venait d'apprendre quel respect il était permis d'avoir pour des élus de la nation, puisque le 25 septembre, Bonaparte écrivait au Directoire cette lettre bien curieuse, lorsqu'on songe aux événements qui ne devaient pas se faire attendre plus de deux ans.

Quartier général de Passariono, 4 Vendémaire an VII

« Un officier est arrivé avant-hier de Paris à

l'armée d'Italie, il a répandu dans l'armée qu'il était parti de Paris le 25 ; qu'on y était inquiet de la manière dont j'aurais pris les événements du 18 ; il était porteur d'une espèce de circulaire du général Augereau à tous les généraux de division de l'armée. Il avait une lettre du ministre de la guerre à l'ordonnateur en chef, qui l'autorisait à prendre tout l'argent dont il aurait besoin pour dépenses extraordinaires, indépendamment de l'argent dont il aurait besoin pour sa route. Vous en trouverez la copie ci-jointe.

» Il est certain, après tous ces faits, que le gouvernement en agit avec moi à peu près comme envers Pichegru après vendémiaire.

» Je vous prie, citoyens Directeurs, de me remplacer et de m'accorder ma démission. Aucune puissance humaine ne sera capable de me faire servir, après cette marque horrible de l'ingratitude du gouvernement, à laquelle j'étais bien loin de m'attendre.

» Ma santé, considérablement altérée, demande impérieusement du repos et de la tranquillité.

» La situation de mon âme a aussi besoin de se retremper dans la masse des citoyens. Depuis trop longtemps un grand pouvoir est confié dans mes mains. Je m'en suis servi, dans toutes les circonstances, pour le bien de la patrie ; tant pis pour

ceux qui ne croient pas à la vertu et pourraient avoir suspecté la mienne. Ma récompense est dans ma conscience et dans l'opinion de la postérité.

» Je puis, aujourd'hui que la patrie est tranquille et à l'abri des dangers qui l'on menacée, quitter sans inconvénient le poste où je suis placé. Croyez que, s'il y avait un moment de péril, je serais au premier rang pour défendre la liberté et la constitution de l'an III. »

Ne peut-on pas, en vérité, se demander si ce fut sans sourire que Bonaparte proposa de défendre la constitution de l'an III, à ceux qui venaient de n'en tenir aucun compte en déportant les représentants régulièrement élus par la France en vertu de cette constitution? Dans tous les cas, Bonaparte savait très-bien, que, quelque malintentionné qu'on fût à Paris, on n'oserait pas mécontenter l'armée d'Italie qui lui était dévouée; et puis, *si la situation de son âme avait besoin de se retremper dans la masse des citoyens*, le Directoire, lui qui craignait l'enthousiasme des masses pour les grands capitaines, préférait certainement qu'il ne vînt pas à Paris retremper *la situation de son âme*.

Pour Bonaparte comme pour l'histoire, ce qui allait rester du 18 fructidor, c'était un coup d'État consommé par des républicains et violant une constitution républicaine. C'était le principe posé du

droit de ne tenir aucun compte, en présence du péril social ou politique, des suffrages donnés par des électeurs à leurs députés. Le premier pas était fait, et d'avance fructidor absolvait brumaire. Les moyens employés par Bonaparte contre le Directoire furent les mêmes dont s'était servi le Directoire lui-même. Barras, en donnant l'ordre de braquer les canons contre les collègues et les représentants du peuple, autorisa Bonaparte à faire deux ans plus tard avancer les grenadiers.

VI

ARMÉE D'ALLEMAGNE. — AUGEREAU GÉNÉRAL EN CHEF.

Parmi les déportés du 18 fructidor se trouvait Aubry, ancien officier, ancien conventionnel, ancien membre du comité de salut public et, dans les derniers temps inspecteur d'artillerie. Le Directoire voulant témoigner sa sympathie pour l'armée d'Italie dont il redoutait le chef, choisit pour le remplacer le général Lespinasse, et le 25 fructidor rendit cet arrêté :

« Le Directoire exécutif arrête, que le général Augustin Lespinasse, commandant en chef l'artillerie de la 17e division, est nommé à la place du Général de division inspecteur de la deuxième tournée d'artillerie vacante pour la déportation du Citoyen Aubry, que le Général Dommartin est nommé à la place du général de brigade commandant le 6e arrondissement militaire dont était pourvu le général Lespinasse.

» Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui ne sera pas imprimé.

Pour expédition conforme *signé*: L.-M. Revellière-Lepaux; pour le Directoire exécutif, le secrétaire général, *signé:* Lagarde; pour copie conforme, le ministre de la guerre : Schérer.

L'ampliation de cet arrêté adressée à Dommartin était accompagnée de la lettre suivante :

« Paris, 26 Fructidor, an V

« Le Directoire exécutif m'ordonne, citoyen Général, de vous adresser l'expédition ci-jointe d'un arrêté par lequel il vous a nommé à la place de général de brigade, chargé du 6e arrondissement de l'artillerie. Le choix qu'il a fait de vous doit vous flatter d'autant plus, que vous le devez uniquement à la distinction de vos services à la guerre, au

talent, au zèle, à la bravoure et au patriotisme que vous y avez constamment manifestés ; je me fais personnellement un vrai plaisir de vous l'annoncer. Vous ne continuerez pas moins d'exercer votre commandement actuel de l'artillerie de la 17e division, et ce ne sera que lorsque votre présence ne s'y trouvera plus nécessaire que vous serez dans le cas d'aller prendre possession de votre nouvel emploi dans l'arrondissement dont il s'agit, qui comprendra les départements de la Côte-d'Or, du Jura, du Doubs et de la Haute-Saône. Je vous adresserai incessamment votre brevet.

» Salut et fraternité :

SCHÉRER. »

Le brevet ne fut pas expédié ; la mort de Hoche allait faire donner à Dommartin une mission à l'armée d'Allemagne.

On sait dans quel état déplorable s'était trouvée cette armée au mois de novembre 1796. Kléber avait dû signaler sa misère, la désertion des soldats, le manque absolu de fourrage et de munitions ; et, ne voulant rien cacher, il avait écrit : « C'est au point que si l'ennemi venait à nous attaquer, nous n'aurions ni chevaux ni canons à lui opposer. » A cette époque le baron Kray ayant

proposé un armistice, Kléber l'avait considéré comme « indispensable pour la conservation de l'armée. » A la fin de décembre, Beurnonville était tombé malade; Kléber se sentant suspect au Directoire, avait tenu à écarter de lui la responsabilité d'un commandement qui n'avait que des périls ; sa démission avait été acceptée. Toutefois il ne s'était pas hâté de s'éloigner, voulant être remplacé avant de quitter son poste ; ce fut encore lui qui, au mois de janvier, désigna la division Bernadotte pour être envoyée à Bonaparte demandant en toute hâte des renforts. Le Directoire avait jugé alors, avec vérité, qu'en Italie se jouait la grande partie. Enfin, le 22 février, Kléber s'était retiré et en prévenant Moreau de son départ, il s'était exprimé ainsi : « Lorsque vous recevrez cette lettre, la boutique sera remise au général Hoche. » Il disait aussi : « Vous n'ignorez pas sans doute que la plupart des généraux du bas Mayn partent pour l'Italie avec beaucoup de troupes, ce qui jette les habitants entre la Sieg et le Mayn dans la plus grande consternation. Tout le monde fuit ; ce serait le beau moment de frapper, si l'on était en mesure. »

Hoche, qui amenait avec lui 25 000 hommes fut habile mais aussi fut heureux. L'Autriche en amoindrissant considérablement l'armée du Nord, en la privant de ses meilleures troupes et de ses meilleurs

généraux, rendait à Hoche la tâche facile ; l'empereur dont la capitale était menacée par Bonaparte s'était désintéressé de l'armée du Rhin ; Hoche en profita et fut vainqueur. A la suite des préliminaires signés à Léoben, Hoche, on ne peut en douter, avait été l'un des instigateurs du coup d'État de fructidor ; douze jours plus tard une maladie rapide comme la foudre l'emportait.

Bonaparte fut-il réellement affligé de la mort d'un général que des circonstances heureuses avaient fait, dans le Nord, son rival en victoires ? Les secrets du cœur humain ne nous appartiennent pas. N'étant plus à craindre, on pouvait lui élever des autels ; le général de l'armée d'Italie commanda une fête civique, en l'honneur du vainqueur d'Ukerath.

Cette manière païenne d'honorer les morts, ce cérémonial calqué sur l'antique, cette parodie des cérémonies grecques ou romaines ne pouvaient pas être prises au sérieux par un esprit aussi élevé que celui de Bonaparte. On éprouve un étrange étonnement lorsqu'on lit l'arrêté qui décide qu'au pied d'une pyramide portant le nom de Hoche :

« On chantera les hymnes qu'ont faites les *bardes* Chénier pour Hoche, et Lebrun pour le 18 fructidor : on lira le discours de l'orateur Daunou. Après quoi on fera l'exercice à feu et on tirera

vingt coups de canon en l'honneur de Hoche. »

Mais l'étonnement augmente encore lorsqu'on voit Bonaparte mettre au concours une marche militaire « ayant pour sujet la mort du général Hoche et pour prix une médaille de cent sequins. »

Mais revenons à l'armée d'Allemagne. Le Directoire redoutait la paix, qui le mettrait aux prises avec l'opinion publique; il redoutait surtout un traité dont tout l'honneur reviendrait à Bonaparte. Dans le cas où, comme le gouvernement l'espérait, les préliminaires signés à Léoben ne seraient pas ratifiés, il eût incontestablement préféré voir les succès revenir à l'armée du Nord et ne pas donner au jeune vainqueur de dix batailles l'occasion de nouveaux triomphes. Le patriotisme républicain allait si bien jusque-là qu'on refusait au général de l'armée d'Italie les renforts qu'il jugeait indispensables. Il insistait et démontrait jusqu'à l'évidence que, dans le cas d'une reprise d'hostilités, c'était par l'armée du Midi qu'un suprême effort contre l'Autriche pouvait être tenté.

« Je ne puis tirer aucune ressource de Gênes, répondait-il au ministre des affaires étrangères; pas davantage de la République Cisalpine. Tout ce qu'ils pourront faire c'est de se maintenir maîtres chez eux. L'armée du Rhin se trouve très loin de Vienne dans le temps que je m'en trouve très près.

Toutes les forces de la maison d'Autriche sont contre moi. L'on a très tort de ne pas m'envoyer dix ou douze mille hommes. Ce n'est que par ici que l'on peut faire trembler la maison d'Autriche.

» Mais puisque le gouvernement ne m'envoie point de renforts, il faut au moins que les armées du Rhin commencent leurs opérations quinze jours avant nous, afin que nous puissions nous trouver à peu près dans le même temps au cœur de l'Allemagne. Dès l'instant où j'aurai battu l'ennemi, il est indispensable que je le poursuive rapidement, ce qui me conduit dans le cœur de la Carinthie, où l'ennemi n'aura pas manqué de réunir, comme il s'y prépare déjà, toutes les divisions qu'il a en échelons sur l'armée du Rhin, qu'il peut éviter pendant plus de vingt jours ; et je me trouve encore avoir en tête toutes les forces qui, dans l'ordre ordinaire de bataille devraient être opposées à l'armée du Rhin ; il ne faut pas être grand capitaine pour comprendre cela ; un seul coup d'œil sur une carte avec un compas convaincra à l'évidence de ce que je vous dis-là ; si l'on ne veut pas le sentir, je n'y sais que faire. »

Tandis que Bonaparte répondait en ces termes à une lettre du ministre des relations extérieures datée du 30 fructidor, on avait à Paris donné la succession militaire du général Hoche, à Augereau,

et celui-ci avait choisi pour l'accompagner comme commandant de l'artillerie le général Dommartin dont il venait de mettre l'amitié à l'épreuve.

Le 2 vendémiaire, Augereau remettait à Dommartin ces instructions confidentielles :

« Le général Dommartin, écrivait-il, partira dans la nuit du 3 au 4 vendémiaire pour se rendre sans délai au quartier général de Sambre-et-Meuse près le général chef de l'état-major, pour y conférer avec lui sur la position de l'armée; il se concertera avec lui sur le moyen de déplacer le parc d'artillerie, s'il est vrai que sa position actuelle compromette sa sûreté ainsi que celle des munitions de guerre lui appartenant. Il visitera la ligne de cette armée, en se portant le plus tôt possible vers Strasbourg, lieu de rendez-vous avec le général en chef.

» Il rassemblera toutes les notes que la confidence du général Chérin pourra lui découvrir tant sur le matériel que sur le personnel de cette armée. Il sera plus réservé à l'égard du chef d'état-major de l'armée de Rhin-et-Moselle, sur laquelle il prendra, près du général Chérin, les notes qu'il lui sera possible d'obtenir.

» Il préviendra les deux chefs d'état-major, déjà instruits de son arrivée, qu'il est important pour le général en chef d'avoir sous les yeux en écrivant

le tableau détaillé de l'actif de l'armée et celui des renseignements sur la force des administrations, leur *moralité* et leurs moyens. Enfin il rendra compte au général en chef de tout ce qui paraîtra important dans l'ordre du service militaire et administratif. Il lui adressera, à cet effet, tous ses paquets ou lettres *poste restante.*

» Le général Dommartin est autorisé à s'adjoindre le chef de bataillon d'artillerie Fouller, lequel sera sous ses ordres immédiats jusqu'à son retour au quartier général où il reprendra le rang et l'ordre du service.

» Le général prendra connaissance de tous les dépôts d'armes situés dans les différentes places des deux armées et en soumettra l'état de situation au général en chef. En conséquence, il est ordonné à tous, officiers et autres, gardes-magasins, etc., de donner au général Dommartin tous les états qu'il exigera pour l'objet de sa mission. »

Dommartin était déjà à Strasbourg, ayant en partie rempli sa mission délicate, lorsqu'il reçut du ministre de la guerre l'arrêté du Directoire, daté du 7 vendémiaire, qui le plaçait sous les ordres d'Augereau. « Ce général, ajoutait Schérer, vous assignera la destination qu'il jugera convenable. »

Le rapport adressé par Dommartin ne figure sur son registre que par la mention de sa date, et si

nous le regrettons, nous ne pouvons nous en étonner. Augereau, en recommandant à son ami de lui envoyer ses lettres poste restante, ne voulait certainement pas que d'autres que lui pussent connaître les appréciations et les renseignements qui lui seraient fournis ; c'était comme une confidence dont le secret ne devait appartenir qu'à eux seuls. Le Directoire, en réunissant dans la même main les commandements de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, espérait contenir par l'unité de de l'autorité les ferments de discorde qui existaient entre les officiers. A Paris, on croyait à la guerre, on la désirait même ; on faisait des vœux intéressés pour le succès de l'armée d'Allemagne, et comme le gouvernement se prêtait peu aux demandes de l'Autriche, Bonaparte voyait que la paix, fruit de ses victoires, allait lui échapper. Aussi de son côté ne voulait-il pas être pris à l'improviste, avec une armée désorganisée et une caisse vide. Le 15 vendémiaire, en même temps qu'il donne des ordres à ses généraux, il écrit à Haller :

« Voyez à nous envoyer en toute hâte de l'argent, nous en avons le plus grand besoin ; puisez dans tous les coffres et prenez toutes les mesures, mais il faut que nous en ayons sur-le-champ. Dans douze jours nous serons en pleine campagne. De l'argent ! de l'argent ! de l'argent !

» BONAPARTE »

C'était, on n'en peut douter, avec un véritable regret qu'il se préparait à entrer en campagne; son armée était fatiguée et amoindrie; il savait combien peu il devait compter sur les Italiens, et l'argent lui manquait. Aussi le lendemain, 16 vendémiaire, il écrivait au ministre des affaires étrangères une lettre où il ne dissimulait pas ses inquiétudes :

« Je vous avoue, lui disait-il, que je ferai tout pour avoir la paix, vu la saison très avancée et le peu d'espérance de faire de grandes choses... Vous connaissez peu ces peuples-ci, ils ne méritent pas que l'on fasse tuer 40 000 Français pour eux... Ce que vous désireriez que je fisse sont des miracles, je n'en sais pas faire, je n'ai pas à mon armée un seul Italien, hormis, je crois 1,500 polissons ramassés dans les rues des différentes villes d'Italie qui pillent et ne sont bons à rien... Tout ce qui est bon à dire dans les proclamations, les discours imprimés, sont des romans... »

Bonaparte ne faisait donc mystère ni de sa volonté de rendre définitive la paix ébauchée de Léoben, ni de sa faible sympathie pour les Italiens, ni du peu d'intérêt qu'avait la France à continuer la guerre. Instruit de toutes les intrigues de Paris, il avait hâte d'y revenir et pressait les négociations. Grâce à son activité, il pouvait écrire au Directoire

le 19 vendémiaire (10 octobre) : « La paix définitive sera signée cette nuit. » Elle ne le fut en réalité que dix jours plus tard à Campo-Formio ; Berthier et Monge portèrent aussitôt à Paris ce traité qui ne devait jamais recevoir sa complète exécution.

Dans ce moment-là même, Augereau, que son intervention active dans le coup d'Etat du 18 fructidor avait fait l'homme du gouvernement, prenait toutes ses dispositions pour entrer en campage et donnait à Dommartin le commandement de l'artillerie. Quand on voit l'activité déployée à l'armée d'Allemagne pendant ces quelques jours de vendémiaire, on ne peut pas douter du désir d'Augereau, devenu général en chef, de cueillir, comme on le disait dans le style ampoulé de cette époque, une moisson de lauriers au moins égale à celle de son ancien chef de l'armée d'Italie. Sans nous arrêter même à ce que cette pensée pouvait avoir de flatteur pour son amour-propre, il faut nous dire aussi, qu'il n'était pas sans savoir, qu'un grand succès obtenu par l'armée du Rhin, pouvant diminuer, grâce à la mobilité de l'esprit français, la renommée de Bonaparte, en lui enlevant la gloire d'avoir dicté la paix, donnerait au Directoire une satisfaction dont il saurait se montrer reconnaissant. Mais Bonaparte avait été trop habile pour laisser le ha-

sard des batailles et le mauvais vouloir diminuer son prestige. La paix se trouvant faite, les ambitions comme les mécontentements durent se résigner au moins pour un temps.

VII

LA PRUSSE ET L'AUTRICHE. — CESSION DE MAYENCE.

Pour que l'Autriche, dont les forces militaires étaient encore considérables, signât le traité de Campo-Formio, pour qu'elle consentît surtout à l'acte secret qui en fut la suite, il fallait qu'elle se crût un intérêt bien puissant à rendre à la Prusse un peu du mal que celle-ci lui avait fait ; la Prusse avait, en effet, par le traité de Bâle (1795), abandonné son alliée et continué ainsi cette politique personnelle qui, depuis des siècles, lui réussissait au gré de ses souhaits, mais aussi, plus que jamais on sentait à Vienne la faute énorme commise le jour où l'on avait permis à l'électeur de Brandebourg de prendre le titre de roi, et d'arriver à se

créer une force et une indépendance dangereuse. Dès lors, se rapprocher de la France, quelque pénible que cela dût être à la maison d'Autriche après le meurtre de Marie-Antoinette, devenait une sage politique, et le comte de Cobenzl ne le dissimula pas à Bonaparte qui, rendant compte de leur entrevue à Passariano le 28 septembre, s'exprime ainsi :

« Après le dîner, moment où les Allemands parlent volontiers, j'ai causé quatre ou cinq heures de suite avec M. de Cobenzl ; il a laissé entrevoir, au milieu d'un très-grand bavardage, qu'il désirait fort que Sa Majesté Impériale réunît son système politique au nôtre, afin de nous opposer aux projets ambitieux de la Prusse. »

Cette ambition qui inquiétait alors l'Autriche, avait grandi longtemps à l'ombre de l'imprévoyance de l'Allemagne. Il est curieux de voir cette marche lente et patiente au travers des siècles, et comment les Etats voisins laissèrent s'accroître ce petit Etat, dont l'importance devait s'augmenter encore.

Les chefs des Teutons, ces ancêtres des Prussiens, se nommaient Fursten ou conducteurs. Le premier Furst de la maison de Hohenzollern dont il soit fait mention dans les chroniques se nommait Tasillon ; il vivait en 800 et fut vaincu par Charlemagne. Il eut pour descendants Danco, Rodolphe,

Othon, Volfrang, qui prit le titre de comte; puis après ceux-ci Frédéric Ier, Frédéric II, Frédéric III, Buchard, Frédéric IV et Rodolphe II. Ces comtes se succédèrent pendant une période de 400 ans, d'abord comme chefs indépendants d'un fort petit territoire; mais, sans cesse menacés par les empereurs d'Allemagne, ils se reconnurent leurs vassaux vers la fin du xe siècle.

Ce fut seulement en l'an 1200 que la maison de Hohenzollern prit une importance véritable, lorsque Conrad, fils de Rodolphe II, eut obtenu de l'empereur le burgraviat de Nuremberg. Il eut en cette qualité pour successeurs, Frédéric en 1216, Conrad II en 1266, Frédéric II en 1270, puis Frédéric III, qui, grâce à l'héritage du duc de Miran, augmenta l'apanage de ses pères des seigneuries de Baryth et de Cadelsbourg.

Son fils, Jean Ier, lui succéda en 1298, et à celui-ci, Frédéric IV en 1332. Ce dernier burgrave rendit de signalés services à l'empereur Henri VII dans la guerre qu'il soutint contre Frédéric d'Autriche et, l'ayant fait prisonnier, il le livra à l'empereur qui, en échange, lui abandonna tous les prisonniers qu'il avait faits lui-même. Le burgrave leur ayant rendu la liberté sous la condition qu'ils lui prêteraient hommage, devint ainsi leur seigneur suzerain.

A sa mort, le burgraviat fut gouverné par ses fils et petit-fils Conrad IV en 1334 ; Jean II en 1357 et Albert le beau en 1361. Celui-ci étant mort sans enfants, le pouvoir passa à Frédéric V son neveu, que l'empereur Charles IV fit prince en 1363.

Ce burgrave avait deux fils, Jean et Frédéric, entre lesquels il partagea ses domaines ; mais Jean mourut sans postérité et Frédéric régna seul en 1408. Sept ans plus tard, l'empereur Sigismond lui fit don de la Marche de Brandebourg qui comprenait la vieille et la nouvelle Marche, l'Ukraine, le Peignitz et les comtés de Ruppin, Grossen et Colbut.

En 1415, l'empereur conféra la dignité électorale à Frédéric VI, qui prit le nom de Frédéric Ier, et reçut, à la diète de Constance, la confirmation de son nouveau titre et l'investiture de ses nouveaux Etats. La maison de Hohenzollern fit, dès ce moment un premier pas vers les hautes destinées où devait la pousser une ambition toujours croissante.

Frédéric, *dent de fer*, succéda à son père Frédéric Ier. Il guerroya beaucoup et longtemps, refusa la couronne de Bohême et abdiqua en 1464 en faveur de son frère Albert, plus connu sous le nom d'Achille, qu'il s'était mérité par son intrépidité.

Lorsque Achille prit le gouvernement de l'électorat, il avait cinquante-sept ans ; mais son humeur

belliqueuse n'a rien perdu avec les années. Il gagne huit batailles sur les habitants révoltés de Nuremberg, et enlève de sa propre main l'étendard de la ville. Puis il attaque Gressembourg. Le premier, s'élançant à l'assaut, il franchit la muraille, saute dans la ville, et seul soutient un combat corps à corps, jusqu'à l'arrivée de ses hommes d'armes entraînés par son exemple. Renonçant enfin à la guerre, mais ne pouvant se résigner au repos, il organise des tournois, envoie des défis aux princes d'Allemagne, et dans dix-sept passes d'armes remporte le prix sans avoir été jamais désarçonné. Enfin, en 1476, il abdique l'électorat, et son fils Jean lui succède.

Beau parleur, plus philosophe que guerrier, Jean mourut en 1449 laissant l'électorat à son fils Joachim Ier, qui régna trente-et-un ans ignoré de ses contemporains. C'est à son fils Joachim II qu'il était réservé d'introduire le luthérianisme dans ses Etats, en embrassant lui-même la Réforme. D'un caractère remuant et ambitieux, il chercha le moyen de s'agrandir et se fit habilement céder par Sigismond, roi de Pologne, le droit de succéder à Albert de Prusse, son beau-père. Son fils, Jean Georges, ne recueillit pas les fruits de sa politique ; mais son petit-fils, Joachim Frédéric, devenu électeur en 1598, poursuivant ses projets, se fit nommer

administrateur provisoire du duché de Prusse, dont il prit ainsi possession de fait.

La Prusse, qui devait cent ans plus tard donner son nom à un royaume, n'était alors qu'un fief relevant de la couronne de Pologne. Pays peu fertile, couvert de forêts et de marais, il était resté barbare bien longtemps après les contrées de l'Allemagne. Son nom lui venait d'une rivière nommée la Russe. Au moyen âge, tous ces pays encore sauvages, furent connus sous la dénomination générale de près la Russe, d'où vint Prusse, désignant les territoires entre le Mimel et le Niémen. Le peuple de ce pays, alors perdu pour le reste de l'Europe occidentale, demeura longtemps étranger à toute civilisation. En l'an 1100, il adorait encore les idoles Pourinpos, Perennus et Picollos, et offrait à ses dieux des sacrifices humains. Ce fut seulement en 1229 qu'Herman, grand maître de l'ordre teutonique, s'étant emparé d'une partie du pays, y fonda des évêchés. Mais il fallut à cet ordre religieux et guerrier cinquante-trois ans de guerre pour enlever à ces peuples leurs coutumes et leur férocité.

Alors la Prusse devint un duché dont l'ordre teutonique garda le gouvernement jusqu'au jour où le grand-maître Albert, de la maison de Brandebourg, quittant l'habit religieux pour embrasser

la Réforme, se fit reconnaître duc héréditaire et se maria. — Il mourut fou et Jean-Sigismond, électeur de Brandebourg, fils de Joachin-Frédéric, lui succéda en 1608. Ce fut à partir de cette époque que le duché de Prusse fit partie intégrante de l'électorat.

Comme on le voit, la maison de Hohenzollern allait s'agrandissant, non point par des actions d'éclat, mais par l'habileté de sa politique, habileté mise au service d'une ambition qui devait se développer sous les successeurs de Jean-Sigismond. — Il meurt en 1619, et son fils Georges Guillaume est appelé à assister à tous les malheurs de la guerre de Trente ans. Le Brandebourg, placé sur le passage des armées ennemies, en est inondé. Suédois, Polonais, Impériaux pillent, brûlent, ravagent. Toujours avec plus d'habileté que d'esprit chevaleresque, George-Guillaume ménage la Suède et s'humilie devant l'empereur. La pauvreté de son pays et de son propre trésor le sauvent alors mieux que n'aurait pu le faire une armée. Il reçoit le général Wallenstein, mais ne se compromet pas jusqu'à assister à la diète de Ratisbonne et, se faisant pauvre, il écrit à l'empereur: « L'épuisement de mes ressources personnelles ne me permet pas de subvenir aux frais du voyage. »

Il règne sur un pays ruiné, mais fait tourner à

son profit cette ruine ; car, plus heureux que ses voisins, il conserve ses États qui ne tentent personne et il attend des jours meilleurs. Enfin, il laisse à son fils Frédéric-Guillaume des populations misérables, des finances épuisées ; celui-ci peut profiter de la paix de Westphalie pour réparer ses désastres ; et, tandis que le royaume de Pologne s'écroule miné par ses propres fautes, l'électorat de Brandebourg s'élève et son souverain reprend sans bruit les projets d'agrandissement de ses prédécesseurs. — La période suivante peut s'appeler la grande époque, celle où se fonda ce royaume de Prusse, si humble à son début, qu'il passa presque inaperçu en Europe, et qui devait devenir rapidement une redoutable puissance. Frédéric III succéda à son père Frédéric-Guillaume. Ce n'était point un guerrier, mais ce fut un habile ; le titre d'électeur ne satisfaisant pas son ambition, il voulut être roi ; toute sa politique se concentra vers ce but unique. Avec l'organisation intérieure de l'Allemagne, ce projet devait sembler impossible ; et, en effet, les ministres de l'électeur le déclarèrent chimérique. Dunkelmann, l'un d'eux, osa faire observer à Frédéric que l'utilité du titre de roi n'était point en rapport avec les difficultés qu'il rencontrerait à le faire accepter par l'empire. Sa disgrâce fut la conséquence de sa franchise ; on l'enferma à Spandau.

Certes, il avait pour lui la raison, et pourtant si l'électeur eût écouté ses sages avis, la Prusse n'eût jamais existé.

Cinquante ans après l'événement dont nous parlons, un auteur allemand, jugeant en même temps dans un livre anonyme les faits, et l'électeur Frédéric, écrivait ces lignes vraiment prophétiques :

» Ce qui fut l'ouvrage d'une vanité puérile se trouva dans la suite un chef-d'œuvre de politique, car la royauté tira la maison de Brandebourg de ce joug où l'Autriche tenait alors tous les princes d'Allemagne. C'était une amorce que Frédéric jetait à toute sa postérité et par laquelle il semblait lui dire : « Je vous ai acquis un titre, rendez-vous en digne, j'ai jeté les fondements de votre grandeur, à vous d'achever l'ouvrage. »

Frédéric dut épuiser toutes les ressources de l'intrigue pour s'assurer les bonnes grâces de l'empereur ; ainsi, on le vit s'empresser de lui remettre le cercle de Swibus ; de plus, il fournit des troupes en Flandre, sur le Rhin, en Hongrie, sitôt que la maison d'Autriche en exprima le désir.

Enfin, lorsque éclata la guerre de la succession d'Espagne, il fut des premiers à offrir son argent et ses soldats. Un pareil service réclamait sa récompense ; puisqu'il voulait une couronne, on lui permit de s'appeler *roi de Prusse*, et l'empereur

signa le fameux traité de la *couronne*, dont il était loin de prévoir les conséquences. En effet, si Frédéric s'engageait à donner à l'avenir sa voix dans les elections impériales aux descendants de l'empereur Joseph, on avait inséré cette clause qui réservait l'avenir : « à moins qu'il ne survienne des raisons qui obligent à prendre l'empereur d'Allemagne dans une autre maison. » Ainsi Frédéric préparait la voie à ses descendants, et pourtant, au milieu du bouleversement de l'Europe, cette clause passa comme inaperçue ; seul le prince Eugène, avec son esprit profond et railleur, écrivit à Vienne: « Si j'étais l'empereur, je ferais pendre les ministres qui ont rédigé un pareil traité. »

C'est ainsi qu'avait été fondé, en 1701, ce royaume de Prusse que les souverains reconnurent, les uns par nécessité, les autres pour créer des embarras à Louis XIV. En effet, à ce moment, l'Angleterre, qui ne cherchait qu'à susciter des ennemis à la France et qui les achetait à tout prix, avait besoin du concours de l'électeur ; le Hanovre suivait la même politique. Le roi Auguste de Pologne peu solide, sur son trône, n'osait pas protester et le Danemark, craignant avant tout la Suède, espérait s'assurer d'un allié ; quant à Charles XII, il lui importait peu que l'Allemagne comptât un souverain de plus si, par sa complaisance, il était garant.

pour l'avenir de la neutralité de la maison de Brandebourg.

La politique du moment est d'ordinaire imprévoyante, et telle cause qui semble indifférente, amène en peu d'années de terribles effets. Le règne du grand Frédéric ne devait pas tarder à faire sentir à la maison d'Autriche qu'en créant à sa porte un royaume, elle venait de perdre sa force et sa prééminence. Il eût donc fallu qu'à Vienne on poussât l'illusion jusqu'à l'aveuglement, pour ne pas voir que la Prusse, en se retirant de son alliance et en traitant à Bâle avec la République française, avait espéré voir l'Autriche s'affaiblir dans cette lutte. Dès lors on avait une revanche à prendre; aussi nous livrait-on secrètement Mayence, en haine de la Prusse.

L'article Ier du traité secret délimitait ainsi nos frontières : la rive gauche du Rhin depuis la Suisse au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Nette au-dessus d'Andernach, y compris la tête de pont de Manheim et la ville et forteresse de Mayence; les deux rives de la Nette depuis son embouchure jusqu'à sa source, puis une ligne partant de Bruck, passait par Velcherath et Borler jusqu'à Kerpen et de cette ville à Lendersdorf; les deux rives de l'Urft jusqu'à son embouchure dans la Roër; les deux rives de cette rivière avec les arrondissements

d'Heimbach, Niedeggen, Düren et Juliers; enfin, une ligne partait de Linnich pour aboutir à la ville de Venlo et à son arrondissement.

« Si, malgré les bons offices de sa majesté l'empereur, roi de Hongrie, était-il dit dans cet article, l'empire germanique ne consentait pas à l'acquisition par la République française, de la ligne de limite ci-dessus désignée, S. M. l'empereur et roi s'engage formellement à ne fournir à l'armée de l'Empire que son contingent, qui ne pourra être employé que dans les forteresses, sans que par là il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être établies entre Sa dite Majesté et la République française. »

L'article 13 stipulait que vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité, les troupes autrichiennes évacueraient Mayence; enfin par l'article 16, « on se promettait mutuellement de garder le plus profond secret sur les promesses réciproquement faites. »

On sentait si bien que la Prusse ne se résignerait qu'avec peine à la cession de Mayence, que Bonaparte, dans les instructions qu'il adresse le 9 décembre 1797 (19 frimaire) aux plénipotentiaires envoyés à Rastadt, s'exprime ainsi :

« Vous devez déclarer dans toutes les conversations particulières, que vous aurez avec les différents

membres de la députation de l'empire, et spécialement avec celui de Mayence, que la République française ne consentira à accorder une prolongation d'armistice à l'Empire que dans le cas où celui-ci ne mettrait aucune espèce d'opposition à ce que les troupes françaises entrassent dans Mayence, comme nous en sommes convenus avec S. M. l'empereur.

» Vous éviterez autant qu'il vous sera possible toute espèce d'explication là-dessus avec les envoyés du roi de Prusse.

» Vous ne ferez aucun acte officiel sur cet objet à l'Empire, que dans le cas que la députation de l'Empire vous prévînt ; et dans ce cas vous répondriez en peu de mots, que les généraux français ayant accordé huit mois d'armistice aux généraux de l'Empire, sans que les négociations aient avancé, il est tout naturel que les généraux français ne veuillent pas prolonger un armistice, qui est tout à leur détriment, qu'au préalable ils ne soient en possession d'un poste militaire qui améliore leurs quartiers d'hiver ; que si donc l'Empire, au lieu d'ordonner à l'électeur de Mayence de remettre Mayence aux troupes françaises s'y opposait, l'Empire se trouverait exposé aux inconvénients de la guerre, ce qui cependant ne retarderait pas la marche du congrès, prenant sur vous d'obtenir la

neutralité pour Rastadt et un rayon de trois lieues autour.

» Vous aurez soin, en même temps que vous ferez cette déclaration, de dire au député de Wurtzbourg, que son évêché va être envahi ; au député de Darmstadt la même chose ; au député de l'Autriche de le faire souvenir de la conduite que les articles secrets du traité lui prescrivent ; à ceux de Bâle et de Francfort, que la République française règlera sa conduite sur celle qu'ils vont tenir.

» Quant au ministre de Prusse, s'il vous en parle, vous lui direz avec beaucoup d'affectuosité que le Directoire exécutif de la République française sait bien que c'est à la première reconnaissance que le roi de Prusse a faite des limites du Rhin à la République française que nous devons aujourd'hui la fin heureuse de nos négociations et que l'occupation de Mayence n'en est qu'une suite naturelle. »

Ainsi pour cette fois l'habileté séculaire de la Prusse s'était trouvée en défaut. En abandonnant l'Autriche, elle avait pensé l'amoindrir et le traité de Bâle servait au contraire de prétexte pour établir une frontière, qui resserrait la Prusse et faisait accorder à l'empereur des compensations en Italie. Mais il importait aux signataires du traité secret de Campo-Formio que Mayence fût livré à la France avant que la Prusse pût y opposer de résis-

tance ; c'est pour cela que le jour même où Bonaparte donnait aux plénipotentiaires les instructions que l'on vient de lire, le Directoire adressait au général Hatry l'ordre de prendre possession de la place. Le Directoire s'exprimait ainsi :

« Paris, 19 Frimaire, (19 Décembre)

« Vous trouverez ci-joint, général, copie de la convention qui a été passée entre les plénipotentiaires de la République française et ceux de l'empereur. Le Directoire exécutif vous charge de son exécution. L'empereur en a chargé le général de Latour, c'est donc avec ce général que vous devez vous concerter. Immédiatement après le reçu de la présente instruction, vous investirez la place de Mayence et vous empêcherez qu'il n'y entre ni troupe ni approvisionnements de guerre ou de bouche. Cependant vous laisserez entrer ce qui est nécessaire à la consommation journalière.

» Dès l'instant que l'investissement de Mayence sera commencé et au plus tard le 15 décembre, vouz enverrez un de vos aides de camp à l'officier commandant les troupes de l'électeur de Mayence, quel que soit le grade qu'il ait, ne fût-ce qu'un lieutenant. Vous lui déclarerez que la République française, ayant l'intention d'occuper la ville de Mayence, ne peut accorder une prolongation de

l'armistice pour Son Altesse jusqu'à la fin du congrès de Rastadt, que dans le cas où Son Altesse électorale donnerait sur-le-champ les ordres aux magistrats de Mayence de recevoir dans cette place les troupes de la République française, et que, dans le cas où Son Altesse Sérénissime n'aurait pas donné le dit ordre avant le 20 décembre, vous le traiteriez en prince ennemi et vous envahiriez l'électorat.

» Si effectivement le 20 décembre Son Altesse électorale ne vous avait fait qu'une réponse évasive, vous renverrez sur-le-champ à Son Altesse, ou en son absence à celui qui la représente, un de vos adjudants généraux qui déclarera que vous l'envoyez pour annoncer à Son Altesse électorale la rupture de l'armistice, et la prévenir du commencement des hostilités. Si, sous vingt-quatre heures, elle ne donne pas l'ordre pour que la ville de Mayence vous soit remise; et si Son Altesse électorale continuait à s'y refuser, vous envahiriez toute la partie de l'électorat de Mayence qui va sur la rive droite du Rhin, et y lèveriez sur-le-champ une contribution proportionnée aux facultés du pays.

» Il est indispensable que vous régliez vos opérations de manière que le 3 nivôse (23 décembre) vous ayiez l'ordre de l'électeur de Mayence aux

magistrats et aux troupes qui s'y trouveront, de vous remettre la place, ainsi qu'une lettre de l'électeur de Mayence pour le commandant autrichien, afin de l'autoriser à vous remettre la place au moment où il doit l'évacuer ; ou bien que vous soyiez en marche le 4 nivôse (24 décembre) pour envahir l'électorat à la rive droite et vous vous mettiez alors en mesure pour pouvoir prendre Mayence lors de l'évacuation des Autrichiens. »

On considérait comme une chose si importante d'occuper Mayence avant que la cession, qui nous en avait été secrètement faite par l'empereur, fût soumise au congrès de Rastadt, que, quatre jours avant que le Directoire donnât au général Hatry des instructions officielles, le général Chérin écrivait à Dommartin qui se trouvait à Strasbourg :

« Offembourg, 15 Frimaire an IV

» A la réception de la présente, citoyen général, nommez un officier supérieur d'artillerie, d'un mérite distingué, pour se rendre en toute diligence à Alzey où il devra être rendu le 18 au soir, au plus tard, et prendre les ordres du général Ambert. Ce général doit investir le 20 la place de Mayence, que les troupes autrichiennes évacueront ensuite. Ainsi la mission de cet officier supérieur a pour objet de recevoir, sous les ordres du général Am-

bert, toute l'artillerie de cette place. les munitions de guerre, tout ce qui a un rapport direct à votre arme. Donnez vos ordres en conséquence, et en m'accusant réception de cette lettre, mandez-moi le nom de l'officier que vous enverrez. Vous lui recommanderez le secret sur son contenu, qui ne devra être connu que de lui et de vous. »

Un ami d'enfance de Dommartin, élève comme lui de l'école de Metz, M. Le Masson du Chesnoy, était alors chef d'escadron de l'artillerie; c'est à lui qu'il confie cette mission qui devait être donnée à un officier d'un mérite distingué. M. du Chesnoy s'était fait remarquer comme administrateur et avait à ce moment la direction du parc d'artillerie de l'aile droite. En même temps que Dommartin lui adressait sa lettre de service, il écrivait au chef de bataillon Vaux-Moret, à Deux-Ponts, de mettre à la disposition de M. du Chesnoy la quantité de chevaux que celui-ci jugerait nécessaire pour remplir la mission dont il est chargé.

Il donnait ordre au commissaire des guerres Claude, de rejoindre à Alzey le commandant Le Masson ; et ajoutait : « il vous donnera communication d'ordres pour l'exécution desquels votre présence est nécessaire. Si ce commandant n'était plus à Alzey, vous le trouverez près le général

Ambert, que vous auriez à joindre en toute diligence. »

Enfin, il écrivait au chef d'état-major de l'artillerie Fouller : « J'ordonne de faire partir successivement, le plus tôt possible et par le chemin le plus court, les diverses compagnies du 7e régiment d'artillerie cantonnées sur la rive gauche de la Moselle pour se rendre à Creutznach où elles recevront de nouveaux ordres du citoyen Le Masson, directeur du parc de l'aile droite. »

M. Le Masson du Chesnoy emportait l'ordre de prendre le commandement de l'artillerie dans Mayence, aussitôt la remise de la forteresse aux Français.

Le surlendemain, le général Hatry recevait les instructions du Directoire ; il lui était particulèrement recommandé de prendre toutes les mesures pour que Mayence fût soigneusement bloqué, afin qu'il fût de toute impossibilité d'y faire entrer des troupes de l'empire germanique.

Tout en recommandant le secret sur la convention passée avec l'Autriche, on voulait que, dans la place privée de communications avec l'extérieur, on répandît le bruit de la prochaine occupation de Mayence, cédé par l'empereur à la République française, qui allait en faire le chef-lieu d'un de ses départements.

Dommartin, dans la matinée du 16 frimaire, avait envoyé un courrier à Chérin, pour le prévenir des mesures qu'il avait prises.

« Conformément à la lettre d'hier, je viens, général, de donner l'ordre au citoyen Le Masson, directeur du parc d'artillerie de l'aile droite, de se rendre près le général Ambert pour faire l'inventaire des effets, munitions et autres attirails d'artillerie qui se trouveront dans Mayence à la remise de cette place ; j'y envoie également 500 hommes du 7e régiment d'artillerie cantonné sur la rive gauche de la Moselle où ils ne font rien ; ils ignorent le véritable but de leur marche, qui se fera par petits détachements par des routes différentes mais aboutissant à des points tels que le citoyen Le Masson pourra les réunir de suite pour entrer dans la place. — Je fais partir encore un commissaire des guerres pour être présent à l'inventaire, conformément aux réglements. »

Dans la pensée que l'on pourrait être obligé d'envahir l'électorat, des ordres sont donnés pour réarmer toutes les demi-brigades et retirer des parcs un certain nombre de canons. Le général Ambert demande des conducteurs d'artillerie, des ouvriers en bois et en fer. Le 18 frimaire ils sont expédiés par Dommartin avec ordre de se rendre à leur destination à grandes journées, les vivres et le fou

rage devant leur être fournis dans les lieux de passage, conformément à leur grade.

Le 23, Dommartin écrit au général Chérin : qu'il attend d'Augereau des instructions précises sur l'artillerie, qu'on va attacher au corps expéditionnaire que commande le général Ambert; et il ajoute : « Puisque cet officier général a pris au parc de Bliscastel les chevaux qui y existaient pour les donner à ses demi-brigades, je ne connais plus d'autres chevaux disponibles que ceux cantonnés sur la rive gauche de la Moselle, à l'exception d'environ 300 qui sont à Strasbourg, destinés à l'armement de deux compagnies d'artillerie à cheval que j'y tiens prêtes à marcher. Il y a un matériel d'artillerie considérable à Deux-Ponts, mais tout le monde en dispose, de sorte que je ne puis savoir en quoi il consiste en ce moment; comme je ne suis pas devin, il n'est donc pas étonnant que je me trouve au dépourvu. Mes moyens étaient à peu près en état, mais on en a disposé, en sorte que j'ignore actuellement si je pourrai exécuter formellement les ordres que vous me donnerez et que j'attends. »

La même rivalité entre généraux, les mêmes luttes qui s'étaient produites à l'armée d'Italie avant l'arrivée de Bonaparte, se manifestaient chaque jour à l'armée d'Allemagne. Il y manquait un de

ces chefs devant la position ou la capacité desquels toutes les jalousies et toutes les vanités s'inclinent. Ainsi, dans la prévision d'une prochaine campagne les divisionnaires font prendre dans les parcs les canons qu'ils jugent nécessaires, et Dommartin, qui en a la garde, s'en plaint au général Chérin, et ne cache pas à Duvigneau son mécontentement. « J'ai été obligé, lui écrit-il, d'empêcher l'effet de vos ordres, attendu que vous n'avez point l'autorité convenable pour disposer de la moindre partie du matériel de l'artillerie, quand elle est remise au parc. »

Les pourparlers engagés avec l'électeur de Mayence, et le mécontentement que la Prusse ne pouvait manquer de témoigner devaient faire craindre une reprise des hostilités. Le général Ambert, chargé d'investir Mayence, complétait à la hâte son corps de troupes. Dans la prévision d'événements graves, le Directoire reconnaissait la nécessité de reconstituer l'armée d'Allemagne en deux armées, comme elle l'était dans la dernière campagne ; il en confia la moitié seulement à Augereau et l'autre au général Hatry ; celle-ci prit le nom d'armée de Mayence ; le commandement de l'artillerie en fut donné au général Debelle ; l'armée d'Augereau se nomma armée du Rhin, et l'artillerie fut sous les ordres de Dommartin.

L'arrêté du Directoire, daté du 22 frimaire, n'était pas encore arrivé à Strasbourg lorsque Dommartin donnait le 24, au commandant d'artillerie du parc de Bliscastel, des instructions pour le corps du général Ambert.

« Par une lettre que je reçois du général Chérin, il paraît que le général Ambert a donné des ordres pour faire venir près de lui le personnel de deux compagnies à cheval. Comme il me paraît naturel qu'il veuille y joindre également le matériel, vous le tiendrez prêt à marcher pour le moment où vous en recevrez l'ordre de ce général. Vous ferez en conséquence revenir les chevaux nécessaires du pays de Trèves, en les demandant à Fouller et en employant de préference ceux de Lauchère. Vous correspondrez avec le citoyen Le Masson, qui se trouve près le général Ambert, et vous fournirez à tous les besoins de cet officier général en artillerie, notamment pour l'établissement d'un parc à la suite de son corps, tant pour alimenter les huit pièces qu'il a déjà fait marcher que pour celles qu'il demandera encore, ainsi que pour les munitions d'infanterie. »

La 1re division avait alors sa droite au mont Terrible, et sa gauche à Mankolsheim, fournissant les garnisons d'Huningue, Neufbrisach et Belfort.

La division Duhesme avait sa droite à Mankol-

sheim et sa gauche à Strasbourg, occupant la droite du Rhin, et sur la rive gauche, la Kinsig et sa gorge; deux escadrons de dragons restaient à Strasbourg.

La division Dufour appuyait sa droite sur Strasbourg, sa gauche à la Moder, se développant sur Kehl et la Kinsig.

Enfin, la division Sainte-Suzanne avait sa droite à la Moder, sa gauche au Spirebach, occupant Spire et Neustadt et fournissant la garnison de Landau.

Quant à la réserve de cavalerie, elle avait ses quartiers sur la Sarre et dans les départements de la Meurthe et des Vosges.

Trois lettres de Dommartin, sous la date du 26 frimaire, ont rapport à l'organisation de l'artillerie de ces divisions.

« Au chef de bataillon Vaux-Moret

« L'armée du Rhin comprend les grandes divisions dont votre parc continue de faire partie. Vous correspondrez toujours avec le commandant Le Masson, qui sera le directeur du parc de l'armée. Mon intention est que vous envoyiez des compagnies du 7e régiment pour relever celles du 5e que vous renverrez alors à Strasbourg. L'artillerie de la division du général Sainte-Suzanne sera commandée par le chef de brigade Lefèvre. Le

commandant Le Masson, organisera en passant son matériel, qui sera composé de 6 pièces de 8 et de 2 obusiers de 6 pouces, servis par l'artillerie à cheval ; 2 pièces de 8, 4 de 4 et 2 obusiers, servis par l'artillerie à pied. »

« Au chef d'état-mojor Fouller

« L'armée d'Allemagne, mon cher Fouller, étant divisée en deux, je commande en chef l'artillerie de celle dite du Rhin, pour laquelle Debelle doit vous rendre tout ce qui faisait jadis partie de l'armée de Rhin-et-Moselle. Vous donnerez donc les ordres suivants : au détachement du 1er régiment d'artillerie à cheval de se rendre à Neufbrisach pour y être attaché à la division du général Saint-Cyr, sous les ordres du chef de brigade Taviel ; au détachement du 5e de se rendre à Strasbourg pour être attaché aux divisions Duhesme et Dufour, sous les ordres du chef de brigade Alix et du chef de bataillon Guardia. — Enfin, au détachement du 8e de se rendre à Neustadt pour y être attaché à la division du général Sainte-Suzanne, sous les ordres du chef de brigade Lefèvre. L'artillerie à pied de chaque division sera fournie par le 7e régiment ; le surplus de ce régiment ira au parc de Deux-Ponts. Comme je pense qu'il est déjà parti pour Creutznach, j'envoie des ordres en conséquence à

Le Masson. Vous ferez partir des cantonnements pour Deux-Ponts tous les chevaux des compagnies Schunts et Lauchère ; on en fera la répartition dans chaque division. Aussitôt que vous aurez tout mis en mouvement, vous partirez avec tout ce qui dépend de votre état-major pour vous rendre près de moi. Vous vous entendrez avec le chef de brigade Saint-Martin pour l'exécution de tous ces articles. »

Au commandant Le Masson, à Alsey.

« Mon cher ami, je commande l'artillerie de l'armée du Rhin, qui doit être composée, matériel et personnel, de l'artillerie qui faisait partie de celle de Rhin-et-Moselle. Le général Debelle devant fournir, avec l'ancienne armée de Sambre-et-Meuse, l'artillerie nécessaire à l'armée de Mayence, nous avons à retirer tout ce que j'ai fait marcher pour cette armée. Ainsi vous voudrez bien revenir à Strasbourg avec les gardes, conducteurs, ouvriers, etc., que vous avez emmenés avec vous. Mais, auparavant, vous prendrez les dispositions relatives à mon intention d'affecter le 7e régiment d'artillerie à pied au service de l'artillerie des divisions et du parc de Bliscastel.

» L'armée du Rhin est divisée en quatre divisions

d'inégales forces et de composition différente. Quant aux divisions d'artillerie on les distribuera ainsi qu'il suit : — La 1re division, aux ordres du général Gouvion-Saint-Cyr, aura l'artillerie sous le commandement du chef de brigade Taviel, savoir : 6 pièces de 8 et 2 obusiers, servis par le 1er bataillon d'artillerie à cheval ; 1 pièce de 8, 4 de 4, 2 obusiers, servis par une compagnie du 7e à pied. — La 2e division, aux ordres du général Duchesme, aura, commandée par le chef de Brigade Alix, 2 pièces de 8, 2 obusiers, servis par une compagnie du 5e d'artillerie à cheval, et pareil nombre de pièces que la précédente, servies par le 7e d'artillerie à pied. La 3e division du général Dufour aura la même composition que la seconde en artillerie, que commandera le chef de bataillon Guardia. Enfin, la division du général Sainte-Suzanne aura le même matériel d'artillerie que celle du général Saint-Cyr et sera commandée par le chef de brigade Lefèvre ; le service sera fait par le 8e d'artillerie à cheval et une compagnie du 7e à pied. Chacune de ces divisions aura de suite 20 caissons de cartouches d'infanterie, et un second approvisionnement pour toutes ses bouches à feu. Vous y attacherez les gardes, conducteurs et ouvriers nécessaires, ainsi que les forges, prolonges et voitures convenables. Le parc de Deux-Ponts reste

pour cet objet à votre seule disposition, sous les ordres du chef de bataillon Vaux-Moret.

» Je donne ordre que tous les chevaux de trait cantonnés dans l'électorat de Trèves se rendent à Deux-Ponts, pour que de là vous en fassiez la répartition. Vous donnerez des ordres pour que quatre compagnies du 7e d'artillerie à pied se rendent, la 1re à Neufbrisach, les 2e et 3e à Strasbourg, la 4e à Neustadt, ainsi que tous les hommes, chevaux, harnais, etc., que vous jugerez convenable d'y attacher. Vous organiserez en passant l'artillerie du général Sainte-Suzanne. »

Malgré la paix signée à Campo-Formio, on se préparait encore à la guerre ; dans tous les cas, on voulait montrer à la Prusse et aux États de l'Empire qu'on serait prêt à la soutenir. Mais l'occupation de Mayence par le général Hatry, arrivée peu de jours plus tard, parut promettre un temps de répit, et Dommartin put enfin annoncer son arrivée à sa mère :

« Près de Trèves, 28 Brumaire

« Préparez-vous, chère maman, a me voir vers le 20 du mois prochain. Je mets toute l'artillerie en cantonnement dans les environs de Trèves. Aussitôt que les établissements seront prêts je pars pour aller passer l'hiver avec vous. On m'a écrit

confidentiellement de Paris que je commanderais l'artillerie de l'armée qui va se former contre l'Angleterre. Mais cela ne m'empêchera pas de passer l'hiver près de vous, puisque l'expédition ne pourra se faire qu'au printemps. J'irai seulement à Paris pour une quinzaine, et j'en profiterai pour être utile à bien des personnes de ma connaissance. Ne m'écrivez plus, vos lettres ne m'arriveraient pas dans la tournée que je vais faire. A bientôt enfin ! »

Sur la fin de novembre le général obtint enfin un congé et vint embrasser sa mère. De loin tous deux s'étaient bercés de la pensée que de longs jours de repos leur seraient réservés. Ne devait-il pas prendre la direction de la maison et des travaux des champs ?

L'hiver arriva ; près du feu on fit des projets, mais à cette époque de fièvre le repos n'était pas permis. Sur la fin de décembre le général fut rappelé à Strasbourg.

VIII

ARMÉE D'ANGLETERRE

L'Angleterre retranchée derrière l'Océan était la seule puissance qui parût indifférente aux victoires de Bonaparte. Son attitude hostile et toujours menaçante irritait sans doute le Directoire ; mais ce qui dominait alors dans les conseils de ce gouvernement inquiet, c'était la crainte de laisser rentrer en France une armée victorieuse, dévouée à un général dont les récents triomphes faisaient ressortir encore l'incapacité des chefs civils de la nation.

A peine l'armistice de Léoben était-il signé, que le Directoire se demanda comment il pourrait occuper l'armée. Le projet d'une descente en Angleterre fut mis en avant, projet si légèrement conçu qu'on ne pouvait tarder à en reconnaître la chimère, à la seule vue de notre marine. Bonaparte, depuis Milan, se fit peut-être l'illusion de croire que la pauvreté de notre marine et de notre trésor ne

seraient pas un obstable insurmontable. Cette illusion d'ailleurs flattait son secret désir de grandir sa réputation et d'augmenter sa popularité en étonnant la France et l'Europe par une entreprise hardiment exécutée et heureusemement conduite. D'ailleurs, connaissant la haine jalouse qu'on avait secrètement à Paris et les craintes qu'il inspirait, il devait chercher à rassurer le Directoire en lui montrant, le plus tôt possible, un but à l'activité de l'armée.

C'est ainsi que dès le 22 brumaire il écrivit de Milan au Directoire :

« Vous trouverez ci-joint la distribution de l'armée d'Italie en armée d'Angleterre et dans nos établissements. J'ai fait toutes les dispositions et donné tous les ordres en conséquence, afin que, dès l'instant que l'échange des ratifications aura eu lieu et que nous serons dans Mayence, on puisse commencer à mettre les colonnes en marche pour l'Océan.

» Je ferai partir dès demain le citoyen Andréossy, chef de brigade d'artillerie, pour se rendre à Paris, afin de faire fondre des canons du calibre de l'artillerie de campagne anglaise, et faire faire des caissons plus légers et plus propres à l'embarquement que les nôtres. Il est nécessaire d'avoir des canons du calibre de ceux des Anglais, afin qu'une

21.

fois dans le pays on puisse se servir de leurs canons. »

L'espérance de voir s'éloigner de la France et de Paris l'armée d'Italie et surtout son général, calmait les inquiétudes du gouvernement. Mais il ne suffisait pas de vouloir une expédition lointaine, il fallait encore songer aux frais considérables qu'elle devait occasionner. La France était pauvre, car le peu de sécurité du présent et de l'avenir donnait à son commerce intérieur une existence des plus précaires.

Réduire l'armée du Rhin, parut au Directoire un moyen de pourvoir aux dépenses de celle d'outre-Manche. Une note de Bonaparte insérée dans le 2e volume de sa correspondance montre combien la mesure prise par le Directoire, dans un pareil moment, était inopportune.

« Note : Dans la position actuelle de l'Europe, la prudence nous fait une loi de nous tenir prêts sur nos différentes frontières à pouvoir au premier signal des autres puissances faire la guerre.

» Nous avons en Italie 16 000 Français et 5000 Polonais: 21000 hommes contre le roi de Naples, ce qui joint à 2000 hommes de débarquement que le gouvernement a ordonné de préparer à Toulon, suffit pour n'avoir rien à craindre de ce monarque.

» Nous avons en Italie contre l'empereur 21 000

hommes qui joints aux 4000 que le gouvernement vient de mettre à la disposition de cette armée forment 25 000 hommes; on peut compter à peu près sur 10 000 cisalpins de mauvaises troupes; total, 35 000 hommes, ce qui est extrêmement peu de chose pour garnir les places et former un corps d'observation en comparaison des 80 000 que l'empereur a sur la frontière.

» Mais toutes les forces de la République peuvent se réunir en Allemagne pour bien vite dégager l'Italie et empêcher les places fortes d'être prises. Il nous serait bien facile de porter de 80 à 90 000 hommes, l'armée de Mayence et d'avoir 40 à 50 000 hommes sur le lac de Constance renforcés d'un certain nombre de Suisses. Ces deux armées se réuniraient bien vite pour attaquer la maison d'Autriche dans le cœur de ses États héréditaires.

« Si nous avions la guerre contre le roi de Prusse, l'armée de Mayence et celle de Hollande se jetteraient bien vite dans l'évêché de Munster pour entrer dans le Hanovre.

» Mais dans tous les cas il est indispensable : 1° de faire travailler à l'armement et à l'approvisionnement de Dusseldorf et à celui de Mayence; 2° de suspendre le licenciement de nos équipages d'artillerie, afin de ne pas être obligé de faire des achats pressés qui nécessiteraient beaucoup d'ar-

gent et perdraient un temps précieux, car si la guerre a lieu, ceux qui frapperont les premiers corps, auront par leur position, de grands avantages... »

Les avis très-sages de Bonaparte ne paraissent pas avoir été suivis, car nous trouvons une lettre de Dommartin postérieure à cette note, où il annonce que le licenciement a été exécuté, d'après une nouvelle lettre ministérielle du 16 nivôse.

Du reste à ce moment Dommartin avait hâte de de se rendre à Paris; il se savait désigné pour commander l'artillerie de l'armée d'Angleterre; il était attendu par Bonaparte. Mais une crue subite du Rhin retarda son voyage. Dans la nuit du 2 au 3 janvier 1798 le Rhin, se gonflant tout à coup, emporta un pont de radeaux construit à Avenheim; le pont de Khel lui-même battu par un courant d'une effroyable rapidité, fut menacé; la Bruche et l'Ill, débordés, charrièrent des arbres arrachés et des débris de ponts; on retrouva des radeaux échoués à plus de trois lieues sur la rive droite.

Dommartin ne voulut pas quitter Strasbourg avant que les dégâts causés par le fleuve fussent réparés; ce fut là qu'il reçut l'avis officiel de sa nomination à l'armée d'Angleterre.

Bonaparte, revenu à Paris, avait lui-même indiqué quelle devait être l'organisation de cette armée;

le 20 nivôse il écrivait au ministre de la guerre :

« L'équipage de 120 pièces d'artillerie que j'ai proposé au Directoire, doit se diviser en deux parcs dont un doit se réunir à Douai, l'autre à Rennes. Il faudrait donner tous les ordres nécessaires aux généraux Dulauloy et Dommartin pour qu'ils organisent sur-le-champ à Douai et à Rennes 2 parcs composés chacun de 15 pièces de 12 ; 30 pièces de 8 ; 15 obusiers ; 10 pièces anglaises et un équipage de 30 pontons. Double approvisionnement de campagne, lequel doit être contenu dans des caisses portatives et qui doivent se placer sur des charrettes extrêmement légères, et les moins embarrassantes pour l'embarquement. Je désirerais également que les approvisionnements d'infanterie soient placés dans des caisses portatives, lesquelles se placeraient également sur des charrettes.

» Chacun de ces équipages aura besoin pour son service de 1,200 chevaux d'artillerie. Il faudrait prendre des chevaux d'élite. Il en viendra à peu près 1,200 de l'armée d'Italie qui pourraient être destinés pour l'équipage de Rennes et l'on pourrait choisir dans les armées du Rhin 1,200 des meilleurs chevaux pour celui de Douai.

» Il serait nécessaire que l'équipage de Douai, tel que je le demande, soit prêt à partir de cette place le 1er ventôse pour se porter sur un des points quel-

conques de la côte et s'embarquer, et celui de Rennes le 25 du même mois. »

Trois jours plus tard en exécution des instructions de Bonaparte, le ministre de la guerre adressait à Dommartin les ordres suivants :

Au général Dommartin, à Strasbourg.

« Paris, 23 Nivôse an VI.

« Le Directoire exécutif ayant arrêté, citoyen général, que l'équipage d'artillerie, destiné pour l'armée d'Angleterre, serait divisé en deux parcs, l'un à Douai et l'autre à Rennes, je vous préviens qu'il vous a désigné pour être chargé du rassemblement, de la formation et du commandement de celui qui doit se réunir dans cette seconde place; il doit être composé ainsi qu'il suit, savoir : 15 pièces de 12 ; 30 de 8 ; 15 obusiers ; 10 pièces anglaises ; un équipage de 30 pontons.

» Il devra comprendre en outre un double approvisionnement de campagne, renfermé dans des caisses portatives, propres à être placées sur des charrettes extrêmement légères et le moins embarrassantes possible pour l'embarquement ; il en sera de même à l'égard des approvisionnements de l'infanterie.

» Le service de l'équipage rassemblé sous vos ordres à Rennes, aura besoin d'environ 1,200 che-

vaux d'élite ; je donnerai en conséquence des ordres pour qu'ils soient mis à votre disposition le plus tôt possible.

» Pour vous mettre en état de vous procurer les ressources nécessaires pour rassembler la totalité des bouches à feu, munitions et attirail d'artillerie qui devront servir à former et à compléter ledit équipage, vous êtes autorisé à puiser dans les magasins des six directions de l'Ouest les plus à portée et que je laisse à votre choix ; vous pourrez en conséquence requérir les officiers chargés de ces directions, de vous fournir tous les objets dont vous pourrez avoir besoin dans l'étendue de chacune d'elles. Vous voudrez bien seulement m'indiquer celles auxquelles vous serez dans le cas de recourir à cet effet.

» Comme il est nécessaire que l'équipage dont il s'agit soit prêt à partir de Rennes le 25 ventôse prochain, pour le porter sur un des points quelconques de la côte et s'embarquer, je vous invite à prendre vos mesures pour aller vous occuper sans délai de l'opération importante qui vous est confiée, sauf à concerter plus particulièrement à votre passage à Paris, les moyens d'exécution que vous serez dans le cas d'employer.

» Vous aurez sous vos ordres pour vous seconder dans ce travail :

» Lariboissière, chef de brigade, pour directeur du parc.

» Guériot Saint-Martin, chef de brigade, chef d'état-major.

» Latournerie, chef de brigade.
» Doumie —
» Dorancey —
» Sailliot, chef d'escadrons...
» Rosée —
» Fouller, chef de bataillon...
» Demarçay, chef de bataillon.
} employés à l'état-major ou au parc.

» Andréossy, chef de brigade, directeur de l'équipage de ponts.

» Forfait, adjoint.

» Tous ces officiers, à l'exception des deux derniers qui sont chargés d'une mission particulière, doivent se rendre sur-le-champ à Rennes.

» Salut et fraternité :

SCHÉRER. »

On voit que le ministère suivait scrupuleusement les indications données par Bonaparte et se conformait au plan que lui seul avait arrêté. On le jalousait, mais on s'inclinait devant sa supériorité incontestable. Le lendemain de ce premier ordre, Dommartin était invité à expérimenter les canons de 34 qui se trouvaient à Strasbourg.

La nouvelle d'une expédition prochaine en Angleterr es'était répandue dans l'armée du Rhin et y avait été accueillie avec une faveur marquée. Une note de Dommartin nous apprend que chaque jour des officiers s'adressaient à lui pour demander à faire la campagne. Plusieurs offraient de servir à demi-solde. Il conserve pour la communiquer à Bonaparte cette lettre du commandant des pontonniers que nous avons retrouvée. Dans sa simplicité elle témoigne d'un patriotisme vrai et d'un désir sincère de prendre part à l'expédition.

Au général d'artillerie Dommartin.

Strasbourg, 13 Nivôse an VI

« Mon général, les officiers du corps dont j'ai le commandement, ont pris l'engagement de faire don au gouvernement de trois jours de solde chacun pour les frais de la descente en Angleterre et les sous-officiers et pontonniers abandonnent pour le même objet un jour de solde ce qui produit une somme de 700 francs 19 sous. Je fais parvenir leur souscription au général Augereau en le priant de faire agréer ce don au gouvernement. J'ai l'honneur de vous en rendre compte et de vous prévenir, en même temps, que le corps, en faisant cette offrande a manifesté le désir d'être employé, aussi nombreux qu'il le pourra, dans l'armée d'Angleterre. Comme

j'espère que vous commanderez l'artillerie de cette armée, je me flatte, mon général, que vous voudrez bien appuyer cette demande, d'autant que la situation actuelle des ponts du Rhin n'exige pas indispensablement la présence du corps complet sur cette frontière. D'ailleurs la présence de deux ou trois compagnies de pontonniers de plus à l'armée d'Angleterre ne peut être onéreuse au gouvernement, car dans la supposition que ce genre de service ne puisse être très-utile dans l'expédition, les pontonniers pourront toujours être utilisés dans les parcs d'artillerie, et aucune vue d'économie ne peut s'opposer à ce qu'on les y emploie. — Je ne ferai néanmoins aucune demande sur cet objet, qu'après votre aveu, et lorsque je serai certain de votre approbation. Je n'ai fait là-dessus aucune ouverture au général en chef.

» Salut et respect :

DEDON aîné. »

Avant de quitter Strasbourg, Dommartin dirige sur Rennes l'artillerie qu'il croit utile à la formation du parc dont il est chargé, en cherchant toutefois à ne pas dégarnir les bords du Rhin, car on ignore quelles seront les suites du congrès de Rastadt. Le 1er pluviôse il quitte son commandement.

Le 4 pluviôse Dommartin arrivait à Paris et le

soir même il avait avec Bonaparte une longue conférence. On peut croire que ce fut à la suite des renseignements qu'il donna sur l'armée du Rhin que Bonaparte le lendemain écrivant à Berthier à Rome, s'exprimait ainsi :

Paris, 5 Pluviôse an VI

« L'on tient l'armée de Mayence sur un pied très-respectacle afin de pouvoir en imposer à l'empereur. Tout ici va bien. Réprimez toute espèce d'excès et ne souffrez pas que quelques polissons de Français ou d'Italiens se constituent patriotes par excellence et cherchent à vous en imposer. Il ne faut pas les menacer, mais les fourrer tout bonnement en prison. »

A la veille d'une expédition aussi périlleuse que celle qu'on projetait, le gouvernement lui-même sentait fort bien qu'il lui fallait être ferme et contenir toute manifestation politique de quelque part qu'elle vint et dans quelque lieu qu'elle se montrât. La France d'ailleurs avait tellement souffert de la révolution, qu'elle était lasse, et que l'opinion publique, hostile à toute agitation, se portait déjà au-devant de Bonaparte qui semblait lui promettre la force et avec elle la tranquillité intérieure. L'absence du commerce, le manque d'argent, la misère

relative aussi bien pour la bourgeoisie que pour le paysan, portaient les esprits à désirer avant tout des jours de calme au milieu desquels un certain bien-être pût revenir ; on espérait la paix définitive avec l'Europe et l'expédition contre l'Angleterre transportant la guerre hors du continent, ne semblait devoir être qu'un fait d'armes qui flattait d'ailleurs une vieille rancune nationale. — Le Directoire avait à ce moment une force sérieuse, mais il ne la tenait pas de lui, et ne la devait qu'à ce courant d'opinion qui cherchait l'ordre comme on le cherchera toujours à la suite des révolutions. Le moment paraissait donc favorable pour cette expédition d'Angleterre qui plaisait à l'armée : nous étions en paix avec l'Allemagne, et en paix avec nous-mêmes. A Paris on décida de hâter les préparatifs.

Dans une lettre du 17 pluviôse le chef de division du ministère de la guerre, Planat, prévient Dommartin que la compagnie Sunck doit lui conduire à Rennes pour le 1er ventôse 400 chevaux forts et vigoureux.

Le 19 pluviôse, c'est encore Planat qui lui apprend que le ministre met à sa disposition à l'arsenal de Paris 700 sabres de hussards, 400 paires de pistolets, et 100 sabres d'artillerie, et qu'il accepte pour faire partie de l'expédition d'Angleterre les officiers

d'artillerie que lui a présentés le général Dommartin et qui sont ainsi classés :

» Capitaines : Chatenay; Camos; Ruty; Carbonnel; Rollet, Lepein, Klein.

» Lieutenants : Béchefer; Sauvé; Danguereau aîné; Danguereau cadet; Dijeon; Verrier; Talbaut; Brasdor; Couret; Poultre; Fouret; Beauvisage.

» Garde principal : Dubar.

» Capitaine conducteur principal : Diutroz. »

Une lettre de Bonaparte, datée de ce même jour, 7 février 1798, annonce au ministre que Desaix se rend à Brest et Kléber au Havre :

« Nous voudrions, lui dit-il, prendre les îles Saint-Markouf. » Lui-même visite la côte ; il a passé par Rennes et d'accord avec Dommartin, il a constaté l'insuffisance des conducteurs d'artillerie ; le ministre prévenu répond à Dommartin :

« Je vous préviens que pour assurer d'autant mieux le service de l'artillerie, j'ai décidé qu'il y aurait à la suite de chacun des parcs de l'armée d'Angleterre 400 charretiers d'artillerie suppléants et 8 conducteurs haut-le-pied. Ils seront soldés au compte du gouvernement, savoir, les charretiers comme les canonniers à cheval, et les haut-le-pied comme les sergents, sur des états de revue.

» Les vivres et logements leur seront fournis comme à la troupe conformément aux règlements

militaires. Ces charretiers et haut-le-pied seront pris, autant que possible parmi ceux que les entreprises doivent licencier incessamment.

« SCHÉRER. »

A cette date Bonaparte était à Dunkerque et il envoyait au général de génie Caffarelli du Falga l'ordre de se rendre à Boulogne pour améliorer rapidement le port afin qu'il puisse contenir 50 chaloupes canonnières; un nombre considérable de barques de pêcheurs tirant plus de 2 mètres; en outre deux divisions d'écuries de 50 par division. Enfin 6 bâtiments de 100 tonneaux pour l'état-major; 6 semblables pour l'artillerie; 6 pour l'administration et 6 pour les hôpitaux. L'ordre se terminait ainsi :

« Le général du Falga enverra des corsaires avec des officiers du génie reconnaître les côtes de l'Angleterre depuis Folkestone à Rye, en cherchant à connaître la position vraie de cette partie de la côte, et les batteries qu'il faudrait enlever ou surprendre pour opérer un débarquement sur cette côte. »

Ce jour là même Andréossy et Forfait partaient pour la Hollande. Leur mission était de se procurer 250 bâtiments bons voiliers et un nombre aussi considérable que possible de chaloupes canonnières; sous dix jours, au plus, tous les bâti-

ments et barques devaient être rendus à Dunkerque Andréossy était spécialement chargé de faire mettre l'embargo sur tous les petits bâtiments qui lui paraîtraient être en bon état. On voulait pour le 15 ventôse pouvoir embarquer 50 000 hommes.

A Rennes, Dommartin activait le rassemblement de l'artillerie et des projectiles ; Bonaparte voulait que le corps de ses guides fût organisé comme il l'avait été dans la dernière période de la campagne d'Italie : le Directoire qui acceptait sans contrôle les plans du jeune général dont il subissait malgré lui l'ascendant, n'osait s'opposer à ses moindres désirs. Le ministère de la guerre n'agissait que selon sa volonté ; Vignolles dans une lettre à Dommartin, lui avoue très-franchement que les grades sont donnés par Bonaparte.

« Je suis très-sensible, mon cher général, lui dit-il, à tout ce que vous m'adressez d'honnête et de flatteur sur mon avancement au ministère de la guerre et j'avoue que j'y attacherais un prix de plus, s'il m'était possible de seconder vos désirs en plaçant dans des cadres supérieurs les deux officiers d'artillerie que vous me recommandez: (MM. Pernetty et Le Masson du Chesnoy), mais toutes les places ayant été données ou promises à des sujets nommés ou désignés par le général Bonaparte, je suis forcé de vous témoigner l'impossibilité d'employer ces officiers. »

Une lettre de Planat du 28 pluviôse, nous fait penser que Dommartin avait obtenu de Bonaparte d'être favorable à ces deux officiers :

« Le ministre me charge de vous prévenir, citoyen général, que le chef de brigade Darancey lui ayant justifié d'infirmités qui ne lui permettent pas de se livrer au service actif, il est dispensé de se rendre à Rennes pour être employé dans l'armée d'Angleterre. Le ministre compte qu'au moyen de deux chefs de bataillon, les citoyens Pernetty et Le Masson du Chesnoy, qu'il a ajoutés aux officiers supérieurs désignés d'abord pour la division que vous commandez, le service s'y trouvera suffisamment assuré. »

Le même courrier portait à Dommartin l'autorisation de former les guides de Bonaparte comme ils l'étaient en Italie.

« Le ministre a reçu, citoyen général, votre lettre par laquelle vous donnez ordre au directeur d'artillerie de Paris de délivrer au commandant des guides du général Bonaparte, 2 pièces de 8 sur affût avec un obusier de 6, et les autres attirails d'artillerie. Il me charge de vous prévenir qu'il vient d'autoriser la délivrance de ces objets ; il vous invite à prévenir le commandant des guides du général Bonaparte. Salut et fraternité. »

Mais l'inspection que faisait à ce moment Bona-

parte, de nos côtes et de nos ports, lui laissait une impression triste et lui enlevait chaque jour davantage l'espérance d'arriver à un débarquement heureux. Il n'était pas étonnant que la pauvreté de nos finances, dont avait tant souffert l'armée de terre, eût son contre-coup dans notre marine. Sur terre la victoire avait pu suppléer au défaut d'organisation et au manque d'argent; on avait pu puiser dans les arsenaux étrangers et mettre en réquisition les villes d'Italie; mais sur mer on ne pouvait compter que sur soi-même, et l'argent, aussi bien que le matériel, manquait. La raison commençait à montrer au gouvernement des impossibilités; toutefois, comme on voulait occuper l'armée et surtout éloigner Bonaparte, on se mit à chercher tout bas un but moins dangereux que l'Angleterre. On n'était d'ailleurs qu'à demi-rassuré sur les dispositions de la Prusse. Pouvait-on être certain que l'armée partie, les négociations de Rastadt ne seraient pas rompues, et que l'Allemagne ne recommencerait pas la campagne des bords du Rhin? Il était donc important de laisser à l'armée d'Augereau de bons officiers; on y renvoya quelques-uns de ceux qu'au premier moment on avait désignés pour l'Angleterre. De ce nombre fut M. Le Masson du Chesnoy qu'un ordre du 2 ventôse

désigna définitivement pour le commandement du parc d'artillerie de Strasbourg.

Bonaparte, de retour à Paris, écrivait le 5 ventôse au Directoire et laissait percer le peu de confiance qu'il rapportait de son voyage; il déclarait franchement que nous ne pouvions espérer, avant de nombreuses années, avoir la supériorité sur mer, et qu'essayer une descente en Angleterre sans être maîtres de la mer, c'était de notre part l'entreprise la plus hardie, mais aussi la plus difficile qui se puisse tenter; qu'elle n'était possible que dans deux cas: soit en échappant à l'escadre qui bloquait Brest, soit en arrivant en Angleterre, la nuit, à l'aide de petits bateaux dirigés sur un point de la province de Kent ou de Sussex, mais que la traversée étant de sept à huit heures, on devait se hâter:

« Pour cette opération, disait-il, il faut de longues nuits d'hiver. Passé le mois d'avril, il n'est plus possible de rien entreprendre... s'il n'est pas possible de se procurer l'argent nécessaire, ou si, vu l'organisation actuelle de notre marine, l'on ne pense pas qu'il soit possible d'obtenir cette promptitude dans l'exécution que les circonstances exigent, il faut alors renoncer à toute expédition d'Angleterre, se contenter de s'en tenir aux apparences, et fixer toute son attention, comme tous ses moyens

sur le Rhin, afin d'essayer d'enlever Hanovre et Hambourg à l'Angleterre... On sent bien que pour arriver à l'un et à l'autre de ces buts, il ne faudrait pas avoir une armée nombreuse éloignée de l'Allemagne.

« Ou bien faire une expédition dans le Levant qui menaçât le commerce des Indes; et si aucune de ces trois opérations n'est possible, je ne vois plus d'autre moyen que de conclure la paix avec l'Angleterre; je me persuade qu'elle accepterait aujourd'hui les propositions auxquelles Malesbury n'avait pas voulu souscrire. Dans ce cas, nous pourrions tirer de plus grands avantages de nos négociations à Rastadt. »

Ce dernier conseil était certainement le meilleur; la paix avec l'Angleterre aurait mené à bonne fin le congrès, mais elle présentait trop de dangers pour le Directoire, qui avait vu avec un déplaisir mal dissimulé la réussite du traité passé à Campo-Formio. Il voulut quand même presser les armements, et voici la lettre que nous trouvons dans les papiers de Dommartin.

« Je vous préviens, général, que le ministre vous autorise à parcourir les départements de la Marne et de la Haute-Marne, pour activer, par tous les moyens qui seront en votre pouvoir, les approvisionnements d'artillerie qui sont demandés dans

les forges et arsenaux de ces départements pour servir à l'expédition d'Angleterre. Le ministre vous invite à lui rendre compte des moyens que vous prendrez pour le transport de ces différents objets. Salut et fraternité. »

Mais en présence des rapports qui montraient jusqu'à l'évidence l'insuffisance de notre marine, et l'épuisement du trésor, le Directoire dut enfin se convaincre qu'il fallait donner un autre but à l'expédition préparée. Celui qu'avait indiqué Bonaparte, — Hanovre et Hambourg, — paraissait le plus pratique; pourquoi ne fut-il pas adopté? Le Directoire ne se sentait-il en sûreté qu'en mettant la mer entre lui et le vainqueur d'Arcole?

Le général Dommartin avait profité de la mission qu'il avait reçue pour aller à Dommartin, près de sa mère ; c'est là qu'une lettre confidentielle de l'entrepreneur Sunck lui apprit qu'il était question de donner à l'armée une tout autre destination:

« Je vous ai promis, mon général, de vous rendre compte de tout ce qui se passe ici, c'est pour me conformer à cette promesse que je vous apprends que votre destination est pour Toulon; que l'armée d'Angleterre va éprouver un retard et que l'on s'occupe de l'armée de Portugal qui sera mise en activité avant celle-là. J'espère que vous voudrez bien me donner une nouvelle preuve de votre bonne

volonté à m'être utile en écrivant à Planat, pour que le service de l'artillerie de cette dernière armée me soit accordé. Dans cette supposition j'irais seul là-bas et je ferais marcher le service avec la même activité. »

Dommartin, dans un voyage qu'il avait fait à Brest, s'était trop bien rendu compte des impossibilités matérielles que rencontrait l'expédition d'Angleterre pour ne pas comprendre que si le gouvernement parlait de l'ajourner, ce n'était, en vérité, que pour ne pas avouer ouvertement qu'on s'arrêtait devant l'impossible. Une descente en Portugal ne lui semblait pas un projet sérieux; il demanda un congé et arriva à Paris.

IX.

CAMPAGNE D'ÉGYPTE

Le 11 mars, Dommartin se rendait au ministère; Planat ne pouvait lui apprendre que ce qui se disait tout bas d'une expédition sur les côtes du Portugal. Il vit Bonaparte dans la soirée qui lui parla de ce

projet, et lui assura en tout cas que quel que fût le lieu où l'on se décidât à aborder, le commandement en chef de l'artillerie lui était réservé. Une commission venait d'être nommée pour inspecter les côtes de la Méditerranée; l'ampliation de l'arrêté du Directoire fut remise le lendemain au général Dommartin.

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

Le Directoire exécutif arrête:

Art. 1. La commission chargée de l'inspection des côtes de la Méditerranée fera mettre l'embargo, frètera et prendra toutes les mesures pour se procurer à Gênes, Nice, Antibes, Toulon et Marseille, les bâtiments nécessaires au transport des troupes et de l'artillerie, conformément au tableau ci-joint.

Art. 2. Elle pourvoira à l'approvisionnement de ces troupes en vivres pendant deux mois et en eau pour un mois.

Art. 3. Elle prendra toutes les mesures pour lever des matelots et activer l'armement de l'escadre, et fera en sorte que tout soit prêt à partir du 20 au 30 germinal.

Art. 4. Le ministre des finances fera verser sur

les crédits du ministre de la guerre et de la marine avant le 20 ventôse un million dans la caisse de la Commission, dont elle enverra 200,000 francs pour le frètement, l'approvisionnement et les dépenses de l'artillerie qui doivent se faire à Gênes, 200,000 francs pour l'embarquement qui doit se faire en Corse et autres établissements regardant l'extraordinaire de l'expédition.

Art. 5. Elle se servira des 600,000 francs restant pour commencer l'embarquement à Nice et Antibes, à Toulon et à Marseille.

Art. 6. Le ministre des finances fera verser dans la caisse de la Commission sur le crédit des ministres de la guerre et de la marine 500,000 francs par décade, à commencer du 20 ventôse. Cette somme sera employée au même objet et à toutes les dépenses extraordinaires de l'embarquement.

Art. 7. La Commission ne fera aucuns frais pour les dépenses ordinaires de l'escadre. Elle sera chargée seulement de l'approvisionnement de deux mois de vivres pour les troupes qui doivent s'embarquer sur l'escadre. Elle recevra des ordres directement du général Bonaparte.

Art. 8. Elle pourvoira à toutes les dépenses de l'extraordinaire de l'expédition.

Art. 9. Cet arrêté et tous ceux du même jour

relatifs à l'armement des côtes de la Méditerranée seront remis au général Bonaparte qui est chargé de leur exécution.

En même temps Dommartin recevait l'arrêté qui le nommait membre de la Commission. Le Directoire venait d'investir Bonaparte d'un pouvoir suprême. Tous les ordres relatifs à cette expédition dont le but restait un secret, devaient émaner de lui.

Si les préparatifs se faisaient ouvertement, le mystérieux silence gardé sur leur cause, donna à l'expédition projetée tout le charme de l'inconnu. Il y a dans la vie des peuples, après les époques de tourmentes, des heures où ils cherchent un homme, comme le soldat égaré dans la mêlée cherche le drapeau. Pour la France désorientée par la Révolution Bonaparte fut cet homme; la nouvelle seule d'une expédition dont il était le chef fut reçue avec enthousiasme; ce fut aveuglément qu'on se mit à sa suite; on ne savait où il allait, et pourtant des bourgeois, des savants, des artistes demandaient à partager son aventureuse expédition. Jeune ambitieux, se sentant supérieur à ces hommes qui s'étaient partagé le pouvoir civil arraché à la royauté, il ne put pas douter qu'il ne fût un jour maître de la destinée d'un peuple qui aime la gloire. Eut-il, comme on l'a prétendu, la

pensée d'aller frapper l'Angleterre au cœur même des Indes? Cette pensée gigantesque ne dut que traverser son esprit trop sérieux pour ne pas comprendre que la petite armée qu'il allait commander ne pouvait suffire à un pareil projet. S'il voulait seulement frapper l'Angleterre pourquoi ne pas marcher sur le Hanovre ainsi qu'il l'avait proposé au Directoire? L'exécution était plus facile et le succès plus certain. Il semble plutôt qu'il fut d'abord entraîné vers l'Orient par le besoin d'attacher son nom à une de ces expéditions hardies qui font époque dans les annales du monde. Il comprenait aussi que l'éloignement grandirait sa renommée, tandis que les tiraillements des querelles politiques amoindriraient en France ses ennemis.

Dans les derniers adieux que Dommartin vint faire à sa mère, il lui parla de l'expédition comme d'une promenade militaire et artistique destinée à faire respecter dans le monde entier le nom et la puissance de la France. Il n'est pas probable qu'à ce moment il ignorât que l'Égypte fût le point de débarquement. Pourtant sa mère sut seulement que dans un conseil secret tenu chez Bonaparte, cinq généraux de l'ancienne armée d'Italie, et Kléber, avaient arrêté une expédition qui ne serait pas de longue durée. Kléber raconte dans une lettre qu'il avait été séduit par Bonaparte, que pourtant il

connaissait à peine; est-il donc étonnant que Dommartin, enthousiaste comme ont l'est à vingt-huit ans, n'ait entretenu sa mère que du beau voyage qu'il allait faire? Dans le salon du petit château de Dommartin où parents et voisins accouraient pour serrer la main au jeune général on était électrisé par sa parole. Son beau-frère Châteauvieux, et plusieurs amis voulurent le suivre. Presque tous devaient mourir avec lui sur cette terre d'Égypte dont les enchantements vus à distance cachaient tant de misères et de souffrances.

Il est de tradition dans la famille du général de Dommartin qu'avant de partir pour Toulon où l'appelaient ses nouvelles fonctions, il passa quelque temps à Paris dans l'intimité de Bonaparte. Si, comme le dit la *Biographie universelle*, et comme l'ont répété d'autres historiens, il n'exista pas toujours une complète conformité d'idées entre eux, il n'en ressort pas moins des documents officiels qu'ils s'estimaient. Ce fut Bonaparte qui choisit Dommartin pour commander l'artillerie en Égypte et en Syrie; ce fut lui qui le désigna au Directoire pour faire partie de la Commission d'armement; ce fut lui enfin qui, lorsque Dommartin fut blessé sur le Nil, chargea Marmont de mettre à sa disposition sa voiture et ses équipages, pour le ramener près de lui à Alexandrie.

De son côté Dommartin reconnaissait à Bonaparte un grand génie militaire, mais leurs souvenirs n'étaient pas les mêmes, et peut-être dès ce moment, ayant tous deux pour le Directoire peu de sympathie, pressentaient-ils qu'ils n'avaient pas les mêmes secrets désirs. Bonaparte, italien d'origine, devenu français par une annexion encore récente, n'avait en réalité point de passé politique, les traditions de sa famille ne le rattachaient pas à une dynastie royale sous laquelle son père avait à peine vécu. Dommartin au contraire ne pouvait oublier qu'un jour il avait voulu mourir pour son roi. Quand, après trois années passées dans les camps et sur les champs de bataille, il était revenu à Dommartin, il avait trouvé sa mère vieillie par les continuelles angoisses que lui avait infligées la Révolution, mais restée scrupuleusement fidèle à sa foi religieuse et monarchique.

Si, comme on l'a écrit, *Dommartin n'eut que deux passions dans sa vie, et les plus légitimes de toutes, sa mère et sa patrie* (1), sa mère n'eut que deux amours au cœur, son fils et son roi. Fière de son fils, elle n'ambitionnait comme lui-même que la gloire d'avoir noblement servi son pays; elle ne

1. M. Pinquand professeur à la faculté des lettres de Besançon.

désirait que de le voir revenir près d'elle dans le repos de la paix. Depuis l'Italie, dans ses lettres, il le lui avait promis; mais comme Kléber, il fut séduit par cette aventureuse expédition. Sa mère ne put le retenir, et ce fut du reste avec une conviction sincère qu'il calma ses inquiétudes en lui assurant que ce voyage vers des pays lointains ne serait ni long ni périlleux.

« 26 Ventôse an VI

« Chère maman, je quitte Paris aujourd'hui à midi; j'envoie à mon beau-frère une commission d'inspecteur des équipages ; j'adresse en même temps au jeune de Condé un ordre pour me rejoindre. De Lisle, Rollot, Paillète partent avec moi. Vous voyez que j'aurai autour de moi des gens de connaissance. L'expédition que nous allons faire sera agréable et utile; soyez donc sans la moindre inquiétude... »

« Lyon, 29 Ventôse an VI

« Je suis à Lyon depuis ce matin, j'en repars ce soir. J'ai trouvé une place pour La Tour; dites-lui, je vous prie, de m'envoyer à Toulon ses états de services, afin que je puisse lui faire expédier son ordre de départ. Faites partir Auguste ; qu'il apporte mes pistolets. Mon beau-frère et Condé

peuvent envoyer leurs effets par mon fourgon. Qu'on se hâte. Ne vous inquiétez pas de moi; la mission que j'ai est très-agréable sous tous les rapports et ne sera nullement périlleuse; elle sera même bien vite terminée. »

Bonaparte en était lui-même persuadé; ne se sentant pas assez fort pour renverser le Directoire; forcé de se tenir dans une position effacée qui contrastait avec la popularité de son nom, il voulait s'éloigner de Paris, mais seulement pour un temps assez court. La sœur du général de Dommartin racontait plus tard à ses enfants que, dans le salon, si modeste alors, de celle qui devait être plus tard l'impératrice Joséphine, on manifestait peu de confiance dans la force et la durée d'un gouvernement dont les membres, pour la plupart d'une intelligence ordinaire, ne s'imposaient au pays ni par le prestige de la renommée, ni par le respect qui s'attache à un irréprochable passé; aussi dans les jours qui précédèrent le départ de la Commission d'armement pour Toulon, on se réunissait le soir chez Bonaparte pour causer de l'expédition. Là se rencontraient Kléber, Cafferelli, Berthier et le jeune Marmont, ancien élève de l'école de Châlons, que la communauté du pays, de l'arme et des idées rapprochait de Dommartin. Kléber ne pouvait oublier qu'il avait été un des suspects du 18 fructidor,

et voyait dans l'expédition un moyen de quitter sa retraite et de vivre loin de ce Barras auquel il avait dit un jour cette dure parole: « En faisant face à vos ennemis je vous tournerai le dos à vous. » Cafferelli, vieux gentilhomme, noble caractère au milieu de ces temps troublés, qui au 10 août avait refusé de reconnaître l'autorité souveraine de l'Assemblée et que quatorze mois de prison avaient puni de sa fidélité, acceptait, bien qu'amputé d'une jambe, de faire partie d'une armée qui échappait par son éloignement à un gouvernement où figuraient d'anciens ennemis. Berthier, colonel sous Louis XVI, très-attaché à Bonaparte, suivait sa fortune.

Pour Dommartin, il apportait dans ces réunions les vives saillies de son esprit naturel, et l'enthousiasme de ses vingt-huit ans. Il n'aimait point les Directeurs, et peut-être se reprochait-il d'avoir contribué, par amitié pour Augereau, à cette révolution de fructidor dont il n'avait pas connu la portée et à l'occasion de laquelle sa mère lui avait écrit: « On a jeté la France de Charybde en Scylla.» En effet des survivants des terroristes s'étaient ce jour-là imposés à la France qui se permettait de manifester un retour vers des idées monarchiques. On les subissait, mais sans les estimer.

Le secret d'une campagne dont la conquête de

l'Égypte était le but fut rigoureusement gardé et Bonaparte continua à prendre le titre de général en chef de l'armée d'Angleterre. Toutefois dans le public comme on voyait abandonner les armements des côtes de l'Océan et reporter toutes les forces sur la Méditerranée, on pressentait que les projets du gouvernement étaient changés.

Le Roy et Blanquet, collègues de Dommartin dans la Commission d'armement, partirent les premiers pour Toulon. Dommartin, nommé inspecteur, les suivit peu de jours après et s'arrêta à Lyon pour faire diriger de ce parc, des munitions d'artillerie sur le Midi. Le sous-directeur était un chef d'escadron nommé Montlesui, presque infirme, mais bon organisateur, dit le général, et qui déploya autant d'intelligence que d'activité dans l'exécution des ordres donnés. Il s'agissait en effet de réunir le plus promptement possible à Toulon une artillerie suffisante. Les instructions remises par Bonaparte à Dommartin étaient ainsi conçues:

« L'équipage d'artillerie pour la Méditerranée est composé d'un équipage de campagne et d'un de siége. Il a été ordonné au général Masséna par un courrier qui est parti le 15 ventôse, de faire embarquer à Civita-Vecchia : deux obusiers de 6 pouces, deux pièces de 8, deux pièces de 12; 300 coups à tirer par pièce; une compagnie d'artillerie

à cheval; une compagnie de ligne; un capitaine faisant fonction de directeur du parc.

« Il a été ordonné au général Berthier, par un courrier parti le même soir, de faire embarquer à Gênes: le général Sugny, un chef de brigade d'artillerie, deux compagnies d'artillerie à cheval, deux compagnies de ligne, le commissaire des guerres Boinod, des conducteurs et inspecteurs d'équipages; 200 charretiers, 500 harnais de trait, une compagnie d'ouvriers, une compagnie de mineurs, une compagnie de pontonniers, un bataillon de sapeurs; 12 pièces de 3, approvisionnées à 500 coups: quatre obusiers de 6 approvisionnés à 300 coups. Deux mortiers à la Gomer de 12 pouces; deux mortiers à la Gomer de 8 pouces approvisionnés à 500 coups. 2000 outils de pionniers, un million de cartouches.

« Vous devez faire embarquer à Marseille: deux obusiers de 6 pouces, quatre pièces de 12, 300 coups à tirer par pièce, deux compagnies de ligne. A Toulon: six obusiers de 6 pouces; six pièces de 8; six pièces de 12, approvisionnés à 300 coups.

« Vous ferez embarquer à Nice et à Antibes un double approvisionnement pour tout l'équipage.

« Vous devez faire embarquer à Toulon ou à Marseille trois ou quatre millions de cartouches. Enfin un équipage de siége de 20 pièces de 24; dix

mortiers de 12 pouces; dix mortiers de 8 pouces: vingt ou trente mortiers de 3 ou 4 pouces, le tout approvisionné à 600 coups. »

Mais ce qui inquiéta Dommartin dès son arrivée à Toulon, ce fut la crainte que la somme d'argent mise à la disposition de la Commission ne fût pas suffisante ni pour l'armement, ni pour la levée des marins. Il s'empressa d'en prévenir Bonaparte, et sans attendre sa réponse il prit avec ses collègues un premier arrêté:

« La commission d'armement des côtes de la Méditerranée considérant qu'il existe des ordres du ministre de la guerre au citoyen Florinier, directeur d'artillerie à Nice, pour faire vendre tous les effets étrangers hors de service et surabondants qui se trouvent dans le parc et l'arsenal de cette place;

« Informée que cet ordre n'a point eu son entière exécution;

« Considérant que le service de l'artillerie a des besoins urgents de fonds pour activer les opérations de l'embarquement;

« Vu l'article 8 de l'arrêté du Directoire du 15 ventôse qui établit la Commission;

« Arrête que le citoyen Florinier, directeur d'artillerie à Nice, est requis de s'occuper sans délai des ventes ordonnées et de faire verser dans sa

caisse d'artillerie le produit des ventes dont il rendra compte au ministre. Ces fonds seront mis à la disposition de la Commission pour être employés par les ordres du général Dommartin, inspecteur des côtes de la Méditerranée. »

Le 20 germinal Dommartin partait pour Antibes et Nice emportant les instructions les plus pressantes pour activer les mesures indispensables à un prompt embarquement. Ce pli, qui lui était remis à l'heure du départ, portait :

« La Commission chargée de l'armement des côtes de la Méditerranée invite le général Dommartin : 1° à vouloir bien se faire rendre compte si les mesures prescrites aux officiers civils et militaires pour activer la levée des marins, seront disposées pour le 25 courant.

« 2° A demander compte des préparatifs analogues à l'embarquement et à la subsistance des troupes.

« L'ordonnateur Sucy a fait remettre au commissaire ordonnateur de la marine toutes les viandes salées et les liquides qui se trouvent dans les magasins de Nice.

« Observer qu'il ne faut que des nattes pour les soldats.

« 3° A vouloir bien faire l'inspection des pontons,

de leurs haquets et faire vérifier s'ils excèdent le poids de 900 indiqué par le gouvernement. »

Aux inquiétudes manifestées par Dommartin et ses collègues de la Commission, Bonaparte répondait le 29 germinal :

« Je vous envoie, Citoyens, par un courrier extraordinaire, l'état des fonds que la trésorerie nationale a faits pour l'armement de Toulon ; vous y verrez ce que j'ai déjà dit par mon courrier d'hier que vous ne devez avoir aucune inquiétude, allez hardiment, l'argent ne manquera pas.

« Ce courrier-ci, porte encore au citoyen Peyrusse en sus de tous les calculs établis, des lettres de change tirées sur les différents payeurs pour 600,000 francs. Lorsque la trésorerie les lui a données, elle s'est assurée que les fonds existaient dans la caisse de ces différents payeurs. J'ai préféré ces traites à des mandats ordinaires parce que l'argent de ces payeurs n'aurait pu arriver à Toulon avant quinze jours.

« Vos collègues sont partis ; ils arriveront 24 heures après ce courrier. Je ne doute pas que pour le 7 ou 8 floréal tout ne soit prêt à mettre à la voile.

Je vous salue

» BONAPARTE »

En marge de cette lettre Dommartin a écrit : « Reçue le 4 floréal à 5 heures du matin. »

Nous ne suivrons pas la commission d'armement dans ses travaux ; la rapidité avec laquelle on prépara l'embarquement fut un tour de force, surtout si l'on songe à l'obligation où l'on était de ne pas dégarnir la France de ses armements. Le congrès de Rastadt traînait en longueur ; une étincelle avait failli déjà ramener la guerre en Europe. Qu'allait-on donc faire en Egypte ? Détourner l'attention publique de la désorganisation intérieure. Les plus grands embarras du Directoire lui venaient du manque d'argent et de son administration. Une lettre que nous trouvons à cette date du ministre de la guerre n'apprend rien de nouveau à cet égard :

« Le directeur de l'artillerie à Bastia me mande, citoyen général, qu'il n'a reçu aucun des fonds que j'ai fait mettre depuis longtemps à sa disposition et que le service pourrait être compromis si la direction restait encore quelque temps dans le dénûment absolu où elle se trouve.

« Je vous invite en conséquence à vous concerter avec le sous-directeur d'artillerie, à Nice, pour qu'il verse dans le plus court délai, entre les mains du directeur à Bastia, une somme de six mille francs que je l'autorise à distraire pour cet effet,

du produit des ventes de vieilles matières que j'ai ordonnées dans la place de Nice.

« Vous voudrez bien me donner connaissance de l'exécution de cette disposition.

Comme l'avait désiré Bonaparte, tout fut prêt pour le 20 mai. Dès le 18 il s'embarqua sur l'*Orient* prenant Dommartin à son bord. Le lendemain la mer était calme, le ciel pur ; une foule curieuse garnissait les hauteurs et depuis le Pharon saluait la flotte de ses hourras. La joie de ces émigrants civils et militaires tenait du délire. Dommartin veut donner à sa mère la confiance qu'il ressent lui-même.

« Toulon 23 Floréal

Chère maman, je crois que nous partons demain ; soyez sans inquiétude, l'expédition sera courte et point dangereuse. Rapportez-vous en à moi ; pour les soins à avoir pour mon beau-père.

» Adieu, adieu. »

Bonaparte envoya ses adieux au Directoire exécutif.

« Il est sept heures du matin, l'escadre légère est sortie ; le convoi défile et nous levons l'ancre avec un très-beau temps. Quatre frégates espagnoles sont arrivées hier ; elles viennent de Minor-

que ; elles ont mis sept jours en route ; elles viennent ici pour acheter de la poudre, etc. »

Puis il disposa les grenadiers et artilleurs chargés de défendre en cas d'attaque ce bâtiment l'Orient qui portait César et sa fortune. Lannes disposa les grenadiers, 40 furent placés sur la dunette ; 60 sur les passavants, ; 18 sur chaque hune et à la garde de la grand'chambre.

Le général Caffarelli du Falga eut à servir les pièces de gaillard avec 10 canonniers de terre, 20 novices ou mousses, 80 soldats ou grenadiers.

Le chef de bataillon Fouller fut placé à une autre batterie avec 15 canonniers de terre, 15 canonniers de mer ; 60 apprentis ou mousses et 100 hommes d'infanterie.

Dommartin fut chargé de servir la 2e batterie de 24 avec 13 canonniers de terre, 19 de mer, 200 hommes d'infanterie et 60 mousses.

Un courrier est envoyé en France par le général en chef ; Dommartin en profite.

« Nous sommes déjà loin de la France, ma chère maman. Je me porte à merveille. La seule pensée de la brillante expédition que nous allons faire suffirait pour nous rendre à tous la santé. »

On prit Malte : conquête facile que l'esprit révolutionnaire avait préparée, mais surtout conquête malheureuse qui, en détruisant l'indépendance et

l'autorité des chevaliers, ne devait profiter qu'à l'Angleterre.

Bonaparte versa dans la caisse de l'armée le trésor de Saint-Jean, et fit au Directoire hommage des drapeaux et des objets d'art. Le général Baraguey-d'Hilliers fut chargé de porter en France ces dépouilles d'un ordre religieux détruit par la République, et la frégate *la Sensible* se tint prête à appareiller.

Mais le général en chef, informé qu'une flotte anglaise devait se trouver dans les environs de Cagliari, écrivit à la hâte, de sa main, au général de Dommartin les lignes suivantes :

« Général, mon intention est que la frégate *la Sensible* ne parte de ce port qu'après s'être approvisionnée à l'arsenal de la quantité de poudre et de boulets de 12, calculée à raison de soixante coups par pièce. Je vous prie de donner de suite les ordres en conséquence, car la frégate attend ces munitions à bord pour mettre à la voile.

» BONAPARTE »

De son côté le général en chef avait hâte de quitter Malte ; il y laissa 4,000 hommes avec le général Vaubois et se réembarqua.

Le 1er juillet, quarante-cinq jours après le départ

de Toulon, on aperçut les côtes d'Egypte, et le lendemain les minarets d'Alexandrie; mais en même temps le consul de France venait annoncer à bord de la Junon qu'une escadre anglaise avait passé en vue deux jours auparavant. Çette nouvelle inquiéta Bonaparte; bien que le temps fût mauvais pour un débarquement, il voulut agir vite en prévision d'une attaque de l'escadre ennemie; pourtant la mer très-houleuse ne permettait pas aux bâtiments de mouiller à moins de huit kilomètres au large.

Mais, sachant qu'il avait moins à craindre des flots que des Anglais, Bonaparte pressa le débarquement. A onze heures du soir les divisions Bon, Kléber et Menou, massées dans des canots, s'approchèrent lentement de la côte; la mer heurtait les embarcations l'une contre l'autre, et l'on entendait les cris des soldats entassés et errants au milieu de cette obscurité. L'inquiétude prit Bonaparte; à une heure du matin il demanda un canot et s'y jeta avec les généraux Berthier, de Caffarelli du Falga, et de Dommartin. On ne pouvait fixer, tant la nuit était sombre, le point du débarquement; le canot vint aborder près du fort Marabou.

Les embarcations commençaient à mettre à terre les hommes des divisions; quelques-uns seulement, tombés à la mer, avaient péri; mais le

découragement causé par les émotions de la tempête s'emparait des troupes ; la présence de Bonaparte les ranima ; lui, comprenant alors qu'il ne fallait pas donner à la fatigue le temps d'amollir les courages, marcha sur Alexandrie sans attendre que l'artillerie fût débarquée. Avant midi la ville était enlevée, et à la même heure le général de Dommartin faisait savoir au général en chef que le parc d'artillerie était prêt à marcher.

Le 7 juillet l'état-major quitta Alexandrie, se dirigeant sur le Caire. Il fallut de vieux soldats, aguerris par la campagne d'Italie, pour supporter ces dix-sept jours de fatigues et de faim. Les soldats, sac au dos, portant pour cinq jours de vivres, accablés par les ardeurs du soleil, les pieds brûlés par le sable, harcelés par les Bédouins, reprenaient tout à coup une énergie nouvelle par le phénomène du mirage qui leur montrait dans le lointain des fleuves et des étangs. Quelques-uns pourtant frappés d'insolation, tombaient et ne se relevaient plus. Ces souffrances diminuèrent sur le rivage du Nil, et le 21 juillet, en apprenant à Salamé l'approche des Mamelouks, ces mêmes hommes qu'on aurait pu croire accablés se préparèrent joyeusement au combat.

Il était deux heures de l'après-midi lorsque l'armée partie dans la nuit d'Omdinar se trouva en

face du village d'Embabech en avant duquel le corps des Mamelucks se déployait ; une halte semblait indispensable, mais elle fut impossible.

Mourad-Bey avait appuyé sa droite sur le Nil contre un camp retranché garni de quarante canons et défendu par 20,000 janissaires ; 10,000 mamelucks et 3,000 arabes, forment sa droite du côté des Pyramides. Mais Bonaparte sait que les canons n'étant pas sur affûts ne peuvent sortir du camp; il ordonne un mouvement à droite et met son armée hors de la portée des canons qu'il rend ainsi inutiles.

Mourad comprend aussitôt l'importance de ce mouvement et veut s'y opposer ; à la tête de 7,000 cavaliers il se précipite sur la colonne du général Desaix qui attaqué dans sa marche se débande un moment, mais elle est bien vite formée en carrés, et reçoit comme un mur de fer la charge des cavaliers. — La division Régnier était à gauche ; Bonaparte avec la division Dugua s'avance sur le gros des mamelucks et place son artillerie que commande Dommartin entre le Nil et Regnier. Les mamelucks tombent foudroyés sous le feu des carrés et des canons ; voyant l'impossibilité de nous entamer sous cette grêle de mitrailles et de boulets, ils reculent en hâte dans leur camp, mais Mourad suivi de son état-major se dirige vers Giselseh et se trouve séparé de son armée.

L'infanterie voyant la déroute de la cavalerie se jette dans des barques pour traverser le Nil, et beaucoup sont coulées par le général Vial. Les mamelucks alors désespérés tentent de se faire jour et se jettent sur la colonne du général Rampon; mais ils viennent se briser contre ce terrible obstacle et commencent à fuir passant devant un bataillon qui les massacre. Tout périt, tué ou noyé. Mourad ne peut sauver que trois mille hommes qui le suivent dans sa retraite : Le camp est enlevé à la baïonnette.

La bataille était gagnée ; le Caire était à nous ; et le lendemain Dommartin recevait cette lettre :

« Je vous préviens, citoyen général, que le général en chef voulant récompenser vos talents militaires et la conduite qui vous a distingué dans la marche de l'armée et à la bataille des Pyramides vous nomme provisoirement au grade de général de division d'artillerie.

J'ai informé le ministre de la guerre de cette nouvelle.

« Alex. Berthier. »

Le 24 Thermidor Ibrahim-Bey battu à son tour est forcé d'abandonner l'Egypte et de reculer dans le désert. Dommartin dans l'ardeur du combat se laisse entraîner à sa poursuite et charge l'ennemi

comme un simple soldat. Bonaparte dut le blâmer de cette bravoure inutile, et lui fit adresser cette lettre où le mécontentement exprimé est encore un éloge.

« Salheyed, 25 Thermidor, an VI

Il est des reproches, citoyen général, qu'il est glorieux d'avoir mérités ; tel est celui que je suis chargé de vous faire par ordre du général en chef.

Il me charge de vous témoigner qu'il est peu content de la conduite que vous avez tenue dans la journée d'hier ; votre poste n'était pas dans la cavalerie légère, mais près du général en chef pour recevoir ses ordres :

« Alex. Berthier. »

Dès son arrivée en Egypte Dommartin devait penser à sa mère, mais ses lettres n'arrivèrent pas en France, ce ne fut que quatre mois après le départ de l'armée qu'elle reçut du ministre de la guerre cette laconique dépêche.

« Paris 27 Vendémiaire, an VI

« Le général Dommartin se porte bien ; le bonheur et la victoire ne l'ont pas abandonné sur la terre d'Egypte. Voici les propres termes, du rapport du général Bonaparte au Directoire :

« L'artillerie a fait merveille, je demande le grade de général de division pour le général de brigade Dommartin. »

« Je me hâte, madame, de vous en informer et désire être assez heureux pour vous en donner le premier la nouvelle.

« Salut et respects. »

Un légitime orgueil fit battre le cœur de madame de Dommartin ; cependant elle se demandait pourquoi toutes ses lettres étaient demeurées sans réponses ; mais elle oublia ses peines lorsqu'elle revit enfin l'écriture de son fils. Ce fut dans les derniers jours d'octobre qu'elle reçut sa première lettre :

« Nous sommes arrivés au Caire le 5 du mois dernier, ma chère maman, après avoir bien battu les Mameloucks l'avant-veille aux Pyramides. Je vous ai écrit depuis plusieurs lettres ; vous sont-elles parvenues ? Mon beau-frère est ici. Autour de moi tous se portent bien, et moi-même je ne m'aperçois pas du changement de climat. César Pailtête a été tué par les Arabes pour n'avoir pas suivi l'ordre prescrit dans la marche et s'être écarté des colonnes. Mon pauvre Auguste a été emporté par un boulet.

« Adieu, mille choses à toutes les personnes de ma connaissance. Je vous embrasse.

« Général Dommartin

« P. S. — J'ai été nommé général de division à la bataille des Pyramides. »

La mort d'Auguste fut un deuil dans la maison. Madame de Dommartin perdait en lui le filleul qu'elle avait élevé, et le fidèle serviteur de son fils ; un pressentiment assombrit sa pensée ; cette terre d'Egypte n'allait-elle pas garder tous ceux qu'elle aimait ?

Pourtant une autre lettre, arrivée quelques semaines plus tard, lui rendit un peu de son courage.

« Alexandrie 13 Fructidor, an VI

« Il y a quelques jours que je suis ici, chère maman, après avoir fait une tournée d'inspection. Je vais repartir pour le Caire où je serai dans quatre jours. Je vous ai écrit bien souvent, mais je n'ai pas encore reçu une seule de vos lettres depuis que j'ai quitté la France ; je crains que vous n'ayez pas eu les miennes.

« Mon beau-frère, d'Allonville, Guénard, enfin tous ceux que vous connaissez et qui m'entourent se portent bien. »

A partir de cette date toute correspondance directe entre l'Egypte et la France devient à peu près impossible. La bataille navale d'Aboukir, en détruisant notre flotte, a livré la Méditerranée aux Anglais ; et de son côté le gouvernement de Paris, autant par faiblesse que par jalousie, se désintéresse de cette entreprise et de la petite armée perdue au delà des mers.

Le Directoire, sans consistance, n'inspirant ni confiance ni respect, avait peine à se soutenir et devait bientôt perdre tous les avantages de la paix de Campo-Formio. Ce pouvoir manquant d'individualité n'avait ni cohésion ni force. Aussi, sans rechercher si la campagne d'Egypte avait été sagement combinée, il faut reconnaître qu'elle fut, de la part du Directoire, aussi mollement poursuivie qu'elle avait été légèrement entreprise. Et pourtant cette poignée d'hommes presque toujours victorieuse allait lutter loin de la mère-patrie contre le climat et la peste, tandis que les généraux Jourdan et Schérer se feraient battre en Europe et que Masséna n'arrêterait qu'à grand'peine une invasion menaçante.

Après la bataille des Pyramides, la prise de possession du Caire semblait assurer la conquête de l'Egypte. Mais cette expédition à laquelle officiers, soldats, artistes et savants avaient couru

comme à une partie de plaisir, se montra bientôt dans sa triste réalité. Conquérir ne suffisait pas, il fallait conserver la conquête. La bataille d'Aboukir vint fermer la route de la France. Avec le peu de sympathie du Directoire, il ne fallait plus compter sur un effort de sa part pour apporter à l'armée d'Egypte le moindre secours en hommes ou en argent ; aussi la misère devint-elle grande dans l'armée. Un ordre du général en chef dut contraindre à porter au payeur les lingots, les bijoux, les tapis, les schalls. On paya la solde des soldats avec des bijoux précieux que des brocanteurs rachetaient à vil prix.

Tandis que l'Angleterre, maîtresse de la mer, pouvait se convaincre chaque jour que le Directoire ne ferait rien pour relever la marine, et qu'il laisserait enfermer l'armée d'Egypte dans une conquête devenue sa prison, la Turquie se préparait à la guerre

Fortifier les côtes pour les défendre contre les Anglais, et se porter en Syrie pour arrêter l'invasion des Turcs en Egypte, parurent à Bonaparte les seuls moyens de conserver, pour un temps du moins, les pays conquis. Le général de Dommartin fut chargé d'armer Damiette, Alexandrie, Rosette et les places situées sur les bords du Nil. Plus tard on songea à Suez, lorsque l'expédition de Palestine fut arrêtée.

Pour relier entre elles les villes et activer les correspondances on établit sur le Nil et ses canaux des felouques légères et des djermes armées. Montant et descendant chaque jour les branches du fleuve, elles portaient d'un point à un autre les munitions et les ordres.

Il était de la plus grande importance de s'armer au plus vite ; du quartier général on pressait les travaux de défense. On redoutait les forces combinées de l'Angleterre et de la Turquie. D'un autre côté les attaques incessantes des Arabes troublaient l'armée ; Bonaparte multipliait ses ordres.

« Au Général Dommartin

« Vous avez sans doute reçu de bonnes nouvelles d'Alexandrie et d'El-Ramanyeh. Recommandez au citoyen Foultier de nous faire passer de suite, immédiatement après notre équipage de campagne, trois mille fusils ; six pièces de 24 ; tous les petits mortiers de 5 pouces ; six mortiers de 8 pouces, quatre mortiers de 12 pouces à grande portée.

« Faites ramasser de suite au vieux Caire, à Gyseh, à Boulac, toutes les djermes, mettez-y un officier d'artillerie intelligent et envoyez-les à Ramanyeh. Si tout cela peut partir demain, vous nous rendrez grand service et vous nous mettrez à notre aise. A mesure qu'il vous arrive de l'artillerie, faites-m'en passer note. »

« Au Général Dommartin

« Je désirerais que vous nommassiez le citoyen d'Anthouard directeur de l'artillerie à Damiette. Ce poste si intéressant a besoin d'un officier de distinction. Indépendamment de l'armement de différentes batteries, il faut qu'il établisse un atelier de cartouches et qu'il ait de quoi fournir à l'armement de la flotille du lac Menzaleh.

Ce lac Menzaleh était le rempart des Arabes, qui, maîtres de la navigation, empêchaient la possession libre du Delta. Touchant d'un côté à la branche du Nil qui coule vers Damiette, et de l'autre aux ruines de Peluse en même temps qu'aux sables de Syrie, il permettait aux Arabes de s'approcher à l'improviste des villes et des villages d'Egypte, et de disparaître à la première alerte.

Bonaparte, sans cesse inquiété par les incursions rapides des Bédouins, voulait à tout prix s'emparer du lac ; il écrivait lui-même au général de Dommartin :

« J'ai disposé des quatre affûts de ma djerme pour armer les bateaux qui sont sur le lac Menzaleh ; je vous prie de me faire délivrer quatre affûts pour le réarmement de ma djerme. »

Le lac avait permis, le 14 septembre précédent, à Hassan-Toubar de surprendre à Damiette le

général Vial, et si l'amour du pillage n'avait pas débandé les Arabes, la 13e demi-brigade entière eût été égorgée.

Depuis, le général Andréassy, chargé d'explorer le lac, avait eu sa petite flotille rigoureusement attaquée le 8 octobre ; le général de Damas, arrivé à temps, s'était emparé du bourg de Menzaleh ; un poste militaire y avait été établi, et une flotille bien armée croisait sur le lac.

Rassuré de ce côté, Bonaparte se préoccupe de l'expédition projetée en Syrie ; la ville de Suez doit lui servir de point d'appui. Le 29 vendémiaire (20 octobre) il écrit au général de Dommartin :

« Le général Reynier me presse de lui envoyer des munitions d'infanterie, des munitions pour les pièces de 3, sa pièce de 8 et son obusier. Voyez si vous pouvez faire partir tout cela demain. Comme le convoi expédié par eau a dû passer par Damiette, pour se rendre à Suez, faites partir pour Salheyeh les pièces que vous avez fait préparer pour Suez. Que les chameaux reviennent et préparez deux autres pièces pour Suez. »

Le calme apparent qui se faisait dans la basse Egypte, autour de l'occupation française, ne devait pas être de longue durée. Le 22 octobre, une heure après que le général en chef, accompagné du général de Dommartin, était parti pour Giseh, une insurrection éclatait au Caire.

Le général Dupuis, sorti avec une trop faible escorte, est assassiné; des négociants sont massacrés, et les insurgés courent au trésor public que défendent avec un héroïque courage les grenadiers de la 32me demi-brigade. Au même moment les Arabes cherchent à pénétrer dans la ville; l'aide de camp du général en chef, le polonais Solkowski, officier du plus grand avenir, veut défendre l'entrée d'une porte, il est tué.

Plus de cent cinquante Français avaient déjà été victimes de l'insurrection, quand Bonaparte en fut averti; quittant aussitôt Giseh, il arrive au Caire avec des renforts. Quinze mille insurgés se fortifient aussitôt dans la mosquée d'El-Hasar. Les troupes d'infanterie se massent dans ce quartier et le général de Dommartin met ses canons en batterie; il faisait nuit; on attendit la pointe du jour, et le bombardement commença. Foudroyés par l'artillerie, les insurgés demandèrent grâce, mais en vain; la brèche fut faite aux murs de la mosquée, et l'infanterie, s'y précipitant, tua sans merci ni pitié.

L'insurrection vaincue, il fallait calmer l'inquiétude des négociants français. Le général de Caffarelli fut chargé d'élever rapidement des redoutes sur l'emplacement même des batteries dressées par le général de Dommartin, et de construire des

forts : l'un prit le nom du général Dupuis ; l'autre placé entre Boulac et le Caire, fut appelé fort Carmin, en souvenir de l'adjudant général de ce nom, massacré par les Arabes.

Pendant que la ville du Caire se soulevait, des bruits alarmants sur les dispositions d'Alexandrie arrivaient au quartier général, et Bonaparte donnait aussitôt au général de Dommartin l'ordre d'agir rapidement pour prévenir les troubles de ce côté.

« Le général Dommartin voudra bien faire partir ce soir pour Alexandrie son chef d'état-major, avec deux capitaines et deux lieutenants les plus distingués par leur courage et leurs connaissances dans le service des batteries et surtout pour tirer à boulets rouges. Ils resteront à Alexandrie jusqu'à nouvel ordre. »

« Au Caire 8 Brumaire, (29 Octobre 1798)

« Les bâtiments de guerre qui sont dans le port d'Alexandrie ont dans leur cadre une grande quantité de canons de bronze de gros calibre. Il y en a qui sont inutiles à la marine, et qui peuvent servir à l'armement des forts d'Alexandrie. Ordonnèz au citoyen Foultier de se concerter avec le citoyen Vavasseur pour cet objet. »

« Au Caire, 9 Brumaire

« Général, faites embarquer sur-le-champ un obusier et une pièce de 8 avec canonniers, attelage et approvisionnements complets. Ces pièces sont destinées à partir à miuuit avec le général Murat, qui à cette heure se mettra en route de Boulac. Comme le commandant des armes a beaucoup de peine pour se procurer des djermes, faites prendre indistinctement celles qui se trouvent à Giseh. Faites-y mettre cinq à six mille cartouches. L'exécution de cet ordre est très-pressée. »

Alexandrie ne bougea pas, et pour un temps la Basse-Egypte pacifiée subit la domination française. Mais il devenait chaque jour plus évident que la Turquie ne pouvait rester indifférente à l'humiliation infligée au Croissant. Bonaparte savait que des armements se préparaient à Rhodes et en Syrie. Il lui parut dangereux d'attendre qu'on vînt l'attaquer, et il se hâta de prendre l'offensive en portant la guerre en Palestine.

Dès le mois de novembre 1798, le général de Dommartin fut chargé de préparer en secret l'armement des troupes désignées pour l'expédition. Il fit confectionner des espontons dont on arma les officiers, afin qu'avec cette espèce de lance ils pus-

sent tenir les Arabes en échec. Suez fut transformé en place forte.

« Au Général Domartin

« Je désire que vous fassiez partir, par le convoi qui va demain à Suez, deux ouvriers en bois et en fer avec les outils nécessaires pour réparer les affûts et en construire de nouveaux pour les pièces qui se trouvent à Suez. Je désire que vous puissiez expédier une ou deux pièces turques du même calibre ou d'un calibre supérieur à celles qui sont parties. Elles seraient traînées par des chameaux. »

Bonaparte, oublié du Directoire dont il n'attendait plus de secours, seul avec une petite armée qu'il allait diviser pour pénétrer au cœur de l'Orient, voulut encore faire appel au gouvernement. Le 17 décembre, il envoya au général Vaubois, qui commandait toujours à Malte, un officier chargé de lettres à destination de la France et d'une dépêche pour le Directoire. Vaubois devait remettre à l'officier tous les journaux français et italiens qu'il pouvait avoir reçus ; depuis fructidor aucune dépêche n'était venue de Malte, et on était en Egypte dans la plus complète ignorance de ce qui se passait en Europe. Le général Vaubois était prié de faire passer en France, par tout bâtiment sûr, les lettres et la dépêche du général en chef,

qui se plaignait du silence obstiné du gouvernement.

« Depuis messidor, écrivait-il, je suis sans nouvelles de la France, ce qui est sans exemple même pour les colonies les plus éloignées. » (Correspondance de Napoléon.)

Le général de Dommartin avait écrit à sa mère cette lettre, la dernière qui lui parvint :

« Au Caire 25 Frimaire, an VI

« Voici bien des mois, ma chère maman, que je ne reçois aucune lettre de vous ; je vous ai pourtant écrit souvent, mais j'ignore ce que deviennent nos lettres. Je pense beaucoup à vous ; je me porte bien ainsi que mon beau-frère, je ne puis rien vous dire, car rien n'est moins sûr que les lettres. Prenez patience ; après avoir porté jusqu'à l'extrême Orient la gloire du nom français, après avoir appris à l'Asie le respect qu'elle doit avoir pour notre puissance, nous reviendrons, et je ne serai pas le moins satisfait de me trouver dans la maison paternelle, ni le moins heureux d'embrasser ma mère. »

Treize mille hommes étaient destinés à l'expédition de Syrie sous les ordres des généraux Reynier, Kléber, Bon et Lannes. La cavalerie, qui ne comptait que neuf cents chevaux, fut destinée à Murat ; l'artillerie confiée au général de Dommartin ; une

compagnie de guides et une autre de dromadaires devaient compléter l'armée expéditionnaire.

Mais, avant le départ, Bonaparte voulait mettre la Basse-Égypte à l'abri d'une attaque de l'Angleterre et d'un coup de main des arabes. Il invita le général de Dommartin à pousser les travaux de défense. On peut voir combien ses ordres deviennent pressants :

Le Caire, 28 Frimaire an VII, (18 décembre 1798).

AU GÉNÉRAL DOMMARTIN

« J'ai commandé que l'on retranchât une maison à Birket. Les travaux avancent ; il faudra que vous y placiez trois pièces de canon. Je désirais que vous puissiez en faire partir une demain avec les cent hommes de la 35e demi-brigade qui s'y rendent, ce qui me mettrait à même de faire revenir la pièce du général Rampon qui y est. Les chameaux et les chevaux de cette pièce souffrent; l'autre pièce restera en position. Les chameaux et chevaux qui conduiront cette pièce reviendront au Caire avec ceux de la pièce du général Rampon. »

Le Caire, 3 Nivôse an VII (23 décembre 1798).

« Je donne ordre, citoyen général, au général Reynier de faire occuper Qatych par le général Lagrange ; mon intention est d'y faire construire

un fort capable d'avoir des magasins et de mettre quatre à cinq cents hommes à l'abri d'une attaque de vive force. Il est nécessaire que vous donniez des ordres pour que l'on y envoie le plus tôt possible le train de l'artillerie qui est à Salheyeh et que vous y formiez un établissement pour servir de magasin d'approvisionnements de guerre et spécialement de cartouches. Il est très-nécessaire que dans le plus bref delai possible l'artillerie soit rendue à Qatyeh, et en mesure de protéger le corps qui s'y trouvera. Envoyez, si cela est possible, des pièces d'un même calibre, et ce qu'il y a de meilleur à Salheyeh; faites mettre, dans l'approvisionnement des pièces, des clous d'acier pour les enclouer en cas d'événement. Envoyez-y un officier supérieur de confiance pour veiller à cette opération qui doit être faite avec la plus grande célérité. Mon aide de camp Merlin part demain avec quarante hommes pour Salheyeh. »

« Le Caire 23 Nivose

AU GÉNÉRAL DOMMARTIN.

« Il y a entre Salheyeh et Qatyeh un pont sur un canal qui a besoin d'être raccommodé. Ni les chameaux, ni l'artillerie ne peuvent y passer, ce qui oblige, pour se rendre de Salheyeh à Qatyeh,

de faire un détour de plus de huit lieues. Il y a aussi plusieurs lacs où il n'y a que deux pieds d'eau, qu'il sera nécessaire de rendre plus praticables en en faisant jalonner les gués. Faites partir, je vous prie, dans la journée de demain un officier intelligent avec deux escouades de pontonniers et tout ce qui peut être nécessaire pour cet objet. »

« 1 Pluviose, (20 Janvier)

« Je vous prie, général, de faire faire un modèle de lances pour le régiment des dromadaires ; un de quinze pieds, un de dix-huit, un de vingt-et-un. »

A cette époque de la fin de janvier 1799, MM. Hamelin et Liveron débarquérent à Alexandrie ; ils venaient de France par Trieste ; après huit mois de silence, le Directoire envoyait ses félicitations, mais rien de plus. Bonaparte apprit par eux qu'on se préparait à une nouvelle guerre européenne, et aussitôt il brusqua l'expédition de Syrie. Le général de Dommartin reçut l'ordre de se tenir prêt. Mais les chevaux manquaient pour le transport du parc d'artillerie. Il en informe le général en chef qui lui répond :

« 3 Pluviose, an II (22 Janvier)

« J'espère pouvoir vous fournir entre demain et

après-demain une soixantaine de chameaux. Faites acheter des mules le plus que vous pourrez; faites vos envois sur Suez par des chameaux de louage. Remplacez les deux pièces de 12 qui vous manquent par deux pièces de Rosette, et si celles-là ne vous arrivent pas à temps, par deux pièces de 8. Remplacez l'obusier de 6 pouces par un mortier de 8 pouces, ou deux de 5 pouces 6 lignes, et si cela n'est pas possible, par une pièce de 8.

« Indépendamment de ces pièces, il est indispensable que le parc ait au moins 150,000 cartouches à la suite. Prenez vos mesures pour qu'au 16 pluviôse il y en ait 500, 000 à Qatyeh, y compris les 200, 000 que je vous ai demandées. Ayez-en 300, 000 à Salheyeh, 300, 000 à Damiette et au moins 100, 000 à Bebbeys.

« L'époque que je vous ai fixée est de rigueur. »

Le jour du départ pour la Syrie était proche; le général de Dommartin adressa au général en chef l'état de situation des forts du Caire. Il fallait, pendant l'absence, rendre tout soulèvement impossible, Bonaparte reçut le rapport et répondit aussitôt:

« 4 Pluviose, an VII

« J'ai lu, citoyen général, avec la plus grande attention votre rapport sur les approvisionnements des fort du Caire. J'adopte toutes les mesures que

vous avez proposées pour augmenter l'artillerie et l'approvisionnement de la citadelle. — Toutes les pièces de 5 en général ne sont pas approvisionnées. Donnez des ordres pour que, le 10, l'artillerie des forts soit en mesure de tirer 100 coups par pièce, soit à boulets, soit à mitraille, soit à grenades, et 100 coups par mortier en bombes et, à défaut de bombes, en cailloux. Faites-moi connaître ce que vous comptez mettre au fort Solkowski et si je puis compter qu'au 10 les changements que vous avez proposés seront exécutés. »

Comme on le voit, on voulait assurer la tranquillité du Caire pendant la campagne de Syrie; l'ordre suivant daté du 23 janvier se rapporte à l'éclairage de la ville pendant la nuit, en même temps qu'à des dispositions particulières à l'entrée en campagne.

« Général, faites mettre dans les différents forts du Caire des artifices pour éclairer les remparts pendant la nuit. Faites-moi connaître par un rapport particulier la partie de l'équipage de pont que vous pouvez mettre à la suite de l'artillerie ; enfin préparez une centaine de flambeaux pour éclairer les convois pendant la nuit.

A la veille du départ, le 5 février, Bonaparte adresse encore au général de Dommartin un dernier ordre qui doit compléter l'armement du Caire :

« Général, vous trouverez ci-joint un ordre au commandant de la marine pour qu'il mette à votre disposition six pierriers de 3 livres avec le nombre de boulets nécessaires. Ces pierriers resteront à la disposition du commandant de la place pour défendre les issues des rues et défendre le quartier français. Je vous prie, en même temps, de faire placer une pièce de 3 sur le petit minaret pour battre la place Ezbakijeh ainsi que le chemin de Boulac et de faire placer une pièce de canon d'un calibre quelconque à la porte des Pyramides et un autre à la porte du Delta. »

IX

EXPÉDITION DE SYRIE

Les divisions Reynier et Kléber s'étaient mises en marche. Le général Reynier commandait l'avant-garde ; arrivé le 9 février devant le fort d'El-Arich défendu par les troupes de Djezzar, pacha de Saint-Jean d'Acre, il voulut brusquer l'attaque et fut repoussé avec des pertes sensibles ; en même temps la cavalerie de Djezzar s'avançait sur lui par la

route de Gaza. Soutenu à temps par la division Kléber, il put avec l'aide de ce général enlever le camp des mameloucks.

Au même moment Bonaparte et le général de Dommartin quittaient le Caire et arrivaient à Salheyeh le 12 février. La nouvelle de l'échec essuyé devant El-Arich par le général Reynier irrita le général en chef, et, hâtant sa marche, il fut le 17 février en vue d'El-Arich. Les divisions Reynier et Lannes attendaient; mais le découragement se glissait déjà parmi les troupes. La pluie avait détrempé les sables; les blessés du dernier combat restaient étendus au milieu du camp, n'ayant d'autre lit que des feuilles de palmier; la viande manquait, on avait tué les chameaux; mais la soif surtout était intolérable, et l'eau de pluie recueillie sur le sable ne suffisait pas à désaltérer les hommes et les chevaux.

Le général en chef avait pris pour son expédition de vieux soldats dont il connaissait l'énergie, mais il savait qu'un échec au début d'une campague est d'un fâcheux effet sur l'esprit d'une armée. Il se décida à attendre la division Lannes pour s'approcher d'El-Arich; et comme il la savait en marche au milieu du désert, il adressa au général de Dommartin l'ordre suivant:

« Bivouac de Messidouah Ménoudiah

« Il vous est ordonné d'expédier sur-le-champ à la tente du général en chef tous les chameaux que vous pouvez avoir portant des outres, avec des chameliers, afin de les envoyer au-devant de la division Lannes. Ils vous rentreront dans deux jours. Envoyez directement ces chameaux au puits où il y a des ordres pour qu'ils prennent de l'eau, de préférence à tous les autres. Les chameaux chargés se rendront à la tente du général en chef. »

Le 18 février l'armée campa entre El-Arich et la mer et le siége du fort commença. Mais les vivres manquaient et l'eau surtout était rare. Le général Berthier somma Ibrahim-Aga, commandant du fort, de le rendre. Il hésitait; Bonaparte traversant la tranchée dit aux grenadiers : Cent cinquante bons bougres qui iraient fusiller ces coquins-là par les créneaux feraient un bon effet. » Les grenadiers sans autres ordres s'élancèrent sur la forteresse. Ibrahim-Aga comprit qu'il ne pouvait lutter, et le 16 au soir capitula. (*Mémoires secrets de la campagne d'Égypte.*)

Le général en chef, mécontent du général Reynier, donna à Kléber le commandement de l'avant-garde. Celui-ci, égaré par son guide, qu'il dut faire fusiller, erra pendant quarante-huit heures

dans le désert. Ce fut à Sauton qu'il retrouva le quartier général.

Le 24 février l'armée aperçut les plaines de la Palestine; elle avait fait soixante lieues dans un désert brûlant, sans que son courage eût faibli.

Le 25 les Turcs et les Mameloucks abandonnèrent Gaza dont les magasins de vivres sauvèrent l'armée. C'était à Jaffa que l'ennemi se retirait. Le général en chef voulut le poursuivre sans retard.

Le 26 il envoyait au général de Dommartin l'ordre de renforcer l'artillerie du corps de cavalerie qui devait éclairer la marche:

« Gaza, 8 Ventôse, an VII (26 février 1799)

« Général, l'artillerie des Guides cédera un obu sier, et deux pièces de 8 à la cavalerie; vous les ferez servir par des canonniers à cheval. Par là, la division de cavalerie sera composée de deux pièces de 5, deux de 8 et un obusier; l'artillerie des Guides n'aura que deux pièces de 8 et un obusier en attendant que vous puissiez faire remplacer les pièces que vous lui prenez. Comme la cavalerie part demain à la pointe du jour, il est nécessaire de faire ce mouvement aujourd'hui. »

Le 3 mars l'armée était devant Jaffa. Aussitôt, et tandis que le général Kléber prenait position du

côté des montagnes pour protéger les troupes du siége, les divisions Bon et Lannes investissaient la place, et le général de Dommartin dressait ses batteries. En trois jours il avait ouvert la brèche, le général Lannes faisait sonner la charge et la 66e demi-brigade se précipitait la première dans la ville. Le carnage fut horrible et la peste en devint la sinistre conséquence.

C'était sur Saint-Jean d'Acre que devaient dès lors se concentrer tous les efforts de Bonaparte. Le 17 mars l'armée était devant ses murs. Le siége commença, siége impossible si l'on eût comparé la force des remparts à notre impuissante artillerie; trois pièces de campagne ne pouvaient constituer une batterie de brèche. La ville était défendue par Sidney-Smith, commandant la division anglaise, et par un officier du génie français, Phélippeaux, que Sidney-Smith avait fait évader des prisons de la Terreur et sauvé de l'échafaud. Malgré l'impuissance des moyens, l'artillerie de campagne fit brèche à la tour, et le 28, les grenadiers de la 69e demi-brigade s'élancèrent à l'assaut; presque tous tombèrent sous une grêle de pierres et de balles: c'était un mauvais présage.

Un second assaut ne fut pas plus heureux; mais le succès de la bataille du Monthabor, et l'arrivée à Jaffa de six pièces de 18 et de 2 mortier débar-

qués à Tintourah, par le contre-amiral Perrée, rendirent l'espoir à l'armée. Cinq assauts donnés montrèrent bientôt à Bonaparte l'inutilité de ses efforts. Cependant, le 7 mai, un convoi signalé en mer fit croire à un secours du Directoire; vain espoir, c'était au contraire un nouveau renfort qui arrivait aux assiégés. Cette résistance opiniâtre irritait Bonaparte. Il voulut tenter une nouvelle brèche et un nouvel assaut, et son aide de camp porta au général de Dommartin les instructions suivantes:

« Devant Acre 18 Floréal, (7 mai)

« Général, l'intention du général en chef est que la batterie Mangin soit armée de 3 pièces de 24 et prête à faire feu dans l'endroit désigné pour la nouvelle brèche ce soir à 9 heures. Son intention est également que la batterie Vaille et celle Legrand tirent pour rendre praticable la brèche déjà commencée du flanc; que la batterie Digeon tire quelques coups de canon pour détruire ce que l'ennemi pourrait avoir fait dans la tour de brèche où nos troupes doivent monter ce soir.

« Toutes les batteries par où l'ennemi pourrait déboucher par la gauche doivent également faire tout ce qui dépendra d'elles pour faciliter l'assaut.

« Le général en chef ordonne qu'il y ait ce soir

au Réservoir quelques ouvriers avec des outils et quelques artificiers avec des fusées ou d'autres matières combustibles; qu'il y ait aussi une pièce de 4 à portée du Réservoir pour être à même de la mettre en batterie sur la tour, si cela paraissait nécessaire et praticable.

« Ordonnez à l'officier supérieur de tranchée de se concerter avec le général Bon pour qu'il connaisse les dispositions prises ce soir par le général, pour l'attaque des glacis et celle de la tour de brèche. Il serait utile que vous vous concertassiez aussi vous-même tant avec le commandant de génie qu'avec le général Bon, afin qu'il y ait de l'ensemble. »

Ces ordres donnés au général de Dommartin s'exécutèrent vite; en moins d'une heure, un pan de mur tombait à droite de la grande tour et le général Lannes s'élançait à l'assaut. Les remparts sont escaladés; on se croit maître de la place, et Bonaparte adresse au général Kléber une dépêche lui annonçant que la tour de la brèche est à lui. Mais, derrière les remparts, Phélippeaux avait élevé une enceinte inconnue des assiégeants, et tandis que les grenadiers s'efforcent de la franchir une sortie des Turcs prenant la brèche à revers empêche l'escalade, et coupe la retraite aux grenadiers. Emportés par leur élan, ils étaient déjà

dans la place; se sentant abandonnés, ils se barricadent dans une mosquée, décidés à y mourir. Djezzar voulait qu'on les massacrât jusqu'au dernier; Sidney-Smith leur sauva la vie.

Les travaux de défense dirigés par Phélippeaux prenaient rapidement des proportions effrayantes. Deux tranchées coupaient par le flanc tous nos ouvrages; la population de la ville travaillait jour et nuit; des cavaliers surmontés de 54 pièces de canons s'élevèrent comme par enchantement. Cependant Bonaparte s'obstinait; le 6, il voulut recommencer l'assaut et écrivit au général de Dommartin.

« Devant Acre, 20 Floréal, an VII

« Le général en chef a décidé, de faire monter demain à la brèche. Les divisions partiront de leur camp à 2 heures du matin pour prendre position et exécuter le projet d'attaque convenu ce soir avec vous et les autres généraux de division. Donnez des ordres, en ce qui vous concerne, pour qu'il y ait des ouvriers avec des outils et des artificiers et enfin tout ce qui est nécessaire à l'assaut et à l'occupation de la ville. Désignez ceux qui doivent marcher avec la division Kléber, qui est la première à monter à l'assaut. On doit attaquer vers 3 heures et demie. »

Ainsi qu'il avait été ordonné, l'assaut fut donné

le 10 mai au matin; les grenadiers de la 16e et de la 75e furent d'abord repoussés, Bonaparte commanda de renouveler l'attaque; cette fois elle fut terrible, mais la défense opiniâtre. Le colonel Venaux, l'adjudant Fouler, l'aide de camp Croisier et enfin le général Bon furent frappés de mort; et les troupes épuisées durent rentrer dans la tranchée. Depuis trois jours l'armée avait perdu 5 000 hommes, et la peste redoublait. Déjà les généraux de Caffarelli et Rambeau avaient été tués; la plus part des officiers supérieurs étaient blessés: Samson, Duroc, Beauharnais, Arrighi et le général Lannes lui-même. La peste, hideuse dans ses effets jetait parmi les soldats l'épouvante et le dégoût.

Bonaparte assembla le conseil de guerre; le général Lannes parla le premier: « Je compare la ville d'Acre, dit-il, à une pièce de drap. Lorsque je vais chez le marchand pour l'acheter, je demande à la palper, je la vois, je la touche, et si je la trouve trop chère, je la laisse. »

Tous les généraux furent de cet avis, et la levée du siége fut décidée; mais il en coûtait à Bonaparte de s'avouer vaincu. Pourtant il fallait se rendre à l'évidence; la peste tuait chaque jour plus de vingt soldats, et le mal, loin de diminuer, menaçait de faire bientôt du camp un hôpital.

Ce fut au général de Dommartin que revint la

pénible tâche de l'évacuation des malades; le 26 floréal (15 mai) il dut prendre à cet effet des mesures; tout en conservant ses batteries qui resteront avec lui devant Saint-Jean d'Acre.

« Il est essentiel, général, lui écrit Bonaparte, que vous employiez tous vos ouvriers disponibles à faire des brancards pour terminer vite les évacuations. L'objet est de la plus grande urgence et je vous engage à y faire travailler de suite et sans relâche. Vous voudrez bien mettre, s'il est possible à la disposition de l'ordonnateur en chef une certaine quantité de fusils provenant des hommes tués, pour armer les bouchers, boulangers et autres employés d'administration. »

Mais on craint que les assiégés, s'apercevant trop vite du départ de l'armée,ne se mettent à sa poursuite; serait-on vainqueur avec cet encombrement de malades et de blessés? Le général de Dommartin restera le dernier avec ses artilleurs; il usera ses derniers boulets, et il détruira une partie de ses canons qu'il est impossible d'emmener: tâche aussi périlleuse qu'elle dut être pénible.

« Devant Acre, 27 Floréal an VII (16 mai 1799).

« AU GÉNÉRAL DOMMARTIN

« Je désire que vous preniez vos mesures de manière à avoir 40 coups à mitraille par pièce de 24

à tirer dans le cas où l'ennemi voudrait faire des sorties, et 10 à boulets; 30 coups à mitraille par pièce de 18 et 10 à boulets; 40 coups à mitraille par pièce de 15 et 10 à boulets. Vous réserverez également vos bombes pour les jeter au moment où l'ennemi se réunirait pour faire des sorties. Vous pouvez mettre moitié de la charge ordinaire. »

« Devant Acre, 28 Floréal an V (17 Mai 1799)

« Le général en chef ordonne au général Dommartin de faire tirer dans la soirée ce qui lui reste de boulets et de mitraille de 24. Illui ordonne de prendre toutes les mesures de manière qu'à onze heures du soir les 3 pièces de 24 et leurs affûts soient en chemin pour se rendre à Tantourah et de faire toutes ces dispositions de manière que le 30 floréal à midi tous les attelages soient de retour au camp.

« Le général Dommartin donnera les ordres pour que de Jaffa on envoie à Tantourah les harnais nécessaires pour traîner les pièces de 24, parce que s'il n'était pas possible de les embarquer à Tantourah, l'intention du général en chef est de prendre les chevaux des officiers et même ceux de la cavalerie pour faire traîner les pièces jusqu'à Jaffa.

« Le général Dommartin fera ses dispositions de manière à destiner 3 pièces d'artillerie à chacune

des 4 divisions, 2 pièces aux guides à cheval, 2 à la cavalerie. Il pourra désigner les trois de la division Kléber et les 2 de la cavalerie parmi les six du général Junot.

« Les généraux doivent passer une revue de leur division le 30 au matin. Il est probable que l'armée se mettra en mouvement le 1er prairial au soir.

« Les généraux de division ont ordre de faire compléter 50 coups par homme ; le général Dommartin donnera ses ordres en conséquence.

« Le général Dommartin fera jeter cette nuit à la mer les mauvaises pièces de 18 en fer.

« Dans la nuit du 29 au 30 il fera jeter à la mer une pièce de 12 et une de 18.

« Dans la nuit du 30 au 1er prairial il fera jeter à la mer les trois autres pièces de 18, les mortiers turcs ainsi que les boulets que l'on n'emportera pas et la seconde pièce de 12.

« Il aura soin que le pont sur la petite rivière Hayfa soit en bon état le 30 au soir. Il fera remettre au génie les poudres dont il est convenu avec le général en chef, pour faire sauter, hors de la ville, les objets ordonnés. »

Le 20 mai l'armée se mit en marche à la tombée de la nuit ; et jusqu'au jour l'artillerie fit un feu terrible. La division Reynier quitta la tranchée la dernière dans le plus grand silence, portant à bras

les canons de campagne. On gagna ainsi Tantourah, où le général de Dommartin arriva dans la matinée du 21 mai. Bonaparte l'attendait, nos malades et nos blessés encombraient les hôpitaux du mont Carmel et de Kerdoué ; ils étaient là plus de 2000 ; les moyens de transport manquaient, et les abandonner, c'était les livrer aux Arabes qui déjà harcelaient nos colonnes. Lorsque 14 ans plus tard les Cosaques poursuivirent ainsi les restes de la grande armée, Napoléon dut se souvenir de cette retraite de Syrie, qu'il oublia peut-être dans ses jours de gloire et de grandeur.

Les ordres pour les blesssés et les malades sont donnés.

« Tantourah 2 Prairial, (21 mai)

AU GÉNÉRAL DOMMARTIN

« Le général en chef ordonne que vous envoyiez, ce soir à dix heures, tous les chevaux disponibles du parc pour le transport des blessés. Il ordonne qu'aucun conducteur ou employé du parc ne puisse aller à cheval. »

« Le général Dommartin donnera ordre à tous les canonniers à cheval de mettre pied à terre et de se rendre à l'ambulance pour aider à transporter les malades ; il donnera le même ordre aux brigadiers et conducteurs. »

Les soldats hésitent à s'approcher des pestiférés ; ils refusent même : il faut employer la menace.

« 3 Prairial,

« Général, j'ordonne que vous envoyiez sur-le-champ à l'hôpital de Tanthoura 100 hommes et tous les charretiers qui n'ont pas de chevaux à mener, pour servir au transport des malades sur les bourriques ; j'ordonne que l'on apporte tous les brancards qui sont à l'artillerie. Ces hommes recevront une petite gratification. Mais commandez-les avec vigueur, ils ne pourront s'exempter sous aucun prétexte. »

Mais les chevaux ni les ânes n'étaient suffisants pour emmener tous les blessés ; les soldats durent être chargés d'emporter leurs camarades. L'armée entière, officiers et généraux, marcha à pied, et Bonaparte donna l'exemple.

Le 25 mai on arriva à Jaffa ; la ville dévastée, remplie de blessés et de malades, avait un aspect lamentable ; on fit évacuer par mer le plus grand nombre d'entre eux ; les autres suivaient la colonne. Est-il vrai qu'on empoisonna ceux qui semblaient désespérés ? L'humanité se refuse à le croire, et pourtant on l'affirme.

L'armée se remit en marche le 28 mai, brûlant les

villages; le lendemain on était à Gaza; après un jour de repos, on partit, et comme dernier adieu à cette terre maudite où sans profit ni pour la France ni pour la civilisation, nous laissions tant des nôtres, on fit sauter le fort de la ville. Mais plus on avançait, plus il devenait difficile de transporter l'artillerie ; les chevaux mouraient d'épuisement et de soif. Il fallait abandonner les canons laissés à Gaza lors du premier passage. C'était un nouveau sacrifice, Bonaparte s'y résigna et écrivit au général de Dommartin :

« 11 Prairial,

« L'intention du général en chef est que vous fassiez traîner l'obusier jusqu'à El-Arich ; mais pour demain que tous les canons soient crevés et les boulets jetés. »

Le 31 l'armée se retrouva en face du désert ; la chaleur était affreuse, on n'avait d'eau que pour un jour, il fallait gagner El-Arich en dix heures. La souffrance rendit aux soldats une énergie nouvelle; ils marchèrent sans plainte sur ce sable mouvant qui cédait sous leurs pieds ; l'espoir de revoir l'Egypte ranimait leurs forces.

Enfin on entre dans le fort où l'on peut laisser les malades ; mais on devait les préserver contre une attaque des Turcs. Bonaparte enjoignit au général

de Dommartin de laisser 50 canonniers, 2 forges, des artificiers et des attelages pour deux pièces de campagne. Du corps d'artillerie, en hommes et en matériel, parti pour la campagne, il ne restait, en réalité, que des débris.

Quarante lieues séparaient encore l'armée de Salheyeh, et sur cette route aride et sans eau l'oasis Quattyen était le seul lieu de repos. Les forces humaines ont des bornes, celles des soldats étaient épuisées. Un officier attaché à l'état-major de Bonaparte, M. de Beauchamp, écrivant plus tard ses souvenirs, a tracé le tableau de ces dernières étapes.

« Enfoncée dans ces plaines de sables, accablée de privations et de fatigues, l'armée murmurait hautement contre le général en chef, qui dit aux grenadiers de la 69e : « Vous n'êtes pas des hommes ; votre premier habillement sera en femmes ; » ordonnant qu'on fît marcher toute la demi-brigade, la crosse en l'air. Mais des murmures, quelques soldats allèrent jusqu'à la menace, tant ils étaient harrassés ; le général en chef crut devoir se dérober aux signes très-prononcés du mécontentement des soldats ; il prétexta une excursion pour aller reconnaître une des branches du Nil et les ruines de l'ancienne Péluse. Il quitta l'armée à Quattyeh. »

Au moment de partir, Bonaparte, le 7 juin 1799,

donna au général de Dommartin l'ordre d'envoyer de Damiette une demi-compagnie de pontonniers, pour jeter un pont de bateaux sur le bras d'eau de Tynah et sur celui de Dybeh.

Les généraux Menou et Andréassy étaient venus à la rencontre du général en chef; celui-ci les prit pour compagnons de voyage. Ils visitèrent la partie orientale du lac Menzaleh et rentrèrent à Quattyeh après que l'armée l'eut quitté. Bien qu'elle approchât du terme de son pénible voyage, elle devait encore subir quelques jours de torture. Le vent chaud du désert brûlait les yeux et remplissait les poitrines ; on suffoquait, les chevaux mouraient foudroyés ; les hommes à qui la force ou l'énergie manquaient et qui se laissaient tomber sur le sable ne se relevaient plus.

Salheyeh apparut enfin avec ses douces brises, ses palmiers, ses eaux et ses fruits, c'était le salut de l'armée et le terme de son trop pénible voyage. La riche province de Charquieh, qui la séparait du Caire, reposait les yeux avec ses riches moissons et sa campagne fertile. On la traversa sans fatigue et le cœur content. Le 10 juin l'armée entière arrivait à Matarieh ; le 12 elle stationnait à Zoubeh, faubourg du Caire où Bonaparte venait la rejoindre.

Dans la capitale de l'Egypte, les ordres avaient

étés donnés pour un triomphe, il fallait tromper les habitants sur les résultats de la campagne de Syrie.

« L'armée entra par la porte de la Victoire, écrit un témoin [1], chaque soldat portant une palme, à l'exception de ceux de la 69e. On fit circuler à plusieurs reprises nos colonnes autour et dans les rues du Caire, pour donner à croire aux habitants qui se portaient en foule au-devant de nous, que nos troupes étaient encore plus nombreuses qu'à leur départ de Syrie et qu'en effet nous avions détruit l'armée du grand visir. L'aspect martial de nos troupes, que les habitants avaient crues détruites, les frappa. Le général en chef fit exposer dans les principales mosquées tous les drapeaux enlevés dans les différentes actions... Le soir il y eut des jeux, danses, combats de bâton, tours d'adresse qui furent exécutés par les Egyptiens sur la place Ezbekyeh. »

1. Mémoires directs sur la campagne d'Egypte.

X

COMBAT SUR LE NIL. — MORT DU GÉNÉRAL DE DOMMARTIN

Pendant l'absence de l'armée, des insurrections avaient éclaté sur plusieurs points en Egypte. Un musulman fanatique, qui se faisait passer pour l'ange El-Mohdy prédit par le Coran, avait soulevé la province de Bahyreh. Le 10 mai le général Lannes avait couvert de morts le champ de bataille de Damauhour; mais l'insurrection étouffée se révélait encore par des attaques sans cesse renouvelées contre les corps de troupes isolés. La navigation du Nil était inquiétée, et Bonaparte, désireux de revenir en France, voulait tenter de ramener au plus vite la tranquillité dans sa conquête.

Rentré au Caire depuis deux jours, il adresse de nouvelles instructions au général de Dommartin.

« Le Caire, 26 Prairial an VII (14 juin 1799)

« Il est indispensable que vous partiez au plus

tard le 3 du mois prochain pour vous rendre à Rosette et à Alexandrie, afin de visiter par vous-même les approvisionnements de ces places, réformer les équipages de campagne et pourvoir à l'approvisionnement des autres places de l'Egypte. Faites partir demain soir pour Alexandrie le citoyen d'Authouard ; mon intention est qu'il y reste tout l'été pour commander l'artillerie sous les ordres du citoyen Foultier. Il pourra être porteur de vos dispositions. Vous connaissez mes intentions par rapport à Rosette, El-Ramanyeh, Salheyeh et à la formation d'un équipage de campagne. Mon intention est d'établir à Boulac un fort et provisoirement une batterie capable de défendre la passe de ce lac ; il faut donc que vous preniez les mesures pour y faire parvenir les pièces d'artillerie nécessaires. »

Un moment le général en chef eut la pensée de se rendre lui-même à Alexandrie ; la felouque *le Nil* fut préparée et armée pour lui ; mais abandonnant son premier projet, il confia au général de Dommartin la mission d'assurer la tranquillité dans la basse Egypte, et mit sa propre felouque à sa disposition.

« Le Caire 29 Prairial, an VII (17 Juin)

AU GÉNÉRAL DOMMARTIN

« Le bateau *le Nil* que j'avais destiné pour moi

en cas que les événements m'eussent forcé à me rendre à Damiette, Rosette, où dans la haute Egypte, est prêt pour vous conduire à Rosette.

« Aussitôt arrivé, vous me le renverrez sur-le-champ avec le rapport que vous me ferez sur la situation d'El-Ramaneih et de la défense de l'embouchure du Nil. Je vous prie de déterminer près d'Alqua, une position très-favorable, et près d'un endroit où les bateaux échouent ordinairement, l'emplacement d'une redoute que 30 ou 40 hommes devraient pouvoir défendre, mais qui pourrait en contenir un plus grand nombre. Son but principal serait d'empêcher les bâtiments qui viendraient de Rosette de remonter le Nil et de bien prendre sous sa protection les navires français qui seraient poursuivis par les Arabes. Je me charge spécialement de faire descendre ces différents bateaux à Rosette. »

Cependant, avant de se rendre à sa nouvelle destination, le général de Dommartin fait remettre le 18 juin, au général en chef, un nouveau plan d'organisation pour l'artillerie si épuisée pendant la campagne de Syrie. Bonaparte lui répond ausitôt.

Le Caire, 30 Prairial an VII (18 juin 1799)

« J'approuve, Général, toutes les mesures que vous proposez pour l'organisation de l'artillerie de

campagne de l'armée. Faites-moi un projet de règlement par articles pour l'artillerie des bataillons; vous y mettrez les masses telles que vous pensez que l'on doit les accorder au corps.

« Nos brigades de cavalerie étant faibles, une artillerie trop nombreuse ne ferait que les embarrasser; ainsi je pense que deux pièces de 8 attachées à chaque brigade seront suffisantes : la cavalerie est divisée en deux brigades.

« Je désirerais que vous organisiez tout de suite l'artillerie des guides et des deux brigades de cavalerie, en donnant aux guides les pièces de 5 du général Reynier et la pièce de 5 de la cavalerie, et en donnant à la cavalerie la pièce de 3 du général Lannes, et en donnant provisoirement une pièce de 5 jusqu'à ce que vous puissiez la remplacer par une pièce de 3 autrichienne. Il est nécessaire que vous complétiez l'armement de toutes ces pièces à trois cents coups.

« Il est également nécessaire de commencer à donner à chaque division deux grosses pièces. Il faudrait approvisionner les pièces de 8 des généraux Lannes et Reynier, la pièce de 8 et l'obusier qu'a aujourd'hui le général Davoust ; envoyer le plus tôt possible à Kléber deux affûts de rechange afin qu'ils puisse monter ses pièces de 8 ; faites remplacer les deux pièces de 8 des généraux

Lanusse et Fugière par des pièces de 3 vénitiennes et les attacher aux divisions Lannes et Rampon.

« Il est nécessaire de distribuer les pièces de 3 et de 4 de manière que chaque division se trouve en avoir deux ou trois, et lorsqu'on donnera aux divisions leurs pièces, on se trouvera avoir dans chaque division pour les premiers bataillons des demi-brigades.

« Le général Kléber se trouve déjà avoir trois petites pièces. La pièce qui est à Balbeys peut être attachée à la division Reynier. Il sera nécessaire d'en procurer le plus tôt possible aux divisions Lannes et Rampon. L'armée pourra attendre dans cette situation que vous ayez eu le temps de faire venir l'artillerie de Rosette, et de donner à chaque division l'artillerie comme vous le projetez.

« Ordonnez que l'on ne distribue les fusils que par mon ordre. Mon intention est qu'on ne les distribue que dans 5 ou 6 jours et lorsque les corps seront réorganisés. »

Les changements indiqués par cette lettre de Bonaparte et qui devaient provisoirement donner le temps de mettre à exécution le grand projet de réorganisation proposé par le général de Dommartin, obligèrent celui-ci à retarder de quelques jours son départ pour Rosette. Ce ne fut que le 4 prairial qu'il s'embarqua sur la felouque *le Nil*.

Attaqué le 5 par les Arabes, il reçut deux blessures qui semblaient sans gravité ; et aussitôt son arrivée à Rosette, il adressa au général en chef un rapport dont le général Berthier envoyait plus tard la copie à madame de Dommartin. On comprend en le lisant combien, même à cette époque de notre occupation, la basse Egypte était loin d'être pacifiée.

Le général de division commandant en chef
l'artillerie au général de l'armée d'égypte

« Le 4 prairial nous avons couché à Nadir.

« Le 5, à la pointe du jour, nous découvrîmes des cavaliers par six et par huit : nous crûmes que c'étaient des fellahs.

« A midi, nous, arrivâmes au village de Tounoub où se trouvait une djerme chargée de vin, au citoyen Omeling. Nous étions engravés ; tout l'équipage ne pouvait ébranler la felouque. Des paysans vinrent à notre secours et nous remirent à flot. Nous passâmes ; mais, comme on apercevait beaucoup de cavaliers, nous demandâmes aux gens qui nous aidaient si c'étaient les Arabes : ils nous assurèrent que non et retournèrent à leur village, où nous vîmes beaucoup de monde ainsi qu'au village de Zaïra, distant d'une demi-lieue du premier et situé également dans le Delta.

« Le capitaine me dit alors que peu de temps auparavant il avait été attaqué avec la djerme *la Venitienne* à l'endroit où nous nous trouvions, et il nous montra sur la rive gauche en face du village de Zaïra, un santon sur une petite hauteur qui sert de retranchement aux révoltés.

« Dans le même moment nous découvrîmes près du santon un rassemblement considérable d'infanterie et de cavalerie qui se formait rapidement; nous étions sur le point de marcher à la traîne, mais par prudence, je pris le parti de faire réembarquer l'équipage pour voir venir. Nous ne fûmes pas longtemps dans l'incertitude. Deux mille hommes d'infanterie, six cents cavaliers nous entourèrent tant sur la rive droite que sur la rive gauche, et les habitants des deux villages accoururent leur prêter main forte. Nous dûmes quitter aussitôt le côté du haut bord d'où l'ennemi nous surplombait et gagner l'autre rive au risque de nous échouer, ce qui arriva; continuer notre route devenait dès lors impossible; le vent, très-fort, nous était contraire, et le manque d'eau ne nous permettait pas de profiter du vent pour remonter. Nous étions donc échoués sur un banc de sable et de vase dont la rampe inégale, s'élevant peu à peu, était plantée de tabac dont les feuilles, déjà grandes, devaient permettre aux Arabes de se cacher et de nous

approcher à la portée du pistolet. Les hauts bords du Delta n'étaient qu'à une demi-portée de fusil.

« Le feu commença vers une heure par deux coups de canon tirés par la felouque sur la cavalerie, qui faisait un mouvement pour se rapprocher. Un canon placé au santon répondit aussitôt. La portée de cette pièce permit de juger qu'elle devait être du calibre de 8. Il était à supposer qu'elle n'était pas montée, car, après quelques volées, s'apercevant qu'elle ne nous atteignait pas, les Arabes voulurent la rapprocher, et mirent plus de deux heures à exécuter ce mouvement.

« La felouque et son canot étaient placés arrière contre arrière, en sorte que les deux pierriers du canot défendaient le bas de la rivière.

« Quand nous avions quitté Boulac, il s'était joint à nous une djerme du pays, louée pour conduire un afficier et quatre volontaires de la 25e. Au moment où le rassemblement s'était montré les Turcs qui conduisaient la djerme l'avait abandonnée ; les cinq hommes qui s'y trouvaient allaient périr : il fallut envoyer le canot les chercher.

« Le feu de mousqueterie devint très-vif, l'infanterie ennemie montrait beaucoup d'audace; la cavalerie, composée de gens fort bien montés et parfaitement habillés, se tenait un peu à l'écart, excitant les fantassins ; mais comme ils virent notre bonne

contenance et que notre feu nourri arrêtait les plus hardis, les fantassins se jetèrent à l'abordage. Une masse compacte d'hommes se précipita sur nous de tous côtés, et en même temps la cavalerie fit un mouvement en avant.

Une décharge à mitraille culbuta fantassins et cavaliers ; ceux qui arrivaient sur nous à la nage furent reçus à coup de fusil, mais nous avions déjà beaucoup des nôtres hors de combat. Il était trois heures. Les Arabes recommencèrent à tirer sur nous ; le feu fut très-vif de part et d'autre, et lorsqu'ils pensèrent nous avoir affaiblis, ils tentèrent un second abordage avec des djermes. Quelques coups de canon bien tirés les coulèrent tandis que la fusillade et deux coups à mitraille criblaient les assaillants, qui durent plonger sous l'eau.

« Comme le feu des Arabes restés sur le rivage diminuait, nous crûmes que les munitions leur manquaient, et comme d'un autre côté nous en avions très-peu, nous cessâmes de tirer. Ils crurent que c'était le moment de tomber sur nous et tentèrent un troisième abordage qui n'eut pas plus de succès que les deux premiers.

« Nous attendions la nuit avec grande impatience. Dix hommes tués, trente blessés dont quelques-uns très-grièvement, nos munitions en grande partie consommées, nous prouvaient qu'il ne nous serait

pas possible de tenir encore longtemps. Enfin vers huit heures et demie le feu a complétement cessé, et le rassemblement s'est dispersé.

« Nous voulions continuer notre route, mais comme il ne restait que trois matelots et deux mousses qui ne fussent pas blessés, il nous fallut abandonner le canot que l'on défonça après l'avoir désarmé; et comme il se trouvait encore plusieurs bas-fonds à traverser, craignant de nous ensabler on jeta à l'eau tous les effets, et même les biscuits afin d'alléger la felouque. A dix heures nous avons pu nous remettre en route, observant le plus grand silence; mais dans les endroits difficiles les blessés durent se mettre à l'eau. Nous sommes arrivés le surlendemain sans avoir fait d'autres mauvaises rencontres.

« Le capitaine de la felouque, le citoyen Fouque s'est conduit avec toute la prudence, le sang-froid et le courage qu'un officier peut montrer; c'est la cinquième fois qu'il est attaqué.

« Le citoyen Cornillon, officier de la 25e, a été tué.

« Le chef de bataillon d'Authard blessé à la main et à la tête.

« Le capitaine Cocurel blessé aux reins et aux bras.

« Le citoyen Fouque, une contusion à l'estomac.

« Son lieutenant blessé au poignet et à la cuisse.

« De mes sept canoniers, quatre sont tués et les trois autres blessés.

« Tout le reste de l'équipage a été tué ou blessé à l'exception de six hommes. »

Comme on le voit, le général de Dommartin ne parlait pas de ses blessures qu'il jugeait sans gravité; Bonaparte ne s'en préoccupa point, et le 14 messidor (2 juillet) il écrivit au général Desaix.

« Le général Dommartin, se rendant à Alexandrie sur un bâtiment armé, a été attaqué par les Arabes; il est parvenu, quoiqu'échoué, à les repousser avec la mitraille, mais il a eu deux blessures qui ne sont pas de conséquence. »

Quelques jours avant il avait écrit au comte amiral de Ganteaume:

« Vous trouverez à Alexandrie le général Dommartin et vous l'aiderez dans le transport de toutes les poudres, canons munitions de guerre qu'il doit envoyer à Rosette, Boulac et Damiette. »

Marmon de son côté écrivait à Dommartin.

« Alexandrie 14 Messidor

« Je vous ai écrit, mon cher général, il y a trois jours pour vous dire combien nous étions tous peinés du malheureux accident qui vous est arrivé; recevez-en de nouvelles assurances ainsi que du vif

intérêt que nous prenons à tout ce qui vous regarde. Je me faisais une grande fête de vous voir, et il est pénible de penser que ce moment est retardé; s'il pouvait vous convenir, mon cher général, de venir passer ici votre convalesence, vous combleriez les vœux de tous les Alexandrins nous aurions bien soin de vous; je vous enverrais une voiture du Général en chef; enfin nous mettrions tout en œuvre pour vous faire passer le temps d'une manière moins pénible.

« Recevez, mon cher général, l'assurance de ma vive amitié.

» MARMONT. »

Bien que le général crût à sa guérison prochaine il craignit que sa mère n'apprît indirectement sa blessure et dicta pour elle une lettre qu'il fit parvenir au Caire à son beau-frère M. de Châteauvieux; cette lettre attendait les dépêches du Général en chef lorsque, le 21 messidor, le tétanos s'étant déclaré emporta le blessé en quelques heures.

En France on était depuis plusieurs mois sans nouvelles d'Égypte. Soit que le Directoire ne crût pas aux succès annoncés dans les rares dépêches de Bonaparte, soit plutôt qu'il craignit de lui donner une importance et une popularité dangereuse, on s'occupait peu de l'expédition lointaine, lorsque

l'Europe s'agitait et que la guerre était éminente.

Le 28 juin Bonaparte avait adressé au Directoire une lettre qui ne cachait qu'à demi les embarras de sa situation.

« Si vous voulez que nousnous relevions, disait-il, il nous faut d'ici à pluviôse 6000 hommes de renfort. Si vous en faites passer en outre 15000, nous pourrons aller partout, même à Constantinople. Mais s'il ne vous est pas possible de nous faire passer tous ces secours, il faudrait faire la paix... A la saison prochaine nous serons réduits à 15000 hommes effectifs, desquels ôtant 2000 hommes aux hôpitaux, 500 vétérans, 500 ouvriers qui ne se battent pas, restera 12000 hommes tout compris. »

La bataille d'Aboukir gagnée un mois plus tard tout en écrasant les Turcs, ne fut qu'un brillant combat et ne changea pas l'avenir réservé à l'expédition. Les victoires épuisaient l'armée que la peste décimait.

Le Directoire ne pouvait ni ne voulait accorder les renforts qu'on lui demandait; Bonaparte sentait que l'Orient allait lui échapper; rêvant d'ailleurs d'autres destinées, il s'embarqua secrètement pour la France vers la fin du mois d'août.

Les bruits les plus alarmants sur l'état de notre armée s'était répandus en France; on n'avait pu cacher les ravages occasionnés par la peste; l'in-

quiétude déjà grande dans les familles s'augmentait en raison même du silence gardé par le gouvernement.

Madame de Dommartin, sous le coup d'un pressentiment affreux, voulut partir pour Paris, espérant que là du moins, elle apprendrait la vérité ; elle allait ainsi au-devant de la fatale nouvelle que depuis bien des mois elle redoutait.

Bonaparte était rentré en France; quels généraux l'avaient suivi? Comment avait-il pu abandonner son armée la laissant aux prises avec un double ennemi : les Arabes et la peste? Elle n'espérait pas retrouver son fils, car il lui eût écrit, lui qui, pendant la campagne d'Italie, ne l'avait jamais laissée plus de quinze jours sans un mot d'affectueux souvenir; mais elle saurait du moins où il pouvait être. Sa fille, madame de Châteauvieux, l'avait accompagnée; quand son mari l'avait quitté pour suivre cette expédition, qui s'annonçait comme un voyage facile, elle n'avait pas prévu les inquiétudes qui l'attendaient.

Elles coururent ensemble au ministère; on ne leur apprit rien, mais, le 18 brumaire, le jour, même où Bonaparte renversait le Directoire, madame de Dommartin recevait cette lettre, terrible dans son laconisme :

Paris, 17 Brumaire an VIII de la République française.

ALEXANDRE BERTHIER,

CHEF DE L'ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE D'ORIENT.

« Je vous apprends avec douleur, citoyenne, que le général de division Dommartin, commandant de l'artillerie de l'armée d'Orient, a été tué sur le Nil en se rendant du Caire à Rosette, dans le courant de messidor an VII.

« Il a emporté avec lui l'estime et les regrets de toute l'armée.

« Tous ses effets et papiers sont entre les mains de son beau-frère, au Caire.

« ALEX. BERTHIER. »

Cette triste nouvelle ne devait précéder que de quelques mois une autre douleur. M. de Châteauvieux mourut au Caire; madame de Dommartin et sa fille se trouvèrent seules avec leurs chagrins.

La tourmente révolutionnaire avait passé ; le siécle commençait, apportant avec lui des espérances de tranquillité et de gloire. Ces deux femmes pleurant l'une son fils, l'autre son mari, s'enfermèrent dans leur village, insensibles aux bruits du dehors.

Nous avons dû esquisser à grands traits cette campagne d'Égypte et de Syrie, pour suivre le général de Dommartin dans une expédition hasar-

deuse où, comme tant d'autres, il avait été entraîné par Bonaparte. A quelque point de vue que l'on se place, elle fut sans résultat pour la France, qui perdit sa marine et beaucoup de vaillants soldats.

Mais cette petite armée, admirable de courage et d'abnégation, luttant sans cesse contre la maladie, le climat et les hommes, restera comme un des brillants exemples de ce que peuvent des troupes aguerries et disciplinées, ayant l'esprit militaire et l'honneur du drapeau.

Depuis le jour où, tenté d'émigrer, Dommartin s'était refusé à confondre la France avec la révolution furieuse qui l'asservissait, il s'était dévoué à sa patrie, accomplissant son devoir de soldat. De même qu'il serait mort pour son roi, il mourut pour son pays.

Pendant la campagne d'Italie, lorsque le manque d'approvisionnements créait de sérieux embarras il s'était montré organisateur habile, et Bonaparte qui l'avait jugé, lui demanda, dès son arrivée à Paris, son concours pour former l'artillerie destinée à l'Angleterre. En Égypte et surtout en Syrie sa tâche fut souvent difficile. La mort comme on l'a écrit, l'arrêta sur le grand chemin de la gloire, et sa dernière pensée fut pour sa mère.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages